



# Le Monde

CINQUANTE ET UNIÈME ANNÉE - N° 15632 - 7 F

SAMEDI 29 AVRIL 1995

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MAINE COLONNAUD

## ■ « Priorité absolue » à la lutte contre le sida

Dans un rapport qu'il s'apprête à déposer sur les bureaux de l'Assemblée nationale et du Sénat, le gouvernement demande que la lutte contre l'épidémie de sida devienne « une priorité absolue ».

p. 12

## ■ Commission d'enquête sur le massacre de Kibeho

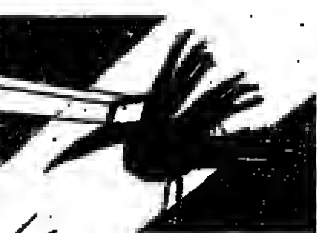
Le président rwandais a annoncé aux ambassadeurs accrédités à Kigali la création d'une commission d'enquête internationale sur le massacre de Kibeho, qui a provoqué plusieurs milliers de morts.

p. 2

## ■ La France va réduire son aide à l'Algérie

La diminution d'environ 1 milliard de francs, en 1995, du soutien financier de Paris à Alger risque d'être perçue comme une première prise de distance à l'égard du pouvoir militaire.

p. 2



## ■ Les supermarchés du septième art

Les « multiplexes », ces complexes rassemblant en un même lieu plus de dix salles de cinéma, sont de plus en plus nombreux à s'installer à la périphérie ou au cœur des villes.

p. 28

## ■ Les mémoires de la Shoah (V)

Le génocide a cessé d'être un tabou dans les écoles. Pour les enseignants américains, la confrontation avec l'Histoire est un moyen d'indiquer les jeunes à la vigilance et à la responsabilité civiques.

p. 15

## ■ Ferrari à la poursuite de sa légende

Un an après la mort d'Ayrton Senna sur le circuit d'Imola, le Grand Prix de Saint-Marin ouvre la saison européenne du championnat du monde de formule 1.

p. 24

## ■ Les éditoriaux du « Monde »

Amnésie et amnistie : Les politiques et le sida.

p. 19

Abouja, 3 DM; Antigua-Guyana, 8 F; Asie, 25 ATS; Belgique, 46 FB; Canada, 2,46 \$CAN; Côte d'Ivoire, 800 F CFA; Danemark, 14 KRO; Espagne, 220 PTA; Grande-Bretagne, 1 £; Grèce, 350 DR; Italie, 1,000 L; Luxembourg, 40 F; Maroc, 9 DH; Norvège, 140 NOK; Pays-Bas, 3,60 F; Portugal, 200 Esc; République tchèque, 100 Kč; Espagne, 166 Ptas; France, 100 F; Allemagne, 1 DM; USA, 1,36 \$; Suisse, 2,20 S; Royaume-Uni, 1 £.

M 0147-0429-7.00 F

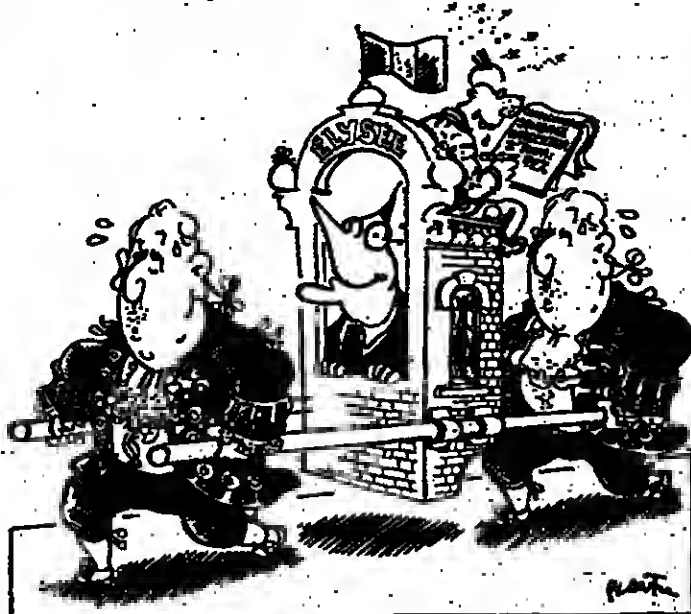


## M. Chirac obtient le concours de M. Balladur et de ses amis

Le premier ministre a accepté d'être présent à Bagatelle

SOLLICITÉ indirectement par Jacques Chirac, Edouard Balladur, qui avait prévu de rester jusqu'au 1<sup>er</sup> mai à Chamonix, a finalement accepté, jeudi 27 avril, de participer au rassemblement des partisans du maire de Paris sur la pelouse de Bagatelle, à Paris, samedi 29 avril. Les amis du premier ministre estiment que l'insistance mise par les chiraquistes à sa venue, ainsi qu'à celles de Nicolas Sarkozy et de François Léotard, représente une victoire. Initialement, le maire de Paris et ses partisans n'envisageaient pas de faire une place aux balladuristes dans leur campagne du second tour. Le fait que M. Chirac ait voulu obtenir la présence de M. Balladur et de ses principaux alliés, aux côtés de Valéry Giscard d'Estaing, montre qu'il estime nécessaire de renforcer son image de « rassembleur ». En même temps, il a réaffirmé, jeudi, qu'il estime n'avoir « rien à négocier » pour l'emporter le 7 mai.

Lionel Jospin a précisé, de son côté, son projet de référendum sur les institutions. Dans un entretien publié par *Le Figaro* et sur RTL,



vendredi, le candidat socialiste a indiqué que la « dose de proportionnelle » qu'il propose pour le mode d'élection des députés ne sera pas introduite par ce référendum, autrement dit pas avant les élections législatives qui suivront la dissolution de l'Assemblée nationale.

Lire pages 6 et 7

## La lutte pour le pouvoir est engagée en Chine

Le limogeage de Chen Xitong illustre les manœuvres autour de la succession de Deng Xiaoping

LE PLUS HAUT responsable de la municipalité de Pékin, Chen Xitong, premier secrétaire du comité du Parti communiste pour la capitale chinoise, a été limogé, sous couvert d'une « démission » liée aux multiples scandales financiers qui touchent les instances dirigeantes de la ville. Encore membre - mais pour combien de temps ? - du bureau politique du parti à l'échelle nationale, M. Chen est le premier dignitaire appartenant à cette toute-puissante instance, dans l'histoire du régime fondé en 1949, à se voir ainsi remercié à cause de malversations découvertes au sein de son administration. Il est ainsi victime de la campagne en cours contre la corruption généralisée qui, aux yeux des autorités chinoises, nourrit un mécontentement populaire menaçant pour leur pouvoir.

Cependant, la chute de cette figure importante de la haute direction chinoise doit moins à une volonté d'épuration, qui devrait logiquement continuer, qu'à des règlements de comptes et batailles de factions en coulisses pour le contrôle de l'appareil au lendemain de la

mort de Deng Xiaoping. Elle indique que celle-ci est imminente et que l'héritier désigné de la vieille génération, Jiang Zemin, chef de l'Etat et du parti, se sent désormais pressé d'installer ses propres partisans aux échelons supérieurs du pouvoir.

A contrario, cette disgrâce illustre donc la faiblesse du dispositif de succession dont le régime assure qu'il est désormais en place. A l'heure où la Chine émerge comme une puissance économique et militaire avec laquelle il faut compter, sans pour autant s'enorgueillir, son poids, les incertitudes de cette transition d'une génération à la suivante devraient provoquer une réflexion sur l'avenir de ce pays au sein du monde démocratique et industriel qui a mis sur une passion des pouvoirs en bon ordre à Pékin. Ce scénario idéal, s'il se réalisait, constituerait en effet une première dans un système politique qui fonctionne encore selon les mécanismes classiques du régime que recouvre la notion officielle et fallacieuse de « centralisme démocratique ».

Lire page 3

## Les requins-taupes de l'île d'Yeu

LES RIVAGES VENDEÛS n'ont rien à voir avec les ceintures de corail des mers tropicales, et l'île d'Yeu, que l'on sache, ne fait pas partie du bassin des Caraïbes. Et, pourtant, Port-Joinville se targue d'être le premier port de France pour la pêche... au requin. La saison vient tout juste de débuter et le *Mammouth*, un robuste bateau de 25 mètres en bois, a débarqué il y a quelques jours à la criée flamboyante 5 tonnes de squalos. Un beau commencement en attendant le retour du *Bériz*, du *Mirador* et du *Cupidon*, début mai.

La flottille d'Yeu s'est forgée cette spécialité depuis peu de temps. L'an dernier, les apports ont franchi la barre des 730 tonnes. Une dizaine de navires artisanaux, armés par cinq ou six hommes, traquent d'avril à septembre le requin-taube dans les eaux internationales, au large du golfe de Gascogne et de La Corogne. Comme le thon, dont la pêche sera ouverte dans un mois, le requin - plus connu sous l'appellation « veau de mer » - est une espèce migratoire qui remonte, à l'été déclinant, vers l'Irlande. On le capture non au filet, mais à la palangre, longue ligne de plusieurs kilomètres, solide comme un

câble, dont les centaines d'hameçons, redoutables tels des crocs, sont appâtés avec des harengs congelés. Les équipages partent pour deux ou trois semaines, après la pêche, est allé-toire. On restera plusieurs jours en se baladant les flancs et, le lendemain, on remontera en quelques heures trente ou quarante poissons, les plus belles prises pouvant approcher les 200 kilos.

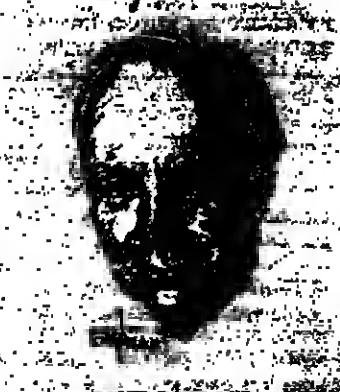
« C'est une pêche saisonnière, mais vitale pour notre flottille », observe Stéphane Vignaud, directeur de l'organisation de producteurs. Les pêcheurs qui sont à la taube ne sont pas au merlu, ce qui soulage d'autant la pression de pêche sur le plateau continental, qui est la zone la plus névralgique quant à la préservation de la ressource. Les pêcheurs taupiers n'ont pas trop à se plaindre, côté revenus. Les premières ventes de la mi-avril ont oscillé autour de 25 F à 26 F le kilo, bien au-dessus du prix de retrait, fixé à 15,50 F, c'est-à-dire un niveau très correct. Autre avantage : la cohabitation en mer avec les ligneurs espagnols ne donne lieu à aucune antipathie, ce qui n'est pas le cas lorsque, chaque été, la pêche au thon germon bat son plein dans

une véritable foire d'empoigne. Le requin-taube n'a pas encore conquis ses lettres de noblesse sur les tables françaises en dépit de quelques campagnes de promotion des supermarchés. Il est vrai que sa chair n'a rien d'exceptionnel, que tout est dans les arêtes, les sautes et la manière de confectionner les rôtis. Le marché espagnol, en revanche, et surtout l'Italie en raffolent, et les mareyeurs qui « tiennent » ces circuits très spécialisés ne perdent pas d'argent, bien au contraire.

Pourtant, les récents désordres monétaires, avec la dévaluation de la lire et de la peseta, ont passablement désorganisé les flux commerciaux au-delà des Alpes et des Pyrénées. Quand les fraises d'Andalousie et les tomates de Sicile entrent plus facilement à Rungis, une chose est sûre : la taube vendéenne, qu'il faut au préalable avoir décapitée et éviscérée, a tout le mal du monde à séduire le Napolitain et à trouver preneur à Vigo. N'empêche : ici c'est une valeur réelle pour quelque cinquante familles istaises.

François Grosrichard

## Les difficultés du Lloyd's



DAVID ROWLAND

PRÉSIDENT du Lloyd's, le plus grand marché de la réassurance au monde, David Rowland va-t-il gagner son pari en permettant à l'institution tricentenaire de surmonter la crise financière qu'elle traverse et qui menace son identité ? Après avoir accumulé 64 milliards de francs de pertes entre 1988 et 1991, le Lloyd's, qui publie ses résultats avec trois ans de décalage, devait encore afficher pour 1992 un déficit de onze milliards de francs, si l'on en croit le bureau de consultants spécialisés Chatelet. Malgré les tentatives persistantes dans la City sur l'ajout de capitaux, la diminution du nombre de personnes - les « names » - qui, jusqu'à présent, garantissaient sur leur propre fortune les pertes de l'institution - et la persistance de catastrophes en tout genre - depuis le cyclone « Andrew » jusqu'au tremblement de terre de Los Angeles, la direction dément être en discussion avec la banque d'Angleterre pour mettre sur pied un plan de sauvetage.

Pour revenir à une rentabilité et éviter, David Rowland et son directeur général, Peter Hildreton, misent sur la création d'une société spéciale, baptisée Equitas, dans laquelle seront isolés tous les risques liés aux contrats d'assurance passés avant 1986 et notamment ceux générés aux Etats-Unis par la pollution et l'amiante. Les pertes 1992 intègrent en effet 1,235 milliard de livres découlant des années passées, la perte de l'année n'étant « que » de 235 millions de livres. Les exercices 1993 et 1994, qui s'annoncent « prometteurs », d'après Chatelet, devraient afficher respectivement des bénéfices d'environ 1 milliard de livres et 800 millions.

Daniel Vernet

Lire la suite page 19

Lire page 20

IL Y A  
MATIÈRE  
À RÉFLÉCHIR  
EN PAGE  
3

## L'Europe en attente d'une vision franco-allemande

UN DES PREMIERS échanges diplomatiques du nouveau président de la République sera la préparation de la conférence intergouvernementale de 1996. A l'origine, il s'agit d'un rendez-vous destiné à faire le point sur l'application du traité de Maastricht. Mais, au fil des ans, les partenaires européens ont nourri de plus grandes ambitions. Certains considèrent cette conférence intergouvernementale - CIG dans le jargon communautaire - comme une sorte de Maastricht II ; d'autres veulent d'abord réformer les institutions européennes, d'autres encore - comme Alain Juppé - parlent d'un « nouvel acte fondateur » de l'Union européenne.

Dès le mois de juin, un groupe de travail, commencera à fonctionner. Le chef de l'Etat se pourra alors se contenter des déclarations générales sur l'Europe propres aux candidats ; il devra donner à son représentant des directives précises sur des sujets aussi divers que les Européens que l'extension du vote à la majorité pour la politique extérieure et de sécurité commune (PESC), les pouvoirs du Parlement européen, la mise en œuvre d'une défense commune ou la réforme de la Commission.

Les Français et les Allemands se sont proposés de définir une attitude

commune pour la CIG. La tâche sera complexe : les positions de départ sont encore très éloignées malgré des rapprochements récents.

Les Allemands ont lancé un ballon d'essai dès le mois de septembre, avec le « document Schabille-Launers ». Ce texte avait, pour eux, le double avantage d'être signé par deux personnalités de la démocratie chrétienne, au pouvoir à Bonn, sans avoir pour autant un statut officiel. Il proposait une conception très cohérente de la future Union Européenne, de modèle fédéral, avec des décisions prises à la majorité et un système institutionnel se développant selon ce que le nouveau président du Mouvement européen français, Jean-Louis Bourlanges, appelle « le principe de la chrysalide » : la Commission se transforme en gouvernement, le Parlement de Strasbourg en première chambre et le Conseil européen en Sénat. Le texte Schabille-Launers est resté célèbre aussi par la proposition de « moyen dur » formé par les Etats membres susceptibles d'avancer plus vite sur la voie de l'intégration, à savoir la France, l'Allemagne et les trois pays du Bénélux.

Daniel Vernet

Lire la suite page 19



**RÉDUCTION** La France va réduire, cette année, le montant de son aide directe à l'Algérie. L'enveloppe des crédits alloués va être ainsi ramenée de 6 à 5 milliards de

francs, ce qui risque d'être interprété comme une première marque de défiance à l'encontre du pouvoir militaire. ● ALGER signera, lundi 22 mai, avec le Fonds monétaire international (FMI) un programme d'ajustement structurel pour la période 1995-1998, qui prévoit l'octroi de 1,8 milliard de dollars. ● L'ARRÊT du boycottage des cours en Kabylie et,

partant, l'attitude vis-à-vis du pouvoir a provoqué de graves dissensions au sein du mouvement culturel berbère. ● LE QUOTIDIEN indépendant *El Watan* a plaidé, jeu-

di, dans un éditorial, pour la fin de la politique du « tout sécuritaire », jugeant que, « nécessaire un temps, elle n'est plus suffisante aujourd'hui ».

## L'aide financière française à l'Algérie va diminuer

La décision d'allouer, en 1995, un milliard de francs de crédits de moins qu'en 1994 risque d'être perçue comme une première prise de distance des autorités françaises à l'égard du pouvoir militaire en place à Alger



### La reprise des cours en Kabylie divise le mouvement berbère

LA REPRISSE des cours en Kabylie, prévue, samedi 29 avril, à l'issue de huit mois de boycottage, apparaît incertaine en raison des profondes divergences qui séparent, sur cette question, les deux principales ailes du Mouvement culturel berbère (MCB). Ce dernier avait appelé, en septembre, 800 000 écoliers et étudiants à la « grève des ardoises » pour appuyer sa revendication de reconnaissance de la langue berbère (amazigh) comme langue nationale et officielle. Mais des dizaines de marches et plusieurs grèves générales n'ont réussi ni à faire sortir le mouvement des limites de la Kabylie ni, surtout, à faire plier le pouvoir.

Le MCB-coordination nationale, proche du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) de Salah Sadi, a appelé à la reprise des cours dès samedi, à l'issue d'un accord conclu, le 22 avril, avec la présidence de l'Etat. Cet accord porte sur la création d'une « instance rattachée à la présidence » et « chargée de la réhabilitation de l'amazighité (identité berbère) en tant que l'un des fondements de l'identité nationale et de l'introduction de la langue amazigh dans l'enseignement et la communication ». Dès son annonce par un communiqué de la présidence, la signature de l'accord a suscité une levée de bouilliers dans le camp des plus farouches défenseurs de la cause berbère qui l'ont qualifié de « trahison » et de « capitulation ».

UNE « ANNÉE » SCOLAIRE DE DEUX MOIS  
« Il n'apporte aucune réponse sur le fond à la revendication identitaire berbère », a estimé, mercredi, au cours d'une conférence de presse,

Djamel Zenati, chef du MCB-commissions nationales, qui milite sous la houlette du Front des forces socialistes (FFS) d'Hocine Ait Ahmed.

« L'absence de volonté réelle d'une solution politique est devenue évidente après trois jours de discussions entre les porte-paroles impliqués dans le boycottage scolaire et la présidence », a-t-il ajouté, assurant que « l'écrasante majorité est pour la poursuite du boycottage ».

Une troisième tendance nouvellement créée, le MCB-rassemblement national, n'a pas pris clairement position. Elle est animée par le chanteur Ferhat Mehenni, principal artisan du boycottage, exclu, depuis février, de la présidence de la Coordination nationale. « Nous ne nous opposons pas à la levée du boycottage, mais nous ne ferons rien en ce sens », nous a-t-il déclaré avant de souligner qu'il était plus réservé quant à la forme que doit prendre l'« instance » ou l'« omzighité » où siègeront des représentants du pouvoir, la rendant, de fait, « très dépendante ». M. Mehenni n'a pas manqué de lancer une pique au secrétaire général du RCD, rappelant que son exclusion du MCB-coordination nationale a été prise, en partie, à cause des positions que ce dernier vient d'épouser.

Quoi qu'il en soit, la tension a brusquement monté en Kabylie entre partisans et opposants de la reprise des cours qui se pourra, si elle est effective, qu'elle symbolique puisque l'année scolaire se termine dans moins de deux mois. Ainsi de violentes échauffourées ont opposé, mardi, à Béjaïa, des militants des deux factions

meilleure preuve de l'appui politique et économique accordé par Paris au régime algérien. En juillet 1994, lors de la signature du précédent protocole financier, le ministre algérien des finances, Ahmed Benbitour, n'avait pas manqué de souligner publiquement que les 6 milliards offerts à Alger, cette année-là, étaient la preuve du « soutien français » aux efforts d'Alger.

Cette époque paraît révolue. Même si elle s'explique par les problèmes budgétaires français, la baisse ne pourra qu'être perçue comme le premier signe d'une prise de distance, sinon d'un lâchage par Paris du pouvoir en place à Alger. Les responsables français en sont bien conscients. Aussi, pour éviter tout renouveau, Paris entendait saussonner dans le temps l'annonce des différentes enveloppes mises à la disposition du gouvernement algérien, de fa-

con à masquer la baisse globale des crédits. Une inflexion de la politique française est donc amorcée. D'autant que Paris, selon certaines sources, souhaite, pour la première fois, introduire un lien - même ténu - entre l'octroi de crédits et le déblocage de la situation politique en Algérie. Certains hauts fonctionnaires français souhaitent même aller plus loin. « Paris ne veut plus être accusé de soutenir un régime corrompu », explique l'un d'eux sous couvert d'anonymat.

Une phrase qui rappelle, en termes diplomatiques, l'hostilité de la France au recours à des intermédiaires douteux pour conclure des contrats figurant dans la lettre annonçant à Alger la mise à sa disposition de 5 milliards de francs.

Une affaire pourrait bien servir de test de cette nouvelle attitude : le contrat conclu par le groupe Thomson avec l'Algérie en 1993. D'un montant de plus de 200 millions de francs, il porte sur la vente et la mise en service de trois stations radio-émettrices. Depuis sa signature, le contrat est régulièrement bloqué par la commission des garanties de la Coface, la société d'assurance-crédit à l'exportation. Officiellement, le retard serait dû à certaines exigences de la Coface, qui aurait demandé au groupe Thomson de ne pas assurer lui-même certaines prestations - pour ne pas mettre en péril la sécurité du personnel français expatrié - et de les confier à des sous-traitants algériens.

La réalité semble être différente. Si le contrat est en panne, explique-t-on à Paris, c'est que l'administration, qui siège à la commission des garanties de la Coface, juge excessive la « commission » versée par le groupe français à des militaires algériens haut gradés pour emporter l'affaire. Elle atteindrait 10 % du montant du contrat - sans compter les sommes versées, côté français, à d'autres intermédiaires. Au siège du groupe Thomson, on se refuse à tout commentaire.

Même si Paris ne veut plus apparaître en première ligne et être catalogué par les islamistes comme un allié inconditionnel du pouvoir en place à Alger, le soutien français demeure. La meilleure preuve en est l'appui du gouvernement

national (FMI) un programme d'ajustement structurel pour la période 1995-1998, qui prévoit l'octroi de 1,8 milliard de dollars. ● L'ARRÊT du boycottage des cours en Kabylie et,

partant, l'attitude vis-à-vis du pouvoir a provoqué de graves dissensions au sein du mouvement culturel berbère. ● LE QUOTIDIEN indépendant *El Watan* a plaidé, jeu-

di, dans un éditorial, pour la fin de la politique du « tout sécuritaire », jugeant que, « nécessaire un temps, elle n'est plus suffisante aujourd'hui ».

d'Edouard Balladur à l'Algérie dans ses négociations avec le Fonds monétaire international (FMI).

Celles-ci sont sur le point d'aboutir. A l'occasion de l'assemblée de printemps du FMI et de la Banque mondiale, cette semaine à Washington, la délégation algérienne a peaufiné avec les experts du Fonds la lettre d'intention qui sera prochainement adressée au conseil d'administration du FMI et dans laquelle les Algériens présenteront leur programme économique pour les trois ans (1995-1998). Ses grandes lignes confirmeront la poursuite de la libéralisation de l'économie.

En dépit de l'hostilité des Britanniques, il ne fait guère de doute que le conseil d'administration du FMI approuvera, lundi 22 mai, le plan algérien, ce qui ouvrira la voie au déblocage - par tranches successives - de 1,8 milliard de dollars (9 milliards de francs) de crédits. Le Fonds ne sera pas l'unique bailleur de fonds. La Banque mondiale, l'Union européenne, des banques arabes fourniront des financements complémentaires.

Un accord avec le FMI sera suivi d'un deuxième réajustement de la dette publique algérienne dans le cadre du Club de Paris. Le remboursement de près de 20 milliards de francs de dettes garanties sera étalé dans le temps pour permettre à Alger de faire redémarrer l'économie. La résèque l'enjeu principal : stopper la dégradation des conditions de vie quotidienne et faire en sorte qu'un début d'amélioration soit perceptible sans tarder par la population. La voie s'annonce difficile. L'an passé, l'économie algérienne a continué à s'enfoncer. Cette année, les experts espèrent modestement stopper la tendance.

Jean-Pierre Tuquoy

Huit policiers ont été tués, dimanche 27 avril, dans une embuscade tendue par un groupe armé dans la banlieue sud d'Alger. En outre, selon le quotidien saoudien *El Hayat*, un capitaine et quatre soldats ont été assassinés dans la localité de Birouta, entre Alger et Blida. Enfin, des témoins oculaires affirment que cinq policiers ont été tués, dimanche, dans le quartier algérois de Bab-el-Oued. (AFP)

## Le gouvernement rwandais accepte une commission internationale d'enquête sur le massacre de Kibeho

Le président Bizimungu a guidé les ambassadeurs en poste à Kigali sur les lieux du drame

**KIBEHO**  
de notre envoyé spécial  
La piste de latérite, ravivée par les pluies torrentielles et la noria des poids lourds de l'aide humanitaire, serpente entre des collines désertées. Les plantations de thé sont à l'abandon. Seules quelques parcelles sont cultivées. Mais tout est vert. Au détour d'un virage en épingle, s'ouvre tout à coup un spectacle de désolation.

Des couvertures, des nattes, des bâches en plastique, des instruments de cuisine, des vêtements jonchent les ornières de la piste. Les 150 000 déplacés hutus, évacués de force par les soldats tutsis de l'armée patriotique rwandaise (APR), sont passés par là. Ils sont partis les mains vides. Les militaires, omniprésents, surveillent les routes et les pistes, dissimulés dans la végétation et derrière ce qui reste des cahures de branchages.

L'accès au camp est sévèrement contrôlé. Le président Pasteur Bizimungu est là, accompagné de la plupart des ministres de son gouvernement. Poussés par les réprobations unanimes de la communauté internationale, il a convié à Kibeho, jeudi 27 avril, les ambassadeurs accrédités à Kigali. Il leur annonce d'emblée la création d'une commission d'enquête in-

ternationale et indépendante pour faire la lumière sur les événements du 22 avril, qui ont fait, selon les sources, entre 300 et 8 000 morts. Cette commission sera composée de dix membres désignés par les Etats-Unis, le Canada, la Grande-Bretagne, la France, les Pays-Bas, l'Allemagne, la Belgique, l'Organisation de l'unité africaine (OUA), les Nations unies et le gouvernement rwandais. Elle devrait commencer ses travaux le 3 mai.

« RIEN A CRAINDRE »

Il promet que tous les corps seront exhumés, dénombrés et examinés afin de déterminer la cause des décès. Un major britannique de la police militaire de la mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda (Minuar) le conduit à l'endroit où les « casques bleus » ont creusé des fosses communes. Une dizaine de Hutus en civil se mettent aussitôt à l'ouvrage. A grand coup de hoes. Les premiers corps gonflés et blanchis apparaissent dans une odeur pestilentielle. Les hoes rebondissent sur les cadavres ou les déchirent. La tête d'un enfant manque d'être sectionnée. Le petit corps rejoint celui d'un bébé couvert de mouches.

Au même moment, le ministre de l'intérieur, Seth Sendashonga,

pénètre dans la cour de l'école où deux mille Hutus sont retranchés depuis samedi, jour du massacre. Il s'adresse à eux en kinyarwanda, leur explique qu'« il faut être raisonnable », qu'ils n'ont « rien à craindre », que « seuls ceux qui ont participé au génocide (l'an dernier) devront répondre de leurs actes devant la justice ». Et, pour convaincre, il ajoute : « Ceux qui sont rentrés ont déjà trouvé du travail. Tout va bien pour eux. Les assiégés - ils n'ont reçu ni eau ni vivres depuis six jours - répondent par des grognements. La plupart d'entre eux, hébétés, comprennent à peine ce qu'on leur dit.

La cour est cernée de quatre bâtiments de briques. Toutes les pièces sont bondées. A l'extérieur, des tas de couvertures, de bâches et d'objets ménagers constellent d'excréments baignent dans une eau boueuse. Près du premier bâtiment, le corps d'un jeune homme gît dans l'indifférence générale. La veille, les délégués du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et les « casques bleus » ont extrait 42 cadavres de cette cour des miracles.

Le ministre s'échauffe. Il ne comprend pas l'obstination de ceux qui n'ont rien à se reprocher. Il est pourtant hutu, comme eux, et deux de ses frères croupissent

depuis plusieurs mois en prison, accusés de génocide. Brusquement il en appelle aux ambassadeurs et leur demande de recueillir les noms des candidats au retour. Les diplomates comprennent mieux, d'un seul coup, la finalité de leur invitation. Le gouvernement rwandais - las des critiques - veut les impliquer dans la gestion de cette crise.

« TOUT SE PASSE TRÈS BIEN »

L'ambassadeur d'Allemagne est le premier à se prendre au jeu. « Nous sommes ici pour garantir que vous ne serez pas tués, lance-t-il en français. Je vous en supplie, venez avec vos enfants. Ici, il n'y a pas de danger pour vous ! » Au bout d'un moment, deux jeunes hommes se détachent du groupe et exigent qu'on leur cède dans leur commune d'origine. Ils veulent savoir ce qui se passe chez eux, si leur famille est retournée et a été bien accueillie. Bondissant sur l'occasion, le ministre et l'ambassadeur entraînent les deux jeunes dans une voiture. Le village n'était pas loin. Ils reviennent vite et expliquent aussitôt que « depuis le retour des déplacés tout se passe très bien ». L'ambassadeur d'Allemagne fait le « V » de la victoire et invite la foule à le suivre. Flacco ! Un jeune, au bras cassé, un vieux,

une femme et son bébé sortent des rangs. Les deux mille autres ont fait le choix de rester.

« Ceux qui quitteront cet endroit seront déçus. On refuse de nous donner de l'eau, de la nourriture, des objets. Nous sommes des morts vivants. Nous préférons mourir là, comme des bêtes, plutôt que d'être assassinés chez nous », lâche Jean Bosco. « On nous colle des crimes sur le dos, ça nous poursuivra toujours au Rwanda. C'est pour ça qu'on aimerait partir ailleurs, au Zaïre, par exemple », déclare Damascène. Tous deux affirment qu'il n'y a pas d'armes dans l'école et que ce sont les soldats de l'APR qui viennent les assassiner au couteau, à la faveur de la nuit.

« Nous n'avons pas à négocier avec eux », explique Seth Sendashonga, le ministre. Nous avons affaire à des extrémistes qui retiennent leurs femmes et leurs enfants en otages politiques. Nous continuerons de discuter avec eux pour les convaincre de partir. Lorsqu'il ne restera que les extrémistes, on verra... » Le gouvernement accuse les extrémistes hutus de se servir de quelque 500 enfants comme « bouclier humain », contre un éventuel assaut de l'armée et d'empêcher les adultes de partir, si besoin à coups de machette. Mercredi, une quarantaine

de cadavres, portant des blessures diverses, ont été sortis de l'école.

En point d'orgue à cette journée surréaliste, le président Bizimungu tient une conférence de presse, au beau milieu du camp. Le macabre décompte est terminé. On a exhumé 338 corps. Le président tance les journalistes et ceux qui ont annoncé un nombre beaucoup plus important de victimes. Evoque-t-on les témoins oculaires, les corps enfouis dans les latérites ? C'est 338 corps. Si vous prétendez qu'il y en a plus, dites-moi où ils sont, montrez-les-moi !

Un « journaliste » rwandais - qui tenait précédemment le mégaphone du ministre de l'Intérieur - interroge le président sur l'attitude de Médecins sans frontières (MSF), « qui porte de plusieurs milliers de morts ». Le président s'en prend donc à l'ONG française. La jeuque déléguée de MSF, non sans courage, maintient les affirmations de son organisation. L'ambassadeur des Nations unies, estimant que « les chiffres ont une bonne valeur indicative », affirme que « la commission d'enquête internationale fournira des conclusions qui conviendront à toutes les parties ».

Frédéric Fritscher

Chen Xitong  
du Parti communiste

Corée du Sud : explosion massive sur un chantier de métro

مركز الأصل



## Chen Xitong, le responsable de Pékin du Parti communiste chinois, a été limogé

Cette éviction illustre les incertitudes de la succession de Deng Xiaoping

Jiang Zemin, chef de l'Etat et du Parti communiste, est pressé de placer des hommes de confiance aux principaux postes clés du pouvoir

avant la mort de Deng Xiaoping. Cette préoccupation explique l'éviction pour malversations du véritable chef de la municipalité de Pékin, Chen Xi-

tong. Il devrait également être exclu du bureau politique du PC, ce qui constitue une « première » dans l'histoire de la Chine communiste.

### PÉKIN

Pour la première fois dans l'histoire du régime chinois, un membre du bureau politique du Parti communiste, le premier secrétaire du comité municipal du parti pour Pékin, Chen Xitong, a été limogé pour avoir tenté de couvrir des malversations au sein de l'administration qu'il coiffait. Véritable chef de la municipalité - au-dessus du maire -, M. Chen, selon les termes du communiqué rendu public dans la nuit du jeudi 27 au vendredi 28 avril, « a présenté sa démission en raison de ses responsabilités écrasantes » dans les affaires à propos desquelles une enquête avait été ouverte par les instances de discipline du pouvoir, conduisant au suicide, le 4 avril, du vice-maire Wang Baosen (*Le Monde* du 12 avril).

Signe indubitable que la purge à la tête de la plus puissante féodalité régionale du pays va continuer, M. Chen, un ancien policier âgé de soixante-cinq ans, a été remplacé par Wei Jianxing, autre membre du bureau politique, chef de la commission de discipline du comité central. A cette dernière position, comme auparavant à celle de ministre de la supervision (du personnel dirigeant), M. Wei s'est taillé une réputation de nettoyeur de choc d'un régime où la corruption s'est généralisée à la faveur d'un décollage économique rapide, réalisé en l'absence de garde-fous juridiques. M. Chen, quant à lui, s'était illustré, aux yeux de la population, par ses bruyants applaudissements lors de la répression sanglante du « printemps de Pékin », en 1989.

Le régime n'a pas encore précisé les reproches qui pèsent sur la direction de la municipalité de Pékin. Cependant, on sait que l'enquête en cours depuis plusieurs semaines, qui a déjà abouti à l'interpellation des secrétaires particuliers de plusieurs de ses chefs, porte notamment sur les conditions d'attribution de projets immobiliers, secteur hautement lucratif sur un marché où la spéculation fait rage. Il ne fait guère de doute que le maire Li Qiyuan va suivre à terme son compère, qu'il avait remplacé à ce poste, en 1993, dans un effort artificiel visant à séparer les fonctions de chef du parti et de chef de l'administration. Les fils de ces deux personnages sont aussi sous enquête pour leur implication dans des affaires immobilières.

Le bruit courait, vendredi, que M. Chen avait été arrêté. Ce qui expliquerait le déploiement massif de policiers en armes qui a eu lieu, jeudi dans l'après-midi, autour du groupe d'immeubles où se trouvaient rassemblés, à quelques centaines de mètres de la place

Tiananmen, les principaux organes dirigeants de la municipalité. Le dispositif avait été levé dans la soirée.

La manière dont la presse officielle a présenté, vendredi, ce spectaculaire limogeage, décidé au nom du comité central du parti, confirme qu'il s'agit d'une mesure préparée au plus haut niveau, dans une intention politique évidente : le chef de l'Etat et du parti, Jiang Zemin, est désormais pressé de nommer des hommes de confiance à des postes-clés avant que le régime n'ait à annoncer le décès de Deng Xiaoping. M. Jiang a déjà fait nommer, à la tête de plusieurs instances stratégiques, comme le commandement de la police armée pour la place de Pékin, des responsables qui passent pour lui avoir été très proches au temps où il dirigeait la municipalité de Shanghai.

**M. Chen s'était illustré par ses bruyants applaudissements lors de la répression sanglante du « printemps de Pékin »**

Cette percée à la tête du régime de la « faction shanghaienne », comme on l'appelle désormais, est au reste observée avec méfiance dans les milieux du pouvoir, s'agissant d'une pratique contraire aux habitudes du régime, qui préfère en général répartir les postes entre dirigeants émanant de bases géographiques variées. Mais M. Jiang, qui a perdu avec le décès du conservateur Chen Yun, le 10 avril, le soutien important que la clientèle de ce dernier pouvait lui apporter, n'a plus guère le temps de forger des alliances aussi complexes, l'échéance du décès du patriarche se rapprochant.

Le ministère des affaires étrangères, qui s'en tient à la position selon laquelle M. Deng est « dans l'ensemble en bonne santé pour un homme de quatre-vingt-dix ans », ne réussit plus à faire cesser les rumeurs selon lesquelles il serait en réalité à l'article de la mort. Ces bruits ont provoqué, depuis deux jours, des tassements sur plusieurs marchés boursiers asiatiques, notamment Hongkong et Tokyo. A Hongkong circulaient aussi des informations non confirmées officiellement par Pékin, mais non démenties, selon lesquelles les enfants du patriarche auraient été

priés de ne plus quitter la capitale chinoise.

Mais il est difficile de déterminer si cet interdit est lié à l'état de santé de leur père ou au souci du régime de les empêcher de se livrer, à l'étranger, à des déclarations qui ne seraient pas exactement conformes à la ligne officielle, comme ce fut le cas lors de la tournée de sa fille Deng Rong en France et aux Etats-Unis, au début de l'année. En outre, une invérifiable rumeur fait état d'une enquête des brigades anti-corruption sur les transactions opérées par l'un des fils, Deng Zhifeng, président de plusieurs firmes, en affaires avec le monde capitaliste.

L'éviction de M. Chen est le premier limogeage d'un très haut responsable politique depuis la mise à pied de Zhao Ziyang, secrétaire général du Parti communiste au moment des troubles de Tiananmen, en 1989. La présentation du dossier par le régime prépare le terrain pour lui faire porter, avec d'autres personnalités, la responsabilité de la répression militaire. Même si

Jiang Zemin approuve aujourd'hui cette répression, il ne peut qu'être parfaitement conscient que le débat s'ouvrira, après la mort de Deng, sur le bien-fondé de cette décision tragique.

Dans ce contexte, la crise qui vient de se produire à la tête de l'administration de la capitale, organisme particulièrement sensible aux vents politiques créés par les luttes de clans au sein du régime, permet de relativiser l'assurance, répétée à l'envi par les porte-parole officiels, selon laquelle « la succession [de Deng et des autres vétérans communistes] est réglée ». Comme dans tout régime fonctionnant sur le mode léniniste, elle l'est jusqu'au jour où l'on décidera qu'elle ne l'était pas. Sans quoi M. Chen Xitong, dont on peut s'attendre qu'il soit aussi démis du bureau politique, aurait accepté la proposition qui lui avait été faite, en mars, de quitter en douceur son poste pour occuper des fonctions plus discrètes en province.

Francis Deron

## Israël saisit des terres arabes à Jérusalem-Est

GAZA. L'Autorité palestinienne a réclamé, jeudi 27 avril, une intervention du Conseil de sécurité des Nations unies, contre une décision annoncée, le jour même, par Israël, de saisir 53 hectares de terres palestiniennes dans Jérusalem-Est, afin d'y construire des centaines de logements pour des juifs. C'est la confiscation de terres arabes la plus importante, dans la partie orientale de Jérusalem, depuis 1980. Les Israéliens « violent chaque jour ce qui a été conclu entre nous », a déclaré Yasser Arafat à propos de cette décision, qui a aussi suscité des remous au sein du gouvernement israélien et des protestations de la fondation Ir Shalem, qui lutte contre les expropriations. - (AFP)

### PROCHE-ORIENT

■ AIDE : les principaux bailleurs de fonds des Palestiniens ont confirmé, jeudi 27 avril, à l'issue d'une réunion à Paris, leur engagement à financer le déficit budgétaire de l'Autorité palestinienne pour 1995 et les arriérés de 1994 - 228 millions de dollars au total - et à « mobiliser à très court terme près de 60 millions de dollars ». - (AFP)

■ GAZA : Amnesty International a dénoncé, jeudi 27 avril, le tribunal militaire d'exception créé par le chef de l'OLP, Yasser Arafat, pour réprimer l'opposition armée à Gaza. Les jugements de la Cour de sûreté de l'Etat sont « grossièrement injustes », affirme Amnesty, qui demande à l'Autorité de respecter les normes internationales. - (AFP)

### AFRIQUE

■ NIGERIA : les travaux de la conférence constitutionnelle ont été suspendus, jeudi 27 avril, par son président en attendant qu'elle présente formellement son rapport au gouvernement militaire fédéral, « dans les six semaines à venir ». - (AFP)

### ASIE

■ TIBET : cinquante-six religieuses et cinquante moines ont été arrêtés, en février et en mars, dans trois monastères tibétains, alors qu'ils avaient lieu, dans la région, des manifestations indépendantistes, a affirmé, jeudi 27 avril, l'agence indépendante Tibet Information Network. - (AFP)

■ MALAISIE : la coalition du Front national du premier ministre Mahathir Mohamad, au pouvoir depuis quatorze ans, a remporté 162 sièges sur les 192 de la Chambre basse du Parlement fédéral, selon les résultats définitifs des élections générales. Le parti islamiste PAS a obtenu 7 sièges et demeure maître de l'Etat de Kelantan. - (AFP)



**LITERIE BULTEX**

**LE TEMPS EST VENU DE TOUT VOUS DÉVOILER.**

## Corée du Sud : explosion mortelle sur un chantier de métro

QUATRE-VINGT-SEIZE PERSONNES ont été tuées à la suite d'une explosion, vendredi 28 avril, sur le chantier du métro de la ville de Taegu, à 300 kilomètres au sud de Séoul, a rapporté la télévision, alors que la police disait avoir recensé 90 morts et 189 blessés. Mais ce bilan risque de s'alourdir, des dizaines de personnes pouvant encore être prises sous les débris et la plupart des blessés étant dans un état critique.

Selon la police, l'explosion s'est probablement produite lorsqu'une grue a accidentellement rompu une canalisation de gaz urbain, provoquant une fuite de gaz, qui a pris feu au contact d'un chalumeau. Une trentaine de véhicules, dont un autobus en flammes, qui se trouvaient sur une route provisoire en acier passant au-dessus du chantier, ont été précipités dans l'immense cratère creusé par l'explosion.

Celle-ci a eu lieu à 7 h 50 locales, heure de pointe matinale, à proximité d'une école secondaire. Beaucoup d'élèves pourraient compter au nombre des victimes, selon les

sauveteurs. Des radios et télévisions locales ont rapporté que l'énorme déflagration a projeté des flammes dans le ciel, causant des dommages importants à une dizaine d'immeubles et à quelque 80 véhicules. Elle a été suivie d'une seconde déflagration, une heure plus tard.

Les résidents, saisis par la panique, ont fui le lieu du sinistre. Des plaques métalliques qui recouvraient le chantier sur 300 mètres ont été projetées alentour, faisant des victimes dans leur chute. Des canalisations d'eau ont été rompues et se sont déversées dans le fossé du chantier. L'électricité a été coupée.

Environ un millier de policiers et de soldats ont été mobilisés pour les travaux de sauvetage. Les secouristes affirment que plusieurs dizaines de survivants ont été retirés des débris. L'accident est le plus grave dû au gaz depuis que la Corée du Sud a commencé à équiper les principales cités en gaz de ville, dans les années 70. - (AFP, Reuters)



Michel Camdessus, directeur général du Fonds monétaire international

## « Les Etats-Unis doivent faire un choix s'agissant du statut international du dollar »

Tirant la leçon des réunions du G 7, qui s'est tenue en marge de l'assemblée du Fonds monétaire international, à Washington, Mi-

chel Camdessus, directeur général du FMI, estime dans un entretien accordé jeudi 27 avril au Monde, que les Etats-Unis

doivent choisir entre une politique économique responsable ou la diminution du rôle international du dollar.

« Les marchés financiers se sont apparemment contents de déclarations de bonnes intentions de la part du G 7. Des actions concrètes ne doivent-elles pas être prises pour éviter une nouvelle détérioration de la situation monétaire internationale ?

« Je suis persuadé. Lorsque, il y a une dizaine de jours, j'ai demandé aux Américains de relever leurs taux d'intérêt, j'ai indiqué qu'une telle action n'aurait ni sens ni effet durable si elle n'était pas accompagnée par des mesures de fond qui s'attaquent au vrai problème, l'insuffisance de l'épargne domestique américaine. Ce phénomène est aggravé par le fait que l'Etat « pompe » par son déficit une partie importante de cette épargne. Tant qu'il n'y aura pas des signes forts, de la part du gouvernement et du Congrès, montrant que la priorité des Etats-Unis est d'arrêter ces prélèvements en renonçant aux allégements fiscaux, tant que le déficit budgétaire n'aura pas été réellement ramené à un niveau proche de zéro, les causes fondamentales de la glissade du dollar seront toujours présentes : d'une part, un déficit courant très important ; d'autre part, une accumulation correspondante de passifs en dollars dans le reste du monde. Il en résulte un effet de pression négative constante sur le dollar.

« On ne peut lutter contre cette évolution que par un changement dans les comportements d'épargne, aux Etats-Unis et au Japon (NDLR : dans le cas du Japon, le taux d'épargne est trop important). Bien sûr, il faut aussi corriger les « aberrations » monétaires : l'alerte doit être donnée lorsque le dollar sort de la bande de fluctuation déterminée normalement par ces mécanismes des niveaux respectifs d'épargne. A la fin février, j'ai souhaité que les Etats-Unis, le Japon et l'Allemagne agissent de concert pour stopper la chute du dollar, parce que la monnaie américaine était tombée comme une pierre.

« Les causes qui ont entraîné la chute du dollar ne sont pas près de disparaître : les Etats-Unis sont dans une période de pré-campagne présidentielle, et les républicains ne renonceraient pas de sitôt à leurs cadeaux fiscaux ?

« Toute la question est là : il y a un choix à faire entre un petit peu de « joie de vivre » en période présidentielle et le statut international du dollar. Les Américains sont en train de se rendre compte que s'ils ne s'attaquent pas de front à la faiblesse de leur monnaie, le statut du dollar

comme monnaie de réserve va commencer à s'éroder. En Asie notamment, on parle des velléités du Japon de renforcer le rôle du yen en tant que monnaie de réserve. Tout cela tourne autour de l'idée d'un déclin du dollar. Or il est clair que les Etats-Unis veulent garder un dollar fort, parce que cela correspond à un élément important de leur puissance et de leur rôle dans le monde.

« Estimez-vous, comme le président de la Bundesbank, que les Etats-Unis n'ont pas de politique crédible de réduction du déficit budgétaire ?

« Aujourd'hui, ils ne l'ont pas. Leur politique se borne à ne pas laisser les réductions d'impôt accroître le déficit budgétaire. Et le G 7 leur a dit qu'ils doivent avoir une politique spécifique de réduction réelle du déficit.

« Pratiquement, quelles mesures concrètes et immédiates doivent-ils prendre ?

« Je leur ai dit ce qu'il fallait faire, c'est-à-dire relever leurs taux d'intérêt à court terme. Ils ont refusé. Les marchés financiers veulent le calme. Il arrive un moment, quand les turbulences ont été trop fortes, où ils considèrent que trop c'est trop. Ils

vous aient pas suivi sur les taux d'intérêt, vous incline-t-il à ce pessimisme ?

« Je n'ai pas été surpris de leur décision. Il aurait été plus facile pour eux d'agir il y a deux mois, lorsque les signes d'une croissance soutenu étaient clairs. Et cela aurait été compatible avec l'« atténuation en douceur » de l'économie américaine. Ils ont eu grand tort de ne pas le faire, notamment parce que cela aurait pu coïncider avec des mesures stimulantes prises par les Allemands et les Japonais. On aurait alors arrêté la chute libre du dollar. Aujourd'hui, le mal est fait. Mais il est encore possible aux Etats-Unis d'agir dans ce sens, parce que, contrairement à ce qui est dit, l'économie américaine n'est pas confrontée à un risque de récession. Cela aurait eu outre l'avantage de réduire les premiers signes d'une reprise de l'inflation, qui sont réels.

« S'agissant de la crise mexicaine, plusieurs pays étaient mécontents de la façon dont vous avez imposé un plan d'urgence.

« Certains étaient même furieux. Mais je n'arrive pas à m'excuser de ce que nous avons fait en faveur

« Les communiqués du G 7 sont une sorte de convention : si les Sept disent à présent que les marchés ont exagéré, qu'il est temps de revenir à un peu de stabilité, les marchés se disent : « Bon, on a sifflé la fin de la récréation » »

sont alors dans l'attente d'un alibi qui permette au jeu de se calmer. Les communiqués du G 7 sont ainsi une sorte de convention : si les Sept disent à présent que les marchés ont exagéré, qu'il est temps de revenir à un peu de stabilité, les marchés se disent : « Bon, on a sifflé la fin de la récréation ». Je ne suis donc pas surpris de leur réaction positive. Quand il est apparu que le dollar était vraiment sorti de ses rails, tout le monde s'est dit qu'il valait mieux redresser la situation, parce que c'est très dangereux d'être sans repères. Personne n'aimait spéculer sans repères. Le communiqué du G 7 n'est donc pas inutile : il est important que les Etats-membres aient souligné leur accord sur les politiques à mener à moyen terme.

« Le fait que les Américains ne

du Mexique. Il y a eu deux erreurs d'analyse étonnantes dans cette crise. Au moment de la dévaluation, on a vu apparaître ce que j'appelle le « syndrome OCDE » : du moment qu'on appartient à l'OCDE, on fait une dévaluation sans accord avec le FMI et sans les contraintes qui s'y rattachent. Or ce mythe de l'OCDE échappait aux disciplines du Fonds monétaire. Ensuite, la « réaction ALENA » (Accord de libre-échange nord-américain regroupant les Etats-Unis, le Canada et le Mexique) fin décembre, les Européens ont dit : « C'est un problème régional américain, du ressort de l'ALENA, traitez-le à ce niveau ». Nous leur avons rétorqué qu'il est fou de considérer une crise du

Propos recueillis par Serge Marti et Laurent Zecchini

## Oklahoma City : le bilan pourrait atteindre 200 morts

JOUR APRÈS JOUR, le bilan de l'attentat d'Oklahoma City ne cesse de s'alourdir. Sur le site, la fouille macabre se poursuit, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, dans des conditions de plus en plus difficiles. « C'est comme creuser une montagne avec un seul seau », a résumé Frank Keating, le gouverneur de l'Etat d'Oklahoma. Jeudi 27 avril, soit huit jours après l'attentat, la zone de la crèche et des bureaux de la sécurité sociale ont été enfin atteints. Selon les derniers chiffres, au moins 104 personnes (dont 15 enfants), ont été tuées par l'explosion, le nombre des « disparus » dépassant la centaine et 467 blessés ayant été recensés. Selon la Maison Blanche, le bilan final pourrait atteindre 200 morts. En outre, les dégâts matériels causés par cette bombe sont considérables : près d'une trentaine d'immeubles du centre-ville ont été endommagés. La facture totale pourrait dépasser les 510 millions de dollars. Quant à l'enquête, après avoir démarré très rapidement, elle semble marquer le pas.

Les enquêteurs auraient découvert des notes personnelles de Timothy McVeigh, l'un des instigateurs de l'attentat, indiquant que l'intéressé et Oklahoma City, mais aussi à Phoenix (Arizona) et à Omaha (Nebraska). Il semble que les comploteurs ne disposaient pas de suffisamment d'explosif pour atteindre leurs objectifs, mais le FBI, selon la chaîne de télévision ABC, craint cependant que « John Doe numéro 2 », le deuxième homme recherché, commette un autre attentat. — (Corresp.)

## Ouverture d'une enquête à l'encontre de M. Berlusconi

MAUVAISE SEMAINE pour Silvio Berlusconi. A peine remis de sa relative défaite lors des élections locales du 23 avril, l'ex-président du Conseil a de nouveaux ennemis avec la justice. Cette fois, il ne s'agit pas comme l'hiver dernier de pots-de-vin supposés, versés pour amadouer la brigade financière (affaire en cours d'enquête), ni de tentative frauduleuse pour acquérir des espaces publicitaires télévisés (affaire classée), mais d'« irrégularités » fiscales dans le contrat d'achat d'un terrain dépendant d'une propriété familiale à Macherio. Le parquet de Milan qui a envoyé un avis d'ouverture d'enquête à M. Berlusconi, est semble-t-il intrigué par 5 milliards de lire (1 550 000 francs) qui au cours des opérations d'achat du terrain auraient été versés sur des livrets au porteur, pouvant servir à constituer d'éventuelles caisses noires pour la société de M. Berlusconi.

« J'ai effectivement reçu un avis à comparaitre du parquet de Milan, a précisé l'ex-président du Conseil, jeudi 27 avril dans la soirée, mais il concerne les modalités d'achat d'un terrain, sur lesquelles je ne sais rien, sinon que le prix payé correspondait au prix du marché. » Et d'ajouter : « En ce qui concerne d'éventuelles irrégularités fiscales, je tiens à rappeler que je suis un des plus gros contribuables italiens ». — (Corresp.)

## EUROPE

■ RÉPUBLIQUE TCHÈQUE : au cours d'une visite au quartier général de l'OTAN à Mons (Belgique), le président Václav Havel a déclaré que l'alliance avait besoin « d'une nouvelle formulation de sa raison d'être, de sa mission et de son identité » avant tout élargissement à l'Europe centrale.

■ TURQUIE : le président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, Miguel Angel Martinez, a « regretté », jeudi 26 avril, la décision de la délégation turque, « sans précédent dans l'histoire de l'organisation », de rompre toute relation avec l'Assemblée pour protester contre le vote d'une recommandation lançant un ultimatum à Ankara. (Le Monde du 28 avril). Cette recommandation, « modérée et raisonnable » selon M. Martinez, demande au Comité des ministres (organe exécutif du Conseil de l'Europe) « d'envisager la suspension » de la Turquie si aucun « progrès significatif » n'a été constaté sur le retrait des troupes turques du nord de l'Irak, la recherche d'une solution pacifique au problème kurde et les réformes constitutionnelles et législatives réclamées par le Conseil. — (AFP)

■ MACÉDOINE : sept mille manifestants, rassemblés jeudi 27 avril à Skopje, ont demandé la démission du gouvernement et des élections anticipées. L'Union des syndicats indépendants avait appelé à cette manifestation pour dénoncer l'emprise de la mafia sur le secteur économique et la montée en flèche du chômage. — (AFP)

■ BULGARIE : le président de la République, Jello Jeleu, a opposé, vendredi 28 avril, son droit de veto à un projet d'amendement sur la réforme agraire introduit par le Parti socialiste (PSB, ex-communiste), revenu au pouvoir en décembre 1994. Ce projet encourage la formation de coopératives et favorise ceux qui travaillent la terre plutôt que les propriétaires. — (AFP)

## AMÉRIQUES

■ ÉTATS-UNIS : les Américains ont consacré 49 milliards de dollars à l'achat de stupéfiants en 1993, contre 64 milliards en 1988, selon une étude rendue publique jeudi 27 avril. Cette baisse est en partie due au recul des prix sur le marché mais aussi à la baisse du nombre de consommateurs. — (AFP)

■ ARGENTINE : un ancien gendarme est venu, à son tour, confirmer jeudi 27 avril, les révélations concernant la façon dont la junte militaire (1976-1983) s'est débarrassée d'un certain nombre d'opposants, notamment en les jetant d'avions dans la mer. Federico Talavera a indiqué que les gendarmes avaient eux aussi organisé des « vols de la mort » et que lui-même avait été chargé de conduire les victimes jusqu'aux avions. — (AFP)

## ÉCONOMIE

■ POLOGNE : l'économie confirme sa bonne santé, selon des chiffres provisoires communiqués jeudi 27 avril par le ministère du plan. La croissance devrait atteindre 6 % en 1995 et la production industrielle augmenter de 10 %. L'inflation devrait toutefois se situer autour de 26 % au lieu des 16 % attendus. — (AFP)

■ PÊCHE : les eaux territoriales marocaines seront fermées à la flotte de l'Union européenne (UE) à partir du 1<sup>er</sup> mai, les négociations sur l'accord de pêche venant à expiration le 30 avril ayant été interrompues jeudi 27 avril. Elles doivent reprendre le 12 mai à Bruxelles, selon des sources communautaires à Rabat. Le Maroc ne paraît pas disposé à prorroger son accord de pêche avec l'Union européenne, et dans l'attente de nouveaux textes, les 750 bateaux européens, dont 650 espagnols, devront rester à quai. — (AFP)

## La Russie négocie sa dette extérieure

LES RÉUNIONS de printemps du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, cette semaine à Washington, ont permis aux dirigeants russes d'évoquer la restructuration de leur dette extérieure, qui s'élève à environ 120 milliards de dollars (600 milliards de francs). « Cette année et l'année prochaine, nous rembourserons toutes nos échéances », a déclaré le premier vice-premier ministre Anatoli Tchoubaïls lors d'une conférence de presse jeudi 27 avril. Il a cependant indiqué qu'il avait discuté avec les pays industriels des modalités du remboursement de la dette à moyen terme, dont il évalue le service à 15 milliards de dollars (75 milliards de francs) environ annuellement. La Russie a d'ores et déjà évoqué la nécessité d'un nouveau crédit de 9 milliards de dollars du FMI, après celui de 6,8 milliards qui lui a été accordé le 11 avril.

Alain Franco

## Les défaillances de l'aéroport d'Amsterdam vis-à-vis des accords de Schengen embarrassent le gouvernement néerlandais

LA HAYE

de notre correspondant

Les accords de Schengen causent bien des soucis au gouvernement néerlandais. Sur le plan politique, la coalition réunissant les sociaux-démocrates, les libéraux et les réformateurs s'est attiré de graves reproches, tant de son opposition que de sa majorité au Parlement. Face à ses partenaires de Schengen, le représentant du gouvernement de Wim Kok devait expliquer vendredi 25 avril à Bruxelles pourquoi les contrôles de passeports seront réintroduits le 1<sup>er</sup> mai, à l'aéroport Schiphol-Amsterdam, pour les voyageurs en provenance ou à destination des pays signataires des accords de Schengen.

A défaut d'être prêt pour le 26 mars dernier, jour de l'entrée en vigueur des accords de Schengen, l'aéroport international avait inauguré un système provisoire de cartes magnétiques pour les voyageurs de Schengen. Ne s'étant pas doté à temps de terminaux séparés pour les vols intérieurs et internationaux (le trafic national est réduit à la portion congrue), Schiphol avait opté pour cette solution intermédiaire. Dès le 15 décembre, tout devait rentrer dans l'ordre grâce à la construction de kilomètres de vitres séparant les « Schengen » des « non-Schen-

gen », affirmait de concert la direction de l'aéroport et le gouvernement.

Trois vite, il est pourtant apparu que le système de passes magnétiques et de tourniquets était une véritable passoire : un passager ayant reçu une carte pouvait facilement la remettre à un autre n'y ayant pas droit. La presse a rappor-

débat parlementaire, un député chrétien-démocrate a même brandi une poignée de passes « trouvées dans des sacs à fleurs de l'aéroport ».

Après avoir minimisé le problème, le gouvernement a été contraint de reconnaître ses erreurs. Jeudi, le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, Michiel Patijn,

### L'Autriche adhère à la convention

Les ministres européens responsables du suivi des accords de Schengen devaient se réunir vendredi 28 avril à Bruxelles pour faire le point de l'application de la convention un mois après son entrée en vigueur. Le ministre néerlandais allait devoir s'expliquer sur les retards pris dans les aménagements de l'aéroport de Schiphol-Amsterdam.

D'autre part, lors de cette réunion, l'Autriche doit adhérer à la convention de Schengen. Son représentant exposera notamment les moyens mis en œuvre par Vienne pour surveiller les 1 300 kilomètres de la frontière autrichienne avec la Hongrie, la Slovaquie, la République tchèque, qui deviennent frontière extérieure de l'Union européenne.

de nombreux exemples de citoyens de Sri Lanka ou d'autres pays lointains qui se voyaient délivrer abusivement le fameux laissez-passer. Des journalistes ont testé le système, et ont démontré à quel point il était aisé de donner discrètement sa carte magnétique à un collègue n'y ayant théoriquement pas droit. Lors d'un fameux

a présenté à la seconde Chambre du Parlement une nouvelle proposition — la réintroduction des contrôles des passeports, bien que non systématiques — tout en reconnaissant que Schiphol ne sera pas entièrement prêt au 15 décembre 1995, deux terminaux étant, pour des raisons techniques et architecturales, impossibles à

## Les dirigeants alliés

Les dirigeants alliés... (Texte partiellement visible)

Les dirigeants alliés... (Texte partiellement visible)

### L'Autriche célèbre sa deuxième République

L'Autriche célèbre sa deuxième République... (Texte partiellement visible)

Les dirigeants alliés... (Texte partiellement visible)

Les dirigeants alliés... (Texte partiellement visible)

Les dirigeants alliés... (Texte partiellement visible)

Les dirigeants alliés... (Texte partiellement visible)

Les dirigeants alliés... (Texte partiellement visible)

# Les dirigeants allemands commémorent la libération de Bergen-Belsen

La plupart des responsables politiques et de nombreuses autres personnalités étaient présents sur le site de l'ancien camp où périrent 100 000 personnes

Les cérémonies organisées le 28 avril sur le site du camp de Bergen-Belsen (environs de Hanovre) ont été le point culminant de la série de commémorations qui se déroulent depuis le mois de janvier et

ont se poursuivre en Allemagne pour le cinquantième de la libération des camps nazis (Auschwitz le 27 janvier, Buchenwald le 9 avril, Ravensbrück et Sachsenhausen le 23 avril, Dachau le 30 avril).

C'est dans ce camp où périrent 100 000 personnes, dont Anne Frank, que la communauté juive d'Allemagne avait choisi de célébrer ce cinquantième, avec la plupart des responsables politiques al-

lemands et de nombreuses autres personnalités allemandes et étrangères, parmi lesquelles l'ancien président israélien Chaim Herzog. Roman Herzog, président de la République fédérale, s'est longue-

ment interrogé sur la tâche qui incombe aux Allemands : « Je ne suis pas sûr que nous ayons déjà trouvé les formes adéquates pour maintenir, à l'avenir, la mémoire », a-t-il affirmé.

## BERGEN-BELSEN

de notre envoyé spécial

Cinquante ans après la capitulation du III<sup>e</sup> Reich, l'une des toutes premières responsabilités historiques de l'Allemagne consiste à « aider Israël à survivre et s'abstenir de tout acte qui pourrait renforcer ses ennemis déclarés », selon l'ancien président israélien Chaim Herzog. Celui-ci estime que les deux pays, tous deux nés sur les ruines de la seconde guerre mondiale, se doivent tout particulièrement de symboliser « la justice humaine, le caractère sacré de la vie humaine, l'égalité des hommes sans

distinction de religion, de race ou de couleur, la liberté et la dignité ». En adressant ce message aux dirigeants allemands, par ailleurs souvent critiqués pour les liens qu'ils entretiennent avec l'Iran, l'ancien chef de l'Etat juif a sans doute tenu le discours le plus actuel parmi tous ceux qui ont été prononcés jeudi 27 avril sur le site de l'ancien camp de concentration de Bergen-Belsen, proche de Hanovre.

C'est à Bergen-Belsen que les responsables de la communauté juive allemande avaient choisi de commémorer la libération des camps nazis. Les cérémonies ont eu lieu en présence de 5 000 personnes, dont 450 survivants et la

quasi-totalité des dirigeants politiques allemands : les plus hauts représentants de tous les corps de l'Etat étaient présents, ainsi que les chefs de parti et de nombreuses personnalités du monde de l'économie.

Dans son discours, Ignatz Bubis, président du Conseil central des Juifs en Allemagne, a demandé qu'un jour de commémoration soit instauré « pour éviter que les crimes du national-socialisme soient oubliés ». Interrogé sur le sujet, des collaborateurs du président de la République indiquent que ce projet n'a aucune chance de se réaliser dans le contexte actuel : l'Allemagne vient de supprimer un jour férié pour permettre aux em-

ployés de financer un nouveau régime de l'assurance sociale. De toutes ces cérémonies, Bergen-Belsen était la seule où le chancelier Kohl, coiffé comme la plupart des personnalités présentes d'un chapeau noir, était présent. C'est, en vertu du protocole, le président de la République, Roman Herzog, qui a prononcé le discours au nom de la République fédérale. Le président allemand s'est longuement interrogé sur la tâche qui incombe aux Allemands : « Je ne suis pas sûr que nous ayons déjà trouvé les formes adéquates pour maintenir, à l'avenir, la mémoire. Nous nous trouvons à un tournant. La génération des témoins s'éteint. Commence à grandir une génération qui risque

de considérer les expériences vécues à Bergen-Belsen uniquement comme de l'histoire. »

La cérémonie du 27 avril correspondait à la « journée de la Shoah » du calendrier juif. Le camp de Bergen-Belsen, où mourut Anne Frank, avait été en fait libéré le 15 avril 1945 par les troupes britanniques. Chaim Herzog, l'ancien président israélien, se trouvait parmi les libérateurs, qui découvrirent au milieu des baraquas de bois 60 000 détenus de toutes nationalités, en proie à la faim et aux épidémies. Parmi les 100 000 personnes mortes au camp entre 1940 et 1945, on dénombre 30 000 Juifs et autant de prisonniers de guerre. Bergen-Belsen n'était pas un

camp d'extermination, comme Auschwitz ou Treblinka. Il a d'abord été destiné aux prisonniers de guerre français, belges, puis soviétiques. Les premiers détenus Juifs ont été amenés en avril 1943. On y mourait la plupart du temps dans des conditions d'épuisement extrême. Des milliers de soldats soviétiques y ont été exécutés d'une balle dans la nuque. En 1945, les Britanniques ont détruit les bâtiments pour éviter les épidémies. Il ne reste plus aujourd'hui, à Bergen-Belsen, qu'une lande de bryères surmontée de terre-pleins sous lesquels reposent des milliers de corps.

Lucas Delattre

## L'Autriche célèbre

sa deuxième République

L'Autriche célébrait, jeudi, le cinquantième anniversaire de la proclamation, le 27 avril 1945, de sa deuxième République, qui marquait sa libération du nazisme. Devant les deux chambres du Parlement, le président de la République, Thomas Klestil, a reconnu que l'Autriche « avait pris du temps pour affronter la vérité historique », mais il a également souligné qu'il « il y a peu de pays qui au cours de ce siècle ont traversé tant d'épreuves avant de retrouver leur liberté et leur indépendance ». Le chancelier Franz Vranitzky a présidé un conseil des ministres extraordinaire pour rendre hommage « aux partis antifascistes et démocratiques » qui avaient proclamé l'indépendance. Mercredi soir, une « fête de la liberté » avait réuni 50 000 personnes sur la place des Héros à Vienne. (AFP)

## A trois jours de l'expiration de la trêve, Sarajevo se prépare à de nouvelles heures noires

### SARAJEVO

de notre correspondant

« Il y a un jeune chien, dans le jardin contigu au mien, qui aboie à chaque passant. Un chien franchement pénible... » Admir est assis dans un café, dans un sous-sol de Sarajevo. « Je viens de réaliser que, depuis trois jours, le cabot n'aboie plus. Etrange, non, ce silence si soudain ? », ajoute-t-il en souriant tristement. « La raison, c'est simplement qu'il n'y a presque plus de passants. » Le chien d'Admir est trop jeune pour avoir connu les bombardements de 1992-1993, une période durant laquelle les rues de la capitale bosniaque étaient désertes. La situation de ces derniers jours, si elle n'a rien de comparable avec ce qu'a vécu Sarajevo au début de la guerre, rappelle toutefois les heures noires de la ville assiégée. Des obus de mortier

s'abattent par surprise dans le centre-ville, les sirènes résonnent, les policiers conseillent aux passants de s'abriter.

Les scènes de panique dans les carrefours sont redevenues quotidiennes. A Skenderija, les balles sifflent aux oreilles des piétons qui marchent d'un pas nonchalant. Sur le front sud de la ville, les explosions ont retenti tout l'après-midi, jeudi 27 avril, incitant les Sarajéviens à rester chez eux. Tandis qu'elles ont entrepris de tourner à l'ouvrage la capitale, les forces serbes continuent de provoquer la Force de protection des Nations unies (Forpronu). L'aéroport a dû être, une nouvelle fois, placé en état d'alerte rouge, jeudi, après qu'un « officier de liaison » serbe eut refusé le débarquement de quatre passagers, pourtant employés de l'ONU. Les avions de ra-

vitaillement, strictement destinés aux « casques bleus », deviennent très rares, tandis que le pont aérien humanitaire est suspendu depuis trois semaines.

### AUCUN ENTHOUSIASME

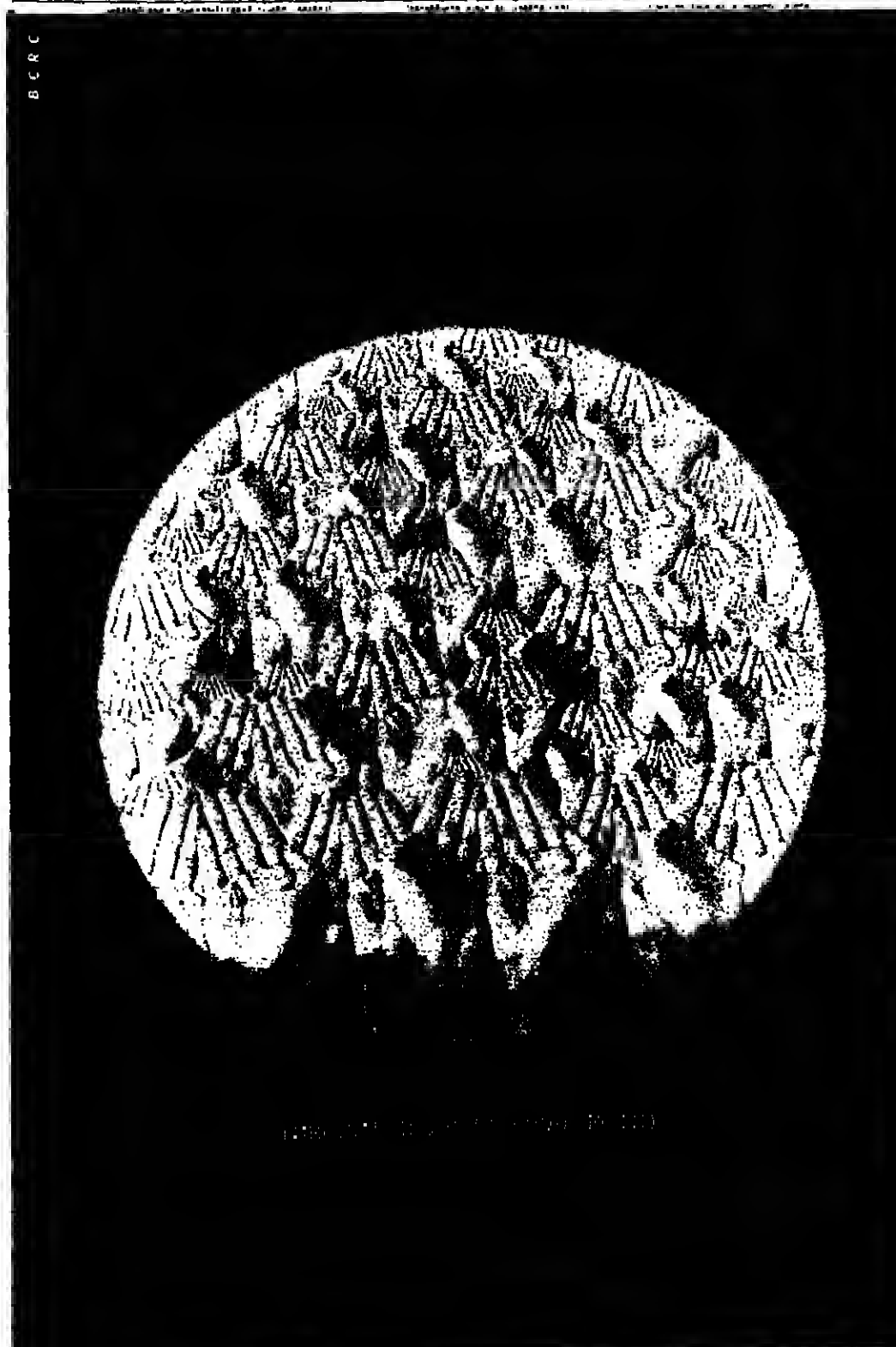
Polliment, par la voix de son porte-parole Fred Eckard, la Forpronu a estimé que Serbes et Bosniaques n'exprimentent « aucun enthousiasme pour le concept » d'une prolongation de la « trêve » officiellement en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier et qui avait été conclue pour quatre mois. Le représentant spécial de l'ONU, Yasushi Akashi, doit revoir à Sarajevo dimanche, pour tenter encore une fois d'obtenir la signature d'un cessez-le-feu. Dans les couloirs de la Forpronu, la plupart des responsables pensent qu'un accord sera trouvé, par exemple une trêve plus courte

que prévu. Cependant, chacun s'accorde à penser que ce nouveau « bout de papier » n'aura pas de conséquences sur la situation militaire. Les combats se poursuivent dans plusieurs régions de Bosnie, notamment dans l'enclave de Bihać. Et les états-majors de chaque camp promettent une recrudescence de leurs activités.

Côté bosniaque, le général Valid Karavelic, commandant de la région de Sarajevo, estime que « le siège de la ville sera brisé avant la fin de l'année ». Si tous les experts paraissent d'accord pour affirmer que l'armée bosniaque n'est pas suffisamment armée pour des batailles d'une telle envergure, il n'est pas impossible, en revanche, que le gouvernement songe à une action spectaculaire afin de montrer que la politique du statu quo n'est pas la sienne.

Côté serbe, pas un jour ne s'écoule sans que les chefs politiques ou militaires n'évoquent la « victoire finale », prétextant qu'aucune solution pacifique n'est envisageable. Les Serbes de Bosnie, pour parvenir à un règlement politique du conflit, ne sont pas prêts à signer le plan de paix du Groupe de contact (Etats-Unis, Russie, Allemagne, France et Grande-Bretagne). Ils attendent donc, tranquillement et sûrs de leur supériorité, que la communauté internationale entame un dialogue pour modifier l'actuel plan de paix. Ils bénéficient, pour se faire comprendre, d'un puissant moyen de pression : des milliers de « soldats de la paix », prisonniers des enclaves bosniaques assiégées.

Rémy Ourdan



Deux milliards  
de raisons  
de préférer

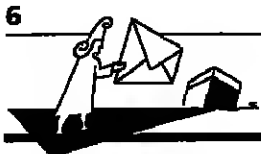
la multisoutien  
des matelas en Bultex.

Vous souvenez-vous des "Deux milliards de petites mains qui me soutiennent parfaitement ?". Ce principe, c'est le multisoutien. Grâce à sa structure micro-alvéolaire, faite de petites cellules (de "petites mains" pour les pressions les plus faibles, la tête, les pieds et le buste), et de grosses cellules (de "gros bras" pour les pressions plus fortes l'épaule, le bassin, un matelas en Bultex offre sur toute sa surface un confort optimal, que vous soyez seul ou à deux (ou à plusieurs, car votre vie privée ne regarde que vous).

LITERIE  
BULTEX

N'ATTENDEZ PAS QUE VOTRE CORPS VOUS RECLAME BULTEX.





## FRANCE

LE MONDE / SAMEDI 29 AVRIL 1995

**GAUCHE** Lionel Jospin s'emploie à amplifier la « dynamique » sur laquelle il parie pour créer une nouvelle surprise le 7 mai. A Marseille, jeudi 27 avril, il a durci ses attaques

contre la droite. ● **EXTRÊME DROITE.** Accompagné de Robert Badinter, il a montré ainsi qu'il entend ne pouvoir être soupçonné d'aucune complaisance vis-à-vis du Front

national. Vendredi, dans un entretien publié par *Le Figaro* et au micro de RTL, il a précisé que les élections qui suivront la dissolution de l'Assemblée nationale, s'il l'emporte, se

feront selon le mode de scrutin actuel (voir page 10). ● **COMMUNISTES.** Alors que l'appel à « dire non » à la droite », lancé par le comité national du PCF, est apparu

comme manquant de chaleur dans l'appui à M. Jospin, les communistes critiques, Charles Fiterman notamment, soulignent leur engagement en faveur du candidat socialiste.

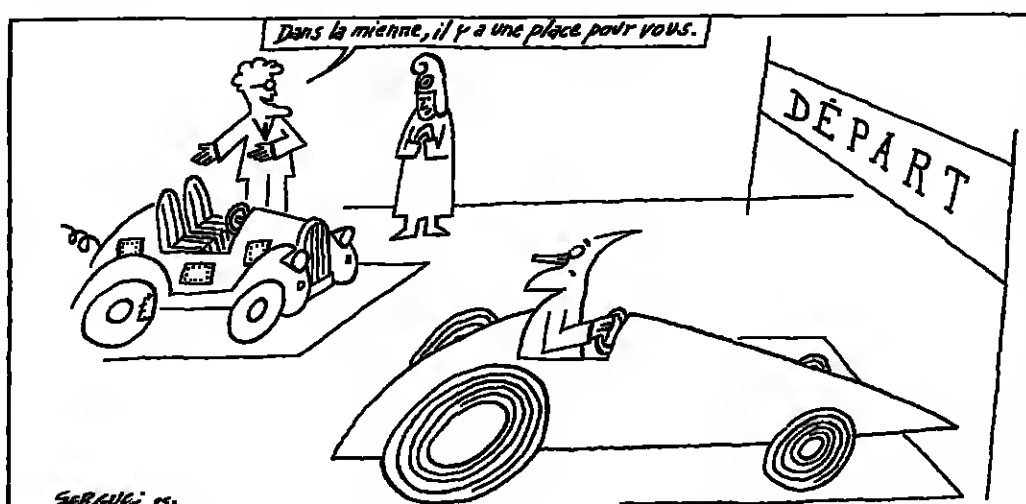
## Lionel Jospin dénie à son adversaire les qualités d'un homme d'Etat

Le candidat socialiste s'appuie sur la dynamique de sa campagne pour faire mentir l'arithmétique. De réunion en réunion, il prépare le face-à-face télévisé en durcissant ses attaques contre Jacques Chirac

**MARSEILLE**  
de notre envoyé spécial  
Galvanisé par les résultats du premier tour de l'élection présidentielle, débarrassé du feuilleton entre les deux champions de la majorité, porté par cette « vague tranquille, lucide et irrésistible » qu'il sent monter à chacun de ses déplacements depuis le début de la semaine, Lionel Jospin est désormais tout entier tourné vers le face-à-face télévisé qui l'opposera, le 2 mai, à Jacques Chirac.

Jeudi 27 avril, à Marseille, devant tous les caciques locaux – et surtout devant huit mille supporters enthousiastes décidés à « mettre le feu », comme on le crie d'habitude dans les gradins du stade vélodrome –, il a fait la démonstration qu'à ce jeu-là il pourrait n'être ni le moins habile ni le moins pugnace. Robert Badinter avait chauffé la salle du Dôme avec un cours express sur la République, Lionel Jospin, lui, a multiplié les mises en garde à l'égard de son adversaire, bien conscient que ce genre de match se gagne d'abord dans la tête avant de se jouer sur le ring. Une bonne heure durant, il a cogné comme à l'entraînement.

Il a donc cherché à faire oublier la différence de poids entre les deux adversaires en présence : l'arithmétique donne une large avance à la majorité actuelle. Mais ce n'est, selon lui, qu'une illusion d'optique, tant la droite et son candidat apparaissent comme une



force « statique, immobile, marcelée, secouée de câbles et d'arrière-pensées ». Bref, « ils ont le nombre », a insisté Lionel Jospin, « mais ils n'ont pas l'élan ».

Le candidat a « cogné » ensuite sur les principaux seconds de son adversaire, Alain Juppé tout d'abord, qui avait déclaré : « Jospin ne va pas nous faire croire qu'il est un poulet de l'année », s'est trouvé sèchement renvoyé dans les cordes : « Il a tort de prendre à la légère ce ton de mépris », qui traduit surtout de sa part beaucoup « d'énervement et de manque de confiance ». Puis Lionel Jospin s'en est pris à Philippe Séguin, qui avait

suggéré que le score du candidat socialiste devait beaucoup à des voix chiraquiennes trop soucieuses de renvoyer Edouard Balladur à ses chères études. « Si c'était vrai, a-t-il répondu avec ironie, ce serait une grande imprudence, parce que, quand on y prend goût, on continue. » Et de donner à l'un et à l'autre ce conseil : « Ils ont tort de ne pas me respecter. Ils devraient se rendre compte que s'ils n'ont pas été respectés par les Français, c'est peut-être parce qu'ils ne se sont pas respectés eux-mêmes. »

LE « SYNDROME CARTER »  
Enfin, Jacques Chirac s'est trou-

vé à plusieurs reprises transformé en punching-ball. Pour déconcerter sa « confusion politique », le candidat socialiste s'est gaussé de la lettre que le maire de Paris vient d'adresser à la communauté portugaise en France, en oubliant simplement de rappeler qu'il était, en 1986, opposé à l'entrée du Portugal dans la Communauté européenne, qu'il avait même annoncé son intention de renégocier les accords d'adhésion quand il serait au pouvoir et qu'il n'en a rien fait. « On ne peut jamais avoir confiance dans sa parole », a conclu M. Jospin.

Mais ce n'est pas tout. « On voudrait présenter M. Chirac comme un

homme d'expérience, comme un homme d'Etat », a-t-il ajouté, conscient que les interrogations – à son égard – sur ce thème-là pourraient porter. La réponse a fait d'une pierre deux coups : « On a déjà essayé de nous servir ce raisonnement avec M. Balladur et on a vu comment ce genre de personnalité pouvait se dissoudre au feu du débat démocratique. » Quant à M. Chirac, « à quoi sert-il qu'il ait été deux fois premier ministre si on ne sait pas ce qu'il pense, encore moins ce qu'il en sera demain et encore moins ce qu'il fera après-demain ? »

Piqué au vif par l'évocation du « syndrome Carter » qui guetterait la France s'il était élu, Lionel Jospin a répliqué, cinglant : « Oui, l'Etat, je le connais pour avoir été haut fonctionnaire, puis leader pendant sept ans d'une grande formation politique et ministre d'Etat et numéro deux du gouvernement pendant quatre ans. Mais il ne suffit pas de connaître l'Etat. Encore faut-il connaître la société française. » Et, rappelant la polémique récente entre M. Chirac et le gouverneur de la Banque de France, M. Jospin a conclu : « Mal, je n'ai jamais joué ni avec le franc ni avec la France. Alors, les leçons d'hommes d'Etat ne paraissent malvenues, et un verba bien, lors de notre confrontation, le 2 mai. » On ne saurait mieux, comme on dit, faire monter la pression.

Gérard Courtois

### « Rien ne saurait justifier la violence » en Corse

Accompagné de Marie-Claire Mendès France, la veuve de l'ancien président du Conseil qui voit en lui « un homme intègre, un homme juste, un homme de cœur », Lionel Jospin a pu vérifier une nouvelle fois en Corse, jeudi 27 avril, la fièvre que suscitent désormais ses déplacements. A Bastia, au cours d'un banquet républicain où l'avait accueilli Emile Zuccarelli, député Radical de Haute-Corse et maire de la ville, M. Jospin a tracé à grands traits ses propositions pour l'île. Au-delà de la reconnaissance de sa culture, de son identité et de la spécificité de ses difficultés, il a condamné sans ambiguïté le « climat de violence qui brise des vies et désespère des familles ». « Le mal-vivre ne saurait justifier cette violence », a-t-il ajouté avant de préciser : « On ne peut admettre que dans l'Etat républicain certains s'érigent en justiciers sommaires. Il n'est pas possible d'imposer à la Corse et à la République des solutions minoritaires quand toutes les énergies, notamment celles de la jeunesse, devraient être mobilisées pour le « développement ».

## M. Fiterman affirme un soutien « sans ambiguïté »

**COPRÉSIDENT** du comité de soutien à Dominique Voynet, avant le premier tour de l'élection présidentielle, Charles Fiterman a choisi : « Lionel Jospin, sans ambiguïté ». Dans une déclaration au Monde, l'ancien ministre communiste rappelle que « pèse sur le candidat socialiste le rejet légitime de tout ce que la gestion socialiste a porté de négatif ». « Mais, ajoute-t-il, avec d'autres femmes et hommes de gauche et écologistes, j'ai côtoyé cet homme au cours de l'année où s'est développé le processus des Assises de la transformation sociale. J'ai observé son ouverture à un inventaire critique de ce passé, qu'il a commencé à exprimer, j'ai constaté sa conscience du besoin d'apporter des réponses neuves, portées par un mouvement politique pluraliste inédit, dépassant les anciens clivages. »

### MOBILISATION SOCIALE

Selon l'ancien dirigeant communiste, qui n'a pas renouvelé, cette année, son adhésion au PCF, « les conditions d'une mobilisation sociale apparaissent meilleures qu'en 1981 ». « Et attention, précise-t-il, à l'illusion dangereuse selon laquelle la mobilisation sociale pourrait se passer de relais politiques de pouvoir ! » Sans attendre, M. Fiterman a animé une réunion publique, jeudi 27 avril, à Orly, en compagnie du maire de la commune, Gaston Viens, lui-même ancien membre du PCF, et de Laurent Cathala, député (PS) du Val-de-Marne. « Les responsables communistes de la ville n'étaient pas là », a constaté M. Viens.

Parmi les anciens dirigeants communistes, Anicet Le Pors, qui s'était prononcé pour Robert Hue au

premier tour, a pris position pour M. Jospin au second tour. Dans un entretien publié par l'Événement du jeudi (daté 26 avril), il lance cet avertissement : « Il serait trop facile pour le PCF, après un résultat honorable, de monter une opération séduction, laissant supposer qu'il a décrié sa rénovation. Ces choses-là ne se décrètent pas, elles se prouvent. »

### RÉTICENCES COMMUNISTES

Au sein du PCF, on continue péniblement d'éclaircir la position prise par le dernier comité national (Le Monde du 28 avril). Dans un éditorial de L'Humanité du 28 avril, Arnaud Spire explique que certains électeurs de M. Hue « craignent que leurs voix ne soient offertes au second tour, sur un plateau, au représentant d'un parti qui n'a pas voulu faire la critique de la période où il a été au gouvernement ». « Ils peuvent se rendre compte aujourd'hui, ajoute-t-il, que la prise de position du PCF n'a rien d'un désistement, encore moins d'un ralliement. »

La direction a dû faire face à de fortes réticences, au sein de l'appareil, vis-à-vis du candidat socialiste. Dans le Pas-de-Calais, le secrétaire fédéral, Jean-Claude Danglot, a plaidé pour le « refus clair et net d'un appel à voter Jospin ». Francis Wurtz a indiqué que, dans le Bas-Rhin, « existe un fort penchant radicalement antisocialiste ». Roland Perli-can, de la fédération de Paris, a affirmé que « le vote Jospin n'est pas, aujourd'hui, un vote d'opposition à la droite et à l'extrême droite ».

Jean-Louis Saux

## Avec M. Badinter, la gauche retrouve ses valeurs

L'HOMME qui a aboli la peine de mort, le plus farouche des adversaires de toutes les lois sécuritaires (que le père en ait été M. Peyrefitte ou M. Pasqua), l'enfant d'immigré devenu un des plus hauts personnages de la République, le farouche défenseur des droits de l'homme, le ministre de la justice dont une manifestation de policiers de droite avait demandé en juin 1983 la démission... Lionel Jospin ne pouvait trouver mieux que Robert Badinter pour témoigner que son souci de faire de la sécurité des Français une priorité n'était en rien un appel du pied à l'extrême droite. Que ce soutien ait été apporté à Marseille, là même où celui qui était encore ministre de la justice avait participé à un de ses derniers meetings publics, le 7 février 1986, avant que sa présidence du Conseil constitutionnel ne le contraigne à un strict devoir de réserve, a une valeur hautement symbolique.

Ah ! ce devoir de réserve, comme il a pesé lourd sur les épaules de cet avocat de talent ! Combien de fois, dans son bureau du Palais-Royal, il a eu envie de prendre la plume ou la parole pour dénoncer l'obsession sécuritaire des gouvernants. Ce pro-



fesseur de droit a une trop grande conscience des devoirs des charges qui lui sont confiées pour ne pas en respecter toutes les obligations. Pour justifier certaines décisions du Conseil constitutionnel qui désapprouvent ceux qui avaient partagé ses combats, il ne pouvait qu'expliquer que « toute mauvaise loi n'était pas obligatoirement contraire à la Constitution ». L'autorité acquise sous sa présidence par cette institution garante qu'une majorité ne met pas à mal le pacte républicain autour duquel s'est unie la nation plaide, en tout état de cause, suffisamment pour son action. Ce grand

témoin de la gauche morale n'a pourtant pas été un seul instant tenté d'en porter le drapeau dans la bataille présidentielle, même s'il a été flatté que ses amis socialistes aient pensé à lui. Il ne savait que trop ce que son seul nom cristallisait d'adversité. Mais il était tout prêt à mettre sa force de conviction au service du candidat des socialistes. Que celui-ci soit Lionel Jospin ne pouvait que le satisfaire. Que sa présence ait été largement sollicitée prouve que la gauche a retrouvé le sens de ses valeurs. Alors, des Lilas à Dunkerque, de Marseille à Nanterre, avec ou sans le candidat, il retrouve son talent oratoire pour rappeler tout ce qui a été fait par les gouvernements socialistes pour rendre la justice plus juste, pour abolir les tribunaux d'exception, pour aider les victimes des crimes et délits, pour améliorer l'Etat de droit en France. Il dit enfin tout haut ce qu'il pense des « lois Pasqua », de ce code de la nationalité si sévère avec ceux dont les parents, comme les siens, sont venus trouver refuge dans le pays qui se veut la patrie des droits de l'homme.

Thierry Bréher

## Cartons d'invitation, convives empressés

**MARIE-CLAIRE MENDES FRANCE** en Corse, Robert Badinter à Marseille : pour sa journée de campagne méditerranéenne, Lionel Jospin avait invité les consciences. Les consciences de gauche répondent toujours gentiment aux invitations, comme de vrais amis, et font de délicats convives. La

veuve de Pierre Mendès France a salué en M. Jospin, un « homme intègre, un homme juste et un homme de cœur » et l'ancien président du Conseil constitutionnel a publiquement évoqué ses qualités « d'homme d'Etat » en soulignant que M. Jospin est « un homme qui aime la République, c'est-à-dire toute la France, qui aime la justice, c'est-à-dire toute la gauche ».

A gauche, en ce moment, ce n'est pas comme à droite, où l'on tergiverse, on hésite, on exige, on consulte. Il y a un mariage à droite et ce n'est pas une mince affaire. La famille chiraquienne a loogtemps cru qu'elle seule aurait son mot à dire sur l'organisation de la cérémonie. D'abord, elle a le prétendu, elle est plus nombreuse et elle sait mieux faire. Première antichroce, mardi. C'est la liste des convives proposée par Edouard Balladur, qui ne plaît pas à Jacques Chirac. Dans la belle-famille, il veut choisir qui bon lui semble et la tête de certains cousins, vraiment, ne lui revient pas. Vexé, M. Balladur s'en va et menace de ne pas participer du tout à la fête.

Mercrredi, les plus jeunes et les plus avides décident de passer outre le mécontentement du chef de famille et, dès qu'il a le dos tourné, se précipitent avenue d'Iéna. Eux, ils ont envie de s'amuser,

ça fait bientôt quatorze ans qu'on leur parle de cette fête, ils ne veulent pas la manquer. Reçu à Chamonix, M. Balladur vit mal cette ingratitude familiale et cherche, dans la lecture de Séoèque, une consolation aux petites misères de ce monde.

### ASSAUT D'AMABILITÉS

Du côté de Jacques Chirac, on est un peu gêné. Bieo sûr, Edouard Balladur et son caractère ombrageux irritent. On se dit tout de même que son absence risque de gâcher la journée et qu'une alliance comme celle-ci vaut bien quelques efforts, d'autant que la famille balladurienne reste influente dans le pays. Jeudi, le prétendant connaît, de plus, quelques déboires. Jacques Toubon pensait lui faire plaisir en le présentant à ses relations de ministre de la culture. Des gens jeunes, sympathiques, juste un peu bruyants, l'avaient-il prévenu. Séduit par cette

bonne idée qui le sortait des visites de courtoisie aux bîrbes de la majorité, Jacques Chirac s'invite donc au festival du Printemps de Bourges. Ces jeunes, décidément insolents, ne trouvent rien de mieux à faire que de lui froisser son beau costume de cérémonie.

Tout bien considéré, le prétendant se dit, alors, qu'au moins dans la famille balladurienne, on sait se tenir. Il suffit d'y mettre les formes. Jacques Chirac décide de prendre la plume et d'envoyer un carton d'invitation au reclus de Chamonix, où le priant de bieo vouloir accepter de troquer l'espace d'un après-midi, les cimes enneigées contre la pelouse ensoleillée de Bagatelle. Magnanime, il se résout même à inviter Nicolas Sarkozy et François Léotard.

Courtois, le premier ministre accepte d'honorer l'invitation, puisque invitation il y a. Un communiqué satisfait l'atteste : M. Balladur apparaîtra samedi,

aux côtés du prétendant. Pas mécontents d'en être, finalement, et surtout soucieux de ne pas porter la responsabilité d'avoir gâché la fête, s'il devait pleuvoir le 7 mai, les deux fils indigènes font, à leur tour, assaut d'amabilités. « La place n'est ni à l'amertume, ni à la rancœur, ni à la revanche, elle est à l'enthousiasme », proclame le président d'honneur du Parti républicain, tandis que le ministre du budget répète à l'envi qu'il n'y a désormais, au sein de la famille « ni arrières-pensées, ni rancunes ». L'enfant choyé de la famille chiraquienne, Alain Juppé, feint d'oublier lui aussi les bagarres de cour de récréation qu'il ont opposées à ses cousins. « C'est une grande joie pour nous et pour la France », affirme-t-il, en apprenant que toute la parenté participera samedi aux agapes. Alain Madelin, pièce rapportée chez les chiraquiens, en déduit, pour sa part, que le cortège aura fière al-

lure. « Nous ne sommes plus face-à-face, nous sommes côte-à-côte », assure-t-il, son carton à la main.

L'abbé Pierre n'a pas reçu de carton, il a pris l'initiative d'envoyer le sien pour une manifestation aux côtés du peuple irakien. Il a même invité tous les électeurs à écrire « deux lignes au futur président de la République » pour que son premier geste de politique étrangère soit de lever l'embargo contre l'Irak. Poli, il écrit : « Si vous le faites, Monsieur le président, merci pour la France ». Les militants d'Act up ont eux-aussi l'art d'apparaître là où on ne les attend pas toujours. Dans les colonnes du Monde, « Lionel, homosexuel, séropositif » ont rappelé à leurs homonymes candidats que le SIDA continue de s'inviter partout dans le monde, sans carton.

Récit de la séquence France

هكذا انطلق

## M. Balladur et les ministres qui l'ont soutenu participeront au meeting de Bagatelle

Les chiraquiens se sont résolus à tendre la main à leurs ex-rivaux

Le rassemblement de la pelouse de Bagatelle - Initialement prévu, avant le premier tour, au stade Charléty - sera, samedi 29 avril, l'un des

temps forts de la campagne de Jacques Chirac pour le second tour de l'élection présidentielle. Édouard Balladur, sollicité indirectement par

l'état-major chiraquien, a décidé d'y participer avec ses principaux partisans, qui estiment avoir remporté ainsi une victoire.

SELOIN toutes les probabilités, le rendez-vous de la pelouse de Bagatelle, à l'orée du bois de Boulogne, sera plus réussi que celui de la pelouse de Reuilly, à la lisière du bois de Vincennes. Le 12 novembre 1994, lorsqu'il avait décidé de quitter la présidence du RPR et de la confier, par intérim, à Alain Juppé, Jacques Chirac n'était pas parvenu à y attirer Philippe Séguin. A une semaine du second tour de l'élection présidentielle, il ne manquera, au contraire, personne aux côtés du maire de Paris pour exorciser la menace d'un troisième septennat socialiste, quand bien même il ne serait qu'un quinquennat.

Après bien des tergiversations, M. Chirac sera entouré du ban balladurien, composé du premier ministre lui-même, de François Léotard et de Nicolas Sarkozy. La stratégie des deux derniers fidèles d'Édouard Balladur, finalement, aura été efficace. Le ministre du budget et de la communication connaît trop bien le RPR pour ne pas savoir qu'une seule méthode est payante avec le parti chiraquien : le rapport de forces. Comme le ministre de la défense et président d'honneur du Parti républicain, il avait été mis à l'écart par « l'opération Jéna » de contournement du premier ministre, organisée par les amis de M. Juppé en direction des chefs balladuriens de l'UDF (Le Monde du 28 avril).

Isolés, M. Léotard et M. Sarkozy avaient tenu bon. Discrets mais sévères pour leurs alliés, ils savaient que les chiraquiens ne pourraient se passer, au bout du compte, d'un geste en direction de M. Balladur et de ses fidèles. Le premier ministre leur a facilité la tâche, en réaffirmant, de Chamonix jeudi matin, que

« pas une des voix qui se sont portées sur moi ne doit manquer à Jacques Chirac pour le second tour », même s'il confirmait alors qu'il resterait dans la station alpine jusqu'à lundi.

Le geste politique attendu n'a pourtant pas tardé. L'état-major chiraquien a fait savoir aux deux ministres que leur venue, en compagnie du chef du gouvernement, serait bien accueillie, samedi après-midi, sur la pelouse de Bagatelle. D'efficaces intermédiaires sont

pas attendus l'issue du second tour. Au Parti républicain, on attend déjà avec impatience la réunion du bureau politique prévue pour le 9 mai. Si l'affrontement entre François Léotard et Alain Madelin est d'ores et déjà programmé, ses modalités restent à définir. M. Madelin a pour lui, ce qui n'est pas rien, d'appartenir au camp de celui que la droite compte bien voir triompher le 7 mai. Premier des ministres PR et premier des ministres UDF dans le cas d'un

ne peut toujours pas disputer à M. Léotard son rang de « présidentiable », même si le crédit du ministre de la défense s'est érodé au cours de ces dernières années. Il espère tirer parti de la capacité de résistance dont il a su faire la preuve avec M. Sarkozy. La discrétion dans laquelle est tenu Charles Millon, qui a décidé de soutenir M. Chirac après les reconcomptes de Raymond Barre et de Valéry Giscard d'Estaing, illustre assez bien la thèse de M. Léotard.

L'attitude de François Bayrou, président du CDS, qui a rompu avec M. Balladur, ne suscite, d'ailleurs, que des sarcasmes chez les léotardiens où l'on additionne déjà cette nouvelle volte aux virevoltes précédentes au ministère de l'Éducation. Dans un entretien à Sud-Ouest, vendredi 28 avril, M. Bayrou s'explique en soulignant son opposition à la constitution d'un parti balladurien. « Je travaillerais à construire non pas le parti d'un tel ou d'un tel, mais le grand mouvement du centre qui manque à la France », assure M. Bayrou.

La brouille entre M. Léotard et M. Bayrou risque de prolonger l'état d'impuissance dans laquelle se trouve l'UDF depuis que M. Giscard d'Estaing ne parvient plus à en fédérer autoritairement les composantes. Les attentions que lui prodigue Jacques Chirac, confortent M. Giscard d'Estaing dans son ambition de reprendre sa place d'interlocuteur privilégié du RPR. Le parti gaulliste a pourtant toujours tiré les plus grands avantages de l'éclatement de la famille indépendante et centriste.

Olivier Biffaud  
et Gilles Paris

## Le maire de Paris chahuté au Printemps de Bourges

Les spectateurs du festival de musique n'ont pas apprécié la visite du candidat de la droite, accueilli par des slogans « Jospin président ! »

BOURGES  
de notre envoyée spéciale  
Avec plus d'une centaine de spectacles, qui attirent plus de soixante-cinq mille spectateurs, en majorité jeunes, et environ quatre cents journalistes, le Printemps de Bourges est un appât de choix pour un candidat président. Jacques Chirac n'y a pas résisté, poussé par le désir de plaire aux amateurs de rock'n'roll, de hip-hop et de hardcore, peut-être aussi aux membres du Club des entreprises du Cher, qui tiennent boutique dans la section réservée aux sponsors.

Pour le Printemps, les visites officielles sont toujours une aubaine, une occasion de neutralité affichée dans un paysage subventionné, où s'affrontent, parfois durement, des collectivités locales politiquement opposées. Lionel Jospin a annoncé sa visite pour le 30 avril. Sûr de la jeunesse de son électorat, M. Chirac, sourire radieux, allure décontractée, avait d'abord prévu, jeudi 27 avril, un « bain de foule » place Séraucourt, haut lieu des déambulations festives, du commerce des merguez et des guitares déchirantes, en commençant par la maison de la culture, la première du genre, inaugurée par André Malraux en 1960.

Las ! A peine avait-il posé le pied à terre que le chahut démarrait : huées, sifflets, grognons de pomme. Puis un murmure, bientôt enfilé jusqu'au slogan par la foule massée, un peu par hasard, sur les marches de la maison de la culture : « Jospin président, Jospin président ! » Des grognons, sans doute, empêchés d'accéder à la salle où chantaient leur groupe favori, Edgar de l'Est, dans la section

« Découvertes ». Les festivals sont ainsi : passionnés. D'ailleurs, expliquait M. Toubon, à la télévision : « Si vous allez à Wembley, si vous allez à Bercy, c'est ainsi, vous savez ».

M. Chirac faisait grise mine, mais il était là pour sourciller. Il a dessiné le « V » de la victoire devant les caméras de télévision, en tournant le dos aux jospinistes de fortune. Sautant la place Séraucourt, le maire de Paris s'en est allé, en voiture, au Palais des congrès, saluer Alain Bashung en répétition.

RÉGLAGE

Le rocker insoumis a été photographié au côté du candidat. Un peu abasourdi, étonné par tant de professionnalisme médiatique, il a suivi M. Chirac jusqu'à la scène, où l'Américain Vic Chesnut régalait le son. Le candidat a tendu la main. Le cruel Chesnut, paraplégique, a ouvert les bras bien large, s'est tassé un peu plus dans sa voiture d'handicapé : « Hello ! Bienvenue chez moi ! », a-t-il dit avec un sourire plus large encore que celui du présidentiable. Bashung avait disparu dans les loges.

Dehors, une dame a demandé bien fort au candidat d'aller planter ses pompiers ailleurs et de laisser la musique à la musique. Un groupe de jeunes chantait : « Jospin président ! » - une manie - et, dans l'allée, des militants aux allures d'enseignants d'avant 1981 vendaient Lutte ouvrière. M. Chirac était en retard. Il a fait l'impasse sur la visite sous chapiteau de Francis Cabrel, plus populaire que Bashung, certes, mais moins branché.

Véronique Mortaigne

### M. Chirac : « Je n'ai rien à négocier »

Invité de TF 1, jeudi 27 avril, Jacques Chirac a déclaré que l'élection présidentielle est « la seule élection qui suppose un dialogue direct entre le candidat et le peuple ». « Je souhaite rassembler le plus largement possible, mais je n'ai pas à infléchir mon projet, à négocier avec aucun », a-t-il déclaré. « J'ai entendu ce qu'ont dit les électeurs, notamment les nombreux électeurs qui ont émis un vote, à l'évidence, de protestation », a continué le maire de Paris, en ajoutant : « J'intègre naturellement cela, mais je n'ai rien à négocier. Je continue à présenter mon projet dans mon dialogue [avec les Français]. »

« Moi, je m'adresse aux Français, et uniquement aux Français », avait dit la veille, sur RTL, l'ancien président du RPR. Il avait ajouté : « Je le fais depuis le début de ma campagne et je continuerai de le faire jusqu'au bout, sans fard, sans combinaisons politiciennes, sans négociations avec qui que ce soit. J'ai un projet et, ce projet, je le défends. »

Intervenues qui, l'air de ne pas y toucher, ont exercé les nécessaires et amicales pressions d'usage. En prime, l'état-major a fait parvenir, jeudi après-midi, une lettre d'invitation aux ministres concernés pour ce que M. Sarkozy a baptisé « symbole » sur France 2.

LE CONTRÔLE DU PR

Les passes d'armes enregistrées au cours de la semaine ont également montré que les manœuvres pour la maîtrise du pouvoir, à l'UDF, n'ont

succès de M. Chirac, il peut s'appuyer également sur les tergiversations de M. Léotard, un instant tenté par une fédération balladurienne, pour espérer prendre le contrôle du PR.

M. Madelin n'a pourtant pas tous les atouts dans son jeu. Conforté aujourd'hui par des parlementaires légitimistes, il ne dispose pas de la maîtrise d'un appareil efficace mis au service de M. Léotard. Quels que soient les mérites dont il a pu faire la preuve au cours de la campagne, il

Vous savez  
qu'un matelas  
doit être  
parfaitement aéré,  
mais savez-vous  
exactement pourquoi ?

Savez-vous ce que fait chaque nuit la jolie jeune femme de la page de gauche ? Comme tout le monde, elle élimine 350 g d'eau. Voilà pourquoi un matelas doit être parfaitement aéré. Heureusement, le Bultex est une matière alvéolaire avec des cellules ouvertes où l'air circule librement : une véritable climatisation naturelle qui ventile et fait disparaître l'humidité, et qui permet au matelas de respirer. Cette structure unique aux cellules ouvertes donne aux matelas en Bultex, outre cette hygiène parfaite et naturelle, une légèreté que vous saurez apprécier quand vous devrez les déplacer, et une température constante que vous apprécierez nuit après nuit.

LITERIE  
BULTEX

N'ATTENDEZ PAS QUE VOTRE CORPS VOUS RÉCLAME BULTEX.



## Le lent reflux du chômage a continué en mars

## La politique de l'emploi n'alimente plus de controverse entre les partisans de M. Chirac et ceux de M. Balladur

**Jacques Chirac estime que la question est du domaine du futur premier ministre, et non de celui du chef de l'Etat.**

patronat. Le président du CNPF, Jean Gandois, lui a involontairement facilité la tâche en se prononçant pour un net assouplissement

de la rigueur salariale. Il ne faut pas, pour autant, surestimer cette ouverture du « patron des patrons » : s'il a reconnu que les salaires peuvent progresser dans les entreprises et les secteurs en bonne santé, il n'a jamais caché son opposition à toute augmentation générale et uniforme. Ni le fait qu'avec certaines précautions les rémunérations pourraient aussi être ajustées à la baisse en cas de difficulté. La reprise économique, le regain d'optimisme des chefs d'entreprise et la pression des salariés ont fait plus, ces derniers mois, pour desserrer le carcan salarial que toutes les injonctions de l'État.

créations d'emplois, l'inflexion du chômage est très modeste. A l'heure du bilan de l'action gouvernementale, les chiffres parlent d'eux-mêmes : à la fin du mois de mars 1993, quand Pierre Bérégovoy quitta Matignon et cède la place à M. Balladur, la France compte 3 066 400 demandeurs d'emplois. Deux ans plus tard, alors que le premier ministre s'apprête à son tour à passer le relais, il y en a 2 214 000 de plus. Même si c'est la grave récession de 1993 qui en est à l'origine, la politique économique et le traitement social de la misère ne peuvent le chor-

**PROGRESSION DE L'EXCLUSION**  
Plus grave encore, si le chômage cède un tout petit peu de terrain, l'exclusion, elle, ne cesse de progresser, comme en témoignent les chiffres publiés jeudi 27 avril par la délégation interministérielle au RMI (*Le Monde* du 28 avril). Le nombre des allocataires du revenu minimum d'insertion a en effet atteint 908 336 à la fin du mois de décembre 1994. Le taux s'élève

Pour le sixième mois consécutif, le nombre des demandeurs d'emploi a diminué en mars. La tendance n'a certes rien de spectaculaire : la baisse ne porte que sur 8 400 personnes (-0,3 %). Il y a donc toujours, en France, 3 287 800 demandeurs d'emploi (en données corrigées des variations saisonnières), et le taux de chômage, en recul d'un petit dixième, culmine encore au niveau très élevé de 12,2 % de la population active. Toutefois, pour le gouvernement, c'est la preuve que son action commence à porter ses fruits, puisque l'on dénombre 60 000 chômeurs de moins en un

donc ralentie en 1994 (14,6 %, par rapport à 1993 (18,1 %), mais le bilan reste malgré tout dramatique. Selon la formule si souvent évoquée durant cette campagne présidentielle, il témoigne de la gravité de la « fracture sociale ».

Pourtant, malgré cette tendance, le débat politique risque de perdre son acuité. Non pas à gauche : Lionel Jospin ne manque évidemment pas d'observer que ces statistiques justifient les mesures qu'il préconise, jouant du traitement social classique mais aussi de mesures beaucoup plus volontaristes, comme la mise en œuvre de grands travaux ou la ré-

**AUGMENTATION SUR DEUX ANS**  
« Depuis vingt ans, c'est la première fois que l'on observe une baisse aussi importante du chômage sur une telle durée », s'est réjoui le ministère du travail. Autre motif de satisfaction, le chômage de longue durée a, lui aussi, « entamé son déclin », puisqu'il a reculé de 14 400 personnes depuis janvier et de 8 100 pour le seul mois de mai.

A droite, la controverse s'est subitement arrêtée. Voici encore quelques jours, les balladuriers dénonçaient en chœur la principale disposition préconisée par M. Chirac, le contrat initiative-emploi. Très critiques, ils expliquaient que la mesure coûterait de 30 à 50 milliards de francs et n'aurait quasiment aucun effet, sauf celui, absurde, d'augmenter le nombre des chômeurs de courte durée pour diminuer ceux de longue du-

Il y a un revers de la médaille, que les socialistes, mais plus les chiraquiens, désormais très œcuméniques, ne se priveront pas de relever : alors que la croissance économique est en phase d'accélé-

Signe des temps, les partisans du premier ministre, ralliés aujourd'hui à M. Chirac, ont oublié ce qu'ils disaient hier. Ils se convertissent même des charmes à ce fameux contrat. C'est le cas, en particulier, du ministre du travail, M. Giraud, qui, dans un entretien publié par *Le Parisien* du 28 avril, applaudit des deux mains. « *A partir du moment où la mesure a été prise et qu'elle ne crée pas d'emploi que qu'on ne crée pas les entreprises, dit-il, elle devient complémentaire, et c'est bien.* » Observant ses anciens partisans de Chamonix, M. Balladur peut méditer l'injonction de saint Rémi à Clovis : « *Courez-toi, brûle ce que tu as ordonné, ordore ce que tu as brûlé.* »

Si les conflits salariaux ont marqué le pas ces derniers jours, ils n'ont pas disparu. En Meurthe-et-Moselle, deux entreprises de transports en commun, la CGRTE et les Rapides de Lorraine, filiales de la Compagnie générale des eaux, ont été affectées par des grèves. Dans les deux cas, les salariés réclamaient 5 % d'augmentation, en raison des « immenses profits réalisés par la Générale des eaux ».

Toujours en Lorraine, et pour des raisons salariales, la CGT tente, à Sollic-Florange, d'élargir un mouvement jusqu'ici limité à un seul laminoir. Dans le Jura, les salariés de Jacob-Delafont viennent d'interrompre un conflit salarial lancé il y a un mois pour ouvrir des négociations avec la direction. Depuis février, les conflits salariaux se sont multipliés : Renault, Rhône-Poulenc, Belin, Saint-Gobain Emballages, Kodak, Michelin, Philips Eclairages, Ricoh. Tant les protocoles de fin de conflit que les premières réunions du ministère du travail montrent que les augmenta-

du gouverneur de la Banque de France, gardien de la stabilité du franc, en faveur de la modération salariale. M. Jospin n'a pas manqué de constater que la part de la valeur ajoutée affectée aux salaires étalt

libéralisme défendu par M. Madelin ? Si ce n'est pas le cas, l'Etat a-t-il les moyens de financer un transfert sur le budget portant sur plusieurs dizaines de milliards de francs ?

décennie 80, soulignant qu'« un meilleur équilibre entre solaires et profits constitue une nécessité sur le plan économique et une urgence sur le plan social ».

**PRESSION FISCALE**  
A moins que M. Chirac n'envisage de compenser ces allègements de charges sur les salaires par un accroissement de la pression fiscale (TVA, CSG) ? Il transformerait alors la hausse du salaire direct en une simple opération de rééquilibrage des prélèvements obligatoires (davantage d'impôts, moins de cotisations), mais contredirait sa volonté de réduire les prélèvements obligatoires. Pour l'heure, il n'a répondu à aucune de ces questions, et cette proposition reste

Le constat des candidats est assez voisin ; leur méthode est différente. M. Chirac n'a jamais caché que les hausses de salaires relèvent des seules entreprises et que « toutes n'en ont pas les moyens ». A cette analyse libérale, mais pragmatique, M. Jospin oppose le volontarisme de l'Etat. Il propose une « conférence nationale sur les salaires », réunissant l'Etat-employeur, le patronat et les syndicats. Son objectif : fixer un cadre général. Sur les salaires, comme sur la réduction du temps de travail,

En matière de salaires, le prochain président de la République aura moins à respecter son programme qu'à tenir compte des par-

## Le temps partiel, une « aubaine » pour les entreprises plus que pour les salariés

**LES ENTREPRISES** abusent-elles du temps partiel ? Alors que la plupart des experts regrettent que cette forme de travail ne soit pas aussi développée en France que dans les pays d'Europe du Nord, une étude du ministère du travail, présentée récemment lors d'un colloque mais non publiée, se montre assez critique sur l'utilisation par les entreprises des facilités accordées par

Depuis septembre 1992, toute transformation d'emploi à temps plein en temps partiel avec embauche compensatrice bénéficie d'une exonération de charges patronales de 30 % (et même 50 % de janvier 1993 à avril 1994). A première vue, la mesure est un incontestable succès. Quarante mille contrats ont été signés fin 1992, 180 000 en 1993 et 100 000 durant le seul premier semestre 1994. En termes d'effectifs, cette mesure « s'est hissée au premier rang des dispositifs de politique d'emploi », précise l'étude. Quels sont les secteurs qui ont le plus profité de la mesure ? Pour essayer d'en savoir plus, le ministère du travail a enquêté en mars 1994 auprès d'un échantillon de 1 000 établissements bénéficiaires de l'abattement. Ses résultats sont

peuvent toucher des embauches à temps partiel destinées à compenser des départs de salariés âgés en préretraite progressive - eux-mêmes aidés par l'Etat -, le bilan de cette mesure prise par Martine Aubry et relancée par Michel Giraud semble donc pour le moins nuancé, ce qui explique qu'il ne devait être communiqué qu'après l'élection présidentielle. Qu'en sans exécution, le temps partiel est en tout cas, une forme de travail qui plus en plus répandue : 3,2 millions de personnes travaillaient à temps partiel en 1994, soit 14,9 % des actifs et 15,4 % des seuls salariés, rappelle l'enquête. De 1982 à 1992, 845 000 emplois à temps partiel ont été créés, soit un nombre presque équivalent à celui des créations totales d'emplois (858 000). Depuis 1991, 446 000 emplois à temps partiel ont même été créés, alors que l'emploi

aujourd'hui à temps partiel. Logiquement, les emplois à temps partiel sont souvent peu qualifiés et concentrés dans les services : hôtels-café-restaurants, transports, PTT, entreprises de nettoyage et services domestiques... L'emploi qualifié à temps partiel relève donc davantage du mythe que de la réalité.

tir du moment où la mesure a été précisée et ajustée pour ne s'appliquer qu'à des emplois nouveaux créés par les entreprises, dit-il, elle devient complémentaire. et c'est bien. » Observant ses anciens partisans de Chamorix, M. Balladur peut méditer l'injonction de saint Rémi à Clovis : « Courbe-toi, brûle ce que tu os odoré, adore ce que tu as aimé ».

Des candidats français...  
Des électeurs français...  
Des commentaires français...  
N'est-ce pas un peu...  
français tout ça ?

**Les plus grands éditorialistes  
de la presse internationale  
commentent les résultats  
du premier tour**

C'est aujourd'hui, dans

**Courrier**  
international

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

*Bien qu'étrangères,  
elles ont leur franc parler*

*Les plus grandes signatures  
de la presse internationale  
commentent les résultats  
du premier tour*

*C'est aujourd'hui, dans*

**Courrier**  
INTERNATIONAL

هكذا امن الأصل

**Moi**

**Dimanche**  
pourrait vous offrir  
discothèque, mais  
quarres spécialisées  
notre quartier, il n'y

**Les artistes**  
qu'au terme de vot  
où la chanson fran

**Les jeunes**  
année. Vous même  
voir un cactus en

**Tout comme**  
culturel de grande  
En France, il dem  
et les spectacles

**Les fleuristi**  
reduit. Nous nous e  
Mais pourquoi Moz

**Monsieur le Pré**

[illegible]



Le lent reflux du chômage  
a continué en mars

هكذا امت الأصل

(Publicité)

LE MONDE / SAMEDI 29 AVRIL 1995 / 9

## Monsieur Le Président,

*Dimanche 7 mai, à 20 h 01, pour fêter votre élection, vos amis ne pourront vous offrir que des fleurs. Ils auraient peut-être préféré enrichir votre discothèque, mais cela n'est plus si simple. En vingt ans, le nombre de disquaires spécialisés est passé de 3000 à 200. Aviez-vous remarqué que, dans notre quartier, il n'y en a plus un seul ?*

*Les artistes français s'honorent de votre amitié. Il serait dommage qu'au terme de votre septennat ils ne soient plus que les vestiges d'un temps où la chanson française était vivante et novatrice.*

*Les jeunes achètent les deux tiers des disques vendus chaque année. Vous même, lorsque vous avez eu 16 ans, qu'auriez-vous aimé recevoir : un cactus en pot ou le dernier succès des Platters ?*

*Tout comme le livre, le cinéma ou le théâtre, le disque est un bien culturel de grande diffusion. Pourquoi n'est-il pas traité de la même façon ? En France, il demeure frappé d'une TVA à 18,6% alors que la littérature et les spectacles sont passés au taux de 5,5%.*

*Les fleuristes, eux aussi, ont obtenu, cette année, le bénéfice du taux réduit. Nous nous en réjouissons, surtout pour la Dame aux Camélias. Mais pourquoi Mozart paierait-il plus d'impôts qu'Alexandre Dumas fils ?*

**Monsieur le Président, soyez celui qui fera une fleur à la musique.**

### LES ARTISTES FRANÇAIS,

#### LE G.I.E.E.P.A ET LE SYNDICAT NATIONAL DE L'ÉDITION PHONOGRAPHIQUE

ADES DISQUES • ALADIN STUDIO • ALLELUIA DISQUES • ARB FILMS ET ÉDITIONS • ARION • ARPEGE • AUVIDIS • AVREP • BLACK AND BLUE DISQUES • BMG FRANCE • LE CHANT DU MONDE • CLUB DU DISQUE ARABE • CORELIA • DAVOUT STUDIO • DE PLEIN VENT STUDIO • DISC'AZ • DISQUES CONCORDE • EAST WEST FRANCE • ÉDITIONS MILAN MUSIC • EMI FRANCE • EPM PRODUCTIONS • ERATO DISQUES • GAUMONT MUSIQUE • GUILDE INTERNATIONALE DU DISQUE • HARMONIA MUNDI • HUGUES DESALLE • MCA • MPO DISQUES • MOULAGES PLASTIQUES DE L'OUEST • MUSIDISC • MUTE FRANCE • NOCTURNE • PELLIGRINI GILLES ÉDITIONS • POLYGRAM • POLYGRAM MANUFACTURING ET DISTRIBUTION • RADIO PROGRAMME • RYM MUSIC • SALVADOR P.A.M. • SCAM • S.E.R.P. • SFORZANDO • SHOW 2000 MUSIC • S.M. STUDIO • SONODISC • SONY MUSIC • STELLA DISQUES • SUNSET FRANCE • TEME • TITAN RECORDS • VERANY PIERRE ÉDITIONS • VERNOU DISQUES • VIRGIN FRANCE • VOGUE • WARNER MUSIC • THE WALT DISNEY COMPANY •



ET

#### L'UNION DES PRODUCTEURS PHONOGRAPHIQUES FRANÇAIS INDÉPENDANTS

7 PRODUCTIONS • AB DISQUES • ACTIVE MUSIC • ARENA/FLARENASCH • ART COM MUSIK • ATOLL MUSIC • BAXTER MUSIC • BIG BLUES RECORDS • CCPM • CH2 • CLEMUSIC • CMBM • DEESSE SEPTENTRION • DELPHINE PRODUCTIONS • DENOMINATEUR COMMUN • DESPERADO • DIAMA MUSIC • DISCAFA • DISCORAMA • DISQUES JMS/ SOCIÉTÉ LE SPHINX • ÉDITION W • ÉDITIONS PRODUCTIONS GEORGES MARY • EMMA PRODUCTION • E.M.A.P. • EUROPEAN MUSIC PRODUCTION • FAIRWAY RECORD • FORLANE • FRANCIS DREYFUS MUSIC • FREE LANCE/JPR PRODUCTIONS • HAPPY MUSIC • IDA RECORDS • IRIS MUSIC PRODUCTION • LABEL BLEU • LE GRAND ORCHESTRE DU SPLENDID • MASQ • MEDIA 7 • MIC MAC MUSIC • MIX IT • MRG ART PRODUCTIONS • MUSICA GUILD • NETWORK MUSIC GROUP • OPTICAL DISC DE FRANCE • OTV CONCEPT • OWL RECORDS • PEER MUSIC • POINT 12 • PRODUCTIONS MARY JOSEE • PRODUCTIONS PAUL LEDERMAN • RDC RECORDS • RTE • SCORPIO MUSIC • SNEAK PREVIEW • SOME PLAYERS • TREMA • TWO PAR DEUX • VICTORIE MUSIC • WMD • YEARLING PRODUCTIONS •



UPFI : 1, RUE GARNIER - 92200 NEUILLY-SUR-SEINE - TÉL : (1) 46 41 05 85 - FAX : (1) 46 41 05 83

SNEP : 27, RUE DU DOCTEUR LANCEREAUX - 75008 PARIS - TÉL : (1) 44 13 86 66 - FAX : (1) 53 76 07 30/33

Représentant P.O. : Numen Zéro 45 86 00 78

Courrier

## L'impossible amnistie du délit d'abus de biens sociaux

Les juges et l'opinion ne comprendraient pas que l'on accède à ce souhait de certains patrons

Exaspérés par les « affaires », les chefs d'entreprise et les hommes politiques souhaitent qu'on adoucesse la menace que représente le délit d'abus de

biens sociaux. Certains patrons dénoncent mezza voce le harcèlement de magistrats qui profiteraient de la jurisprudence pour poursuivre, selon eux,

d'une vindicte quasi personnelle élus et chefs d'entreprise. Mais les juges et l'opinion ne comprendraient pas cette amnistie déguisée.

LES CHEFS D'ENTREPRISE et les hommes politiques souhaitent qu'on adoucesse la menace que représente le délit d'abus de biens sociaux. Les politiques jurent leurs grands dieux qu'il n'est pas question d'amnistie « directe ou indirecte » pour les faits de corruption ou d'ingérence, mais ils trouvent anormal « qu'un puisse punir des faits vieux de vingt-cinq ans ». Ils pensent que les magistrats abusent de l'abus... Quel est l'enjeu qui se cache derrière ce débat de procédure ?

Le dirigeant d'une entreprise peut mésestimer de biens ou du crédit de sa société, c'est-à-dire d'un bien d'un tiers. Exemple : il peut se faire consentir des avantages indus par son conseil d'administration ou passer un contrat de service bidon pour rémunérer un proche. Les lois du 10 septembre 1947 et du 24 juillet 1966 prévoient la sanction de ce délit, qui se prescrit comme tout délit dans un délai de trois ans. Mais la Cour de cassation a jugé ce délai trop favorable aux malhonnêtes qui dissimulent leurs agissements et elle a ouvert d'immenses perspectives répressives en diffusant cette prescription dans un arrêt du 7 décembre 1967. « En matière d'abus de biens sociaux », édicte-t-elle, le point de départ de la prescription triennale doit être fixé au jour où ce délit est apparu et a pu être constaté. On comprend pourquoi M. Balladur a parlé de faits vieux de vingt-cinq ans et pourquoi élus, services financiers des sociétés et PDG tremblent pour les passés accumulés.

Les magistrats se sont servis de cette possibilité pour tourner les amnisties votées par le Parlement et pour déterrer les affaires de corruption associant patrons et élus. Exemples : une entreprise met gra-

cieusement un appartement à la disposition d'un maître ; un transporteur aérien donne des billets d'accès à bord de ses appareils à un élu ; une société paie cent fois le prix normal pour une publicité publiée dans un journal municipal. Ces largesses sont anormales, car elles ne correspondent pas à l'intérêt des entreprises. Elles camouflent un « retour d'ascenseur » en faveur de celles-ci, et l'attribution de marchés rémunérateurs. Malgré les retombées favorables pour l'entreprise, le caractère illicite et donc répréhensible de la « générosité » demeure.

Les patrons supportent mal de vivre sous cette épée de Damoclès. Avec les politiques, ils plaident les nécessités et les « coutumes » d'autrefois en matière de vie des affaires et de financement des partis

Il est quasiment impossible à un juge d'instruction de prouver la corruption en abordant le dossier de façon frontale. Aucun écrit n'en conserve la trace et les témoins sont muets. Pas question de lancer une enquête préliminaire sans indices — que le parquet ne peut obtenir car il ne dispose pas des très efficaces moyens d'inquisition du fisc. L'abus de biens sociaux et son corollaire sont devenus le bials juridique, le levier de fortune qui permet aux magistrats de mettre au jour la délinquance politico-financière : en attaquant la corruption par les comptes de l'entreprise et non par l'abus, les poursuites deviennent possibles ; avec le délit de prescription, les délinquants ne sont plus protégés par le temps qui passe. Silencieux sur ce sujet, les patrons

supportent mal de vivre sous cette épée de Damoclès. Avec les politiques, ils plaident les nécessités et les « coutumes » d'autrefois en matière de vie des affaires et de financement des partis

supportent mal de vivre sous cette épée de Damoclès. Avec les politiques, ils plaident les nécessités et les « coutumes » d'autrefois en matière de vie des affaires et de financement des partis

et que ne comprendraient pas l'opinion publique. Comment sortir de ce dilemme ? Une loi d'amnistie est impossible, le législateur ayant déjà fait scandale en la matière ; le garde des sceaux, Pierre Méhaignerie, a affirmé qu'aucune n'était en préparation. Une loi organisant une prescription relativement rapide du délit d'abus de biens sociaux soulèverait la colère des juges et du pays : pas question de revenir aux errements passés. M. Jean-Pierre demande avant toute réforme la création de juridictions financières, la formation des magistrats aux techniques financières et le rattachement au ministère de la justice d'un corps d'officiers de police judiciaire spécialisés dans le domaine financier. Certains espèrent que la Cour de Cassation dans sa sagesse fera évoluer la jurisprudence dans le sens d'une plus grande modernité.

Mais tout cela est aléatoire et les magistrats se sont attelés au vrai problème : l'adaptation de la loi de 1966 sur les sociétés rendue obsolète par l'évolution de la vie économique. Peut-on automatiquement accuser d'abus de biens sociaux un PDG qui transfère des fonds d'une filiale à l'autre ? Doit-on lui faire porter la responsabilité d'agissements commis à son insu par des subordonnés ayant reçu une délégation de pouvoir dans une filiale ? Comment mieux apprécier le caractère grave ou non d'un abus ? C'est un système cohérent et discuté avec les acteurs économiques que certains aimeraient voir ériger dans les années à venir. Vaste et ambitieux programme ! En attendant cette heureuse issue des « affaires », il n'existe guère de chances pour que les dossiers en cours soient ralentis ou arrêtés. Les grands patrons et les élus de haut rang demeureront télescopés par l'angoisse d'enquêtes toujours possibles. Ils resteront muets pour cause d'opinion publique sourcilieuse et fureuse d'un pouvoir judiciaire rendu redoutable par l'abus de biens sociaux. Il leur faudra bien débattre avec les magistrats de la morale et de la justice économiques.

Alain Faujas

## Les producteurs de fraises s'inquiètent toujours de la concurrence espagnole

AGEN

de notre correspondant

La trêve, par l'amnistie. Le regard fixé sur la ligne des cours, les producteurs de fraises du Lot-et-Garonne attendent, avec inquiétude, la première semaine de mai. « Période critique », dit Raymond Girard, chef de file de la branche du Modet associée à la Coordination rurale. Le Sud-Ouest va entrer en pleine production alors que la saison en Espagne se prolonge.

Fraises d'Aquitaine, fraises d'Espagne : une cohabitation toujours tendue sur le marché français (Le Monde du 28 avril). L'enjeu ? L'écoulement « d'un cours acceptable » de la production de la région : 45 000 tonnes venues pour l'essentiel du Lot-et-Garonne et de la Dordogne. Et écoulée sur des marchés où joue à plein la concurrence de la fraise d'outre-Pyrénées : plus de 5 000 hectares de fraiserie déclarés en Espagne pour une production estimée à 200 000 tonnes. « En fait, près de 10 000 hectares, et la perspective de 300 000 tonnes de fraises », dit l'observateur discret de la branche par le Comité de défense des fruits et légumes constitué, début avril, entre représentants de la Coordination rurale, du Modet et des antennes départementales de la FNSEA et du CNJA.

Moins de charges sociales, une peseta qui, en trois ans, a perdu 30 % à 35 % de sa valeur... au début de la campagne, la gariguetta (la fraise primeur française très parfumée) s'est heurtée à un fruit espagnol vendu de 4 à 6 francs le kilo. L'accent mis sur la qualité des produits du Sud-Ouest n'y a rien changé. Les cours de la gariguetta ont

chuté jusqu'à 15 francs. C'est inacceptable pour les producteurs : « Ces cours ne doivent pas descendre au-dessous de 20 francs en début de campagne. Et le prix réel, dit Raymond Girard, c'est 18 à 20 francs pour les rondes et 25 à 28 francs pour la gariguetta. » C'est dans ce contexte que sont intervenus les raids musclés de Narbonne et de Toulouse.

« VIGILANCE »

Jean Puech a condamné la « guerre de la fraise ». Bruxelles engage une procédure. Raymond Girard constate, lui, que les cours ont remonté. « Il y a les propos officiels des exportateurs et des grossistes qui s'intéressent enfin à la production française, ont permis cette réévaluation du cours de la gariguetta. »

Et puisque les centrales d'achat continuent de respecter le code de bonne conduite dont les règles avaient été fixées l'an passé, dans le Lot-et-Garonne, avant d'être reprises dans toute la France, Raymond Girard, pourrait être satisfait. La « vigilance » reste pourtant de mise. A ceux qui leur font miroiter les promesses de la monnaie unique, insistant sur le fait que les cours ne seront plus, dès lors, soumis au désordre actuel, Raymond Girard parle des lois du marché. « La monnaie unique ce serait un plus. Mais un petit plus. Resterait la loi de l'offre et de la demande. »

Et il redoute que cette loi ne joue à plein début mai, quand le Sud-Ouest entrera en pleine production alors que l'Espagne continuera d'écouler la sienne.

Philippe Tugay

## M. Jospin ne réformerait le mode de scrutin qu'après des législatives

S'IL EST ELU le 7 mai, Lionel Jospin n'a pas l'intention d'instiller une dose de proportionnelle pour les prochaines élections législatives, qui, déclare-t-il au Figaro du vendredi 28 avril, auraient lieu dans ce cas « très vite ». C'est la nouvelle Assemblée qui serait chargée de « travailler rapidement à cette réforme du mode de scrutin » dans le but d'« assurer une meilleure représentation des femmes au Parlement ». Contrairement aux premières informations sur les intentions du candidat socialiste (Le Monde du 28 avril), l'introduction d'une dose de proportionnelle ne ferait donc pas partie de son projet de référendum. M. Jospin pense qu'au second tour « des dynamiques psychologiques et sociales peuvent avoir raison de l'arithmétique ». « Je ne suis pas le favori, ajoute-t-il, mais dans ce match démocratique je n'ai rien à perdre. (...) Les Français ont démenti les sondages une première fois, ils peuvent très bien le démentir une deuxième fois. » Interrogé sur l'éventualité de « tickets » avec Jacques Delors ou Martine Aubry, M. Jospin répond que « le droit de nommer le premier ministre et donc de l'annoncer est un droit du président de la République, et non celui d'un candidat à l'Élysée ». A propos de l'attitude de M. Mitterrand, M. Jospin affirme que, « quel que soit le lien effectif, historique, politique qui m'unit à François Mitterrand, cette élection ne se joue pas entre lui et moi mais entre les Français et moi ».

### ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

■ IMMIGRATION : Jacques Chirac a jugé « absurdes » les thèses sur l'immigration du Front national, comme celles de son adversaire socialiste Lionel Jospin. Invité, jeudi 27 avril, de l'émission « Objections » sur France-Inter, le candidat a ajouté qu'il « ne se reconnaît en rien dans les thèses qu'exprime » Jean-Marie Le Pen. Il a estimé qu'il fallait prendre en compte « l'importance du vote protestataire émis dimanche » par des électeurs « qui se sentent exclus, expriment un déficit de solidarité, de générosité ».

■ PROPORTIONNELLE : Alain Madelin a comparé la proportionnelle au « gruyère dans le piège à souris, pour attraper les électeurs de La Pen » et a commenté, dans un entretien sur France 2, jeudi 27 avril, le fait que le candidat socialiste envisage l'introduction de ce mode de scrutin. Alain Juppé, de son côté, s'est interrogé le même jour, à Bordeaux, en lançant : « On nous accuse d'aller à la pêche aux voix des électeurs du Front national, il va pas à la pêche aux voix ? »

■ SOUTIEN : Jean-François Touzé, président de l'Alliance populaire, mouvement d'extrême droite, a décidé de soutenir la candidature de Jacques Chirac. M. Touzé, qui avait appelé à voter Jean-Marie Le Pen au premier tour, a déclaré, mercredi 26 avril, au cours d'une conférence de presse, que « favoriser Lionel Jospin serait un crime politique, une faute pour la nation ».

■ ALAIN MARLEIX, responsable des comités de soutien à M. Balladur et député RPR du Cantal, a appelé « à dix-huit heures de l'ensemble des comités de soutien à se mobiliser activement pour assurer la victoire de Jacques Chirac au second tour », selon un communiqué publié mercredi 25 avril.

■ TÉLÉVISION : France 2 recevra Lionel Jospin et Jacques Chirac le 4 mai, TF1 le 28 avril. Un tirage au sort a départagé les chaînes concurrentes, qui avaient toutes deux invité les deux candidats à s'exprimer successivement sur leur antenne, jeudi 4 mai, entre 20 heures et 21 heures, veille de la clôture de la campagne officielle. Organisé jeudi 27 avril à 13 heures dans le bureau d'Hervé Bourges, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), ce tirage au sort a attribué à France 2 la date convoitée du jeudi 4 mai, M. Jospin devant être interviewé à 20 heures et M. Chirac à 20 h 30. TF1 devra se contenter du vendredi 28 avril et recevra d'abord M. Chirac, puis M. Jospin.

■ NON-INSCRITS : le Groupe d'étude et de réflexion interrégionale (GERI), qui, sous la direction de Jacques Voisard et François Vallard, propose une analyse du « référentiel institutionnel des Français à l'épreuve de la présidentielle » (Le Monde daté 23-24 avril), vient de chiffrer à 2 252 906 le nombre des électeurs potentiels qui n'étaient pas inscrits sur les listes électorales au premier tour de l'élection présidentielle, le 24 avril, soit 7,5 % du corps électoral potentiel. Cette proportion n'avait été que de 3,8 % en 1981, et de 5,5 % en 1988.

■ ANNULATIONS : à Issoudun (Indre), 5 296 des 11 964 suffrages exprimés lors du premier tour de l'élection présidentielle ont été annulés par le Conseil constitutionnel pour absence de « contrôle de l'identité des électeurs » dans six bureaux de vote. Dans cette ville, dont le maire est André Laignel (PS), Lionel Jospin était arrivé largement en tête avec 30,56 % des suffrages, devant Edouard Balladur (16,06 %) et Jacques Chirac (15,78 %). A Amay-le-Duc (Côte-d'Or), le suffrage des 929 électeurs a également été annulé parce que le bureau de vote comprenait deux urnes au lieu d'une, l'une destinée aux électeurs dont le nom commence par les lettres allant de A à L, et une seconde pour les autres. Selon le secrétaire de mairie, « cela fait plus de quarante-cinq ans qu'on procède ainsi, et cela s'est toujours jusqu'à présent déroulé dans de bonnes conditions ». La décision du Conseil constitutionnel, parue au Journal officiel du jeudi 27 avril, se réfère aux articles L62 et L63 du code électoral, qui stipule qu'« il ne peut être mis qu'une seule urne par bureau à la disposition des électeurs ».

■ RECTIFICATIF : quelques erreurs se sont glissées dans les tableaux consacrés aux résultats du premier tour de l'élection présidentielle dans les villes de plus de 30 000 habitants (Le Monde du 27 avril) : à Montigny-Le Bretonneux (Yvelines, mairie UDF) et à Niort (Deux-Sèvres, PS), Jean-Marie Le Pen a obtenu moins de 10 % des voix (9,39 %) ; au Havre et à Dieppe (Seine-Maritime, PC), la gauche n'est pas majoritaire ; à Saumur (Maine-et-Loire, RPR) et à Marçay-en-Barcois (Nord, RPR), la droite est majoritaire.

### DÉPÊCHES

■ FRAUDE ÉLECTORALE : Yves Saint-Macary, procureur de la République, a requis une peine de six mois d'emprisonnement avec sursis, une privation de droits civiques pour une durée de trois à cinq ans et une amende de 12 000 à 15 000 francs à l'encontre de Jean Mouniq, vice-président du conseil général des Hautes-Pyrénées et maire (divers gauche) de Vielle-Aure, devant le tribunal correctionnel de Tarbes. M. Mouniq est accusé de fraude électorale à l'occasion du deuxième tour des élections législatives de mars 1993 (Le Monde du 6 mars).

■ PLAINTES : s'appuyant sur le code des communes, selon lequel tout contribuable peut, avec l'autorisation du tribunal administratif, se substituer à une municipalité pour exercer une action qu'il croit nécessaire, Evelyn Ferreira, un écologiste de la capitale, demande aux juges parisiens de lui permettre de déposer une plainte contre X pour « prise illégale d'intérêt et complicité ». La plainte vise les conditions dans lesquelles les époux Chirac ont pu rester locataires à bon compte d'un pavillon de la rue du Bac acheté par une société filiale de la Ville qui a pour objet la construction et la gestion de logements sociaux (Le Monde du 30 mars). Le plaignant estime que cette opération est entachée d'une grave irrégularité.

■ SOCIAL : la CFTD appelle à une journée nationale d'action interprofessionnelle pour la réduction du temps de travail le 14 juin, jour de la rencontre prévue entre le président du CNPF et les cinq dirigeants syndicaux. Débuté par l'évaluation des négociations entamées avec le CNPF sur l'aménagement du temps de travail, depuis le 28 février, la CFTD, par « ce temps fort de mobilisation », entend « peser sur le patronat ». Cette journée, ouverte aux autres organisations syndicales, doit donner de « la visibilité aux actions pour la réduction du temps de travail et l'emploi ».

## MANIFESTE

La spirale des désordres et des souffrances qui affectent l'humanité est saugement destructrice. Plusieurs milliards d'êtres humains sont d'ores et déjà condamnés à l'agonie.

Avec Espoir, nous croyons qu'il est possible d'inverser le mouvement et d'œuvrer pour une société et un monde plus fraternels.

La dimension économique de la vie et des échanges est importante. Elle n'est pourtant pas la mesure de toutes choses.

Avec Espoir, nous voulons une économie au service des hommes, une économie soumise à une volonté politique qui défende l'intérêt de tous, avec une vigilance particulière pour celui des personnes fragiles et vulnérables.

La société actuelle a tendance à réduire ses membres au rôle de producteurs-consummateurs. Il convient de cultiver une autre image de l'homme et de créer pour lui les conditions d'existence en rapport avec sa dignité.

Avec Espoir, nous croyons que l'homme est un être capable d'aimer et digne d'être aimé.

Rien n'empêche, aujourd'hui, que tous aient accès à un cadre de vie agréable et disposent des éléments matériels indispensables à une existence décente.

Les richesses nécessaires existent. Mais elles sont inégalement réparties.

La fraude porte atteinte au patrimoine national et doit être combattue.

Mais les pouvoirs publics sont souvent trop durs avec les petits et trop accommodants avec les fraudes des puissants, plus scandaleuses et plus coûteuses pour la société.

Avec Espoir, nous souhaitons que la répartition des richesses se fasse selon les règles de l'égalité et de la justice.

La protection sociale coûte cher, nous dit-on.

Plutôt que de la revoir à la baisse ou de la rendre sélective, il convient de développer un esprit solidaire au nom duquel nous nous sentons mutuellement responsables les uns des autres.

Avec Espoir, nous voulons tourner le dos aux prétendus modèles de réussite liés à un système de compétition sans merci entre tous dans une société abâtardie par l'argent.

« Que le meilleur gagne » n'est pas notre devise si le meilleur désigne celui qui ne se soucie que de lui-même et qui est disposé à tout écraser sur son passage.

Les impasses du système actuel sont manifestes.

C'est du côté du partage qu'il faut explorer des directions nouvelles.

Nous avons commencé à creuser dans cette voie et nous sommes convaincus qu'il vaut la peine d'aller plus loin.

Avec Espoir, nous croyons qu'il y a un autre avenir, à inventer et à vivre.

ASSOCIATION ESPOIR, 78a, avenue de la République  
68000 COLMAR - 4 avril 1995

La publication de ce message est financée par les membres de l'Association

هنا من الوطن



## Meurthe-et-Moselle : seule Nancy a résisté à la progression du FN

Le phénomène n'épargne pas les zones rurales

En Meurthe-et-Moselle (Lorraine) comme dans la Loire (Rhône-Alpes), la progression du Front national au premier tour de l'élection présidentielle, dimanche

23 avril, a créé un choc. Dans la Loire, il est désormais le premier parti du département. Il s'agit d'un vote populaire et ouvrier, mais aussi rural, là où la crise a frappé.

**NANCY**  
de notre correspondant  
Le score du FN, arrivé en tête, en Meurthe-et-Moselle, dans les trois villes moyennes que sont Toul, Lunéville et Pont-à-Mousson, au premier tour de l'élection présidentielle, a créé un effet de surprise. Il progresse de près de trois points à Vandœuvre, deuxième ville du département, tenue par un maire socialiste, mais aussi dans les zones rurales. A Ecrouves, un village du Toulousin, « abasourdi » par les 25,4 % du FN, le maire, Francis Michel, grand résistant dont une partie de la famille a disparu dans les camps de la mort, est allé mardi matin présenter sa démission au préfet de Meurthe-et-Moselle (Le Monde du 27 avril). A Lunéville, le maire RPR, Guy Corbiat, n'en a pas cru ses yeux lorsque s'est affiché le score du FN : 22,4 %. « Au début, c'est vrai, je me suis inquiété, mais en voyant les autres, 24 % à Toul, 25 % à Pont-à-Mousson, ou les résultats de l'Alsace, carrément catastrophiques, je me suis dit que finalement, c'était pire chez les autres. » Il se dit serein pour les municipales et prépare une alliance UDF-RPR.

**LE LUNÉVILLOIS SINISTRÉ**  
C'est méconnaître à quel point le représentant local du FN a été dopé par ce score. Jean-Claude de Sars, conseiller régional, qui arpentait le marché de Lunéville tous les samedis en serrant des mains, ne cachait pas son enthousiasme : « C'est simple, déclarait-il péremptoire, aux municipales, je ferai 25 %. Je serai le pivot, qui fera passer le maire RPR... ou qui l'exécutera. Il est

temps de remettre de l'ordre dans cette ville. » Quelle explication donner à cette percée ? Le Lunévillois, sinistré économiquement, est fragilisé et s'enfonce chaque jour dans la crise. Fermeture d'unités industrielles, menaces sur celles qui subsistent, c'est dans cette zone que le chômage est le plus élevé du département. Que pourront les aides européennes face à la déprime dans laquelle le Lunévillois s'enfonce ? Dans cinq cantons sur neuf, les électeurs ont donné la préférence à Jean-Marie Le Pen. Un peu plus bas vers le nord, à Pont-à-Mousson, une ville tenue par Yvon Tondou, un socialiste, les quartiers populaires, eux aussi, ont donné leurs voix au FN, tout comme ceux de la Croix de Metz, à Toul, un quartier traditionnellement acquis à l'ex-RPR Jacques Gossez.

Là encore, se trouvent cristallisées toutes les peurs et les angoisses des quartiers HLM, des ZUP, où le quotidien est triste et le sentiment d'insécurité lié à la petite délinquance et à la toxicomanie toujours présent. « Aux politiques de tirer les leçons en étant davantage sur le terrain et plus près des habitants HLM », notait, le soir du premier tour, le député socialiste Jean-Yves Le Déaut. Mais le phénomène ne touche pas seulement les petites villes. Les villages ont, eux aussi, donné leurs suffrages au leader du FN. L'avenir des agriculteurs, il est vrai, n'est pas beaucoup plus riant que celui des citadins.

Dans le pays haut, les bestions communistes résistent bien, quoi-

qu'on note une progression de Jean-Marie Le Pen à Villerupt, Longwy et dans certains villages proches de Briey. Si à Villerupt, maire PC, Robert Hua est en tête avec 28,43 % des suffrages, Jean-Marie Le Pen, avec 10,44 %, progresse de trois points par rapport à 1988, ce qui contraste fort le maire, Michel Casoli. A Longwy, il passe de 13 à 16 %.

**L'EXCEPTION**  
Dans ces cités ouvrières où on pratique l'intégration des étrangers depuis plusieurs générations, qu'il s'agisse des Italiens, des Polonais, des Marocains, même si les luttes sociales ne sont plus ce qu'elles étaient, la gauche demeure enracinée, près du carreau de la mine.

Reste Nancy, qui fait exception. Lionel Josip y arrive en tête avec 24 % des suffrages, ce qui ne ravit sans doute pas le balladurien André Rosinot. Mais celui-ci a toutes les raisons d'être satisfait du score du FN, en quatrième position. André Rosinot a toujours été, vis-à-vis du FN, parfaitement clair, refusant toute forme de compromission. Au premier tour, le FN a régressé, passant 13 points, pour se situer à 12,64 %. Le mouvement qu'avait connu la ville à l'occasion des européennes, il y a deux ans - huit mille personnes étaient descendues dans la rue pour protester contre la venue de Jean-Marie Le Pen - est sans doute encore présent à l'esprit des Nancéiens, et explique en partie le score médiocre qu'y a réalisé M. Le Pen.

Monique Roux

## Ile-de-France : chiraquiens et balladuriens commencent à régler leurs comptes

Après l'échec du premier ministre au premier tour de l'élection présidentielle, la composition des listes pour les municipales donne lieu à de nouvelles surenchères

DANS les deux départements d'Ile-de-France dont les élus de droite avaient en majorité soutenu la candidature d'Edouard Balladur, les représailles annoncées par les chiraquiens pour les élections municipales prennent tournure. Dans les deux principales villes de Seine-et-Marne, la très chiraquienne fédération RPR tente d'imposer de nouveaux candidats, en dépit des investitures officielles accordées depuis déjà plusieurs mois par le RPR et l'UDF. A Melun, Christian Jacob, député européen (RPR) et ancien président du Centre national des jeunes agriculteurs, laisse entendre que, s'il n'obtient pas une place de premier adjoint sur la liste du maire sortant RPR, Jacques Marinelli (qui ne veut pas en entendre parler), il pourrait mener sa propre liste. A Meaux, Jean-François Copé (RPR), qui devait se présenter sur la liste du député et conseiller municipal balladurien Pierre Quillet contre le maire socialiste sortant, Jean Lion, a fait sécession. M. Copé, suppléant du député chiraquien Guy Druet, espère que celui-ci accèdera à un ministère, lui cédant ainsi un fauteuil de député qui le mettrait à égalité de notoriété avec M. Quillet.

Dans les Hauts-de-Seine, certains élus balladuriens se sont sentis écopés par la liste de la deuxième place, sur le plan national, de Jacques Chirac : à leurs yeux, celle-ci est de nature à atténuer les foudres promises par quelques partisans du maire de Paris, décidés à en découdre, lors des municipales, avec les maires de Rueil-Malmaison (Jacques Baumel), de

Levallois-Perret (Patrick Balkany), voire d'Antony (Patrick Devedjian), en première ligne de la campagne de M. Balladur. Le premier, dimanche soir 23 avril, M. Baumel rejoignait le camp de Jacques Chirac, espérant même prendre la présidence du comité de soutien local, suivi, quelques heures plus tard par M. Balkany, qui a tenté, lui aussi, de diriger les opérations en faveur du maire de Paris.

**LEVALLOIS-PERRET EN SUSPENS**

Ces deux initiatives ont été fraîchement accueillies dans les rangs des chiraquiens de la première heure. Mais Jean-Jacques Guillet (balladurien), secrétaire adjoint de la fédération RPR, et Roger Karoutchi (chiraquien), vice-président du conseil régional et chef de cabinet de Philippe Séguin, ont préconisé la modération pour voir « entrer la hache de guerre » au lendemain du premier tour, demandant aux maires balladuriens d'ouvrir plus largement leurs listes. L'appel a été entendu : dès mardi 25 avril, Jacques Baumel et Danièle Küss, présidente du comité local de soutien à M. Chirac (Le Monde du 26 avril), se sont rencontrés. Cette entrevue pourrait déboucher sur des places pour M. Küss et quelques-uns de ses amis dans la future équipe du maire de Rueil.

Ce scénario s'est répété le lendemain à Antony, où M. Devedjian a proposé aux chiraquiens un peu plus de postes qu'il ne l'avait envisagé avant le premier tour de la présidentielle. Seul reste en suspens le cas de Levallois-Perret, où la liste que souhaite conduire Oli-

vier de Chazeaux (RPR), président du comité chiraquien local, a toutes les chances de voir le jour face à celle de M. Balkany. Enfin, à Neuilly, où M. Chirac a obtenu son meilleur score départemental (41,21 %), Nicolas Sarkozy devrait avoir à combattre, outre la liste du FN, deux listes de droite, celle du secrétaire général du Centre national des indépendants (CNI), Pierre-Olivier Mahaux, et celle d'un Neutléen, Blaise Myster, chiraquien de vingt-deux ans qui, depuis cinq mois, a annoncé sa ferme intention de se mesurer au maire sortant, et qui considère que la deuxième place de M. Balladur à Neuilly « est un dévouement de la population » envers son maire.

Si les chiraquiens des Hauts-de-Seine se révèlent finalement moins offensifs qu'ils ne l'avaient laissé entendre, ils restent en alerte. Ils ont prévu de fonder, le 7 mai au soir, leurs comités locaux de soutien au maire de Paris en un « Comité pour le pacte républicain » qui ne sera, selon son futur président, Roger Karoutchi, « ni un RPR bis, ni une fédération bis, mais une vigie chiraquienne dans le département ». M. Karoutchi devrait, pour sa part, faire équipe à Boulogne-Billancourt avec le maire sortant, Paul Graziani (balladurien), face à Pierre-Christophe Baguet (UDF-PSD), qui, aux côtés de l'économiste Guy Sorman (UDF), conduira une liste avec une partie de l'ancienne équipe Graziani.

Jean-Claude Pierrette, Roland Puig et Daniel Raymond

## Loire : le Front national prospère sur les friches industrielles

SAINT-ETIENNE

de notre correspondant

En 1974, lors du premier tour de l'élection présidentielle, 2 483 voix s'étaient portées dans la Loire sur Jean-Marie Le Pen. Le 23 avril, le président du Front national (FN) a devancé tous les autres candidats et obtenu 78 674 voix. Il arrive notamment en tête à Firminy, La Ricamarie, La Grand-Croix et Saint-Chamond, des communes des vallées de l'Oudaine et du Gier fragilisées par le chômage.

Au Chambon-Feugerolles, le candidat du FN totalise 33,45 % des voix, soit cinq points de plus qu'en 1988. Touchée de plein fouet par la crise de la sidérurgie et par la fermeture des mines, cette commune pluri-prospère au lendemain de la seconde guerre mondiale a perdu en vingt-cinq ans près du tiers de sa population. La vétusté des outils de production de certaines industries locales traditionnelles - laines, marbrerie, boulonnerie - laminées en quelques décennies, a accéléré la paupérisation de cette commune de 16 000 habitants, où près de 47 % de la population est inactive, où le revenu annuel moyen par habitant plafonne à 29 000 francs, près de 20 000 francs en dessous de la moyenne nationale. Gangrené par le chômage - 40 % dans certains quartiers -, le Chambon-Feugerolles voit se développer une économie parallèle sur les friches de la pauvreté, alimentée par l'argent du trafic de drogue particulièrement florissant depuis une douzaine de mois dans certains foyers de logements sociaux.

Comme au Chambon-Feugerolles, le vote pour l'ex-

trême droite a progressé, depuis une quinzaine d'années, dans l'ensemble d'un département engagé dans une reconversion industrielle lourde, où les réseaux de solidarité ont été démantelés par le retrait des Houillères et des grands groupes sidérurgiques. Depuis, sans véritable stratégie industrielle, la Loire s'appuie sur un tissu de PME et mise sur la greffe d'entreprises. Mais le doute et la pusillanimité des hommes politiques locaux avivent rancœurs et insatisfactions.

**LES ÉQUILIBRES TRADITIONNELS PERTURBÉS**  
Ainsi, depuis quelques scrutins, le parti de Jean-Marie Le Pen perturbe les équilibres politiques traditionnels, s'engouffrant particulièrement dans les brèches ouvertes par le déclin du Parti communiste. Lors des élections législatives de 1993, des candidats du Front national ont pu se maintenir au second tour face aux représentants de l'UDF et du RPR dans quatre circonscriptions sur sept. En 1994, l'un des leurs a arbitré l'élection cantonale du Chambon-Feugerolles au détriment du maire (UDF-CDS). Malgré l'absence de personnalités locales d'envergure, le FN pourrait arbitrer les élections municipales à Firminy, La Ricamarie, Le Chambon-Feugerolles, Saint-Chamond et surtout Saint-Etienne : la municipalité (UDF-RPR) sortante, minée par douze ans de pouvoir, une dette importante et la mauvaise gestion de plusieurs dossiers sensibles - dont celui de l'eau - est particulièrement menacée.

Vincent Charbonnier

## Mayenne : la palme du soutien au premier ministre

LAVAL

de notre correspondant  
La Mayenne a apporté à Edouard Balladur son meilleur score national (26,76 %) lors du premier tour de l'élection présidentielle. Il est vrai que les cinq parlementaires du département (4 UDF et 1 RPR) avaient scellé une union, remarquée, pour soutenir le premier ministre-candidat. « Tous d'accord pour une fois » : le député (UDF-FR) François d'Aubert se souvient d'avoir été « frappé par cette réflexion des gens » lors d'une tournée de remise de médailles, dimanche matin 23 avril. « Nous avons eu une démarche d'union franche, cohérente, active, qui a payé », tenait le sénateur centriste Jean Artibus. « Par exemple, on n'a pas chuté pour savoir si le siège du comité de soutien serait au CDS ou au PR. » Point de détail sans doute, mais révélateur, pour un électoral mayennais trop habitué à voir les deux dirigeants se livrer à une « guerre des chefs ».

Avec le député (RPR) Henri de Gestines, qui a rejoint dès la première heure les quatre autres parlementaires du département, la droite de Mayenne ne s'était jamais montrée aussi unie. Coupé de l'appareil départemental du RPR, acquis à Jacques Chirac, Henri de Gestines veut maintenant préserver les fruits du consensus : « La campagne en faveur d'Edouard Balladur, si elle fragilise un peu le dispositif RPR dans le département, donne de la cohésion à la majorité départementale, dans la mesure où des hommes venant d'horizons différents ont appris à travailler ensemble. Ce phénomène d'union survient à la campagne présidentielle. » Dès dimanche soir, les cinq parlementaires ont fait savoir qu'ils fusionnaient leur comité de soutien avec celui de Jacques Chirac. Le poids de cette union, presque historique pour la Mayenne, devrait peser pour le second tour. Comme le dit Jean Artibus : « Nous avons toutes les raisons d'être les plus pugnaces maintenant. »

Gérard Leclercq

## RAYMOND BOUDON

Raymond Boudon

Le juste et le vrai

Essai sur l'objectivité des valeurs et de la connaissance



Fayard

376 p. 170 F

On ne voit ce qu'il faut, ici, le plus admirer : de l'autorité, de la culture, de la capacité de bousculer les idées reçues, ou de la clarté toute classique avec laquelle l'auteur domine ses concepts... Ses analyses sont celles dont, en ce moment, nous avons le plus besoin. C'est une fête de l'intelligence.

... Ce livre présente à nos yeux l'intérêt capital de poser la juste frontière entre la « certitude morale » personnelle et autonome, sur laquelle la République s'est construite, et « l'ordre moral » dominant, qui ressemble de plus en plus à une guerre de factions.

Alain Gérard Stamm, Le Figaro

FAYARD

## Le Monde IMMOBILIER

POUR ACHETER, VENDRE, LOUER

appartements ventes

16<sup>e</sup> arrondissement

PROJ. INTÉRESSANT CHARDON-LAGACHE

SUR VERDURE

94 Val-de-Marne

FONTAINE

pavillon

maison

immobilier d'entreprise

## L'AGENDA

Automobile

Box-Parkings

Villégiatures

## DEMANDES D'EMPLOI

Industrie

Commerce

Services

Enseignement

Santé

Justice

Autres



**SANTÉ PUBLIQUE** Fait inhabituel, un rapport du gouvernement va être déposé dans quelques jours sur les bureaux de l'Assemblée nationale et du Sénat. Ce document,

dont nous révélons le contenu, plaide pour que la lutte contre l'épidémie de sida devienne « une priorité absolue ». ● 30 000 PERSONNES SÉROPOSITIVES ENVIRON, en France,

ne connaissent pas leur statut sérologique. Aussi, ce rapport insiste sur la mise en œuvre d'actions de prévention ciblées et sur le « développement à l'école d'une éducation

sexuelle ». ● LA FRANCE, l'Italie et l'Espagne sont les pays européens les plus touchés, et la toxicomanie joue un rôle croissant dans la diffusion du virus. ● UN AVIS du Conseil

national du sida, rendu le 13 avril, recommande la mise en place d'une étude sur le plus grand nombre possible d'enfants nés d'une mère séropositive traitée à l'AZT.

## Le gouvernement demande que le sida devienne une « priorité absolue »

Dans un rapport qui va être remis au Parlement, l'Hôtel Matignon plaide pour un renforcement des actions de prévention et d'incitation au dépistage

DE L'ART d'éviter les pièges tout en faisant œuvre pédagogique vis-à-vis de ceux qui les avaient tendus : en novembre dernier, les sénateurs, conduits par Jean Chérioux (RPR), relançaient le débat sur l'obligation du dépistage de l'infection par le VIH en France. Il s'agissait, une nouvelle fois, pour une majorité des sénateurs d'obtenir le dépistage systématique et obligatoire. La plupart d'entre eux estimaient — contre l'avis des ministres en charge de la santé du gouvernement Balladur — que cette mesure serait de nature à

service d'une lutte qui, dit-il, doit être une « priorité absolue ». La dernière version de ce rapport (datée du 20 avril) situe, dans un premier temps, l'ampleur et l'évolution des modes de contamination par le VIH en France. Depuis la mise en place, il y a treize ans, du dispositif national de surveillance, près de trente-quatre mille trois cents cas de sida ont été recensés. Le groupe des usagers de drogues par voie intraveineuse est actuellement le plus touché, avec une incidence cinq fois plus importante en 1994 que le

mois à cent dix mille le nombre de personnes infectées dans notre pays, les régions les plus touchées demeurant l'Île-de-France, Provence-Alpes-Côte d'Azur et Antilles-Guyane. Plusieurs études menées auprès de personnes homosexuelles et bisexuelles indiquent un relâchement inquiétant dans l'utilisation des pratiques de protection.

**ÉDUCATION SEXUELLE** Pour le gouvernement, une telle situation impose à l'évidence « une poursuite de l'effort de prévention ». Il convient notamment de « continuer à inciter les personnes à évaluer correctement les situations à risque auxquelles elles s'exposent, pour adapter des comportements de prévention ».

### Spécificités françaises

Le rapport de l'OMS fournit une fois encore la démonstration chiffrée des dramatiques conséquences qu'a pu avoir en France la poursuite des collectes de sang jusqu'à la fin 1985 et, plus tard, dans les établissements pénitenciers et les quartiers « chauds ». On compte ainsi, en France, 1 452 cas de sida post-transfusionnels contre, par exemple, 88 en Belgique, 236 en Allemagne, 292 en Italie, 36 aux Pays-Bas, 246 en Espagne et 90 en Grande-Bretagne. Par ailleurs, en France, 425 hémophiles avaient, au 31 décembre 1994, été atteints du sida. Ils étaient 224 en Italie, 442 en Grande-Bretagne, 434 en Allemagne et 514 en Espagne.

freiner la progression de l'épidémie au sein de la population française.

Un compromis avait en définitive pu être heureusement trouvé. Un texte de loi du 4 février dernier abandonnait ainsi le principe du dépistage systématique et prévoyait que le gouvernement remettrait, avant le 31 mars, « un rapport fondé sur une enquête épidémiologique en vue de mieux apprécier l'ampleur et l'évolution des modes de contamination par le VIH ». Avec plus d'un mois de retard, ce document a été déposé dans quelques jours par l'Hôtel Matignon sur les bureaux de l'Assemblée nationale et du Sénat.

Exposant les mesures préventives déjà retenues, il fournit à l'actuel gouvernement l'occasion de détailler celles qui, de son point de vue, restent à mettre en œuvre au

groupe des personnes homosexuelles et bisexuelles, et cinq cents fois plus importante que les hétérosexuels.

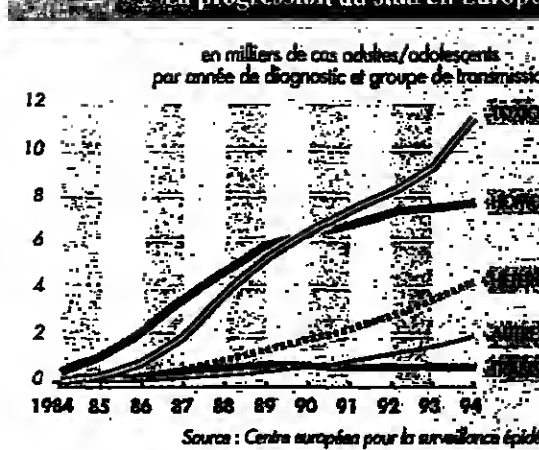
De plus, si le nombre de cas de sida continue d'augmenter, les taux d'évolution par rapport à l'année précédente diminuent de manière spectaculaire (+ 79 % en 1987 par rapport à 1986, et + 7,8 % en 1994 par rapport à 1993). « L'hypothèse la plus probable pour expliquer cette évolution des cas de sida est qu'un pic d'infection très important est survenu dans la première moitié des années 80, suivi d'une phase de diffusion plus lente », précisent les auteurs du rapport.

Une étude récente sur l'évolution de l'épidémie à VIH en France, réalisée par le réseau national de santé publique, évaluait il y a quelques

groupes des personnes homosexuelles et bisexuelles, et cinq cents fois plus importante que les hétérosexuels.

Le renforcement de la prévention de la contamination par le VIH vise à la fois la réduction de la diffusion de l'infection et la prévention des phénomènes d'exclusion des séropositifs et des malades. Parmi les mesures retenues ou préconisées par le gouvernement devant servir à guider la politique des prochaines années, figurent : le renforcement des moyens financiers pour la formation des médecins et des professionnels du secteur sanitaire et social ; la révision, avec les associations, au niveau national et local, des actions d'information en direction des personnes homo-

### La progression du sida en Europe



L'analyse de cette progression montre le poids croissant de la transmission du VIH chez les toxicomanes utilisant des drogues par voie intraveineuse. Cette progression est particulièrement nette en Espagne. On la retrouve en outre en Italie ainsi qu'en France.

sexuelles et bisexuelles ; ou encore le développement rapide d'une information des personnes « échangistes » chez lesquelles il semble que les pratiques de protection soient peu développées.

Figure aussi — enfin — le « développement à l'école d'une éducation sexuelle et d'une éducation à la santé, afin de replacer la lutte contre l'infection à VIH dans le cadre de la prise en charge personnelle de leur santé par les jeunes et d'éviter que le message qu'ils entendent soit uniquement centré sur des interdits ou sur le préservatif ».

### SÉROPOSITIFS « IGNORANTS »

Est également retenue la poursuite d'une politique de réduction des risques de transmission virale chez les usagers de drogues par voie intraveineuse, notamment en continuant le développement des programmes « méthadone », en mettant aussi sur le marché

d'autres produits de substitution et en facilitant l'accès au matériel d'injection stérile ainsi qu'aux préservatifs.

Au chapitre fort controversé de l'incitation au dépistage de l'infection par le VIH, le gouvernement remet pas en question les objections d'ordre éthique contre le dépistage obligatoire ou systématique exprimées ces dernières années par l'OMS, le Conseil de l'Europe ou le conseil des ministres de l'Union européenne. Ce dépistage devra donc demeurer « volontaire et librement consenti ».

Cela ne saurait pour autant masquer la réalité et l'ampleur des problèmes en suspens. On sait qu'aujourd'hui en France plus de huit millions de tests de dépistage de l'infection par le VIH sont réalisés chaque année, dont 4,6 millions en dehors des dons de sang, et le plus souvent en milieu hospitalier. « Diverses méthodes de calcul permettent

d'estimer à 110 000 le nombre de personnes infectées par le VIH en France », peut-on lire dans le rapport. On estime qu'environ 80 000 personnes séropositives sont suivies médicalement, soit à l'hôpital, soit en médecine de ville. Il y aurait donc, avec les réserves qu'appelle une telle estimation, environ 30 000 personnes qui ignorent leur séropositivité ou qui n'accroderaient pas à une prise en charge ou à un suivi médical. Une des questions importantes est de savoir comment inciter ces personnes à bénéficier de conseils de prévention personnalisés et d'un dépistage.

En outre, peut-on lire, « contrairement aux recommandations des circulaires de 1985 et de 1987, relatives au dépistage des malades hospitalisés et à la prise en charge des sujets séropositifs, le test effectué sans information préalable des patients hospitalisés se pratique surtout dans les services de chirurgie. Cette pratique a pour conséquence : la violation des droits de la personne ; une plus grande difficulté d'annonce d'un résultat (positif ou négatif) à un patient qui ne sait pas qu'un test a été effectué. Or ne pas informer ce dernier serait une attitude irresponsable et une faute déontologique ».

« La liberté de prescription, conclut le rapport, dégage du cadre déontologique qui la fonde, conduit à une coupable régression de la pratique médicale. Cette régression est en totale opposition à la volonté gouvernementale de conduire une politique de dépistage conforme aux principes généraux de la responsabilité et de l'éthique, c'est-à-dire une politique basée sur l'appel à la responsabilité, sur le respect des droits de la personne, sur le refus des discriminations et sur la reconnaissance de la souffrance des personnes séropositives ou malades. »

Jean-Yves Nau

## Inquiétante progression de l'épidémie parmi les toxicomanes d'Europe méditerranéenne

**L'ÉTROITE SURVEILLANCE** dont le sida fait l'objet dans les pays industrialisés permet de fournir une cartographie épidémiologique détaillée de la progression de cette maladie. Elle autorise également avec l'aide d'outils mathématiques à formuler de raisonnables prévisions sur l'évolution à court terme de la situation. Le dernier rapport du Centre européen pour la surveillance épidémiologique du sida, basé à l'hôpital national de Saint-Maurice (Val-de-Marne), fait à cet égard de riches et peu rassurantes conclusions.

En dépit de son extension vers les pays d'Europe centrale et orientale, l'épidémie demeure géographiquement très concentrée en Europe de l'Ouest et plus précisément dans un « arc méditerranéen » réunissant l'Espagne, la France et l'Italie. Alors qu'ils ne représentent que 19 % de la population de la « région Europe » de l'OMS, ces trois pays réunissent à eux seuls 73 % des cas de sida déclarés. Et depuis 1990 l'Espagne est de tous les pays d'Europe celui où le taux d'incidence annuel est le plus élevé (202,5 nouveaux cas par million d'habitants contre 102,2 en France et 95,9 en Italie).

La répartition par mode de transmission du VIH varie fortement d'un pays à l'autre. Alors que dans la plupart des pays les rapports homosexuels masculins constituent le principal mode de transmission, dans d'autres, la majorité des cas sont d'origine différente. En Espagne et en Italie, par exemple, la toxicomanie est responsable de la majorité (respectivement 65 % et 66 %) des cas déclarés depuis le début de l'épidémie. En France, en Suisse et au Portugal, bien que les homo-bisexuels masculins représentent le premier groupe de transmission par le nombre de cas cumu-

lés, les cas diagnostiqués parmi les toxicomanes représentent une proportion très importante du total. « Depuis 1990, année où pour la première fois le nombre de cas diagnostiqués chez des toxicomanes a dépassé celui des cas répertoriés chez des homo-bisexuels masculins, le groupe de transmission toxicomane représente la plus grande part des cas de sida recensés en Europe », peut-on lire dans le rapport de l'OMS. De 1993 à 1994, le nombre de ces cas a augmenté de 23 % et celui des personnes infectées par un rapport hétérosexuel de 22 %. Le nombre des cas chez les homo-bisexuels masculins a continué d'augmenter, mais à un rythme annuel inférieur à 4 %.

Entre 1993 et 1994, l'incidence (nombre de nouveaux cas annuels par million d'habitants) a augmenté de façon considérable dans certains pays comme l'Espagne, la Finlande, la Pologne et le Portugal alors que dans d'autres, il est resté relativement constant (Allemagne, Danemark, Suède) ou a même diminué (Autriche, Pays-Bas et Suisse). L'ensemble des observations laisse penser que le nombre cumulé d'adultes infectés par le VIH à la fin de l'année 1993 se situait en Europe entre

500 000 et 600 000. Les spécialistes estiment que 28 % environ de ces infections étaient survenues chez des homo-bisexuels masculins, 41 % chez des toxicomanes et au moins 17 % chez des hétérosexuels. Les autres infections (14 %) étaient survenues chez des sujets infectés par des dérivés sanguins contaminés, la plupart avant 1986.

« On prévoit que l'incidence annuelle du sida continuera à augmenter lentement (de 5 % environ) jusqu'à la fin 1995, conclut ce rapport. Le plus grand pourcentage d'augmentation est attendu dans le groupe des sujets infectés par un rapport hétérosexuel. Malgré la tendance globale à l'augmentation, on prévoit une stabilisation et même une diminution de l'incidence du sida dans plusieurs pays, principalement au nord de l'Europe. » On pourrait distinguer deux groupes de pays : ceux qui parviennent à maîtriser et à infécher la courbe épidémique et ceux — la France, l'Espagne et l'Italie notamment — où la progression du virus dans certains groupes à haut risque dessine une courbe dangereusement ascendante.

J.-Y. N.

### « Lionel » et « Jacques » sans réaction

« Lionel, homosexuel sérologique, Jacques, hétérosexuel, séropositif. » La publicité-manifeste de l'association de lutte contre le sida AIDES, parue dans nos éditions du 28 avril, n'a pas provoqué de réactions scandalisées aux QG de campagne des deux candidats à la présidentielle. Si chez Lionel Jospin on reconnaît avoir reçu des coups de téléphone de certains militants outrés, on juge toutefois que « cette publicité volontairement choquante n'est infiniment moins que le drame que traversent les séropositifs ». Ironique, un militant note même que « Lionel a plus de chance que Jacques ». Au QG de campagne de Jacques Chirac, on est encore plus laconique. « Sans commentaire », lâche François Baroin, qui rappelle que, dans le programme de Jacques Chirac, le sida est une priorité nationale qui s'inscrit dans le cadre d'une grande politique de santé.

## Surveillance à vie pour les « enfants de l'AZT »

**LA PROGRESSION** de l'épidémie de sida soulève à échéance régulière des problèmes éthiques inédits. Le dernier cas est fourni par l'avis rendu il y a quelques jours par le Conseil national du sida à propos des enfants sérologiques vis-à-vis du VIH et ayant été exposés in utero à l'AZT (ou zidovudine). Le Conseil avait été interrogé sur ce thème par l'Agence du médicament, structure en charge de la pharmacovigilance et de la police sanitaire. L'interrogation est essentielle. On sait en effet depuis plus d'un an déjà, grâce à une étude franco-américaine, que la transmission in utero du VIH de la mère à son futur enfant peut être réduite de 24 % à 8 % grâce à l'administration de l'AZT en fin de grossesse.

Cette observation fut rapidement suivie d'effet et la plupart des pays industrialisés recommandent la prescription de cet antirétroviral chez la femme enceinte et le nouveau-né. On précise auprès du Conseil national du sida qu'en France 90 % des femmes séropositives seraient aujourd'hui concernées par cette thérapeutique. On situe dans les régions métropolitaines les plus touchées par l'épidémie entre 4 et 5 pour 1000 la proportion des femmes infectées menant leur grossesse à terme. Cette proportion est environ quatre fois plus élevée chez les femmes nées en Afrique subsaharienne ou dans les Caraïbes que chez celles nées en France métropolitaine.

Les enquêtes menées jusqu'à présent n'ont pas conclu à l'existence chez les « enfants de l'AZT » de malformations néonatales. « En revanche, on ne peut exclure a priori le risque de développement de pathologies diverses, éventuellement graves, plusieurs dizaines d'années après l'administration de zidovudine dans la période périnatale, fait-on valoir auprès du Conseil national du sida. La zidovudine agit sur le génome viral. Elle pourrait avoir des effets à long terme, encore inconnus, en particulier sur le système nerveux, le système musculaire ou le système immunitaire. »

Aussi, s'il n'est pas question de limiter un traitement dont le bénéfice immédiat est démontré, ce Conseil estime que deux démarches s'imposent. Il s'agit d'abord de mettre en place « un système d'alerte ouvert pour repérer les éventuels accidents que pour pouvoir couper court à des inquiétudes sans fondement ». Il s'agit ensuite d'assurer « le repérage de tous les enfants ayant été exposés à la zidovudine pendant la période périnatale ».

Or cet objectif est moins simple qu'il n'y paraît. Les enfants nés de mères séropositives sont habituellement suivis dans les services de pédiatrie jusqu'à l'âge de dix-huit mois, âge au-delà duquel seuls ceux dont la contamination est confirmée sont spécifiquement surveillés. Or, grâce au traitement par

l'AZT, 92 % des enfants nés de mères séropositives sont indemnes de cette contamination et ne seront probablement pas pris en charge et surveillés par des réseaux de pédiatrie spécialisés.

D'autre part, les registres actuels de pharmacovigilance ne garantissent pas un recueil d'informations fiables et utilisables pendant plusieurs années. Est-il techniquement possible de surveiller ces enfants sur de très longues périodes, voire durant leur vie entière ? Une telle surveillance est-elle d'autre part éthiquement justifiée compte tenu des difficultés touchant à la dimension « transgénérationnelle », le secret professionnel à l'égard de la maladie de la mère et les contraintes imposées tout au long d'une existence ?

### DÉCISIONS MINISTÉRIELLES RAPIDES

Après analyse de ces différents éléments et après avoir procédé à l'audition de plusieurs spécialistes, les membres du Conseil national du sida ont tranché. Dans un avis adopté à l'unanimité le 13 avril, ils recommandent « la mise en place d'une étude prospective à vie d'une cohorte du plus grand nombre possible d'enfants nés dans ces conditions ». La constitution de cette cohorte devra nécessairement comporter le consentement éclairé et écrit de la mère, des parents ou éventuellement des tuteurs, ainsi que le « relais » du consentement éclairé de l'enfant lorsqu'il aura atteint l'âge de dix-huit ans.

Avec une célérité peu commune, les cabinets de Simone Veil, ministre des affaires sociales et de la santé, et de Philippe Douste-Blazy, ministre délégué à la santé, viennent de faire connaître leur plein et entier accord. C'est ainsi qu'une circulaire ministérielle rendra obligatoire la concertation des registres hospitaliers concernés et que la faisabilité d'une « étude prospective à vie » d'une cohorte d'enfants est d'ores et déjà en cours d'examen. Cette étude — qui soulève, en pratique, de multiples difficultés — devra être menée « dans des conditions qui respectent les principes éthiques et les droits de la personne ».

On peut sans mal imaginer que ce type d'étude pourra, dans un avenir proche, s'élargir à l'ensemble des techniques qui peuvent être potentiellement dangereuses pour le fœtus et les futurs enfants et pour lesquels la vigilance au long cours qui s'impose n'a malheureusement pas encore trouvé les moyens nécessaires. Seule pourtant une telle vigilance permettra d'obtenir une sécurité maximale sans freiner l'évolution des nouvelles techniques thérapeutiques.

J.-Y. N.

La Cour européenne pour violation du

La Cour européenne

Deuxième perquisition

REUSSIR

REVISION BAC

SESAME - VISA

REC - SCIENCES-PO

MATH SUP et SPE

MEDICINE-PHARMACOLOGIE

PROF - Sciences ECO

REC - ESCP / ESSEC

SCIENCES-PO / CFPPA

WILLIERS REIN 1703

NATIONAUX

DESDI Préparation

1703



# La Cour européenne condamne la France pour violation du droit à la liberté d'expression

Les autorités avaient interdit à un député européen de séjourner dans les TOM

Dans un arrêt rendu jeudi 27 avril, la Cour européenne des droits de l'homme de Strasbourg a condamné la France pour violation du droit à la

liberté d'expression. En 1986, les autorités françaises avaient interdit les territoires de Nouvelle-Calédonie et de Polynésie française à Do-

rothée Piermont, pour avoir pris la parole au cours d'une manifestation protestataire. La Cour lui a accordé 80 000 francs de frais et dépens.

EN INTERDISANT à un député européen allemand qui dénonçait la politique française dans le Pacifique Sud de séjourner en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie, la France a violé l'un des droits fondamentaux protégés par la Convention européenne des droits de l'homme : le droit à la liberté d'expression.

Dans leur arrêt, les juges de Strasbourg donnent une courte leçon de démocratie à un pays qui aime pourtant à se proclamer la patrie des droits de l'homme : « Un adversaire des idées et des positions officielles doit pouvoir trouver sa place dans l'ordre politique », rappelle la Cour. Précise pour chacun, la liberté d'expression est tout particulièrement pour un élu du peuple.

## INTERDIT DE SÉJOUR

Aux mois de février et de mars 1986, Dorothee Piermont, députée européenne, se rend en Polynésie française à l'invitation de personnalités indépendantistes locales. Au lendemain d'une marche indépendantiste et anticoloniale au cours de laquelle elle a pris la parole, elle fait l'objet d'un arrêté du haut-commissaire de la République l'expulsant et lui interdisant de séjourner à nouveau sur le territoire. Le même scénario se produit quelques jours plus tard en Nouvelle-Calédonie : arrivée à l'aéroport de Nouméa, elle reste une journée bloquée

dans les bureaux de la police de Paitit et des frontières avant de se voir notifier un arrêté lui interdisant l'entrée sur le territoire. Dans un premier temps, la justice administrative française donne tort au haut-commissaire : en décembre 1986, les tribunaux de Nouméa et de Papeete annulent les deux arrêtés. Mais, trois ans plus tard, le Conseil d'Etat, saisi en appel par le

droits de l'homme, le député estime que plusieurs des droits garantis par la Convention, dont le droit à la liberté d'expression, ont été violés par la France.

## UN SYMBOLE

Dans leur arrêt, les juges de Strasbourg, qui affirment que le député européen ne peut être considéré comme une « étran-

ger », rappellent dans un premier temps que la liberté d'expression constitue l'un des « fondements essentiels » d'une société démocratique et l'une des conditions « primordiales » de son progrès. « Elle vaut non seulement pour les informations ou idées », accueillies avec faveur ou considérées comme inoffensives ou indifférentes mais aussi pour celles qui heurtent,

choquent ou inquiètent, note la Cour. Ainsi le veut le pluralisme, la tolérance et l'esprit d'ouverture sans lesquels il n'est pas de « société démocratique ».

Analysant dans un second temps l'équilibre entre la liberté d'expression et les limitations qui peuvent parfois lui être imposées, les juges condamnent l'attitude des autorités françaises. « Les propos reprochés ont été tenus au cours d'une manifestation pacifique autorisée, notent-ils. A aucun moment, la manifestation européenne n'a appelé à la violence ou au désordre. Elle a pris la parole à l'appui des revendications antinucléaires et indépendantistes exprimées par plusieurs partis locaux. Son intervention s'inscrivait dans le cadre du débat démocratique en Polynésie. En outre, la manifestation ne fut suivie d'aucun désordre et le gouvernement n'a pas démenti que les prises de position de la requérante aient causé des troubles ». Symboliquement, la décision des juges de Strasbourg pèse lourd. « C'est la première fois, depuis la ratification de la Convention, que la France est condamnée pour violation du droit à la liberté d'expression », souligne M. Roux. M. Piermont a été embarquée à minuit, entre deux gendarmes, sur un vol pour Tokyo. C'est un traitement indigne pour une parlementaire européenne.

Anne Chemin

## La convention des droits de l'homme

Signée le 4 novembre 1950 à Rome, la Convention européenne protège des droits et des libertés aussi divers que le respect de la vie privée et familiale, la liberté d'expression, le droit à l'éducation, le droit à un procès équitable ou l'égalité des droits et devoirs entre époux. Cette convention, qui est entrée en vigueur en 1953, a été ratifiée par trente et un des trente-quatre Etats membres du Conseil de l'Europe. Créée en 1959, la Cour européenne est chargée de veiller à l'application concrète de ces droits. Grâce au droit de recours individuel, toutes les personnes qui estiment que l'un de ces droits a été violé peuvent adresser une requête à Strasbourg. Si la Convention a effectivement été bafouée, les juges condamnent le pays. Cette décision, qui a un impact symbolique important, peut être assortie d'une réparation financière.

ministre des départements et territoires d'outre-mer, annule les décisions de Nouméa et de Papeete.

Défendue par M. François Roux, Guyane Lang-Cheyrol et Marie-Paule Canizares, Dorothee Piermont décide alors de faire appel aux juges de Strasbourg : dans une requête adressée en 1989 à la Commission européenne des

gère », rappellent dans un premier temps que la liberté d'expression constitue l'un des « fondements essentiels » d'une société démocratique et l'une des conditions « primordiales » de son progrès. « Elle vaut non seulement pour les informations ou idées », accueillies avec faveur ou considérées comme inoffensives ou indifférentes mais aussi pour celles qui heurtent,

# Deuxième perquisition en six mois à la mairie de Grenoble

GRENOBLE. de notre bureau régional. juges, policiers et serruriers ont investi, dans la soirée du mercredi 26 avril, l'hôtel de ville de Grenoble. Sous la direction des deux magistrats chargés de l'instruction du dossier sur la corruption dans l'Isère, les bureaux et les coffres-forts du maire par intérim, Pierre Gascon (CDS), des membres du cabinet d'Alain Carignon et aussi d'Yves Machefaux (UDF, radical), adjoint au maire, ont été explorés six heures durant. Les policiers et les juges auraient mis la main sur un grand nombre de documents.

C'est la seconde fois en six mois qu'une telle opération est menée à l'hôtel de ville de Grenoble. Au mois d'octobre 1994, le juge lyonnais Philippe Courroye était parti à la recherche des carnets de rendez-vous d'Alain Carignon. Mais ceux-ci n'avaient pas pu être retrouvés. De source proche de l'enquête, on affirme que « d'heureuses découvertes » ont été réalisées le 26 avril, sans toutefois préciser la nature des documents saisis. Les collaborateurs d'Alain Carignon, « qui ont naturellement déjà fait le ménage dans les dossiers les plus sensibles de la ville », n'ont pas fait disparaître tout sur tout », affirme un enquêteur. Leurs dernières investigations viendraient conforter le déjà très épais dossier du système de corruption politique qui fonctionnait dans l'Isère.

Depuis un peu plus d'un mois, les juges Christian Bales et Catherine Parola disposent d'un réquisitoire supplétif délivré par le parquet de Grenoble qui étend leur compétence sur l'ensemble du « système de corruption » mis

en place à Grenoble et dans le département. Ainsi ont-ils la possibilité d'effectuer des perquisitions dans les secteurs jugés les plus « sensibles », principalement les sociétés d'économie mixte contrôlées par la ville, comme la SEM Grenoble 2000, Gaz-Electricité-Grenoble (GEG) ou la Compagnie de chauffage, mais aussi le Syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération grenobloise.

Avancant à petits pas, mais semble-t-il déterminés à mener à son terme leur vaste et longue enquête, les magistrats et les policiers auraient pris possession de documents relatifs à ces différentes sociétés lors de leur dernière perquisition.

## « GROSSE BÊTISE »

Parallèlement à leur brusque irruption à la mairie de Grenoble, les inspecteurs de la section financière du service de police judiciaire ont entendu, pendant quarante-huit heures, deux dirigeants régionaux de l'entreprise Campenon-Bernard, Yves Périolat et Jacques Basile, qui ont été relâchés jeudi en fin d'après-midi.

Cette filière de la Générale des eaux, spécialisée dans le bâtiment et les travaux publics, opère dans de nombreux secteurs de la ville. Elle est présente sur les chantiers du tramway, mais aussi des parkings, concédés en 1993 à une filiale de la Générale. A l'exemple d'une douzaine d'autres chefs d'entreprise du BTP entendus comme témoins ou mis en examen ces dernières semaines, ils ont confirmé l'existence d'une entente entre les différentes sociétés opérant sur l'Isère. Ces sociétés se répartissent les marchés publics à l'occasion des

« tables » qui les réunissent (Le Monde du 11 avril). Juges et policiers s'intéressent notamment au rôle joué au sein de ce système par l'adjoint aux grands travaux de la ville de Grenoble, Guy Névache, également premier vice-président de la Communauté de communes, mis en examen pour corruption, et qui fut inculpé pendant trois mois et demi.

Il est à cette occasion réouvert le dossier de cet élu, arrêté le 13 novembre 1991 à la frontière franco-suisse en possession d'une valise contenant 600 000 francs, en coupures françaises. M. Névache expliqua alors avoir fait une « grosse bêtise » pour dépanner une de ses amies françaises travaillant en Suisse. Il n'y a là-dedans aucun financement occulte d'un parti ni une opération ne concernant, mais une affaire d'amitié », avait alors déclaré M. Névache.

Les récentes découvertes de la justice éclairent d'un jour nouveau cette interprétation. La thèse de l'adjoint au maire de Grenoble est aujourd'hui très fortement contestée. En effet, les dirigeants de Campenon-Bernard auraient mis les enquêteurs sur la voie du financement des activités politiques d'Alain Carignon et de ses plus proches amis. Mais l'importance des sommes en jeu dépassait alors les compétences des responsables locaux de cette filière de la Générale des eaux.

L'enquête devra établir si la source de cet argent est d'origine parisienne, et si elle était l'une des contreparties accordées par les entreprises aux élus qui les renseignaient ou les favorisèrent.

Claude Fracillon

**REUSSIR**  
AVANT LE BAC  
TERMINALE ES  
Orientée HEC ou Sciences-PO  
REVISION BAC  
Toutes matières, toutes séries  
SÉRIE - VISA  
APRÈS LE BAC  
HEC - SCIENCES-PO  
Stages intensifs et Classes préparatoires  
MATH SUP et SPÉ  
Stages intensifs et Math Spé P  
MÉDECINE-PHARMACIE  
Pré-rentree et soutien annuel  
DROIT - SCIENCES ECO  
Pré-rentree et soutien annuel  
LICENCE-MATRASE  
HEC - ESCP / ESSEC  
SCIENCES-PO / CIRA  
MEILLEURS RESULTATS  
NATIONAUX  
ipesup prepasup  
43.25.63.30 3615 IPESUP

## CORRESPONDANCE

## Une lettre de Michel Noir

Après la publication dans Le Monde du 27 avril d'un article intitulé : « Une multiplication d'officiers », nous avons reçu de Michel Noir la lettre suivante :

L'évocation par Le Monde de ce 27 avril de la « découverte de comptes ouverts en Suisse par Pierre Botton qui pourraient - selon les dires de M. Botton - avoir été alimentés par des entreprises au profit de M. Noir » relève de la diffamation. J'ai toujours démenti toute insinuation et toute accusation faites par mon genre de placement ou de perception de fonds provenant de comptes en Suisse.

Les procédures judiciaires dont je fais l'objet depuis désormais plus de deux ans, systématiques et exhaustives, ont révélé le détail tant de mes revenus personnels que du financement des activités politiques que j'ai animées : il est établi que je n'ai jamais bénéficié

de comptes bancaires en Suisse. Les déclarations de M. Pierre Botton manquent de tout fondement. Dans son ordonnance de renvoi devant le tribunal correctionnel du 16 septembre 1994, le juge Courroye l'a stigmatisé : « Ces explications apparaissent sujettes à caution ; il apparaît en effet surprenant que Pierre Botton ait exercé toutes les voies de recours suisses permettant d'éviter le versement au dossier d'information de documents censés confirmer sa thèse » (page 171).

Je ne peux admettre que M. Botton, contre lequel j'ai présenté des preuves d'usages de comptes bancaires suisses ouverts postérieurement à notre rupture en 1989, me diffame de la sorte. Le tribunal correctionnel de Lyon est saisi d'une citation contre M. Botton en diffamation pour ces faits, qu'il tranchera le 22 juin prochain.

[S'appuyant - une fois d'est pas contraire - sur les conclusions du juge Courroye, le maire de Lyon estime que les déclarations de son genre sont dénuées de fondement. Force est néanmoins de constater que la justice les a tenues suffisamment crédibles pour ouvrir une enquête distincte des autres dossiers lyonnais, dans laquelle M. Botton, quoique ayant reconnu avoir utilisé ces comptes, n'a pas été mis en examen. Du fait de la procédure, Le Monde avait, au demeurant, fait preuve de la prudence nécessaire en attribuant ces déclarations à leur auteur, sans préjuger de découvertes judiciaires qui, peut-être, ne viendraient jamais.]

Guide  
de vos sorties  
36 15 LEMONDE  
242 P. 6. 6. 6.

# L'ancien vice-président de l'OM mis en examen

AU TERMÉ de près de quarante-huit heures de garde à vue, Jean-Louis Leveau, ancien vice-président de l'Olympique de Marseille, a été mis en examen et placé sous contrôle judiciaire, jeudi 27 avril, par le juge marseillais Pierre Philippon, pour abus de confiance, abus de biens sociaux et recel d'abus de biens sociaux dans l'affaire des comptes de l'OM. M. Leveau devra verser une caution de deux millions de francs avant le mois de juillet. L'ancien bras droit de Bernard Tapie a été interrogé par les policiers du SRP de Marseille sur « l'évasion », sous forme de « fausses factures et de paiements injustifiés », de plusieurs dizaines de millions de francs des caisses du club vers des comptes à l'étranger.

Les règles de fonctionnement de l'OM exigeaient que tous les documents de paiement de sommes supérieures à 100 000 francs comportent une double signature. M. Leveau a donc été appelé à contre-signer des ordres de virement et des chèques destinés, soit à des joueurs, soit à des intermédiaires, soit, encore, à des prestataires de service. Son rôle se serait limité, selon son avocat toulonnais, M. Jean-Martin Guisano, « à contrôler le respect des règles internes de l'OM. Il n'a jamais été ni le décideur ni le payeur de ces mouvements de fonds ». M. Leveau aurait indiqué aux enquêteurs, ainsi qu'au magistrat instructeur, que l'initiative des opérations revenait, selon les cas, au directeur financier de l'OM, Alain Laroche, au directeur général, Jean-Pierre Bernès, ou au président du club, Bernard Tapie. M. Leveau est la dixième personne poursuivie dans le cadre de l'information judiciaire ouverte, en avril 1992, sur les comptes de l'OM. (Corresp. région.)

■ **IMMIGRATION** : les six parents étrangers d'enfants français, qui observent une grève de la faim depuis le 11 avril dans un foyer protestant du quinzième arrondissement de Paris pour obtenir la régularisation de leur situation, ont obtenu le soutien du MRAP et de l'association Droit au logement (DAL) qui devaient rendre public, vendredi 28 avril, un appel de cent personnalités en leur faveur.

■ **INTEGRATION** : l'association France Plus connaît une situation de crise avec l'élection d'un bureau national concurrent de celui élu, en mars, par le congrès national et présidé par Arezki Dahmani. Les contestataires reprochent à M. Dahmani de vouloir s'engager dans la campagne électorale et nient sa représentativité. Ce dernier riposte en rappelant qu'il avait été élu « à la quasi-unanimité par les 50 délégués départementaux qui ont voté à bulletin secret ».

■ **PHOCÉA** : Le volier de Bernard Tapie, qui fait l'objet d'une saisie conservatoire depuis mai 1994 à la demande de la Société de banque occidentale (SBO), filiale du Crédit Lyonnais, a quitté le port de Marseille, jeudi 27 avril, afin d'être vendu. Le Phocéa est parti avec l'accord des autorités, a-t-on indiqué à la capitainerie du port. Il a accosté le soir même à Antilles (Alpes-Maritimes).

■ **PHARES** : l'occupation des phares en mer a été provisoirement levée, a annoncé, jeudi 27 avril, l'interministériel CCT et FO. Cette décision a été prise « devant le blocage de la situation inhérente au contexte politique et afin de ne pas pénaliser les agents » qui refusaient toute relève (Le Monde daté 23-24 avril). Lancée le 3 avril, l'opération Son et Lumière, qui consiste à maintenir en permanence éclairage et sirène de brume, devrait néanmoins se poursuivre.

## JUSTICE

■ **DISPARITION** : les familles de quatre touristes français disparus en Casamance (Sénégal) ont déposé une plainte qui a donné lieu, jeudi 27 avril à Saint-Etienne, à l'ouverture d'une information judiciaire pour « enlèvement et séquestration de personnes d'une durée de plus de sept jours ». Des enquêteurs français pourraient être envoyés sur place sur commission rogatoire internationale du juge d'instruction chargé du dossier, Denis Breuil. Trois semaines après la disparition inexplicable de Marine et Jean-Paul Gagnaire, Catherine et Claude Cave, plus d'un millier de soldats sénégalais ont été déployés, sans succès, dans la région où les quatre touristes ont été vus pour la dernière fois.

■ **EXTRADITION** : un Franco-Marocain impliqué dans l'attentat de Marrakech (deux morts, le 24 août, à l'hôtel Atlas Asni) et détenu depuis décembre en Allemagne, vient de solliciter l'intervention du garde des sceaux Pierre Méhaignerie auprès de son homologue allemand afin de hâter l'extradition de son client vers la France. M. Arnaud Montebourg, du barreau de Paris, déplore que le ministère public allemand ait « suspendu » la décision d'extrader son client vers la France, qui avait été prise le 9 mars par le Tribunal suprême de Bavière, afin d'examiner une autre demande d'extradition déposée par le Maroc, où Tarek Rahal risque la peine de mort.

■ **DÉTENTION** : un pourvoi de l'ex-adjoint chef Pierre Chanal a été rejeté, mardi 25 avril, par la chambre criminelle de la Cour de cassation qui a ainsi confirmé l'arrêt rendu en décembre par la cour d'appel d'Amiens pour maintenir Pierre Chanal en détention provisoire dans le cours d'une instruction sur le meurtre d'un jeune Irlandais. L'ancien sous-officier avait été condamné à dix ans de prison, le 23 octobre 1990 par la cour d'assises de Sabon-et-Loire pour la séquestration et le vol d'un jeune Hongrois que les gendarmes avaient trouvé ligoté dans sa voiture, le 9 août 1987, au lendemain de la découverte du cadavre du jeune Irlandais.

■ **DÉTOURNEMENTS** : Pierre Gire, l'ancien directeur du Festival atlantique d'art lyrique, a été condamné pour détournement de fonds, jeudi 27 avril, à six ans de prison dont deux avec sursis par le tribunal de Nantes. Il devra en outre rembourser plus de 15 millions de francs au Crédit lyonnais et au CIO. Pour financer ses concerts, M. Gire avait soutiré ces sommes grâce à des documents falsifiés où il imitait la signature d'élus locaux.

■ **AFFAIRES** : Pierre Samot, le maire (PC) du Lamentin, seconde ville de Martinique, a été mis en examen pour trafic d'influence, favoritisme et corruption, jeudi 27 avril, et placé sous mandat de dépôt. M. Samot, l'un des dirigeants du Parti communiste martiniquais, est accusé d'avoir violé le code des marchés publics dans l'attribution de travaux sur le réseau routier de la ville. Un entrepreneur, qui aurait servi de prête-nom, est incarcéré depuis une semaine. (Corresp.)

# Gérard Vincent quitte la direction des hôpitaux

UN DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE paru au Journal Officiel du 27 avril a nommé Gérard Vincent, directeur des hôpitaux depuis six ans, inspecteur général des affaires sociales. Il « ne sera pas remplacé avant la mise en place du nouveau gouvernement, et l'intérim sera assuré par son adjoint Jacques Lenain », a-t-on indiqué au ministère de la santé. Né le 20 mars 1948, M. Vincent avait été directeur adjoint de l'hôpital Claude-Bernard à Paris, puis directeur de l'hôpital-Dieu à partir de 1977. Après avoir présidé le syndicat national des cadres hospitaliers (SNCH), il avait été nommé directeur des hôpitaux en avril 1989.

Durant six ans, sous l'autorité successive de quatre ministres de la santé ou des affaires sociales, de Claude Evin à Simone Veil, M. Vincent a été le principal artisan de la politique de restructuration hospitalière. Cette politique s'est caractérisée par la planification du paysage hospitalier, la redéfinition de la carte sanitaire ainsi que par une réduction des budgets dans un secteur qui représente la moitié des dépenses de santé. M. Vincent a mis en œuvre les schémas régionaux d'organisation sanitaire et le programme de médicalisation des systèmes d'information, mais, faute d'une réelle volonté gouvernementale, il n'a pas pu atteindre tous ses objectifs, notamment en matière de fermeture de petits établissements et de réduction du nombre de lits.



## DISPARITIONS

## Cy Endfield

Un réalisateur américain exilé en Angleterre

CY ENDFIELD, cinéaste américain, est mort dimanche 16 avril à Shipston on Stour (Grande-Bretagne). Il était âgé de quatre-vingt ans. Comme Joseph Losey, Cyril Raker Endfield était né aux États-Unis (à Scranton, en Pennsylvanie, le 10 novembre 1914) ; comme lui, il s'exila en Angleterre après avoir été placé sur la liste noire macarthyste et dut alors travailler dans l'anonymat, avant de rencontrer l'acteur Stanley Baker, qui fut également à plusieurs reprises l'interprète de Losey. La légende veut que c'est à quelques tours de cartes qu'il dut de débiter au cinéma : impressionné par ses dons, Orson Welles lui permit d'assister au tournage de *Voyage au pays de la peur*, de Norman Foster, et au montage de *La Splendeur des Amberson* (1942).

Il réalisa ensuite un court métrage pour la MGM, *Inflation*, qui est jugé trop « anticapitaliste », puis, au lendemain de la guerre, signe plusieurs scénarios et quel-

ques films de série B sans intérêt, dont deux de la série *Joe Palooka*. Il réalisa ensuite deux bons films noirs, *The Underworld Story* (ou *The Whipped*, 1946), avec Dan Duryea, et *Pareur sur la ville* (1950), suivis du mélodrame *Turzun défenseur de la jungle* (1952), avec Lex Barker, son dernier film américain.

Exilé à Londres, il travailla anonymement ou grâce à des prête-noms comme scénariste. Il collabora ainsi au scénario du magnifique film fantastique de Jacques Tourneur *Rendez-vous avec la peur* (1957). Le premier film qu'il peut signer de son nom, *Train d'enfer* (1957), est un impressionnant thriller avec Stanley Baker et, dans de petits rôles, Sean Connery, David McCallum et Jill Ireland, alors inconnus. Avec *L'île mystérieuse* (1961), il réussit une adaptation inventive du roman de Jules Verne, puis réalisa coup sur coup ses deux meilleurs films, avec Stanley Baker comme producteur et vedette, *Zou-*

*lou* (1964) et *Les Sabres du Kalahari* (1965). Remplacé par Roger Corman et Gordon Hessler en cours de tournage de *De Sade* (1961), il réalisa en 1971 son dernier film, *Universel Soldat*, avant de collaborer au scénario de *Zulu Dawn* (L'ultime Attaque, 1979, avec Burt Lancaster et Peter O'Toole). Devenu un spécialiste reconnu de cette période de l'histoire coloniale anglaise, il avait aussi mis au point, en 1978, une machine à écrire électronique de poche.

Pascal Mérieau

## Légion d'honneur

Nous publions la liste des nominations, promotions et élévations dans l'ordre de la Légion d'honneur parues au titre du ministère de la défense dans le *Journal officiel* daté lundi 24-mardi 25 avril.

## Jean Compagnon grand-croix

Est élevé à la dignité de grand-croix : Jean Compagnon, général de corps d'armée.

Sont élevés à la dignité de grand officier : Pierre Mary, Dominique Tadel, Roland Paulin d'Ivoy de La Roche, Jacques Cazaubon.

Sont promus commandeurs : Jacques Albare, Georges Armstrong, Pierre Berthoin, Guy Lurde de La Malhe, Georges Bourne, Pierre Mauger, Maurice Maulouin d'Arbouin, Pierre Richard, Julien Barile, Léon Chebassier, Ernest Douchet, Pierre Edouard, André Guillon, Geneviève Jeanne, Jean Paland, Benoît Fanton, Alfred Fauque, Jacques Amel, Silvio Cattaneo, Robert Coquart, Jean Coulon, Jean Dubreuil, Pierre Durand, Jean Fournier, Emile Gerschel, Jean Godfrin, Louis Guillo, Jean-Pierre Hallé, René Jacob de Naurois, Rémond Lorne, Jean Magne, Jean-Pierre Mallet, Achille Muet, Eugène Prost, Joseph Reynette, Armand Sala, Bertrand Chaillet, Yves Goupil.

Sont promus officiers : Angèle Acquariva, Lucien André, Fernand Aymé, Jean Bessette, Jacques Boyer, Jean

## Patrick Gillis

Un spécialiste de Massenet

PATRICK GILLIS, musicologue belge, est mort à Paris, lundi 24 avril, à l'âge de trente-six ans. Né à Namur le 28 février 1959, Patrick Gillis vivait essentiellement à Paris, où il avait entrepris, sous la direction de François Lesure, directeur de l'École pratique des hautes études, un catalogue raisonné de l'œuvre de Massenet. Conseiller de la rédaction à *L'Avant-Scène Opéra* de 1992 à 1994, où il coordonna plusieurs numéros (*Thaïs*, *Esclarmonde*, *Le Cid*...), il avait également mis sa compétence au service des édi-

tions Leduc pour l'inventaire du fonds Hengel. Il collaborait étroitement avec le Festival Massenet de Saint-Etienne, où il organisa un important colloque en 1992. Les éditions Fayard lui avaient confié une biographie de Massenet. Il ne lui restait qu'à l'écrire, et seuls un perfectionnisme parfois paralysant et une rigueur historique intransigeante expliquent qu'il ait différé l'œuvre de sa vie.

Du moins a-t-il vécu son œuvre, et tous ceux qui l'ont connu savent quelle fraîcheur il faisait passer dans l'atmosphère souvent

un peu desséchée de la musicologie. Sa générosité intellectuelle était à la mesure des amitiés et des dévouements qu'il a suscités. Qu'il me soit permis, au nom de la confiance qu'il me témoignait, d'affirmer que sa modestie n'aurait pas supporté ce que j'ai cru devoir écrire à sa mémoire. A mon avis, quelques jours avant sa mort, il avait répondu par un sourire d'une candeur ineffable, et c'est cela surtout qu'il faudrait dire pour honorer son souvenir.

Gérard Conde

## Egon Franke

La tradition sociale-démocrate allemande

EGON FRANKE, dirigeant social-démocrate allemand, est mort mercredi 26 avril, à l'âge de quatre-vingt-deux ans. Ministre des affaires intérieures de 1969 à 1982, il avait pris une part importante à la libération par rachat de détenus est-allemands.

Apprenti menuisier, il adhère au SPD à l'âge de dix-huit ans et devient un permanent du parti. A l'arrivée de Hitler au pouvoir, il passe dans la clandestinité, est arrêté, puis envoyé au front. Il participe à la reconstruction du mouvement social-démocrate après la guerre et devient un des plus éminents représentants des *Kanalarbeiter*, ces artisans de l'ombre représentant une social-dé-

mocratie modérée, qui sont la bête noire de la gauche. Quand Willy Brandt devient chancelier en 1969, il hérite du ministère des relations interallemandes, chargé de maintenir les contacts avec la RDA et d'obtenir des allègements humanitaires pour les « frères séparés » de l'Est. Il n'est pas associé à la conception de l'*Ostpolitik*, mais s'efforce d'obtenir la libération des prisonniers politiques, le regroupement des familles... Pour atteindre ces objectifs, la RFA dut payer jusqu'en 1989 plusieurs milliards de marks de « rançon » aux autorités communistes de l'Allemagne de l'Est.

D. V.

## AU CARNET DU MONDE

## Naissances

## Laura

est née le 25 avril au foyer de Elisabeth Reusser et Marc Kerigaard.

Ses grands-parents, ses tantes, Etienne, son cousin, l'accueillent avec amour.

17, rue Francis-Tatrain, 80090 Amiens.

## Anniversaires de naissance

Nous nous excusons de ne pas avoir relaté les exploits plus tôt. Pour les dix-neuf ans, on se fait pardonner.

Nous ne l'oublierons plus dorénavant dans nos colonnes.

Très heureux anniversaire.

Yael, David, Laurent, Papa, Maman.

## Décès

Bihorel (Seine-Maritime).

M<sup>me</sup> Denis Debène, son épouse, M. et M<sup>me</sup> Marc Debène, M. et M<sup>me</sup> Jean-Pierre Debène, M. et M<sup>me</sup> Yves Debène, ses enfants,

Xavier, Olivier, Antoine, Alice, Luc et Delphine, ses petits-enfants, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès subit de

Charles DEBÈNE, docteur en médecine,

survenu le lundi 24 avril 1995, dans sa soixante-quatrième année.

La cérémonie religieuse a été célébrée le vendredi 28 avril, en l'église Notre-Dame-des-anges de Bihorel.

En cette occasion, on aura une pensée pour

Jean-François DEBÈNE,

son fils,

décédé le 12 juillet 1985.

12, rue d'Etancourt, 76420 Bihorel, FFG Rouen, 51, place du Général-de-Gaulle, Tél. : 35-70-83-50.

Béatrice Costantini, Henriette Laignier, Mado Le Gall, Monique Richy, Le président Jean Saint-Geours, Le conseil d'administration, Les membres de l'association, Le directeur et le personnel de la Cinéma-thèque française, ont la tristesse de faire part du décès de

Marie EPSTEIN, vice-présidente et cofondatrice de la Cinéma-thèque française,

survenu le 24 avril 1995, à l'âge de quatre-vingt-seize ans.

Marie Epstein a consacré sa vie au cinéma, à la fois en tant que scénariste et coréalisatrice de nombreux films avec Jean-Benoît Levy et en tant que membre fondateur de la Cinéma-thèque française auprès de Henri Langlois et promoteur de l'œuvre de son frère Jean Epstein.

Une messe sera célébrée en son souvenir le 3 mai, à 12 h 15, en l'église Sainte-Odile, boulevard Stéphane-Mallarmé, Paris-17.

L'incinération aura lieu au Père-Lachaise, le 3 mai, à 15 h 30. (Le Monde du 27 avril.)

Françoise Favette, Sophie Favette, Robert Chevallier, font part du décès de

Odette FAVETTE, née Patry,

survenue le 23 avril 1995, à l'âge de quatre-vingt-six ans.

34460 Cesson-sur-Orb, 94600 Choisy-le-Roi.

Sa famille, ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

docteur David FRILJA,

survenu le 21 avril 1995.

Selon ses volontés, l'incinération a eu lieu dans l'indivisuel, le 21 avril, et ses cendres seront dispersées en mer à la Martinique.

Cet avis tient lieu de faire-part.

95, rue Nationale, 68010 La Croix-Saint-Ouen, 3, rue du Dôme, 75116 Paris, 32, rue E.-Ménier, 75116 Paris.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les envois de « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

Les amis de

M. Roger GOMAND,

ont la tristesse de faire part de son décès, survenu à Paris, le 22 avril 1995, à l'âge de soixante-neuf ans.

Une cérémonie religieuse sera célébrée, le samedi 29 avril, à 9 heures, en la chapelle du cimetière du Père-Lachaise, boulevard de Ménilmontant, à Paris-20<sup>e</sup>.

M<sup>me</sup> Margaret Piquemal, ses enfants et petits-enfants, M<sup>me</sup> Jacqueline Piquemal, ses enfants Richard et Bertrand Courtil, M<sup>me</sup> Pierre Piquemal, ses enfants Olivier Piquemal, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Auguste Rousset, ont la douleur de faire part du décès de

M. Max PIQUEMAL, ancien résident Nounchou (1962), directeur honoraire du CHU de Montpellier, hôpital de la Colombe, survenu à son domicile, le 26 avril 1995, dans sa soixante-dix-huitième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 29 avril, à 9 h 15, en l'église Sainte-Bernadette à Montpellier, suivie d'une incinération.

Ni fleurs ni couronnes.

La LDH a la tristesse de faire part du décès de

Roger ROUQUETTE, président de la commission Droits économiques et sociaux et membre du comité central de la LDH.

Une cérémonie aura lieu, le mardi 2 mai, à 10 h 30, à l'église Notre-Dame-du-Rosaire, 194, rue Raymond-Losserand, 75014 Paris.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité. Dons à adresser à ATT-Quart Monde. (Le Monde du 26 avril.)

Les militants et les élus socialistes du 14<sup>e</sup> arrondissement de Paris, ont la tristesse de faire part du décès de leur camarade,

Roger ROUQUETTE, conseiller du 14<sup>e</sup> arrondissement, ancien député, ancien conseiller régional d'Ile-de-France.

Ses obsèques seront célébrées, mardi 2 mai, à 10 h 30, à l'église Notre-Dame-du-Rosaire, 194, rue Raymond-Losserand, 75014 Paris.

M<sup>me</sup> Yvan Rousset, M. et M<sup>me</sup> François Creuzet, et leur fille Marine.

M. et M<sup>me</sup> Auguste Rousset, M. et M<sup>me</sup> André Elcheto, M. et M<sup>me</sup> André Rousset, M. et M<sup>me</sup> André Marinier, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Yvan ROUSSET, professeur des universités, directeur de l'UTP de Reims,

survenu à Villo-en-Selve (Marne), le 11 avril 1995, à l'âge de cinquante-six ans.

37, allée du Bois, 51500 Villo-en-Selve.

M<sup>me</sup> Rachel Tancerman, son épouse, ses enfants et ses petits-enfants, font part du décès de

Jacob TANCERMAN, ancien résident FTP-MOI, croix de guerre, croix du combattant volontaire, survenu le 20 avril, à Netanya (Israël).

5, rue Claude-Pouillet, 75017 Paris.

Les familles Millot, Rousseau, Genet, Les familles Merland, Blanc, Tizane, Guillaume et Yvon Coty, Et tous ses amis, ont la tristesse de faire part du décès de

Jean-Jacques VIGNAULT, HEC-CPA, commandeur de la Légion d'honneur à titre militaire,

grand officier de l'Ordre national du Mérite, croix de guerre 1939-1945, commandeur des Arts et Lettres, chevalier des Palmes académiques, conseiller honoraire de commerce extérieur de la France,

président fondateur et d'honneur de la Fédération française de l'industrie des produits de parfumerie, de beauté et de toilette, président d'honneur de la Confédération française des métiers d'art, ancien président de l'association amicale des anciens élèves du CPA, professeur honoraire d'HEC et du CPA,

survenu le 26 avril 1995, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 3 mai, à 15 heures, en l'église Saint-Thomas-d'Aquin, place Saint-Thomas-d'Aquin à Paris-7<sup>e</sup>, suivie de l'inhumation dans le caveau de famille au cimetière des Batignolles.

Cet avis tient lieu de faire-part.

2, rue Louis-Codet, 75007 Paris.

## Rectificatif

Yves Quézé, son mari, Rose Jaumes, sa mère, Sylvie Jaumes, sa sœur, David et Agnès Quézé, Anne et François Amblard, Irène, Elise, Edouard, Emmanuel Quézé, ses enfants et petits-enfants, Thérèse et Michel Henry, Alain et Maryse Quézé, ses beaux-frères et belles-sœurs, Tous ses proches et amis, ont la profonde douleur de faire part du décès, le 14 avril 1995, à l'âge de cinquante-huit ans, de

France QUÉZÉ, écrivain, théologien, membre du Comité consultatif national d'éthique et du Haut Conseil de la population et de la famille, chevalier de la Légion d'honneur.

Des dons peuvent être envoyés à « Votre école chez vous », établissement scolaire pour enfants malades, BP 106, 92106 Boulogne-Billancourt (CCP Paris 10 703 54 J), qu'elle présidait.

3, rue Laplace, Paris-9<sup>e</sup>. (Le Monde du 26 avril.)

## Anniversaires

Véronique Budgie FLAVIGNY, 15 juin 1970-9 mai 1994.

Il y a un an, Budgie, tu décidais de nous quitter et cependant comme tu nous aimais, Petite fille si belle, si pure, si généreuse, tu as donné ta vie pour ces jeunes qui avaient connu toi le mal de vivre.

Tu nous as écrit : vous me rejoindrez au ciel quand Dieu le décidera, le monde y est meilleur.

Petite fille chérie, nous t'aimons, tu restas notre petit ange gardien pour la vie.

Souvenons-nous de Véronique.

Messe en l'église Saint-Léon, rue Duplex à Paris-19<sup>e</sup>, le mercredi 10 mai à 19 heures.

Messe en l'église de Gazeran (Yvelines), le dimanche 7 mai à 9 h 30.

## CARNET DU MONDE

Téléphone  
40-65-29-94  
40-65-29-96

Télécopieur  
45-66-77-13



## HORIZONS

ENQUÊTE

**U**N proviseur de lycée américain avait coutume d'envoyer cette lettre, lors de chaque rentrée scolaire, à l'ensemble des enseignants de son établissement :

« Cher Professeur, je suis un survivant de camp de concentration. Mes yeux ont vu ce qu'aucun homme ne devrait voir : Des chambres à gaz construites par des ingénieurs instruits. Des enfants empoisonnés par des praticiens éduqués. Des nourrissons tués par des infirmières entraînées. Des femmes et bébés exécutés et brûlés par des diplômés de collèges et d'universités. Je me méfie donc de l'éducation. Ma requête est la suivante : aidez vos élèves à devenir des êtres humains. Vos efforts ne doivent jamais produire des monstres éduqués, des psychopathes qualifiés, des Eichmann instruits. »

La lecture, l'écriture, l'arithmétique ne sont importantes que si elles servent à rendre nos enfants plus humains. »

Margot Stern Strom fut bouleversée par ce message. Professeure d'histoire dans un collège de la banlieue de Boston, la jeune femme s'interrogeait sur son métier au regard de sa propre scolarité. Elle avait été élevée à Memphis, dans l'état du Tennessee, à une époque où la ségrégation raciale était encore légale. Une époque où les enfants noirs n'avaient accès au zoo qu'une fois par semaine, où les petits écoliers blancs étaient sûrs de trouver des sièges vides à l'avant des bus, quand les gens « de couleur » s'entassaient, debout, tout au fond.

Mais, de cette situation d'injustice, l'école n'avait dit mot. L'histoire s'apprenait comme une suite de dates et d'événements aussi « inertes » que lointains et n'appelait nullement à la réflexion sur de possibles résonances dans le présent. L'école, donc, ne remplissait pas sa mission.

L'histoire, pensait Margot Stern Strom, était pourtant le terrain idéal pour exercer l'intelligence des adolescents, ces « graines de philosophes », sensibles aux notions de justice, de courage, de liberté, et toujours prêts à débattre. L'histoire devait servir à observer le monde d'aujourd'hui avec plus d'acuité et plus de vigilance. Et s'il était un événement majeur, unique, dans l'histoire de l'humanité, qui exigeait non seulement d'être enseigné en classe, mais qui se prêtait à toutes sortes de réflexions sur la responsabilité civique, la morale, le conformisme, la liberté, était la Shoah.

Aucun programme aux Etats-Unis ne prévoyait cet enseignement. Margot Stern Strom allait en créer un. Avec un de ses collègues, puis aide d'une bourse du gouvernement fédéral, elle travailla longtemps à définir des principes et une méthode d'enseignement sur le génocide et créa en 1976 Facing History and Ourselves, FHO, « affronter l'histoire et nous-mêmes », un organisme sans équivalent qui a déjà formé plus de trente mille professeurs et touche désormais chaque année un demi-million d'élèves.

La base de données riches est sympathique. Située à la périphérie de Boston et donnant sur une place arborée, on dirait une école, avec sa cour de récré. Mais les bureaux de FHO n'y occupent encore que deux étages et, si des groupes d'enfants y défilent chaque jour, le nombre d'adultes y reste sensiblement plus élevé. Pédagogues, historiens, psychologues, documentalistes, bénévoles... La ruche est au travail. Margot en déplacement à l'autre bout du pays, c'est Mark Skvirsky qui est aux commandes, en réunion de programmation : séminaires, conférences, ateliers avec des professeurs, tables rondes dans tout le pays, semaine de formation pour l'académie de police, soirée-débat sur le thème « Racisme et antisémitisme dans la nouvelle Europe », rencontre avec des parents d'élèves, réunion amicale des rescapés de la Shoah collaborant avec l'organisme... Facing History est très sollicité.

Sa vocation initiale était pourtant plus limitée : initier les professeurs de

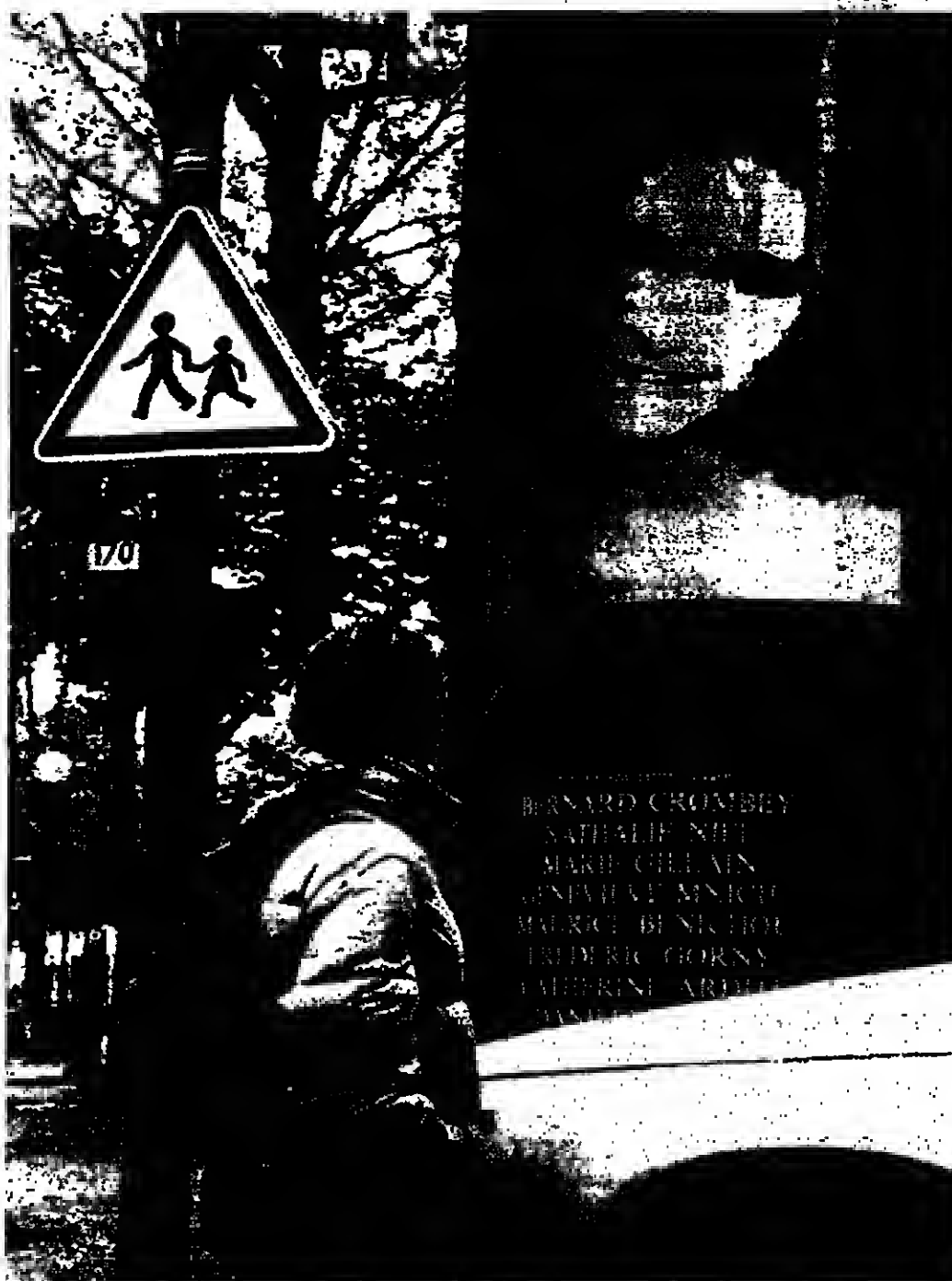
collège à une méthode d'enseignement sur la Shoah étalée sur une douzaine de semaines. Une vocation en forme de credo dans les vertus pédagogiques de l'histoire et de ses connexions avec le monde moderne ainsi que dans la formation de l'esprit critique des enfants, afin d'en faire des citoyens engagés dans leur société.

Postulat préalable : l'histoire n'est pas inéluctable. Elle est le fruit de millions de décisions humaines, de choix dont les auteurs ont à peine conscience mais qui engagent leur responsabilité. Choix complexes, ambigus. Mais l'étude du III<sup>e</sup> Reich n'écarter-elle pas que les élèves renoncent à une vision trop simplifiée de la société allemande, et notamment de ses nazis ?

Ike Koehn. « La vie est toujours plus complexe qu'on ne le pense. Derrière les rangs scintillants de ceux qui avaient l'air de robots totalitaires, se tenaient des hommes et des femmes, divers et variés, certains courageux, d'autres lâches, certains dénués de jugement, d'autres avec une forte personnalité, et tous très humains. »

**T**ERMINÉ également le mythe d'une histoire se réduisant à une poignée de dates illustrant des secousses aussi brutales que spectaculaires. L'enseignement était plus subtil, enseignant FHO, et le piège autrement dangereux.

Un professeur allemand. « Si la dernière et la plus terrible des mesures prises par le régime nazi intervenait juste après la toute première et la plus inoffensive, des millions de gens auraient été scandalisés ! Par exemple si le garage des juifs était intervenu immédiatement après la pose des étagères « magasin allemand » à la vitrine



**Désormais, le génocide n'est plus un sujet tabou dans les écoles. L'Amérique y puise des leçons susceptibles d'inciter ses jeunes à la vigilance et à la responsabilité civique**

## Les mémoires de la Shoah - V

## Confrontation avec l'Histoire

des commerces non juifs en 1933 ! Mais évidemment, ça ne s'est pas passé comme ça. Dans l'intervalle, il y eut des centaines de petites marches, certaines imperceptibles, mais chacune vous préparant à ne pas être choqué par la suivante. La marche C n'est pas tellement pire que la B, et si vous n'avez pas réagi à la B, pourquoi le feriez-vous à la C ? Puis à la D ? »

Le message est explicite, perçu comme un appel à la vigilance. La pente peut être douce et l'escalade subtile : aux jeunes de rester attentifs au moindre signal de leur communauté, de savoir décoder aujourd'hui ce qui pourrait être la « petite marche finale » : les signes les plus minimes d'intolérance ou d'antisémitisme, les stéréotypes racistes dangereux, les gestes d'exclusion, les écarts de langage, y compris en classe. Car c'est bien dans les dix années précédant le génocide qu'il faut lire l'enchaînement infernal qui conduisit à la solution finale. Dix années, dont FHO approfondit l'étude avant d'aborder la Shoah.

Mark Skvirsky. « C'était encore l'heure des choix : voter ou non pour le parti nazi ; dénoncer ou non l'attitude aux libertés ; accepter ou non le boycott des juifs ; mettre ou non ses connaissances (médicales, scientifiques) au service des troupes d'Hitler (car c'était bel et bien une option) ; préférer privilégier son ambition à son sens de la justice ; ou l'inverse... La notion de choix, donc de responsabilité, est essentielle dans tout ce cheminement. Les adolescents doivent comprendre qu'ils aussi sont chaque jour en situation d'agir, d'exprimer des préférences, de tenter de faire oisier « la différence » sur leur environnement en fonction de leurs priorités... »

Les connexions entre l'histoire et le présent sont toujours encouragées, facilitées par l'abondance de témoignages sur la vie quotidienne dans les écoles nazies, les « Hall Hiler », la propagande, le sort fait aux livres et aux idées. Ainsi, le récit par un observateur américain de cette impressionnante cérémonie organisée par Goebbels en 1933, lors de laquelle furent brûlés, en un gigantesque brasier, les livres d'auteurs juifs ou « indésirables » :

« Je retenais ma respiration pendant qu'il précipita le premier volume dans les flammes : c'était comme brûler quelque chose de vivant. Puis les étudiants ont suivi avec des brasses de livres, pendant que des écoles brûlaient dans la nuit leur condamnation de tel ou tel auteur, la foule huant et sifflant chaque nom. On sentait derrière le venin de Goebbels... »

Les livres seraient donc subversifs ? demande-t-on aux élèves. Quels livres ? Quelles idées ? Qu'appelle-t-on endoctrinement ? Comment auriez-vous réagi ? Des questions infinies pour obliger l'élève à se mettre dans les différentes situations, s'imprégner du contexte. Puis émettre un jugement. La solution finale n'est abordée au fond qu'après une longue préparation et à l'aide de grands textes, de témoignages vidéo enregistrés à l'université de Yale (notamment un étonnant montage d'entretiens de femmes néerlandaises ayant eu l'âge d'Anne Frank et permettant de suivre, étape par étape, son itinéraire, dans la lignée de son journal interrompu) ou, lorsque c'est possible, lors d'une rencontre de la classe avec un ou une rescapé des camps.

Rencontre précieuse, incomparable, pour les enfants pleins de respect puis de tendresse pour leur visiteur et qui, souvent, amoncent avec

lui ou elle un bout de correspondance... Mais l'après-Shoah ne saurait être négligé, et les grands procès de criminels nazis confrontent les élèves aux notions de culpabilité, revanche, réparation, responsabilité collective et individuelle, crimes de guerre.

Enfin, sans craindre d'aborder l'histoire américaine, le douloureux héritage de l'esclavage, le problème des relations entre les communautés noire et blanche aux Etats-Unis, le génocide des nations indiennes, la propagande du Ku Klux Klan, FHO interpelle directement les étudiants sur leur capacité à échapper au conformisme et à intervenir, quelles que soient les circonstances, pour la défense des valeurs démocratiques — qui ne sont jamais acquises pour toujours — et contre le racisme. Rester, par soi-même, en dépit des autres, voire contre le groupe. Ne jamais taire une injustice. Ne pas être de ceux que fustigeait Albert Einstein dans une phrase célèbre mise en exergue par le manuel de Facing History : « Le monde est trop dangereux à vivre — pas à cause de ceux qui font le mal mais à cause de ceux qui regardent et laissent faire. »

Plus « humains », les enfants de Facing History, comme le souhaitait le proviseur dont la missive avait tant impressionné Margot Stern Strom, il y a vingt ans ? Plus vigilants, à l'évidence, et peut-être plus actifs. Plusieurs études indiquent que les élèves ayant suivi un tel programme sont plus enclins à accepter, voire à demander davantage de responsabilités dans leur école et à s'engager dans des activités bénévoles à l'extérieur. Tous semblent suivre avec une attention très neuve les informations venues de Bosnie ou du Rwanda. A Los Angeles, une classe d'adolescents s'est proposée de préparer un cours de sensibilisation au racisme à destination d'élèves du primaire. Une quarantaine d'étudiants se sont éga-

lement portés volontaires pour aider, chaque samedi, des immigrants latinos à remplir les formalités administratives en vue de leur naturalisation. Dans l'état du Massachusetts, un groupe de filles a entrepris d'écrire aux élus, journaux, entreprises locales afin de faire connaître leur point de vue sur des sujets qui leur tenaient à cœur, comme l'égalité devant la médecine et le contrôle des armes.

**C'**EST dans un petit village d'Allemagne, près de Kassel, un soir de février, que l'on a rencontré Angelika, Monika et Inge, trois professeurs allemandes. Ardentes, dévouées à leur métier, elles venaient de participer à un séminaire sur l'enseignement de la Shoah organisé par... Facing History and Ourselves. Elles connaissent la méthode, sa philosophie, ses outils, mais elles restaient perplexes : la Shoah en Allemagne ne pouvait être enseignée comme elle l'était à New York, Londres, ou même Paris. La Shoah était l'histoire à l'ombre de laquelle elles étaient nées toutes trois. Celle qui avait impliqué, meurtri, voire souillé leur famille. Celle avec laquelle elles devaient seules se battre, sans formule miracle. Elles en parlaient volontiers, admettant que le corps professoral allemand était loin d'avoir réglé son appréhension à enseigner le génocide, chaque enseignant entretenant avec le sujet une histoire personnelle et intime.

Inscrit dans les programmes des différents Länder, le sujet ne peut cependant plus être évité dans les écoles, la tendance actuelle allant vers une personnalisation de l'histoire et un travail de rapprochement vers le passé. « Sortir de l'abstraction qu'affectait tant le nazisme », expliquait Angelika Riebes, se réappropriant notre histoire d'avant la rupture, retrouver les visages, les souvenirs, les racines de notre communauté explo-

sée. » Comme preuve de leurs efforts, toutes trois avaient apporté les ouvrages qu'elles avaient réalisés sur le passé reconquis.

Angelika avait longuement interrogé — et invité dans son école — des rescapés du pogrom de novembre 1938 à Francfort ; Inge Naumann avait reconstitué avec ses élèves l'histoire de son école, à Wiesbaden, au temps du national-socialisme, en s'intéressant particulièrement au sort des élèves juifs. Quant à Monika Kindgreen, elle avait passé dix ans à reconstituer l'histoire de la communauté juive du petit village dans lequel elle avait un jour emménagé. Avec patience, elle avait collecté photos, documents, témoignages, adresses, remuant souvenirs et histoires dans la communauté, qui ne voyait vraiment pas où elle voulait en venir et redoutait qu'elle veuille baptiser « rue des juifs » la rue qui, d'un commun accord, avait été appelée, il y a plus de cinquante ans, « la rue de la brasserie ». Enfin, après avoir ramené ciel et terre, elle avait invité dans le village les quelques juifs rescapés qu'elle avait retrouvés aux quatre coins du monde.

C'était en juillet et le temps était à la fête. La mairie avait sorti ses drapeaux, ses fleurs, ses bouteilles. « Ils » allaient arriver, plus d'un demi-siècle après, dans le village d'où ils avaient été chassés. A la dernière minute, le maire avait eu une frayeur : la salle était si grande ! Elle pourrait faire si vide si le village boudait et restait calfeutré... Alors ! Ils sont venus par dizaines, endimanchés et entourés d'enfants, avec des cadeaux, des sourires, des photos jaunies et des fleurs. Et l'on posa joyeusement à côté des résidents. Entre-temps, la rue de la Brasserie avait été rebaptisée « Rue de la Synagogue ».

Annick Ceylan

FIN



# Sondages, télévision : tel est pris... par Monique Dagnaud

L'ÉTRANGÉTÉ de la « démocratie du public », comme l'appelle Bernard Manin, cette ère où la télévision et les sondages s'imposent comme démiurges de la vie politique, c'est qu'elle a suscité une multitude d'interrogations sur les réactions de l'électeur-télé-spectateur, et peu sur celle de l'acteur du jeu politique. Or, semble-t-il, le premier est beaucoup moins ébranlé que le second : alors que l'un observe avec une certaine placidité l'offre proposée dans les médias, l'autre est pris dans le tourbillon des sondages et des effets d'images. Cette différence atteint un paroxysme en période électorale. L'un campe sur une réserve, l'autre s'agit dans des ajustements constants.

De multiples études invitent à relativiser le pouvoir de persuasion de la télévision. D'abord une grande partie des citoyens vient y guetter une confirmation d'opinions déjà élaborées, plutôt que des arguments pour constituer un choix. L'influence est certes plus vive envers les indécis : on a observé la cristallisation des votes après certains débats télévisés, par exemple, celui qui opposa Kennedy et Nixon, ou Giscard et Mitterrand. Mais ces grands-messes télévisuelles n'aboutissent à un départage que quand le scrutin se révèle serré : en aucun cas, l'image ne suscite de retournements spectaculaires.

D'autre part, les convictions se forment à travers des mécanismes complexes, dans lesquels les groupes d'appartenance (famille, communauté de travail, cercles amicaux) constituent l'humus, une référence cruciale pour la réflexion et la décision. Même si cet enseignement est secoué par l'individualisme d'aujourd'hui, il n'est pas balayé dans son principe.

Les déterminations sociologiques des préférences électorales s'affaiblissent, d'abord parce que le lien entre milieu et univers partisan se distend, aussi parce que, dans une culture individualiste qui fait de l'indépendance d'esprit une vertu, les conformismes de comportement sont moins automatiques. Mais il paraît difficile d'affirmer que l'électeur fonc-

tionne comme un électron libre, complètement disponible pour succomber aux efforts de séduction qu'accomplira chaque candidat. Les choix électoraux ne se fixent pas dans une pure logique de marché. Même dans le flot des programmes et des valeurs affichés par chaque candidat, les réflexes d'affiliation idéologiques continuent pour une part à imprimer leur marque.

L'approche du téléspectateur est polysémique. Ce dernier appréhende un portrait, un programme en fonction de sa propre culture, son histoire, ses références. Plus généralement l'image investit l'imaginaire archaïque et est décodée sur un mode émotionnel, laissant peu de place à la raison.

**Les nouveaux instruments de la démocratie sont les produits de l'« establishment » politico-médiatique : ils correspondent à sa culture, à ses intérêts**

À la puissance et à la répétition des images s'oppose le regard oblique, divaguant, souvent partial, et quelque peu incrédule du citoyen : là se situe la barrière à l'influence de la télévision. Au point que la seule analyse que l'on puisse effectuer quant à son rôle dans une campagne électorale est la suivante : le média est un instrument que tous cherchent à contrôler, en espérant en orienter les effets, alors qu'il s'agit d'une machine en roue libre et aux conséquences imprévisibles.

L'impact des sondages n'est pas davantage prédictif. Certes la révélation du candidat qui recueille la préférence majoritaire produit des déplacements de voix en sa faveur, conformément au grégarisme qui caractérise l'électeur, surtout s'il est indécis. Mais elle engendre aussi des stratégies de contournement (voter pour Untel afin d'empêcher Untel) ou de rejets accentués (tout sauf...). Au total, les instruments modernes de la démocratie renouvellent les modalités du jeu, mais ne déterminent pas l'issue de la partie. L'électeur

demeure relativement insondable et énigmatique devant son poste de télévision.

Le candidat, surtout s'il fait partie des possibles éligibles, lui, rive son attention sur les intentions de vote annoncées : toute sa stratégie de campagne en dépend.

Le sondage fournit d'abord une idée de son classement : être le préféré ou un simple outsider ne détermine pas le même comportement dans la course. Dans le premier cas, on peut avancer à son allure, le second cas suppose une analyse de positionnement et des capacités de réaction. De façon plus générale, chaque candidat va jouer une guerre de tranchée, adapter sa situation par rapport à celle des autres, ajuster son image,

les terres les plus larges. Et les photographies successives de l'opinion engendrent autant d'aménagements obligés.

Le sondage indique aussi le profil des adeptes du candidat, ceux qui sont prêts à s'engager en sa faveur. Cette connaissance a des implications : il doit à la fois conserver ce noyau dur tout en s'élargissant aux électeurs potentiellement séduits (ceux qui le mettent en seconde position dans leurs intentions de votes, ceux qui semblent constituer son électoral naturel ou souhaité, les indécis, etc.).

Qu'il opte pour une présence forte à la télévision, ou qu'il préfère une offensive multimédia, qu'il se présente comme le champion d'un parti ou au-dessus, au-delà des enfermements « partisans », qu'il valorise ses fonctions passées ou se construise une posture d'homme neuf, qu'il s'inscrive dans la continuité ou le changement, qu'il se drapue dans une stature d'homme d'Etat ou se signale comme proche du peuple, qu'il privilégie le dialogue direct en tête à tête avec l'électeur par écran interposé ou qu'il adopte le parti pris de se mouvoir entouré de ses partisans, ou au cours de meetings, au fil de la campagne s'élaboreront des représentations qui frapperont et visent à conquérir l'électeur. Experts en sondages, conseillers en communication, spécialistes du marketing poli-

tique, apportent une part essentielle à cette construction d'image.

Autre viciologie de l'homme politique d'aujourd'hui : le média audiovisuel. Son discours, nourri de l'adage habituel des politologues selon lequel « la télévision ne fait pas l'élection » marque son scepticisme, sa pratique indique tout le contraire. Tout candidat est persuadé que pour gagner le cœur des électeurs, il faut d'abord conquérir des téléspectateurs, occuper l'écran et faire de l'audience. Cette certitude aboutit à déléguer aux rédactions, qui maîtrisent les questions et les conditions de passages à l'antenne, une responsabilité certaine dans le jeu démocratique.

Sondages et télévision sont des croyances essentielles dans la culture des hommes politiques contemporains, c'est sur cette mystique qu'il convient de s'interroger.

La vénération de la réalité chiffrée caractérise la haute fonction publique, vivier de recrutement du personnel politique (cinq candidats sur neuf à l'élection présidentielle en étaient issus). Éloignés le plus souvent du terrain local, et portés à avoir qu'une vision diffuse du climat social, ces décideurs ont besoin d'instruments de pilotage, de garde-fous, et sont en quête d'arguments tangibles pour élaborer et justifier des choix qui engagent la société. Quoi de plus éloquent alors pour ces anciens premiers de la classe que

des représentations chiffrées ? Elles comblent le besoin de certitude et offrent le sentiment rassurant d'associer les citoyens aux décisions collectives.

Cette même croyance dans la technique et la modernité explique la fascination pour les médias : communiquer avec le peuple par écran interposé paraît une solution d'efficacité à l'époque de l'ordinateur, et des réseaux d'interconnexion mondiaux.

La mystique du sondage est aussi entretenue par les médias eux-mêmes : une partie de ces enquêtes est commandée, non par les responsables politiques, mais par les organes de presse, en particulier la télévision. Un sondage constitue d'une certaine façon pour eux un scoop, une exclusivité que l'on a soi-même provoquée.

La boucle est ainsi bouclée. Les nouveaux instruments de la démocratie sont les produits de l'establishment politico-médiatique : ils correspondent à sa culture, à son mode de fonctionnement, à ses intérêts. Aux éléments connus de civiques qui séparent la classe politique des citoyens, il faut ajouter celui-ci : les uns croient aux sondages et aux représentations médiatiques, les autres s'en distancient et s'en jouent.

Monique Dagnaud est sociologue et membre du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

## « Evangelium vitae » : de bonnes intentions, une théologie douteuse

par Michel Viot

DÉFENDRE le respect de la vie en condamnant l'avortement et l'euthanasie est bon et légitime de la part d'un chef d'Eglise chrétienne. Beaucoup de textes de l'Écriture sainte cités par l'encyclique papale le prouvent, bien que ceux-ci apparaissent souvent comme « sollicités » par une interprétation trop littérale. Ainsi, je ne suis pas sûr qu'il soit (exégétiquement) exact d'écrire comme le fait l'encyclique que « la joie messianique apparaît comme le fondement et l'accomplissement de la joie qui accompagne la naissance de tout enfant », et ce en rapprochant Luc II, 10-11 de Jean XVI, 21. C'est plutôt l'inverse qui est vrai : la joie (après les douleurs) qui peut accompagner la naissance d'un enfant est proposée comme exemple de la joie messianique.

Qu'on y prenne bien garde, ce n'est pas la même chose ! Pas plus qu'elle ne sacrifie d'une manière absolue la vie humaine, la Bible ne fait des petits enfants des modèles de pureté et de vertu. Jésus ne les prend en exemple que pour telle ou telle de leur qualité. En fait, quand l'encyclique parle de « l'inviolabilité absolue de la vie humaine », elle raisonne comme si le péché originel n'existait pas et donc comme si toute vie n'était que pure expression de la bonne et miséricordieuse volonté de Dieu.

Dans le catholicisme de l'Eglise catholique, la peine de mort est admise « en cas de nécessité absolue lorsque la défense de la société ne peut être possible autrement ». La vie du meurtrier n'est donc plus regardée comme sacrée, parce que reconnue agressive pour le reste des hommes. Ce pour quoi, comme le commande l'hébreu, il faut tra-

duire le 5<sup>e</sup> commandement par « Tu ne commettras pas de meurtre » et non par « Tu ne tueras point ». Ce qui, entre autres, en relativise considérablement l'emploi pour l'avortement.

Il me paraît grave que l'encyclique ne fasse aucune distinction entre l'avortement pour convenance ou confort personnel et les cas très précis d'interruptions volontaires de grossesses qui, arrivées à terme, auraient produit des formes de vies « agressives » pour leur milieu. Je pense au fœtus gravement mal formé ou encore aux fruits de l'inceste et du viol. Une naissance ne se réduit pas à la sortie du ventre d'une femme. Une naissance doit aussi être aimée et chérie à défaut d'être désirée. Quand cela ne peut exister, la femme comme le couple sont en droit de se défendre sans être traités de meurtriers.

Il me paraît également grave qu'une autorité religieuse déclare des lois invalides sur le plan juridique. Enfin, pour en revenir à « l'inviolabilité absolue de la vie humaine », certains ne pourront s'empêcher de s'interroger sur les choix moraux du pape. Pourquoi et au nom de quoi préférer ces vies en devenir que sont les fœtus à des vies existant dans leur plénitude et menacées par le sida ?

Au moment où le monde a besoin d'entendre de fortes paroles chrétiennes, solidement fondées sur la Bible, je ne crois pas que cette encyclique ait rempli sa mission. Ce que je regrette d'autant plus que ses intentions étaient bonnes.

Michel Viot est pasteur luthérien.



Une autre poli...

par Olivier Toled et Canh T...

L...

En 1991, l'...

Les représen...

La mystique...

La boucle est...

Monique Dagnaud...

Les nouveaux...

« Evangelium vitae »...

par Michel Viot...

Défendre le respect...

Qu'on y prenne bien...

Il me paraît également...

Au moment où le monde...

Michel Viot est pasteur...

Une autre poli...

par Olivier Toled et Canh T...

L...

En 1991, l'...

Les représen...

La mystique...

La boucle est...

Monique Dagnaud...

Les nouveaux...

« Evangelium vitae »...

par Michel Viot...

Défendre le respect...

Qu'on y prenne bien...

Il me paraît également...

Au moment où le monde...

Michel Viot est pasteur...

Une autre poli...

par Olivier Toled et Canh T...

L...

En 1991, l'...

Les représen...

La mystique...

La boucle est...

Monique Dagnaud...

Les nouveaux...

« Evangelium vitae »...

par Michel Viot...

Défendre le respect...

Qu'on y prenne bien...

Il me paraît également...

Au moment où le monde...

Michel Viot est pasteur...

Une autre poli...

par Olivier Toled et Canh T...

L...



pris...

## Une autre politique pour le Vietnam

par Olivier Todd et Canh Tran

**L**A période de l'élection présidentielle coïncide avec le vingtième anniversaire de l'entrée à Saigon des blindés nord-vietnamiens. Avril 1975 marque le début d'une émigration tragique, qui explique la présence en France, aujourd'hui, de 250 000 Vietnamiens. Cette communauté reste travaillée par les causes de son exil. Elle prête une attention particulière aux développements de la politique vietnamienne de la France. Constante - que la majorité soit de gauche ou de droite -, cette politique prétend aider les autorités de Hanoï afin de promouvoir les intérêts français ; elle pèserait, nous dit-on, sur le *dô moi*, un principe (dite) de la rénovation.

Depuis 1989, superbe exemple de la « pensée unique » diplomatique, cette politique se traduit par un doublement annuel de l'aide française et un ballet de visites officielles. En février 1993, François Mitterrand fut le premier chef d'Etat occidental à laudement légitimer le régime de Hanoï par sa présence. En juin 1993, Edouard Balladur, premier ministre, recevant son homologue vietnamien, confirmait les engagements pris par le président Jacques Chirac, maire de Paris, se rendit aussi au Vietnam. Là-bas, la population vit mal ces excès d'attention : entre 1989

et 1993, chaque aide financée par les contribuables français coïncide avec de nouvelles vagues d'emprisonnements et de procès politiques. Les dirigeants vietnamiens rappellent sans cesse que les circonstances actuelles ne modifient en rien « l'édification du Vietnam d'une société socialiste marxiste-léniniste », ce qui « exclut le remplacement du monopartisme par le multipartisme ».

La politique bormée de l'invariable diplomatie française s'accroche à un sophisme inre-

de la reconstruction du Vietnam. Septique sinon perplexe, la communauté vietnamienne de France assiste depuis vingt ans au spectacle consternant d'une politique qui, l'aide économique d'une main et la francophonie de l'autre, courtise ceux qui ruinent le Vietnam et jettent à la mer ou en camps de rééducation la plupart des Vietnamiens francophones.

Le Parti socialiste approuva l'idée de François Mitterrand dans son discours de La Baule :

L'aide économique d'une main, la francophonie de l'autre, nous courtisons les bourreaux

valable : en l'absence d'opposition démocratique crédible, il n'y aurait pas pour la France, figurez-vous, d'autre solution que la politique de coopération avec les autorités communistes.

Mais il y a une opposition crédible : celle de 2 millions de Vietnamiens établis à l'étranger. Ils font l'exercice quotidien de la démocratie. Ils disposent d'un revenu global trois fois supérieur au revenu national d'un Vietnam de 70 millions d'habitants. Ils constituent un des éléments essentiels de la démocratisation et

selon lui il fallait lier aide et progrès démocratiques. Edouard Balladur invoqua pleinement une politique favorisant « la liberté et la dignité de l'homme ».

Beau résultat : Hanoï menaçait récemment le gouvernement français, parce que Jacques Toubon, ministre de la culture et de la francophonie, s'était permis de décorer Duong Thanh Huong, romancière vietnamienne considérée comme dissidente. L'ambassadeur de France à Hanoï s'empressa de présenter des excuses embarrassées en

forme d'excuses. Ne serait-il pas temps d'envisager une autre politique étrangère, plus réaliste et moins servile, de ne pas oublier que les communistes vietnamiens sont les demandeurs, de mettre sur pied une commission parlementaire française sur les droits de l'homme au Vietnam et même une autre sur l'emploi des fonds versés à Hanoï depuis vingt ans ?

Le renvoi prochain vers le Vietnam de *boat people* (près de 40 000 à partir de la Thaïlande, de la Malaisie et de Hongkong) offre une occasion : la France pourrait proposer de créer une université à Saigon, qui formerait avant tout ces *boat people*.

Il fournirait aux entreprises françaises installées au Vietnam du personnel qualifié. Des Vietnamiens de la diaspora participeraient sans aucun doute à cette entreprise. Son coût de construction et de fonctionnement pour trois ans ne représenterait que 5 % de l'aide française lâchée à Hanoï en 1994.

Cette initiative politique et humaine serait pour une fois dénuée d'ambiguïté et de complaisance. Et plus utile que les pèlerinages à Dien Bien Phu.

Olivier Todd est journaliste et écrivain ; Canh Tran est juriste

## Pas de voyage à Moscou

par Tahar Ben Jelloun

**E**N Tchétchénie, les massacres des populations civiles ont été programmés, planifiés en toute impunité par l'armée russe. Ils se déroulent comme prévu devant les caméras du monde. On tue les enfants, les vieillards, les infirmes, on bombarde les villages et on ne sait plus où jeter les morts. Pendant ce temps-là, M. Clinton prend rendez-vous avec M. Eltsine pour discuter des relations communes.

Quant à M. Eltsine, il presse son armée d'achever - nu de suspendre - sa sale besogne au plus vite pour être fin prêt pour faire la fête. Quelle fête ? Celle qui célébrera le cinquantième anniversaire de la victoire de la liberté sur la barbarie nazie.

Une barbarie se penche sur une autre pour la saluer. Elles n'ont que cinquante ans de différence. L'une est l'année de l'autre. La démarche est la même. Les méthodes sont identiques : il s'agit d'écraser toute résistance en Tchétchénie, d'éradiquer, nettoyer, brûler, de ne rien laisser de l'âme tchétchène qui a eu l'audace de vouloir vivre sa différence culturelle et religieuse.

Ce sera sur les cendres de tous ces faux événements (7), ce sera sur la poussière des corps car-

bonisés, sur des ruines de maisons dynamitées avec ses occupants, que des chefs d'Etat viendront, le 9 mai prochain, porter un toast à la liberté ! La liberté de faire le ménage chez soi, la liberté de ne porter aucune responsabilité.

Un peu de décence ! Un peu de courage ! On ne se fait plus d'illusion sur les démocraties qui interviendraient en Bosnie, au Rwanda ou en Tchétchénie. On sait leur impuissance et leurs intérêts. Mais, au moins, que les dirigeants de ces démocraties n'aillent pas faire la fête dans la maison des morts, servir la main de ceux qui donnent des ordres pour égorger les populations civiles et leur délivrer ainsi un brevet de respectabilité en leur disant : « Après tout c'est une affaire intérieure... »

Le siècle est moche. On soldes les vies humaines. Un peu partout, elles ne valent pas grand-chose. Même si elles ne valent rien, rien ne les vaut. Alors, messieurs les responsables, ne faites pas le voyage de Moscou le 9 mai. Cet anniversaire mérite d'être célébré ailleurs, sur une terre digne et avec des hommes dignes.

Tahar Ben Jelloun est écrivain.

## Chirac, Balladur et le Grand Stade

par Jean Glavany

**L'**HISTOIRE qu'on vous raconte n'a pas commencé en mars 1993, mais elle a recommencé à cette date. Pensez donc : tout ce qu'avait fait les socialistes jusqu'à cette date était, par principe, nul et non avenu, incompetent par nature.

L'histoire du Grand Stade repartait de zéro.

Le choix de Melun-Sénart était idiot, par nature, par principe. Peu importe tout ce qui s'était passé avant : un recensement rigoureux de 27 sites en Ile-de-France, la présélection de 11, puis de 3 sites, l'analyse coût-avantages transparente et le choix d'aménagement du territoire.

Peu importe : c'était idiot, car Melun-Sénart était trop loin ! Trop loin pour 100 journalistes, 50 dirigeants sportifs et 150 leaders d'opinion faiblaissants. Pensez donc : une demi-heure de RER, le TGV à la porte, deux autoroutes à proximité... Pensez donc : le stade le plus rentable du monde, Meadowlands, se trouve à près d'une heure du centre de New York.

Pensez donc : c'était idiot, on vous dit. La compétence allait reprendre le dessus.

La compétence, c'était quoi ? C'était l'arrogance des technocrates - vous savez, ceux que dénonçait M. Chirac - de la Ville de Paris, qui n'acceptaient pas qu'on ne les ait pas associés à ce choix. La compétence, c'était l'impérialisme de la Ville de Paris, qui voulait décider pour les autres. La compétence, c'était, c'est, la nébuleuse immobilière, financière du RPR, qui exigeait que le stade soit construit sur un terrain à elle ! A la Ville de Paris. Alors, on alla à Saint-Denis.

Pourquoi pas ? S'est-on jamais demandé pourquoi les socialistes n'avaient pas pensé à cette idée lumineuse ? Pour deux raisons : d'une part, parce que le terrain est très petit et ne permet de faire que

moins de la moitié des 12 000 places de parking nécessaires ; d'autre part, parce qu'on se trouve dans un tissu urbain dense, dans une banlieue qui mérite toutes les attentions, toutes les solidarités, et que construire un stade dans un tel environnement coûte plus cher si l'on veut que ce soit non pas un traumatisme, mais un atout pour cette banlieue.

L'arrogance des technocrates et l'impérialisme de la Ville de Paris

Un stade simple à Melun-Sénart, ça coûte 1 milliard.

Un stade valorisant pour Saint-Denis, ça coûte le double. Et ni en 1993 ni aujourd'hui, le ministère du budget n'a dérogé les financements pour cela.

Mais puisqu'on vous disait que les socialistes étaient imbéciles par nature, incompetents par principe. Seulement voilà : depuis deux ans, on nage en plein délire. De concours architectural contesté en concession non signée, de négociations tendues avec les communes en découverte d'un sous-sol pollué, de choix d'entreprise prédéterminés en suppléments au PSG ou à Canal Plus, nous assistons depuis deux ans à un triste feuilleton.

Après ce temps-là, le stade à Melun-Sénart serait presque achevé, les habitants de l'est de l'Ile-de-France, enfin considérés, et le sport ne serait pas otage d'un ridicule médiéval.

Vous avez dit compétence ?

Jean Glavany est député des Hautes-Pyrénées et secrétaire national du Parti socialiste.

### AU COURRIER DU « MONDE »

#### LA SÉLECTION DES ÉTUDIANTS, VUE DE GRANDE-BRETAGNE

Ceux qui ont la moindre expérience de l'enseignement supérieur britannique, très dégradé depuis quelques années, mais dont certains principes restent valables, soumettent à l'idée qu'on se propose en France, pour la énième fois, de réduire le taux d'échec dans le premier cycle des études universitaires.

Le problème est radicalement insoluble dans les termes où il est posé en France. Le bac n'est manifestement pas assez sélectif, et toutes les mesures qu'on propose pour essayer d'accueillir des étudiants incapables de suivre un enseignement de niveau supérieur

ne sont qu'un caillou sur une jambe de bois.

L'insuffisante sélectivité à l'entrée garantit l'impossibilité d'encadrer correctement les étudiants inscrits, et l'inscription d'étudiants qui n'ont pas les moyens intellectuels de suivre un enseignement de niveau supérieur constitue un gaspillage colossal des deniers publics.

On veut supprimer les contrôles aux frontières en Europe, mais les frontières ont la vie dure dans les têtes ; et ce qui semble une évidence vu de l'autre bout du tunnel sous la Manche, à 38 km de Calais, est complètement incompréhensible en France. Alors ?

Eric Caim, Paris

Voici l'ingénieur qui a permis de faire du Bultex une matière si confortable et si élastique.

Grâce à sa structure en nid d'abeille, la matière Bultex vous offre la meilleure élasticité. Si nous avons veillé à ce qu'il y ait des angles de 120° entre chacune des molécules, c'est que nous savons que c'est l'angle optimal pour que le Bultex vous offre nuit après nuit les meilleures performances d'élasticité et de soutien, pour une vraie sensation de confort. Alors si vous croisez un jour cet ingénieur qui a tant fait pour votre sommeil, offrez-lui des fleurs, ça lui fera certainement plaisir.

LITERIE BULTEX

N'ATTENDEZ PAS QUE VOTRE CORPS VOUS RECLAME BULTEX.



# De la démagogie, et des moyens de la combattre

par Danièle Sallenave

**P**AR quelque bout qu'on les prenne, les thèses d'extrême droite défendues par Jean-Marie Le Pen et Philippe de Villiers portent le sceau évident de la démagogie.

Sont démagogiques en effet des thèses où la bêtise se dispute à l'ignorance; des thèses qui ne font appel ni à la justice ni à la justice; des thèses enfin dont l'application aggraverait le mal qu'elles prétendent résoudre; bref, des impostures nourries de fantasmes et nourrissant de criminelles illusions.

La démagogie est aussi vieille que la démocratie dont elle est l'ennemi corrompu. La plupart des intellectuels connus, nourris de culture républicaine et d'exigences démocratiques, en sont extrêmement conscients, et c'est heureux. Et pourtant, en les écoutant, on les sent développer avec une vacuité convaincante les inévitables que leur suggère la forte présence de l'extrême droite dans l'élection présidentielle, on ne peut se défendre d'une certaine gêne.

Pourquoi donc? Ne faut-il pas sans relâche fustiger, dénoncer, stigmatiser la démagogie d'extrême droite et ses effets destructeurs sur nos institutions, sur notre vie politique? Mais comment la combattre sinon en la prenant à sa racine? Or cette racine existe, c'est là que se fondent et s'appuient les discours démagogiques... Les discours démagogiques ne se développent pas seulement sur fond de difficultés économiques et sociales.

Pour qu'ils triomphent, il faut quelque chose de plus. Ce quelque chose a pour noms aveuglement, méconnaissance des armes politiques, absence d'analyse et de jugement, solitude, communautarisme, apéur, délaisssement, conscience d'être soi contre tous les autres... bref, abandon de l'homme privé des livres, ignorance, inculture et mauvaise foi. Une forme d'ignorance typique-

ment moderne, que n'ont pas vaincue mais plutôt renforcée quelques années d'école, les informations télévisées, le déploiement abrutissant de la consommation et des loisirs de masse; une forme de barbarie montante qui ne dit pas son nom, qui corrompt les âmes et arme les milices dans l'Amérique blanche ramassée par la peur.

C'est dire en d'autres termes que, pour résister aux discours qui combinent mensonges politiques, équivoques sociales, fautes économiques, théories raciales absurdes et criminelles, il ne suffit pas de dénoncer, il faut encore et toujours éduquer, expliquer, convaincre. Or qui peut contribuer à cette éducation incessante, véritable formation permanente du citoyen? Les intellectuels. Pour ma part, je ne leur vois pas d'autre tâche. Comment? Par l'analyse, le commentaire, l'élucidation incessante; par la prise de parole publique; par des livres; par les journaux, mais de ceux qu'on lit dans le métro, en banlieue, en province.

Or, malheureusement, tel on semble pas être le soud premier des clercs d'aujourd'hui, cette génération des grandes consciences auto-proclamées apparue à l'ombre des médias, oublieuse de la tradition des Lumières à qui l'on doit, par la voix de Condorcet, le grand mot de la République: « Il n'y a pas de liberté pour l'ignorant ».

Beaucoup d'intellectuels aujourd'hui, parmi les plus visibles, ne veulent plus être des *Aufklärer*, ils n'en ont pas le temps: leur temps est tout entier occupé à des luttes d'image et de maîtrise, à la conquête de postes et de chaires, à des intrigues de couloir ou de cour. Leur idée de la vie publique et de leur rôle social se résume à ceci: déjeuner avec le Prince, le tancer parfois, mais en être consulté toujours. Ils ont ainsi renoncé, trahison nouvelle que n'avait pas décrite Julien Benda, à la tâche, à la mission d'élucidation, de formation et d'éducation qui est la leur. Et on s'étonnera que

20 % de nos concitoyens soutiennent les thèses stupides et dangereuses de l'extrême droite, quittant ainsi la communauté des citoyens pour s'enfoncer dans une apathie politique et une désertion civique distraites par des jeux télévisés.

Qu'on l'appelle forfaiture, renoncement ou trahison des clercs,

**Trop d'intellectuels ont renoncé à leur mission d'élucidation, préférant déjeuner avec le Prince ou paraître au « 20 heures »**

cet abandon de positions est grave, et il met en jeu, par-delà le fonctionnement des institutions, la vie même de la République, qui est une création politique continuée par l'éducation.

Si nul ne veut plus se mettre en devoir d'éclairer la conscience nationale des thèses des démagogues; si l'on se contente de fustiger sans les instruire ceux qui en sont victimes; si l'on tient désormais en mépris toute action visant à instruire ceux que l'ignorance égare autant que l'abaissement social les opprime, alors je crains bien que le démagogue et l'intellectuel démisionnaire ne se retrouvent complices. Et que finalement, régression ultime et ultime offense au peuple, ils ne partagent tous deux la même image péjorative et méprisante des masses, de la foule: les démagogues parce qu'elle leur est utile, les intellectuels parce qu'elle leur épargne une action longue, lente et moins spectaculaire qu'une intervention au journal de 20 heures. Dénoncer les flatteurs ne suffit pas; on a rien fait tant qu'on n'a pas refusé l'idée même qu'ils se font de la « multitude ».

Le démagogue d'extrême droite est, par sottise souvent et par intérêt toujours, un essentialiste; pour

lui, la foule - la masse ou le peuple - n'est qu'un conglomérat d'ignorants, livrée à des instincts bas, eo somme ooe populace. Cette thèse choquante à ses racines dans l'anthropologie politique du XIX<sup>e</sup> siècle, qui attachait aux hommes rassemblés l'énigmatique et redoutable capacité de se transformer en une bête aux mille

visages, animée d'une seule âme assoiffée de sang. Image d'oo peuple toujours enfant, versatile, abruti par le travail ou les loisirs de bas étage, toujours prêt à se déchaîner pour peu qu'on s'emploie habilement à le séduire.

Mais cette masse n'existe pas par nature: elle est le produit d'une action, celle justement des

politiciens démagogues qui scient travaillent à la constituer comme telle. C'est la manipulation du démagogue qui transforme la communauté de citoyens en une communauté dégradée, avec d'autant plus de facilité qu'elle est plus ignorante et moins éduquée. Sans doute la foule amentée est-elle redoutable, et les grandes tyrannies du XX<sup>e</sup> siècle ont montré comment on pouvait tourner l'esprit des foules vers des buts abjects. Mais la foule d'est pas abjecte en soi, elle n'est pas vile ou simplement servile parce qu'elle est foule: elle se forme selon les buts qu'elle s'est donnée et en raison du degré de conscience et de réflexion de ceux qui la composent. La démagogie ne consiste donc pas seulement à user selon son gré des humeurs locataires et de food mauvais des hommes en masse, mais d'abord à traiter le peuple comme une essence négative. C'est pour cela que le face-à-face des démagogues et des intellectuels « éclairés » (mais non « éclairés ») est haine et dangereux. En se livrant au jeu des indigna-

tions télévisées et des pétitions, ce type d'intellectuel perpétue l'idée que le « peuple » est un enfant et qu'on peut et doit parler en son nom, voire à sa place. Mais non: le « peuple » n'est pas un enfant capricieux et cruel; il a en lui-même les forces nécessaires pour échapper au piège de la démagogie, pour peu qu'on les développe et les cultive.

Et si les démagogues sont ses ennemis, éveillant et instrumentalisant ses passions basses à leurs propres fins, que ceux qui se parent du oom d'intellectuel prennent garde de ne pas leur frayer la voie, en ne mettant pas à la disposition du plus grand oombre les instruments dont ils disposent - en tant qu'intellectuels qui ont reçu le secours de l'école et des livres, - pour l'aider à se forger, contre les mirages ignominieux et bas de l'extrême droite, les armes de l'intelligence, de la culture et de la réflexion.

Danièle Sallenave est écrivain.

## Un néo-autonomisme frontalier alsacien ?

par Bernard Reumaux

**O**N tournait un film, lundi 24 avril au matin, dans les rues du centre de Strasbourg, quand Jean-Marie Le Pen et son épouse, tous les deux, toutes les zones sont concernées. On se trouverait plutôt en présence d'un phénomène culturel large et profond, d'un sentiment identitaire, d'une volonté d'affirmer quelque chose.

Mais quel? Malgré que par les slogans généraux du Front national, on assiste en effet à la renaissance de l'expression d'un particularisme politique alsacien, d'une volonté de se démarquer du jeu politique et institutionnel français. Ce particularisme politique, qui avait prospéré dans l'entre-deux-guerres, n'avait pas réapparu en 1945, grâce notamment au vernaculaire habile et ferme opéré par le MRP, puis à la vague de fond gaulliste. Mais le centrisme alsacien chrétien-social s'est dilué, miné de l'intérieur par l'émergence d'un discours régionaliste à consonance idéologique quasi ethnique, de type *Blut und Boden* (« notre langue, notre culture »).

Ce discours identitaire - produit, amplifié, radicalisé par certains élus alsaciens en vue -, qui gagne progressivement tous les secteurs de l'activité régionale (économie, politique, tourisme, télévision régionale, etc.), est très dérangeant pour la population - et pour ses visiteurs - car, au nom de la nostalgie d'un passé idéalisé, il crée un décalage croissant entre ce rêve d'une Alsace mythique et la réalité difficile d'une région à soo tour confrontée aux problèmes généraux du pays. D'où des frustrations fortes, d'où pour partie ces poussées électorales de l'extrême droite.

**L'Alsace ne saurait s'épanouir que dans le cadre d'un « espace rhénan transfrontalier »**

Comment, en effet, une commune rurale sans chômeurs, sans immigrés, à la population homogène, aux maisons cosues, aux artisans prospères, aux vergers étincelants sous le soleil du printemps - véritable image d'Épinal, vivante gravure de Hansi - peut-elle voter, comme Hengwiller (canton de Marmoutier), à 47 % pour Jean-Marie Le Pen? Qu'a dit de si séduisant ce candidat? Qu'ont dit ou que n'ont pas dit les autres candidats pour être à ce point boudés?

Poser ces questions, c'est avouer qu'on ne sait pas trop. Et que les explications politiques habituelles ne sont pas convaincantes: il n'y a pas eu en effet de transfert simple et évident de catégories bien définies d'électeurs des partis

traditionnels vers le Front national. Impossible de dire que ce sont plutôt les personnes âgées, ou les protestants, ou les gaullistes déçus, ou les chômeurs qui voteraient plus particulièrement pour Jean-Marie Le Pen en Alsace. Non, tous les milieux, toutes les zones sont concernées. On se trouverait plutôt en présence d'un phénomène culturel large et profond, d'un sentiment identitaire, d'une volonté d'affirmer quelque chose.

Mais quel? Malgré que par les slogans généraux du Front national, on assiste en effet à la renaissance de l'expression d'un particularisme politique alsacien, d'une volonté de se démarquer du jeu politique et institutionnel français. Ce particularisme politique, qui avait prospéré dans l'entre-deux-guerres, n'avait pas réapparu en 1945, grâce notamment au vernaculaire habile et ferme opéré par le MRP, puis à la vague de fond gaulliste. Mais le centrisme alsacien chrétien-social s'est dilué, miné de l'intérieur par l'émergence d'un discours régionaliste à consonance idéologique quasi ethnique, de type *Blut und Boden* (« notre langue, notre culture »).

Ce discours identitaire - produit, amplifié, radicalisé par certains élus alsaciens en vue -, qui gagne progressivement tous les secteurs de l'activité régionale (économie, politique, tourisme, télévision régionale, etc.), est très dérangeant pour la population - et pour ses visiteurs - car, au nom de la nostalgie d'un passé idéalisé, il crée un décalage croissant entre ce rêve d'une Alsace mythique et la réalité difficile d'une région à soo tour confrontée aux problèmes généraux du pays. D'où des frustrations fortes, d'où pour partie ces poussées électorales de l'extrême droite.

Jamais le vague à l'âme existentiel de l'Alsace n'a été aussi fort. C'est le déclin du dialecte alsacien qui a fourni un début de prise de conscience dans beaucoup de familles, mais aussi le différentiel croissant de richesse avec les voisins allemands et suisses. Alors que plus rien ne menace l'Alsace, nombre de ses habitants, plus attentifs aux vertus du système allemand, se prennent à rêver à un destin meilleur, éloigné du « désordre français ». Les Alsaciens, mieux que d'autres peut-être, ont observé ce phénomène étonnant, incompréhensible, d'oo Allemagne qui n'oo seulement n'a pas sombré après avoir absorbé la RDA exsangue, mais en a tiré une force décapante. Quand l'économie, le commerce, l'immobilier, le tourisme de l'Alsace dépendent à ce point du mark, il faudrait être fou, d'est-ce pas, pour ne pas essayer de mieux s'arrimer à cette puissance invincible.

La composante économique du nouveau discours identitaire plaide inlassablement pour le dé-

couplage de la région avec la France. L'Alsace ne saurait s'épanouir que dans le cadre d'un « espace rhénan transfrontalier » - un concept bien flou et un contenu fort déséquilibré - dont elle serait une composante naturelle. La coopération transfrontalière pratiquée entre l'Alsace et les régions d'outre-Rhin se révèle à l'usage fonctionner à sens unique, faire de centres de décision puissants de ce côté-ci de la frontière.

**Le raz de marée lepéniste est un signal paradoxal, fruit du rêve d'un destin encore meilleur, loin du « désordre français »**

Mais l'ambiguïté n'est pas qu'économique. Elle est aussi politique et culturelle. A ce titre, les propos étonnants de Daniel Cohn-Bendit, rapportés dans *Le Monde* du 26 avril (« Si l'Alsace était restée allemande, elle aurait sans doute un comportement plus démocratique »), révèlent une tonalité germaniste qu'on croyait oubliée, qu'on n'attendait en tout cas vraiment pas dans cette bouche-là et qui montrait, quoi qu'on en dise, que l'Allemagne ne se désintéresse pas de ses « provinces perdues ».

Une bonne part des électeurs alsaciens de l'ultra-nationaliste Jean-Marie Le Pen veut à sa manière dire non à la France, à la France citoyenne, et affirmer un état d'esprit néo-autonomiste. Le paradoxe n'est qu'apparent. En la classe politique alsacienne gagnerait à ne pas continuer à faire l'autruche, mais à prendre à bras le corps le problème de l'extrême droite chez elle et à comprendre que l'Alsace attend une redéfinition de sa place à la jonction des deux grands pays de l'Europe continentale. Ni ligne Maginot, ni réserve touristique et folklorique, ni nouveau Land allemand, l'Alsace doit d'urgence et avec audace réinventer sa mission, dans une France plus attentive aux richesses de ses composantes régionales, en se rappelant du temps pas si éloigné où ses inventeurs, ses industriels, ses artistes irriguaient le pays et le monde.

Bernard Reumaux, éditeur, est également rédacteur en chef de la revue « Saisons d'Alsace » et président des Rencontres de Strasbourg.

## Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS SPÉCIAL EXAMENS

**Pour une mise en perspective des grandes régions de la France avec les analyses de la revue Le Monde**

- Les évolutions socio-économiques des grandes zones géographiques
- Les chiffres à retenir



- Le bilan actualisé de la situation économique et sociale de la France

**UNE PUBLICATION DU MONDE EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX**

هكذا امتن الأصل



# Le Monde

## Amnésie et amnistie

**L**a question se pose pour toutes les démocraties renaissantes : faut-il tirer au trait sous les crimes de la dictature que l'on vient d'abattre ou bien purger le pays en curant la plaie jusqu'à l'os ? L'Allemagne a eu à y répondre deux fois, lors de la chute du III<sup>e</sup> Reich et lors de celle du mur de Berlin ; la France de la Libération n'y a pas échappé non plus, et la question de Vichy reste toujours lancinante. L'Argentine s'interroge à son tour, depuis de récentes révélations, sur la façon atroce dont des opposants à la junte militaire (1976-1983) ont été assassinés, jetés vivants dans la mer depuis des avions. Pour la première fois, un haut responsable de l'armée argentine vient de reconnaître officiellement les faits, même si les a qualifiés pudiquement de « méthodes illégitimes ».

Dans un souci de réconciliation nationale, le gouvernement Alfonsín et celui du président Menem avaient accordé l'indulgence aux responsables militaires de ces années de plomb. Mais l'amnistie n'a pas provoqué l'apaisement. La mémoire refait surface aujourd'hui, entraînant une cascade de confessions. Les Argentins réalisent que la réconciliation d'un pays avec lui-même ne peut se faire au prix du « non-dit », de l'occultation, des demi-vérités. Comme le rappelle souvent le président bulgare Jélie Jéliev : « Certes, il faut [savoir] tourner la page, mais, avant, il faut l'avoir lue ».

Ce brusque retour de mémoire n'a d'ailleurs pas été décliné par ceux qui, depuis des années, refusent l'oubli et réclament la vérité sur les disparus,

mais par l'un des tortionnaires. L'ancien officier de Marine Adolfo Scilingo n'a pu supporter le poids de sa propre mémoire, même lavée à grande eau par la raison d'Etat. Les psychanalystes savent ce qu'il en coûte de refouler son passé, fût-il noir. En serait-il de même pour les nations ? Un sous-officier de l'armée de terre et un ancien gendarme sont venus cette semaine confirmer l'indulgence : ont n'était épargné lors de ces vols de la mort, pas même les femmes sur le point d'acconcher ; et cela parfois avec la complicité directe de certains prêtres et indirecte d'une partie de la hiérarchie catholique. C'est donc du côté du bureau que s'est fracturée la loi du silence.

Même si le temps du pardon doit venir un jour, une nation ne peut l'espérer au prix d'une mémoire bâfonnée, d'une amnésie collective. Le président Carlos Menem, qui fut pourtant l'une des victimes politiques de la junte, est en train de l'apprendre à ses dépens. Alors que se profile l'échéance de la présidence de la 14<sup>e</sup> mai, il se serait bien passé de tout ce déballage, lui qui espère décrocher un second mandat. Sous la pression de Populino, il lâche peu à peu pied, faisant ici ou là, quelques concessions tout en se cramponnant à l'idée qu'il ne sert à rien de raviver de vieilles plaies.

La porte de la mémoire est désormais ouverte : ce sera notamment à ces femmes, mères et compagnes des disparus que l'on appellait « filles » parce qu'elles osaient refuser l'oubli et manifestaient sans relâche pour que soit mise au jour la vérité de dire quand le temps du pardon sera venu.

## Les politiques et le sida

**D'**où vient que, à la différence des patients atteints d'autres maladies, les malades du sida et les personnes séropositives infectées par le VIH soient pratiquement les seuls à faire entendre leur voix à l'occasion de cette élection présidentielle ? D'où vient que, dans leurs discours, les hommes politiques se croient obligés de mentionner le caractère dramatique de l'épidémie, pressant en général sous silence les autres problèmes médicaux et d'accès aux soins – pourtant fort nombreux et préoccupants – qui se posent actuellement en France ? Le sida ne serait donc pas une maladie « comme les autres » ?

Affection virale épidémique, le sida – c'est une banalité de le rappeler – constitue un immense problème de société et, comme tel, appelle de la part des politiques un traitement spécifique. S'il en fallait une preuve supplémentaire, on la trouverait dans le caractère totalement inhabituel du rapport que le gouvernement s'apprête à remettre au Parlement en guise de « testament » et dont nous révélerons le contenu. Sur quel autre sujet, M. Balladur a-t-il pris le soin de laisser un tel document ?

Au-delà du caractère exceptionnel de ce rapport, il convient de s'interroger sur son contenu. Pour tout d'abord, se féliciter de voir réaffirmés les principes éthiques qui doivent guider l'action des politiques et pour remarquer l'insistance avec laquelle le gouvernement appelle de ses vœux la mise

en place d'actions, dès l'école, d'éducation sexuelle et d'éducation pour la santé. Autre point de satisfaction, la nécessité d'actions de prévention ciblées, visant en toute priorité les personnes ayant des comportements à risque, au premier rang desquels les toxicomanes.

Il n'était que temps, à en juger par les derniers chiffres de l'OMS qui, s'agissant de la progression de l'épidémie, montrent une Europe à deux vitesses : des pays situés plutôt au nord du continent, où visiblement une politique de réduction des risques a commencé à porter ses fruits, et les pays du pourtour méditerranéen dans lesquels on observe une inquiétante augmentation des cas, en particulier chez les toxicomanes. De ce point de vue, comment ne pas regretter, une fois de plus, l'extrême timidité avec laquelle, jusqu'à présent, les autorités sanitaires françaises ont agi à l'adresse des personnes les plus exposées ?

Pour ce qui concerne la diffusion du virus au sein de la communauté homosexuelle, les pouvoirs publics peuvent craindre, là encore, de voir le nombre de nouveaux cas de contamination s'élever à nouveau après une période où la prévention avait visiblement commencé à montrer son efficacité. Il suffit, pour s'en convaincre, de lire la série d'articles consacrés aux « ratés de la prévention » parmi les homosexuels publiée récemment dans *Le Journal du Sida*. Face à cette maladie décidément pas comme les autres, rien n'est jamais acquis.

Le Monde est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec direction et conseil de surveillance.  
Directeurs : Jean-Marie Colombani, président du conseil, directeur de la publication ;  
Directeur général : Noël-Jean Bergeon, directeur de la rédaction ;  
Directeur de la rédaction : Anne Chassagnon, directeur délégué ;  
Directeurs en chef : Thomas Fournier, Edwy Frenay, Robert Solé,  
adjoints au directeur de la rédaction ; Henri de Caden, Laurent Goussier,  
Gustave Heryem, Bernard Le Gendre, Luc Rosenzweig ;  
Maurice Luchet, directeur du Monde des débats ; Alain Rollin, conseiller de la direction ; Daniel Verzet,  
directeur des relations internationales ; Alain Fournier, secrétaire général de la rédaction ;  
Médiamuse : André Laurens ;  
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Olivier Bédard, vice-président ;  
Anciens directeurs : Hubert Berville-Méry (1944-1949), Jacques Huet (1949-1952),  
André Laurens (1952-1955), André Pommès (1955-1970), Jacques Laurens (1970-1994) ;  
Le Monde est édité par la SA Le Monde, dont le capital est détenu à parts égales par le groupe L'Express et le groupe Le Monde ;  
Capital social : 620 000 F. Président : Jean-Marie Colombani, directeur de la publication ;  
Le Monde-Entreprise : Jean-Marie Colombani, président du conseil ;  
Rédaction : 15, rue Falguère 75011 PARIS CEDEX 13  
Tél. : (1) 46-45-25-26 Télécopieur : (1) 46-45-25-29 Tél. : 296.8046  
ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BERVOY 94000 VINCENNES CEDEX  
Tél. : (1) 46-45-25-26 Télécopieur : (1) 46-45-25-29 Tél. : 296.8046

## Le conseiller occulte par Philippe Bertrand



## L'Europe en attente d'une vision franco-allemande

Suite de la première page

Depuis, les auteurs du texte ont quelque peu adouci leurs propositions. Reste que les positions françaises sont en contradiction avec les intentions allemandes sur deux points – le vote à la majorité et les pouvoirs des députés européens – et que sur un troisième – la politique de défense et les rapports avec l'OTAN – des éclaircissements sont pour le moins nécessaires.

Dans toutes leurs déclarations, les dirigeants allemands mettent en cause le droit de veto, c'est-à-dire le vote à l'unanimité, notamment pour la PESC. Ils souhaitent l'instauration d'une double majorité qualifiée, l'une tenant compte du nombre des États-membres, l'autre de la population de chacun d'eux. Du côté français, on n'est pas prêt à renoncer au droit de veto quand les intérêts vitaux des États sont en jeu mais on est disposé à envisager une extension du vote à la majorité. Encore faut-il se mettre d'accord sur les domaines et les modalités.

Un compromis franco-allemand sera plus difficile pour les pouvoirs du Parlement européen. Deux conceptions de la démocratisation de l'Union européenne, dont tout le monde s'accorde à reconnaître la nécessité, s'affrontent. Les Allemands considèrent que l'Assemblée de Strasbourg est le lieu du contrôle démocratique des actes de la Commission comme du conseil des ministres dans ses fonctions exécutives. Les responsables français de l'actuelle majorité nient au contraire toute véritable légitimité au Parlement européen et soutiennent que le renforcement du contrôle parlementaire passe par une association plus étroite des Parlements nationaux aux décisions communautaires, surtout quand il s'agit de la PESC qui met en jeu la souveraineté nationale.

Sur la règle de l'unanimité comme sur les droits du Parlement européen, les positions officielles françaises sont plus proches des idées de Londres que des conceptions de Bonn. Mais l'ambition franco-allemande oblige, c'est avec Bonn qu'il faut rechercher des compromis. Sans doute sera-t-il plus facile de trouver un terrain d'entente sur la réforme de la Commission afin que celle-ci n'enfonce pas démesurément à chaque nouvel élargissement de l'UE. Les difficultés viendront plutôt des petits pays qui risquent de se voir privés de leur commissaire et qui demanderont des compensations. Français et Allemands paient aussi en termes quasiment identiques de la nécessité de doter la PESC d'une certaine « visibilité ». Il s'agit de trouver un système plus efficace que l'actuelle trilogie – le ministre des affaires étrangères du pays qui assure la présidence, flanqué de son prédécesseur et de son successeur – pour re-

présenter l'UE à l'extérieur. La solution pourrait être soit une présidence plus longue que les six mois actuels, soit la désignation d'un président du conseil européen, voire la combinaison des deux. Le champ des possibles est ouvert à l'imagination des diplomates.

La question de la défense européenne est plus épineuse car elle met en jeu les relations avec des pays tiers et notamment avec les États-Unis au sein de l'OTAN. A peine évoquée dans le traité de Maastricht à propos de la PESC, la défense est devenue depuis quatre ans un des thèmes dominants des réflexions. Dans un mémorandum, le gouvernement de Londres a apporté la première contribution qui témoigne d'une grande continuité dans l'affirmation de la priorité atlantique mais marque aussi un ralliement à l'idée de défense européenne à travers l'UEO. Cependant, pour bien marquer le caractère spécifique de cette coopération par rapport aux autres politiques de l'UE, ils proposent d'en faire un quatrième pilier (à côté de l'économie, de la PESC et des affaires intérieures), un pilier extérieur au champ couvert par Maastricht. Dans la même logique, ils se prononcent contre la fusion de l'UEO dans l'Union européenne.

Les Français et les Allemands estiment au contraire que l'UEO doit être à la fois le pilier européen de la défense atlantique et le bras armé de l'Union européenne avec laquelle elle doit fusionner. Le principe est clair. Ce qui est moins, ce sont les conditions de cette fusion et les rapports de l'Europe de la défense avec l'OTAN. Les deux questions sont d'ailleurs liées ; certains membres de l'UE ne font pas partie de l'OTAN, ni même de l'UEO. Devra-t-il à l'avenir y avoir coïncidence parfaite entre l'UEO et l'UE ? La sécurité de l'Europe étant, en cas de menace extrême, garantie par l'Alliance atlantique, devra-t-il y avoir également coïncidence entre la participation à l'OTAN et la participation à l'UE-UEO ? Qu'advient-il des pays neutres adhérent à l'UE ? Peut-on imaginer une Union économique, monétaire, et peut-être politique, dont tous les membres ne bénéficieraient pas de la même sécurité ? Quelques États seront-ils alors appelés à garantir la sécurité de tous ? Si tel était le cas, tous les membres de l'Union européenne pourraient-ils participer sur un pied d'égalité aux décisions de politique étrangère commune dont les risques seraient assumés seulement par quelques-uns d'entre eux ?

On retrouve par ce biais la question des institutions, des majorités, des droits de vote et du droit de veto quand il y va du droit de vie et de mort des citoyens sur leurs concitoyens. On retrouve aussi la question du « noyau dur » de quelques États qui seraient, par hypothèse, disposés à faire plus que les autres pour l'intégration européenne.

Sur tous ces points, le prochain président de la République devra rapidement arrêter une doctrine. Les solutions techniques existent mais, pour les mettre en œuvre, il faut une vision de l'Europe et une volonté politique qui a fait défaut ces derniers mois.

Daniel Vernet

AU FIL DES PAGES/International

## « Bye Bye Mitterrand! »

**L**ES « grosses » revues étrangères ne se bousculent pas autour de la campagne électorale française. Rien de commun avec les flots d'articles consacrés à la Russie et à l'Europe de l'Est, à l'intégration européenne. En outre, les analystes s'intéressent moins à la partie qui se joue en France qu'à la page qui s'y tourne, avec le départ de François Mitterrand. Sans crainte d'insister lourdement sur les chapitres les plus sombres révélés l'an dernier, de Vichy à Bousquet, de Pierre Bérégovoy à Roger-Patrice Pelat.

Commençons par le plus excessif, avec un article de Roger Kaplan dans *The American Spectator* (février 1995). François Mitterrand, selon lui, a été « un fasciste dans sa jeunesse », puis un partisan de la guerre « de terre et de mer » menée en Algérie, enfin un allié du Front national et autres « sadamophiles ». Ce qui n'empêche pas l'auteur d'affirmer, contre toute logique, que le président français « serait rentré dans l'histoire comme un grand homme », s'il s'était retiré... en 1988. Retenons surtout sa conclusion : « Qui dira qu'en cet homme immensément complexe, rusé, aux fidélités perverses et à l'egoisme renversant, les Français n'ont pas vu un vrai reflet d'eux-mêmes ? »

Car ces critiques visent bien au-delà de la personne du président sortant. De Gaulle n'est pas épargné, dont Jean Buruma rappelle, dans le mensuel américain *Tikkun* (janvier 1995), qu'il « ne souhaitait pas faire trop de lumière sur la collaboration » et qu'il se voyait « comme Pétain, en grand unificateur de la France ». Pour ces auteurs, Pétain, de Gaulle, Mitterrand, tous ces personnages incompréhensibles ont mené le même combat pour gouverner un pays étrange, profondément illogique malgré sa réputation catholique et, pour tout dire, bien peu sympathique.

Dans l'hebdomadaire américain *The New Republic* (20 mars 1995) et sous le titre « Bye Bye Mitterrand! », Davis Bell est plus nuancé. Lui aussi se demande « pourquoi les Français ont besoin de pseudo-monarques pour les présider » et observe que, « historiquement, en France, les frontières entre la gauche et la droite ont été étonnamment poreuses » (en fait, il ne semble pas que ce phénomène soit spécifiquement français). Plus originale est sa critique selon laquelle le président sortant, « un homme de sentiment », s'est trompé de société. Certes, il aime « les simples gens », mais précisément les plus simples : les paysans ou ouvriers représentatifs de la France rurale d'autrefois, pas la nouvelle majorité beaucoup plus complexe des cols blancs, cadres moyens et autres « banlieusards déracinés ». Ou plutôt, navigant entre le 5<sup>e</sup> arrondissement de Paris et Latche, il a ignoré ces gens-là, qui, selon Davis Bell, « n'en appellent pas à son imagination littéraire ».

Pour certains auteurs américains, Pétain, de Gaulle, Mitterrand, tous ces personnages incompréhensibles ont mené le même combat pour gouverner un pays étrange, profondément illogique

Cela dit, l'homme, selon notre auteur, a réussi beaucoup de choses. En faisant rentrer des communistes au gouvernement, « il a hâté le déclin du dernier puissant parti stalinien d'Europe occidentale ». Il a aussi fait de la France « un membre de l'Alliance atlantique plus sûr qu'il n'y eut jamais depuis de Gaulle ». Bref, « si c'est de l'opportunisme, ce n'est pas si mal ».

Plus positive encore est l'analyse du professeur américain Ronald Tiersky dans *Foreign Affairs* (janvier/février 1995). Sans trop prendre au sérieux les engagements socialistes de François Mitterrand, l'auteur note qu'il a fait accepter à une gauche modernisée les institutions gaullistes et l'économie de marché : « un conservateur ne pouvait le faire ». A son crédit figurent encore la « décentralisation de l'Etat napoléonien », le fait que l'ancrage dans l'Europe a atténué « le point de non-retour », enfin une période de bonnes relations avec les États-Unis, surtout sous la présidence Bush. Et de souligner le rôle déterminant de la France pour les relations euro-américaines : « Londres soutient en général la politique américaine, Bonn essaie d'éviter d'avoir à choisir entre Washington et Paris. Seule la France peut décider s'il y aura une politique « européenne » plutôt qu'une collection de politiques bilatérales envers les États-Unis ».

Bien sûr, il y a de nombreux échecs, parmi lesquels notre auteur range les erreurs en Yougoslavie, la non-rénovation de la politique « néo-colonialiste » en Afrique et les « erreurs de jugement » sur la fin du communisme et la réunification de l'Allemagne. Mais tout cela n'empêche pas François Mitterrand de laisser un héritage « d la fin de l'homme d'Etat », d'être « le plus important dirigeant politique français depuis Charles de Gaulle ». Un compliment mesuré donc, mais plus flatteur que pour les deux présidents qui ont gouverné entre-temps...

Michel Tatu

On lira également avec profit, dans *Politique étrangère* (printemps 1995), un article de François Heidebourg sur la politique de défense française, où l'ancien conseiller de Charles Hernu plaide pour l'abandon de la conscription et une redéfinition des doctrines de dissuasion.



**GRANDE-BRETAGNE** Le Lloyd's, qui produit ses comptes avec trois ans de décalage, devrait afficher plus de 11 milliards de francs de pertes pour 1992. Peter Middleton, le

directeur général, dément qu'un plan de sauvetage soit en cours de discussion avec la Banque d'Angleterre et affirme que l'institution pourra passer le test de solvabilité imposé

par les pouvoirs publics sans avoir besoin de solliciter ses membres pour une augmentation de capital. ● LES PERTES cumulées avaient atteint quelque 64 milliards de francs entre

1988 et 1991. Mais les deux dernières années devraient être profitables. ● DES MILLIERS de ses membres ont engagé des poursuites judiciaires contre leurs agents ou leurs souscri-

peurs, mais pas envers le Lloyd's lui-même, corrige la direction. ● EN CINQ ANS, le nombre de particuliers faisant partie des membres du Lloyd's a diminué de moitié.

## Le Lloyd's sort avec difficulté des années noires de la réassurance

L'institution londonienne, tricentenaire, devrait annoncer à nouveau des pertes. Mais son directeur général promet un retour prochain à la rentabilité et dément qu'un plan de sauvetage soit nécessaire

**LONDRES**  
de notre correspondant  
Après auscultation du Lloyd's of London, les consultants indépendants Chatet, qui font autorité dans le milieu de l'assurance, sont formels : l'institution, qui est un marché de la réassurance londonien, annoncera en juin une perte de 1,46 milliard de livres (11,46 milliards de francs) au titre de l'exercice 1992 (elle publie ses résultats avec trois ans de retard pour permettre le traitement des demandes d'indemnisation). La note est lourde. Toutefois, le déficit lié à l'activité de cette année stricto sensu serait limité à 235 millions de livres, le reste étant constitué du reliquat des exercices précédents. Et, quel qu'en disent ces consultants, Peter Middleton, le directeur général du Lloyd's, dément avoir engagé des discussions avec la Banque d'Angleterre pour mettre au point un plan de sauvetage.

Le célèbre Lloyd's de Londres aime projeter une image tranquille et étanche qu'aucune nouvelle catastrophe ne saurait ternir. Il suffit d'évoquer la perspective d'une fermeture de la première bourse mondiale de l'assurance, au cas où cette dernière ne passerait pas le test de solvabilité imposé à tous les assureurs londoniens, pour que résonne la voix du nord de l'Angleterre de Peter Middleton : « Je peux affirmer que nous avons suffisamment de liquidités pour passer ce test. Une augmentation de capital auprès de nos membres ne sera donc pas nécessaire pour satisfaire les critères de solvabilité. Bien sûr, nous connaissons des difficultés. Mais le Lloyd's sera à nouveau rentable l'an prochain. Les années difficiles ne seront alors qu'un mauvais souvenir », affirme-t-il. Quelque sept mille membres - les fameux « names » - de cette institution plus que tri-

centenaire, fondée sur la responsabilité individuelle et le partage des risques, refusent-ils d'honorer leur dette ? Préfèrent-ils traîner les syndicats de souscription devant la justice ou se déclarer en faillite ? « La grande majorité de nos affiliés ont réglé leur dette. Quant au contenu juridique, il oppose dans la quasi-totalité des cas des membres à leur agent ou à des souscripteurs, accusés de négligence ou d'incompétence, pas au Lloyd's en tant que tel », souligne le numéro deux de la firme.

**UN HOMME À POIGNE**  
Pour tenir le rôle de grand redresseur, cet ancien séminariste, qui fut diplomate avant d'être araché à la Midland Bank par David Rowland, le nouveau président entré en fonction le 1<sup>er</sup> janvier 1993, possède au moins un trait de caractère indispensable : la poigne. Rendre confiance aux membres meurtris par des pertes record qui ont totalisé 8 milliards de livres entre 1988 et 1991, causées par une série noire de catastrophes et d'accidents, et rassurer les pouvoirs publics, inquiets des lacunes de l'autoréglementation : aux yeux de Peter Middleton, c'était pour le Lloyd's une question de vie ou de mort.

Cette gageure, le tandem Rowland-Middleton estime l'avoir réussie en l'espace de deux ans. La création d'une société spéciale, baptisée Equitas, qui devrait fonctionner dès l'an prochain et s'occuper uniquement des contrats passés avant 1986, devrait permettre d'isoler les risques américains, liés à l'asbestose (maladie broncho-pulmonaire consécutive

à l'inhalation de poussières d'amiante) et aux pollutions. A partir de 1997, cette nouvelle entité devrait reprendre également les contrats des années 1986-1992, celles des grandes tragédies comme l'ouragan Andrew, l'incendie de la plate-forme Piper Alfa et le tremblement de terre de San Francisco.

Par ailleurs, la réforme des capitaux apportés grâce à l'invitation lancée aux entreprises a été un succès. La cinquantaine de fonds d'investissement bénéficiant du régime de responsabilité limitée représente désormais un quart du capital du Lloyd's, et cette initiative pourrait être étendue aux compagnies d'assurances, voire aux caisses de crédits hypothécaires. Enfin, ce marché physique

où la plupart des transactions se font en tête-à-tête, ce qui lui donne son aspect particulier, va être doté d'un outil électronique facilitant le renouvellement des contrats.

Certes, des points noirs subsistent : la mauvaise publicité provoquée par les procès intentés par les « names », un vilain différend avec les autorités new-yorkaises portant sur la solvabilité des opérations en dollars et la fragilité financière, due notamment à la dette des membres qui dépasse 800 millions de livres. Ces déboires font l'affaire de dangereux concurrents qui, à partir des îles Bermudes, s'activent sur le marché de la réassurance. Or la réassurance constitue 55 % des recettes du Lloyd's. Et sur les créneaux spécia-

lisés (assurance des stars, assurance contre le terrorisme...), des organismes indépendants radient aussi des parts de marché. Enfin, malgré la création du grand marché européen, la compagnie tire toujours 40 % de ses revenus de l'Amérique du Nord contre 30 % au Royaume-Uni et seulement 10 % pour le reste de l'Union européenne. « 1993 a été très profitable. 1994 sera une bonne année grâce à la tenue des tarifs dans le secteur maritime et en réassurance. Le Lloyd's s'en sortira, même si l'opération d'effacement des ordres du passé doit être pénible », prédit, résolu, optimiste, Stephen Dias, analyste auprès du courtier Goldman Sachs.

M. R.

### 14 800 particuliers et 16 500 professionnels

Le Lloyd's est un marché d'assurance-réassurance pour risques exceptionnels fondé il y a 308 ans par un cabaretier gallois du nom d'Edward Lloyd. Cette Bourse fonctionne à partir des apports de 31 396 names (littéralement, « noms » en anglais), responsables jusqu'à leur dernier penny en cas de pertes. Il s'agit de 14 853 riches particuliers (dont 89 Français) et 16 543 professionnels qui travaillent au siège londonien. Les particuliers étaient au nombre de 22 400 en 1992, 32 000 en 1988 et 51 260 en 1962.

Les names souscrivent des parts dans des syndicats d'assurance - il en existe 170 - gérés par les souscripteurs, ou *underwriters*. Cette institution cosmopolite, et si britannique, a deux spécialités : l'assurance maritime (40 % du marché mondial) et la réassurance. Elle emploie, directement ou indirectement, 60 000 personnes. Quand tout va bien, les membres reçoivent un pourcentage des profits. En cas de pertes, comme entre 1988 et 1992, ils sont tenus de les couvrir sur leur fortune personnelle. En 1995, la capitalisation du Lloyd's s'est élevée à 10 milliards de livres, dont 2,3 proviennent de sociétés.

### L'accumulation des sinistres pèse sur la profession

LES RÉASSUREURS verront-ils la fin du cycle de catastrophes qui pèse, depuis 1992, sur leurs résultats ? Le bilan 1994 risque d'être lourd, en raison du tremblement de terre de Los Angeles, et l'année 1995 a dramatiquement démarré avec le séisme de Kôbe, dont les dégâts ont été estimés à plus de 95 milliards de dollars (plus de 7 % du budget du Japon), et les inondations dans le nord de l'Europe (4 milliards). Le record, détenu jusqu'à présent par l'ouragan Andrew en 1992, pourrait être battu.

Si l'effondrement du marché de Londres, le Lloyd's, le réassureur des réassureurs, qui a enregistré 64 milliards de francs de pertes entre 1988 et 1991, est plus que jamais un sujet de préoccupation, la montée en flèche des sinistres « techniques » risque également de mettre à mal la profession : les dommages industriels, maritimes, les catastrophes aériennes, ferroviaires et routières et les actes de terrorisme ont augmenté en valeur de 15 %, à 25 milliards de francs en 1993, dernier chiffre connu. Les catastrophes aériennes, seules, ont pesé pour

4,9 milliards de francs, en croissance de 50 % sur 1992. Et on ignore encore le coût de l'attentat au gaz sarin perpétré à Tokyo par la secte Aum, tout comme celui de l'explosion d'Okla-Homa City, dont le bilan est aujourd'hui d'une centaine de morts.

C'est aujourd'hui la profession elle-même qui est sinistrée. Et 1994 a vu nombre d'entreprises disparaître. L'année dernière, l'allemande Kolnische Rück a fusionné avec la compagnie américaine General Re. Début 1995, le groupe américain Employers a racheté la société allemande AMB Rück, dont la maison mère est détenue à 34 % par les AGF.

Le traditionnel rendez-vous de Monte-Carlo, qui réunit chaque année en septembre la fine fleur de la réassurance, a été l'occasion pour les professionnels d'annoncer un ajustement sévère de leur tarifs. Au point que certaines compagnies d'assurances, comme Statefarm, Allstate ou Farmers, ont décidé de ne pas se réassurer.

Ba. S.

## Le partage du pouvoir économique en Afrique du Sud bute sur les conglomérats blancs

**JOHANNESBURG**

de notre envoyé spécial

« Dans la nouvelle configuration politique sud-africaine, il est malaisé que tous les leviers de l'économie soient entre les mains des blancs. Si la montée d'un capitalisme noir se révèle trop lente, le gouvernement pourrait être contraint de prendre des mesures radicales désagréables. » Allure très distinguée, flegme de rigueur, anglais sursurplé par le français et le français par le français, Patrick Retief, président de la Johannesburg Consolidated Investment Company (JCIC), cumule toutes les légitimités qui font de lui un beau fleuron du patronat anglophone. On imagine quel déclinisme interne cet industriel de soixante et un ans, qui a fait toute sa carrière dans cette vénérable maison minière avant d'en prendre les commandes il y a cinq ans, a dû ressentir quand la maison mère, l'Anglo American Corporation of South Africa (détenant 19 %), a décidé de démanteler sa filiale.

Un an après les premières élections multiraciales en Afrique du Sud, le monde des affaires blanc

s'efforce de jouer la carte du partage économique en vue de créer, à terme, une classe d'entrepreneurs. Le 15 mai, JCIC, dont la capitalisation en Bourse s'élève à 1,8 milliard de rands (2,5 milliards de francs), va être divisée en trois unités de poids égal : JCIC Limited, qui reprend les mines d'or et de charbon ; Johannes Industrial Corporation, englobant les actifs industriels ; et JCIC Anglo American Platinum Corporation, reprenant la platine et le diamant, qui reste, elle, dans le giron de l'Anglo American. Les titres des deux premières sociétés doivent être vendus à des intérêts noirs, mais sans ristourne, au prix du marché boursier.

**LE BON SERMON**  
« C'est surtout la portée politique de cette première restructuration qui importe. La chorégraphie de nos actionnaires, les investisseurs institutionnels, a ses limites », insiste Patrick Retief dans son décor colonial, où trônent gravures, tableaux et meubles de la compagnie créée il y a cent cinq ans par Barney Barnato, l'une des figures légendaires de l'épopée minière de Kimberley à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Tel un cardinal de conclave lourd de secrets, il

glisse : « Il faut être patient en Afrique du Sud, tout changement prend plus de temps que prévu », tandis que passe, comme une ombre, un serveur noir, vêtu, chaussé, coiffé et ganté de blanc. Au début des années 50, dans la foulée de la victoire aux urnes du Parti nationaliste, le patron d'Anglo-American, Harry Oppenheimer, avait déjà cédé les compagnies minières à des intérêts africains pour permettre aux descendants des Boers de construire le géant Gencor. Mais, à la différence de la majorité noire, les Africains d'alors disposaient du capital nécessaire pour étonner le bon sens de la finance, grâce à leur puissante compagnie d'assurances et de fonds de pensions. Actuellement, les entrepreneurs noirs capables de prendre 10 % à 20 % du capital des deux nouvelles firmes ne sont pas légion.

« La seule manière pour eux d'acquiescer ces titres est de s'endetter, être l'esclave des banquiers. Un vrai pouvoir économique, c'est autre chose », s'insurge Ntato Motlana, noir et millionnaire, patron du New Africa Investments, une compagnie financière, devant le prix exigé par Anglo. Un pessimisme partagé par Don Ncube,



patron du groupe Real Africa Holdings, ancien responsable des relations sociales auprès de Anglo American, dont il est devenu l'un des administrateurs : « Même en mettant en place un mécanisme de financement complexe, je ne pour-

rais prendre dans un premier temps qu'une très petite participation dans l'une des deux nouvelles JCIC. » Tout en applaudissant ce premier exemple de démantèlement d'un symbole de l'ancien pouvoir blanc, le Congrès national africain (ANC) insiste pour que le plus large éventail d'intérêts noirs soient représentés : « Nous ne voulons pas d'un Oppenheimer noir. Nous refusons de nous enrichir que quelques individus. » D'autres préconisent une aide de la compagnie financière internationale, filiale de la Banque mondiale, de la Banque africaine de développement, voire des financiers afro-américains.

Depuis l'arrivée au pouvoir, le 10 mai, de Nelson Mandela et de son gouvernement d'unité nationale, rien n'a vraiment changé dans la vie économique du pays. Préoccupé par la vague de criminalité et par l'intégration de la police et de l'armée, le gouvernement a d'autres chats à fouetter que de s'attaquer à la mainmise des mastodontes blancs sur les grands secteurs. Le premier budget post-apartheid, destiné à rassurer les investisseurs, la levée partielle du

M. R.

contrôle des changes, la suppression du double rand, ont combié la Bourse de Johannesburg. Si la politique d'affirmative action (discrimination à rebours) au profit des Noirs, menée avec prudence, provoque une certaine grogne dans les beaux quartiers blancs du nord de la capitale économique du pays, la plupart des compagnies ont mis en place un échecaveau de réglementation visant à promouvoir une classe moyenne noire. A l'exemple de l'Anglo American, dont le programme Equity Employment s'est fixé comme objectif d'embaucher désormais 50 % de Noirs, les promotions étant toutefois attribuées par la suite selon le mérite.

**MANQUE DE FORMATION**  
Dans son bureau directorial du 44, Main Street, le siège de l'Anglo American, lequel constitue à lui seul un quartier au centre de la ville des affaires de Johannesburg, Rupert Pardo, directeur financier, explique la trop timide ascension des Noirs aux postes de responsabilité : l'absence du système éducatif hérité de l'apartheid, obstacles à la formation d'un corporatisme du syndicat blanc des mines, manque d'intérêt des Noirs pour la finance et l'ingénierie, les deux voies royales pour faire une brillante carrière au sein du groupe diamantaire et aurifère.

Le débat sur l'avenir des grands cartels sud-africains, sur l'efficacité de l'opération de décartérisation et les répercussions de l'affirmative action est contradictoire et déformé. Il est aussi de nature morale. Reste à savoir si on assiste à une révolution culturelle d'un business blanc acceptant de se fonder dans le nouveau modèle multiracial, ou d'un simple tour de passe-passe permettant à une poignée de groupes de continuer à contrôler l'économie.

A l'heure actuelle, les apparences vont plutôt en faveur de la première version, mais la réalité est sans doute plus proche de la seconde.

Marc Roche

### Six géants omniprésents aux montages complexes

**ANGLO AMERICAN.** De Beers, Rembrandt Group, Old Mutual, Sanlam, Liberty Life... Lorsqu'on évoque l'économie sud-africaine, la tentation est de l'identifier à ces six mastodontes qui contrôlent 80 % de la Bourse de Johannesburg. La réglementation très stricte du contrôle des changes, qui les a empêchés longtemps d'investir à l'étranger, a créé des géants omniprésents dans la vie nationale.

Longtemps présenté comme le remède radical à une concentration du pouvoir économique, et comme une clé à la redistribution de la richesse aux Noirs, le démantèlement des cartels se heurte à l'organisation « en pyramide »

de ces sociétés. Il s'agit d'un échecaveau de compagnies holdings cotées en Bourse, constituées en multiples strates, l'ensemble étant contrôlé par un trust, privé, échappant à toute supervision. Ainsi, les Oppenheimer sont les maîtres de l'Anglo American, de Minoro et de De Beers, grâce à 8,2 % des titres d'Anglo et 7 % de Minoro, par le truchement d'une société off shore, E. Oppenheimer & Sons, non cotée en Bourse, véritable chef-d'œuvre de complexité. Les avoirs étrangers de la famille Rupert (notamment Cartier et Dunhill) sont contrôlés via deux holdings suisses, la Compagnie financière de Richmond et Richmond SA, dont le groupe afrikaner

est actionnaire majoritaire. Richemont contrôle à son tour deux sociétés commerciales cotées en Bourse : Vendôme (70 %), basée au Luxembourg, et Rothmans International, dont le siège est aux Pays-Bas et au Royaume-Uni. Les avoirs sud-africains sont englobés dans le Rembrandt Group, lui-même contrôlé par un trust, privé, et dont les Rupert sont les seuls actionnaires.

Ces conglomérats massifs, hypercentralisés, ne sont pas seulement typiques d'une économie en voie de développement dotée d'un marché intérieur relativement restreint. Il en existe également en Suède et en Suisse, ou en Corée. Pour ses défenseurs, un tel sys-

tème pyramidal protège les compagnies des OPA hostiles, rassure les banquiers et facilite la levée de capitaux nécessaires aux grands projets d'investissement, notamment miniers. Pour ces critiques, ces conglomérats sont de véritables « dinosaures », dont la direction n'a de compte à rendre à personne.

Ce n'est pas la nationalisation qui menace les cartels, l'ANC y a renoncé, mais une législation anti-trust. Mais le gouvernement aura du mal tant il a besoin des cartels pour financer son programme de reconstruction et de développe-

هكذا انطلق



## Les marchés financiers mexicains ont commencé à se redresser

La Bourse de Mexico a progressé de plus de 30 % depuis le début du mois de mars

La dévaluation du peso, décidée à la fin de l'année dernière, a permis un redressement spectaculaire des comptes extérieurs du Mexique. La balance

commerciale, largement déficitaire en 1994, est redevenue excédentaire au premier trimestre. Cette embellie incite les investisseurs étrangers à retour-

ner sur les marchés financiers mexicains. Mais le plan d'austérité économique mis en place par le gouvernement présente un coût social élevé

LE PESO MEXICAIN est tombé dans l'oubli. Il avait défrayé la chronique financière tout au long du premier trimestre. Le 20 décembre 1994, le gouvernement mexicain, sous la pression des investisseurs étrangers, avait été contraint de dévaluer sa devise. Le peso mexicain avait alors entamé une descente aux enfers, entraînant dans sa chute le dollar et déstabilisant l'ensemble des marchés financiers internationaux. Le 9 mars, il était tombé à un plus bas niveau historique de 7,45 pesos pour 1 dollar. Depuis, le peso a connu un rebond spectaculaire, regagnant plus de 20 % de sa valeur face à la monnaie américaine. Dans son sillage, la Bourse de Mexico s'est elle aussi redressée : sa hausse depuis un mois est supérieure à 30 %.

« Il y avait eu une surréaction à la baisse », observe Christophe Cordier, économiste à la banque Indosuez. Les investisseurs étrangers, pris de panique devant l'ampleur croissante de la crise, avaient vendu les valeurs mexicaines au-delà du raisonnable. Depuis plusieurs semaines, ils ont commencé à revenir - timidement encore - à Mexico. Ce retour est encouragé par l'amélioration spectaculaire du solde commercial du Mexique. Les exportations ont progressé de 31,9 % au premier trimestre. Au mois de mars, la balance commerciale a dégagé un excédent de 383 millions de dollars (après 250 millions en février). En 1994, le déficit de la balance commerciale mexicaine s'était élevé à 19,9 milliards de dollars. La balance des paiements courants pourrait même retrouver l'équilibre dès cette année. Elle avait été déficitaire de 24,2 milliards de dollars en 1994,

soit 6,6 % du produit intérieur brut (PIB), un record mondial.

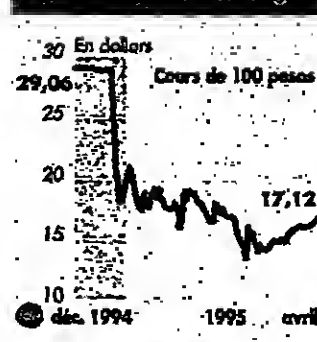
Autre élément positif, l'inflation ne s'est pas envolée. Au cours du premier trimestre, les prix ont progressé de 14,5 %. Si le mois d'avril s'annonce mauvais (5 % de hausse annoncée pour les quinze premiers jours), cette tension résulte de la hausse de la TVA, portée de 10 % à 15 %. Le Mexique, estimant les spécialistes, grâce à la politique monétaire très restrictive suivie par la Banque centrale et par la pression fiscale exercée, devrait échapper au risque d'hyperinflation. Les investisseurs jugent également favorables les efforts déployés par la Banque centrale du Mexique pour racheter sa dette à court terme libellée en dollars et émise sous forme de *tesobonos*. L'encours de ces titres est tombé à 15 milliards de dollars contre 30 milliards en début d'année.

### FARDEAU ALLÉGÉ

Le fardeau financier que représente le service de la dette s'en retrouve du même coup considérablement allégé. « L'ampleur sans précédent [30 milliards de dollars] du soutien financier apporté par le FMI et les grands États industrialisés élimine presque totalement le risque à court terme d'illiquidité et d'insolvabilité du Mexique », ajoute-t-on à la banque Indosuez. « Le système de rééchelonnement, avec indexation sur l'inflation, des dettes bancaires des PME et des emprunts hypothécaires devrait également éviter un effondrement des banques et maintenir d'atout l'essentiel du tissu des PME. »

Signe de cette normalisation « financière », les taux d'intérêt ont commencé à se détendre. Le rende-

### Un rebond encore fragile



Depuis le début du mois de mars le peso mexicain a regagné 20 % de sa valeur face au dollar.

ment des bons du Trésor (cetes) à 28 jours est revenu de 90 % début mars à 70 %. La banque du Mexique profite quant à elle de la meilleure tenue du peso pour reconstituer ses réserves de changes. Elles ont augmenté de 10,7 milliards de pesos au cours de la troisième semaine d'avril, pour atteindre 33,1 milliards de pesos (9 milliards de dollars). Preuve qu'il ne craint plus les attaques spéculatives contre sa devise, le gouvernement mexicain vient d'autoriser le Chicago Mercantile Exchange (CME), premier marché mondial pour les transactions sur les devises, à réintroduire des contrats à terme et des options sur le peso mexicain.

L'amélioration de la situation financière du Mexique est saluée par les autorités économiques internationales. « Vers la fin de la crise, dans le courant 1996, vous verrez un Mexique plus robuste qu'aujourd'hui », a affirmé Michel Camdessus,

directeur général du Fonds monétaire international (FMI), en avertissant toutefois que les douze mois à venir seront difficiles. Le ministre mexicain des finances, Guillermo Ortiz, se veut lui aussi optimiste. Dans un discours prononcé mercredi 26 avril devant le Comité intermédiaire du FMI à Washington, il a expliqué que « les effets négatifs seront de courte durée », tout en reconnaissant que « le processus d'ajustement suivi par l'économie mexicaine est intense et douloureux en termes sociaux ». Le nombre de chômeurs a progressé de 750 000 depuis la dévaluation du peso.

### RISQUE SOCIAL

Cette période délicate, en attendant le retour de la croissance, incite certains analystes à la prudence. Ceux de la banque américaine JP Morgan estiment que, si le pire est bien passé, il serait un peu prématuré de se ruer à la Bourse de Mexico. La popularité exceptionnelle dont bénéficie le président Ernesto Zedillo (70 % des Mexicains sont satisfaits de sa politique) pourrait toutefois limiter le risque d'explosion sociale. D'autres experts font observer qu'un rebond trop brutal du peso pourrait gêner le redressement des comptes extérieurs du Mexique. C'est pourquoi la banque Indosuez estime que le gouvernement mexicain veillera à conserver une monnaie sous-évaluée (à un cours compris entre 5,50 et 6 pesos pour 1 dollar), en imposant si besoin est des restrictions à l'entrée de capitaux étrangers. Il y a deux mois à peine, il s'efforçait par tous les moyens d'en limiter les sorties.

Pierre-Antoine Delhomme

## Plastic Omnium s'intéresse aux clients de Reydel Industries

### GENÈVE

Comment convaincre qu'une entreprise surprise et en force dans le capital d'une entreprise n'est rien d'autre qu'une opération amicale destinée à maintenir et à développer des collaborations entre deux groupes ? Cet art difficile est actuellement pratiqué sans grand succès par le groupe familial lyonnais Plastic Omnium. Bien qu'il soit devenu le premier actionnaire de l'équipementier automobile Reydel Industries en acquérant 31,1 % de son capital pour 165 millions de francs en mars dernier, il n'a encore obtenu aucune réponse à sa demande de disposer d'un représentant au conseil d'administration. La famille Bourgois, détentrice de 26,8 % du capital et de 42,3 % des droits de vote, compte rester opérateur de Reydel avec l'aide de son nouvel allié, Paribas, qui possède 12 % du capital. La reconstitution du tour de table ne change rien à la situation à terme de la société. « Je n'exclus pas le fait qu'on puisse s'entendre », a indiqué, jeudi 27 avril, à Genève, Jean Burelle, président de Plastic Omnium, en présentant les résultats. Fort de sa participation et doté de moyens suffisants pour lancer une OPA (offre publique d'achat), il s'est refusé à tout commentaire sur l'attitude des dirigeants de Reydel, préférant se placer sur le plan stratégique. « Il ne s'agit pas de signer des chèques. La complémentarité entre les deux sociétés existe. Elle est évidente tant au niveau des produits que des clients. » Si Reydel est spécialiste des équipements intérieurs des véhicules (tableaux de bord, consoles, panneaux de porte), Plastic Omnium est un des leaders européens en matière de réservoirs d'essence en plastique et de pare-chocs. Autre avantage pour Plastic Omnium, Reydel lui apporterait des clients comme le japonais Nissan et l'italien Fiat ainsi qu'une présence en Italie.

Si la partie ne semble pas jouée d'avance, cette affaire a sans doute atteint son premier objectif : décourager tout investisseur qui au-

rait voulu profiter, lui aussi, de la reconstitution du tour de table de Reydel pour prendre place chez l'équipementier automobile. « Désormais, toute restructuration du capital ne peut se faire sans nous », précise le président de Plastic Omnium.

« Hars Reydel, nous ferons au moins 400 millions de francs d'investissements industriels cette année », a souligné Jean Burelle. Ce niveau est légèrement supérieur à celui des années précédentes et devrait être encore cotétement amélioré. La volonté est de promouvoir au même rythme le développement des trois métiers du groupe : équipements automobiles, contenus et prestations de services pour les déchets ménagers, plastiques de haute performance. Pas question de privilégier l'un ou l'autre, même si l'automobile pèse le plus lourd, représentant plus de 65 % de l'activité globale. Ainsi, voulant se renforcer dans le recyclage des contenants en matière plastique, le groupe vient d'acquiescer la société Profitec, implantée à Roubaix et spécialisée dans cette technique. Un autre objectif est de renforcer la dimension internationale de Plastic Omnium, qui, pour la première fois en 1994, a réalisé la part la plus importante (54 %) de son chiffre d'affaires à l'étranger, principalement dans les pays de l'Europe de l'Ouest et aux États-Unis. La part devrait passer à 56 % cette année.

Après une croissance de 7 % en 1994, le chiffre d'affaires du groupe devrait croître de 5 à 7 %, pour atteindre cinq milliards de francs cette année. Il s'est apprécié de 11,5 % pour le seul premier trimestre. En revanche, aucune prévision de résultats n'a été avancée en 1994. Le bénéfice est passé à 106 millions de francs après une chute à 61,2 millions l'année précédente en raison de la crise économique. « Nous sommes, certes, un groupe international, mais aussi lyonnais », a rappelé Jean Burelle pour justifier sa prudence.

Dominique Gallot

## La revanche des actionnaires

Un ouvrage sur le « gouvernement d'entreprise »

LES « AFFAIRES » qui salissent ici et là le monde des affaires n'ont pas que des répercussions éthiques, médiatiques ou politiques. La Revue d'économie financière vient de consacrer au « gouvernement d'entreprise » (corporate governance) un numéro spécial d'une grande richesse tant par les signaux rassemblés que par les analyses fouillées et les études comparatives. Le sujet anime en ce moment les milieux patronaux (Le Monde du 27 avril).

Pour Michel Albert, on assiste à une révolution au sein du capitalisme, menée par le peuple des actionnaires. Friées « l'ère des argentiers », la montée de la technocratie chère à Galbraith, le pouvoir absolu des managers. Ce qui légitime l'entreprise, c'est le profit le plus élevé à court terme, et les têtes tombent qui ne parviennent pas à satisfaire à cette exigence. On voit la vertu du système : l'efficacité. Mais aussi, au-delà, son coût : l'effritement d'une solidarité avec les clients, les fournisseurs, les salariés.

### FONDS DE PENSION

L'intensité et même la nature du débat varient selon les pays, note Olivier Pastès : « On retrouve à peu de chose près la frontière qui sépare les pays de marché financier des pays de banque. » Ou, si l'on veut, comme précise Karel Lannoo, les systèmes « ouverts » et les systèmes « fermés ». Les premiers sont caractérisés par l'abondance des sociétés cotées, les actionnaires dispersés, la séparation des propriétés et du contrôle, le petit nombre de participations croisées (États-Unis et Grande-Bretagne). Les seconds s'appuient sur un marché de capitaux plus liquides, une représentation plus poussée des intérêts des banques et des salariés, un environnement peu favo-

table au rachat hostile (Europe continentale et Japon). En France, où le conseil d'administration n'était trop souvent que la garde rapprochée du président, la réflexion sur le « gouvernement d'entreprise » prend de plus en plus de relief. Jean Saint-Geours a raison de rappeler que la COB n'avait pas attendu la nouvelle mode pour s'en préoccuper, mais il est certain que la vague de privatisations comme les défaillances d'un organisme aussi puissant et (théoriquement) contrôlé que le Crédit lyonnais accélèrent le processus de remise en cause de la répartition des pouvoirs au sommet. L'impulsion des investisseurs institutionnels américains exigeants sur les résultats des firmes explique aussi l'importance prise par le thème, comme le remarque justement Didier Davidoff. Fin 1993, 1280 milliards de dollars d'actions étaient détenues dans le monde par des investisseurs non résidents, soit 9 % de l'en-cours d'actions cotées à travers le monde.

Le balancier porte vers la revanche des actionnaires, mais tel type de « gouvernement d'entreprise » n'est pas pour autant exportable. La Commission européenne a elle-même bien du mal à faire converger les points de vue des pays membres de l'Union. « Il y a cependant une tendance très nette à la séparation de la gestion et du gouvernement des affaires » (Karel Lannoo), qui conduit à distinguer la frontière entre président et directeur général, à prévoir des comités de contrôle spécifiques. L'harmonisation des législations est sans doute un vœu pieux, comme l'établissement d'un statut de société européenne. Plus réaliste serait sans doute d'imaginer un code de conduite auquel les sociétés cotées en Europe souscrivent dans leur relations avec les actionnaires et les autres parties prenantes de l'entreprise.

Pierre Drouin

★ Revue d'économie financière, numéro 31, Dossier « Corporate Governance », Le Monde Éditions, 300 pages, 160 francs.

## La COB adresse un rappel à l'ordre à Lagardère Groupe

LA COMMISSION des opérations de Bourse (COB) a adressé jeudi 28 avril un rappel à l'ordre à Lagardère Groupe en soulignant que toute information susceptible d'influer sur le cours de Bourse devait être « exacte, précise et exhaustive », à l'issue d'une enquête sur les mouvements du titre le 11 octobre 1994. La COB rappelle qu'elle avait ouvert une enquête à la suite de « rumeurs sur les perspectives de résultats consolidés de Lagardère Groupe pour l'exercice 1994 et sur l'avenue prise en compte de la plus-value exceptionnelle de cession des titres SAT (500 millions de francs) qui venait d'être annoncée ». Ces rumeurs avaient entraîné des mouvements en Bourse. Lagardère Groupe « a pris acte des conclusions de l'enquête, désormais classée, de la Commission des opérations de Bourse menée à la suite des rumeurs et mouvements qui avaient affecté le cours du titre au cours de la journée du 11 octobre 1994 », a indiqué la société jeudi.

### DÉPÊCHES

■ SNCF : des billets gratuits, obtenus par l'utilisation frauduleuse du code secret d'accès au système de réservation de la SNCF Socrate, qui permet aux cheminots de voyager sans payer, ont été saisis à deux reprises. Douze de ces billets gratuits émis avec les réservations correspondantes pour diverses destinations ont été trouvés en possession de quatre mineurs originaires de Montbéliard (Doubs). Ces quelques billets peuvent être le signe d'une fraude à beaucoup plus grande échelle, reconnaît-on à la SNCF. C'est la seconde fois que cette resquille sophistiquée se produit, de nouveau dans l'est de la France.

■ SIEMENS : le groupe allemand a enregistré un bénéfice après impôts en hausse de 7 % à 939 millions de deutschemarks (3,3 milliards de francs environ) sur les six premiers mois de son exercice 1994-1995 (clos fin septembre), a annoncé le groupe jeudi 27 avril. Siemens a précisé qu'il n'était pas certain d'enregistrer comme prévu une hausse de 20 % de ses bénéfices pour cet exercice en raison des effets de change. « L'impact monétaire sur les activités internationales s'est soldé par une baisse de 6 % », a indiqué le groupe. Le chiffre d'affaires des six premiers mois a progressé de 5 % pour s'établir à 40 milliards de deutschemarks.

■ SABENA : la compagnie aérienne belge a enregistré en 1994 une perte nette de 1,2 milliard de francs belges (environ 240 millions de francs) contre un déficit de 4,5 milliards en 1993, a annoncé jeudi 27 avril la compagnie. Le Groupe Sabena clôture l'exercice avec un résultat d'exploitation positif de 1,3 milliard de francs belges contre un déficit de 238 millions. Le trafic aérien a progressé de 17 % en 1994 avec près de 4,3 millions de passagers. La compagnie est toujours l'objet de discussions, Swissair envisageant d'entrer dans son capital alors qu'Air France souhaite en sortir.

■ USINOR SACLOR : le groupe sidérurgique a annoncé le 27 avril que son bénéfice net (part du groupe) définitif s'était établi à 1,005 milliard de francs en 1994, affecté par un retraitements comptable exceptionnel de 760 millions de francs, contre une perte de 5,7 milliards en 1993. Hors retraitements imposés par la COB, le résultat net part du groupe s'est établi à 1,765 milliard de francs.

■ FERRUZZI FINANZIARIA : le holding italo-allemand a réduit ses pertes de plus de la moitié en 1994. Le groupe, qui contrôle notamment le chimiste Montedison, a réalisé l'an dernier un déficit de 997 milliards de lires (2,8 milliards de francs) contre 2,419 milliards de lires de pertes l'année précédente. Cette amélioration provient essentiellement de Montedison, qui a réduit ses pertes de 74 % à 345 milliards de lires. Suite d'une restructuration de son portefeuille, de nombreuses cessions et d'une augmentation de capital, l'endettement financier du groupe est passé de 21 951 à 14 840 milliards de lires, en baisse de 32 %.

■ PORTUGAL TELECOM : le Conseil des ministres portugais a approuvé jeudi 27 avril les conditions générales de privatisation de Portugal Telecom, selon le modèle déjà établi qui prévoit « la vente simultanée par une offre publique de vente sur le marché national et la dispersion d'actions sur les marchés internationaux », indique un communiqué officiel. La vente de 30 % des actions de Portugal Telecom, d'une valeur d'environ 200 milliards d'escudos (6,7 milliards de francs) aura lieu le 25 mai prochain. Les deux tiers seront vendues sur les principales places financières européennes et américaines, et le dernier tiers sur le marché portugais.

■ DAIMLER-BENZ : le géant industriel allemand va entrer dans le capital de Swissmetro SA, la société chargée de réaliser l'ambitieux projet ferroviaire souterrain qui doit relier les grandes villes suisses en l'an 2010, annonce un communiqué de Swissmetro publié jeudi 27 avril à Genève. Ce projet s'inspire du principe de train à sustentation magnétique Transrapid sur lequel les filiales de Daimler-Benz, Dormier et AEG, ont travaillé. Le Swissmetro circulera dans des tunnels enterrés et sous vide partiel. Il n'aura pas de roues et circulera de 1 à 2 cm au-dessus des rails de guidage à 800 ou 900 km/h.

■ DASSAULT : Serge Dassault demande au futur président de la République de « promouvoir l'industrie aéronautique et spatiale française », et de soutenir les industries de haute technologie comme le fait le président américain Bill Clinton. Le président du groupe aéronautique souhaiterait que ce secteur reçoive un soutien actif - surtout à l'exportation - du prochain président et de son gouvernement, comme c'est le cas aux États-Unis où les exportations de matériels aéronautiques sont considérées comme prioritaires et soutenues par toute l'administration.

## Matra Communication envisage une progression à deux chiffres

LE GROUPE de télécommunications Matra Communication, filiale à 50/50 de Lagardère groupe et du groupe canadien Northern Telecom, est redevenu bénéficiaire en 1994 de 7,6 millions de francs contre une perte nette de 98 millions l'année précédente, a annoncé le PDG du groupe, Jean-Bernard Lévy, le jeudi 27 avril. Son chiffre d'affaires s'est élevé à 6,55 milliards de francs, en hausse de 6,7 %. À l'exception des activités en Allemagne, qui « ont souffert de la pression concurrentielle mise en œuvre de façon brutale par Deutsche Telekom », Jean-Bernard Lévy « ne trouve pas la conjoncture si morose » et prévoit une progression à deux chiffres des recettes en 1995. Il espère notamment gagner la moitié des nouvelles commandes de centraux téléphoniques de France Télécom et compte accentuer l'internationalisation du groupe (33 % de son chiffre d'affaires en 1994). Dans les mobiles, Matra Communication est notamment leader européen des téléphones de voiture avec 30 % de parts de marché. Le groupe détient par ailleurs 10 % du marché mondial des téléphones portatifs. Il participe avec Bouygues au troisième réseau de radiotéléphone français, mais exclut l'hypothèse de devenir opérateur téléphonique lui-même.

Jeux  
de mots  
36 15 LEMONDE

Courier  
des lecteurs  
36 15 LEMONDE



■ **WALL STREET**: nouveau record jeudi grâce à un repli des taux d'intérêt à long terme. L'indice Dow Jones a gagné 14,87 points à 4 314,70 points, soit une avance de 0,35 %.

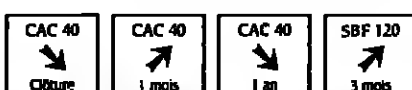
■ **LE TRÉSOR AMÉRICAIN** a vendu jeudi pour 17,88 milliards de dollars en bons à un an au taux moyen de 5,90 %, soit le taux le plus bas enregistré depuis six mois.

■ **LES RÉSERVES DE CHANGES** de la Banque de France ont progressé de 1,09 milliard de francs entre le 13 et le 20 avril pour s'établir à 122,10 milliards de francs.

■ **LE DOLLAR** se négociait en hausse vendredi à Tokyo, à 83,60 yens contre 83,45 yens la veille. Il était en baisse par rapport à son cours de jeudi soir à New York, à 83,67 yens.

■ **LE FRANC FRANÇAIS** était en légère baisse face au DM à 3,5404 francs pour 1 mark, vendredi matin, contre 3,5395 francs jeudi soir.

## LES PLACES BOURSIÈRES

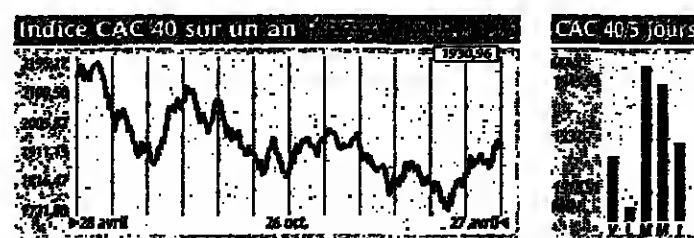


## Effritement à Paris

Dans un marché très calme à la veille du long week-end du 1<sup>er</sup> Mai, la Bourse de Paris était très morne vendredi, la cote s'effritant légèrement. En baisse de 0,11 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait une heure et demie plus tard une perte de 0,22 %. A 12 h 45, les valeurs françaises s'inscrivaient en baisse de 0,33 %, à 1 924,51 points. Le Matif, en recul en début de journée, était en hausse de 0,06 %, à 113,32. Le Pibor reculait de 0,13 %. Le franc se retrouvait à 3,55 francs face au mark, contre 3,5278 francs selon le cours indicatif de la Banque de France jeudi.

Jeudi à New York, le taux d'intérêt des bons du Trésor à 30 ans est revenu à 7,32 %, contre 7,33 % la veille. Wall Street a affiché un nouveau record absolu en attendant pour vendredi la publication des chiffres sur la croissance américaine au premier trimestre.

Parmi les titres en hausse sensible on relève Zantier +5,8 %, Radotechnique +4,4 % et Sidel +1,4 % au cours record de



1 465 francs. La Société générale vient de publier une étude « enthousiaste » sur Sidel après l'annonce d'une hausse de 57 % du chiffre d'affaires au premier tri-

me. Les analystes de la banque voient le titre à plus de 2 000 francs grâce à une augmentation de 70 % du carnet de commandes, expliquait un gestionnaire.

## Worms et Cie, valeur du jour

BONNE JOURNÉE, jeudi 27 avril, à la Bourse de Paris pour Worms et Cie, qui a terminé la séance sur un gain de 7,4 % à 258 francs dans un volume étoffé de 22 000 titres. En début de matinée, Worms et Cie, holding de la Compagnie nationale de navigation et d'Athènes Assurance, avait annoncé avoir réalisé en 1994 un bénéfice net consolidé part du groupe en hausse de 20 % à 858 millions de francs. Le bénéfice net par action du groupe Worms et Cie est en hausse à 26,07 francs contre 21,70 francs l'an-

née précédente. Un dividende de 8 francs par action, contre 7,50 francs pour l'exercice 1993, sera proposé aux actionnaires.



## Nouveau record à Wall Street

LA BOURSE DE TOKYO a fini en baisse vendredi 28 avril, à l'approche du « Golden Week ». Le marché sera en effet clos mercredi, jeudi et vendredi prochains. L'indice Nikkei a perdu 77,24 points, à 16 806,75 points, dans un volume de 180 millions de titres, contre 220 millions jeudi. Wall Street a enregistré un nouveau record, grâce à un repli des taux d'intérêt à long terme. L'indice Dow Jones a gagné 14,87 points, à 4 314,70 points, soit une avance de 0,35 %. En revanche, à Londres, le marché est reparti à la baisse. L'indice Footsie des cent grandes valeurs a clôturé en repli de 8,6 points, à 3 217,6 points, soit un effritement de 0,3 %. La Bourse de Francfort a également terminé en légère baisse, le DAX perdant 0,17 %, à 2 026,08 points. Les cours avaient en effet grimpé de 2,7 % au cours des

séances de mardi et de mercredi. La Bourse de Francfort a également été affaiblie par la baisse du titre Siemens, un des poids lourds de la cote. Siemens a perdu 14 DM, à 682,50 DM. Le groupe a annoncé jeudi matin qu'il n'était pas sûr d'afficher une hausse de 20 % de ses bénéfices pour l'exercice en cours, comme précédemment indiqué, en raison de l'appréciation du deutschemark.

## INDICES MONDIAUX

	Cours au 27/04	Var. %
Paris CAC 40	1 924,51	-0,33
New-York DJ	4 314,70	+0,35
Tokyo Nikkei	16 806,75	-0,35
Londres FT100	3 217,6	-0,3
Frankfurt DAX 30	2 026,08	-0,17
Bruxelles C20	1 601,25	+0,21
Bruxelles C20	1 419,96	+0,21
Milan MIB 30	1 494,1	+0,21
Amsterdam AEX	278,10	+0,21
Madrid IBEX 35	2 812,2	+1,23
Stockholm OMX	1 206,99	+0,42
Londres FT30	2 447,40	-0,09
Hong Kong Hang S.	8 312,29	+0,32
Singapore Straits	2 056	+0,37

## NEW YORK

## Les valeurs du Dow-Jones

	27/04	26/04
Alcoa	44,25	44,12
American Express	34,75	34,87
Allied Signal	39,75	39,62
AT & T	51	50,50
Boeing	14,63	14,73
Boston Co.	56,37	56,12
Caterpillar Inc.	56,25	56,37
Chevron Corp.	47,37	47
Coca-Cola Co.	58,12	58,12
Disney Corp.	56	56
Du Pont Nemours & Co.	65,87	65,75
Exxon Corp.	57,25	57,25
Gen. Motors Corp.	43,62	43,62
Gen. Electric Co.	55,87	55,75
Goodyear T & R	37,87	37,75
IBM	95,37	95,12
Intl Paper	74,87	74,75
J.P. Morgan Co.	65,12	65,12
Mc Don Douglas	61,37	61,12
Merck & Co. Inc.	42,87	42,87
Minnesota Mining & Mfg.	59,50	59,50
Philip Morris	68,12	67,75
Procter & Gamble Co.	68,37	68,50
Sears Roebuck & Co.	53,25	53,25
Yesco	67,87	68,37
Union Carb.	31,25	31,25
Intl Technol.	72,75	72,75
Westingh. Electric	15	14,87
Woolworth	15,25	15,25

## LONDRES

## Sélection de valeurs du FT 100

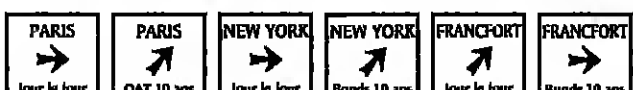
	27/04	26/04
Allied Lyons	5,48	5,43
Barclays Bank	6,46	6,45
B.A.T. Industries	4,74	4,71
British Aerospace	5,40	5,37
British Airways	3,98	4,03
British Gas	2,99	3
British Petroleum	4,48	4,51
British Telecom	3,95	3,96
B.T.R.	3,38	3,30
Cadbury Schweppes	4,39	4,43
Eurochem	1,98	1,98
Glaxo	2,25	2,25
Grand Metropolitan	4,02	4,04
Guinness	4,73	4,72
Hanson Plc	2,36	2,38
Great Plc	5,98	6
H.S.B.C.	2,16	2,10
Imperial Chemical	7,56	7,51
Imperial Bank	6,47	6,46
Marlboro & Spencer	4,15	4,15
National Westminster	5,44	5,44
Peninsular Oriental	5,69	5,75
Reckitt	4,84	4,85
Satchell and Satchell	0,93	0,94
Shell Transport	7,40	7,41
Smithline Bertram	4,98	4,99
Tate and Lyle	4,30	4,30
Unilever Ltd	12,25	12,30
Wellcome	10,66	10,62
Zeneca	9,03	9,11

## FRANCFORT

## Les valeurs du Dax 30

	27/04	26/04
Allianz Holding N	2559	2553
Baf AG	309,10	311
Bayer AG	339,50	354,90
Bay Hypo-Wechselsb.	374,50	376,50
Deutsche Bank AG	401,20	401
BMW	714,50	713
Commerzbank	335,70	335,20
Continental AG	207	207,50
Daimler-Benz AG	635	630,50
Deutsche AG	418	418,50
Deutsche Bank AG	153	153,50
Dresdner Bank AG	682,50	676
Henkel AG	530	536
Hoechst AG	293,90	296,20
Karstadt AG	605,50	611,20
Kaufhof Holding	498	508
Leibniz AG	794	792
OT, Lufthansa AG	184	183
Man AG	340,50	342,50
Mannesmann AG	379	377,80
Metalgesellschaft	27,70	27,20
Preussag AG	406,50	400,50
RWE	470,20	471,50
Schering AG	1094	1092
Siemens AG	682,50	696,50
Thyssen	256,70	256,80
Veba AG	518,80	519
Viel AG	517	510,50
Wella AG	1083	1070

## LES TAUX



## Baisse du Matif

LE CONTRAT NOTIONNEL du Matif - le contrat à terme sur les obligations d'Etat françaises - a ouvert vendredi 28 avril en légère baisse. L'échéance juin céda 10 centimes à 113,16. Le taux de rendement de l'emprunt d'Etat à dix ans de référence s'établissait à 7,82 %. L'écart avec les titres allemands de même échéance s'élargissait pour sa part à 78 points de base (0,78 %). Cette dégradation relative du marché obli-

gataire français trouve son origine dans le repli du franc observé face au deutschemark. Sur le front des taux d'intérêt à court terme, le contrat Pibor 3 mois du Matif était en baisse de 8 centimes à 92,63. Les taux à trois mois s'inscrivaient à 8 %. La veille, la Banque du Danemark, profitant de la bonne tenue de la couronne, avait réduit de 0,25 % son taux de prises en pension en le portant à 6,50 %.

## LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 8,25 %)

	Achat	Vente	Achat	Vente
Jour le jour	7,68	7,68	7,68	7,68
1 mois	7,68	7,68	7,68	7,68
3 mois	7,68	7,68	7,68	7,68
6 mois	7,68	7,68	7,68	7,68
1 an	7,68	7,68	7,68	7,68
PIBOR FRANCS				
Pibor Francs 1 mois	8,05	8,05	8,05	8,05
Pibor Francs 3 mois	7,91	7,91	7,91	7,91
Pibor Francs 6 mois	7,90	7,90	7,90	7,90
Pibor Francs 9 mois	7,90	7,90	7,90	7,90
Pibor Francs 12 mois	7,13	7,13	7,13	7,13
PIBOR EURO				
Pibor Euro 3 mois	6,35	6,35	6,35	6,35
Pibor Euro 6 mois	6,45	6,45	6,45	6,45
Pibor Euro 12 mois	6,68	6,68	6,68	6,68

## MATIF

	échéance 27/04	volume	dernier	plus haut	plus bas	premier
NOTIONNEL 10 %						
juin 95	93,87	113,84	113,56	113,22	113,26	113,26
sept. 95	93,87	113,84	113,56	113,22	113,26	113,26
dec. 95	93,87	113,84	113,56	113,22	113,26	113,26
mars 96	93,87	113,84	113,56	113,22	113,26	113,26
PIBOR 3 MOIS						
juin 95	93,87	93,87	93,87	93,87	93,87	93,87
sept. 95	93,87	93,87	93,87	93,87	93,87	93,87
dec. 95	93,87	93,87	93,87	93,87	93,87	93,87
mars 96	93,87	93,87	93,87	93,87	93,87	93,87
ECU LONG TERME						
juin 95	27,96	84	84	83,72	83,76	83,76
sept. 95	27,96	84	84	83,72	83,76	83,76

## CONTRATS À TERME SUR L'INDICE CAC 40

	échéance 27/04	volume	dernier	plus haut	plus bas	premier
juin 95	3630	194	194	192	192	192
sept. 95	3630	194	194	192	192	192
dec. 95	3630	194	194	192	192	192
mars 96	3630	194	194	192	192	192

## LES MONNAIES



## Repli du franc

LE DOLLAR était stable vendredi matin 28 avril lors des premières transactions entre banques. Il s'échangeait à 1,3750 deutschemark, 83,60 yens et 4,87 francs, dans un marché calme. Les opérateurs attendaient la publication des statistiques de croissance du produit intérieur brut (PIB) aux Etats-Unis au premier trimestre pour prendre de nouvelles positions. Un chiffre supérieur aux prévisions des analystes (+3,1 %) pourrait inciter la Réserve Fé-

dérale américaine à relever ses taux directeurs, ce qui offrirait un soutien au billet vert. Sur le marché des devises européennes, la lire italienne était en hausse à 1235 liras pour un deutschemark. L'ancien président du conseil Silvio Berlusconi a abandonné l'idée d'élections législatives anticipées. Le franc, affecté par le contexte électoral, était en revanche en baisse et s'inscrivait vendredi matin à 3,5435 pour un deutschemark.

## MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

	cours 27/04	% 26/04	Achat	Vente
DEVOISES				
Allemagne (100 dm)	352,7800	+0,16	341	365
Ecu	5,4745	+0,21	5,4745	5,4745
Etats-Unis (1 usd)	4,8620	-0,21	4,8500	4,8500
Italie (1000 li)	17,1495	+0,18	16,6000	17,0000
Pays-Bas (100 fl)	314,9200	+0,14	314,9200	314,9200
Inde (1000 Rs)	2,8575	+0,49	2,8575	2,8575
Danemark (100 kr)	89,8000	+0,08	89	94
Irlande (100 p)	7,9990	+0,22	7,6000	8,2500
Cote d'Ivoire (100 CFA)	7,8950	+0,01	7,4000	8,2500
Grèce (100 drach.)	2,1625	+0,07	1,9500	2,4000
Soudan (100 lrs)	67,9500	+1,97	61	77
Suisse (100 f)	427,5400	+0,17	415	469
Norvège (100 kr)	78,3600	+0,17	74	85
Autriche (100 sch)	50,1340	+0,14	48,6000	51,7000
Espagne (100 pes.)	3,9540	+0,03	3,6500	4,2500
Portugal (100 esc.)	3,9300	3	3,7000	4,2500
Danemark (100 kr)	3,5835	-0,30	3,2500	3,9500
Japon (100 yens)	5,8125	-0,09	5,8000	5,8250
Finlande (mark)	114,5100	+0,38	108	119

## L'OR

	cours 27/04	cours 26/04
Or fin (d. barre)	61000	60000
Or fin (en lingot)	61400	60400
Pièce française (20f)	354	351
Pièce suisse (20f)	356	351
Pièce Union lat (20f)	355	349
Pièce 20 dollars us	2420	2490
Pièce 10 dollars us	1320	1450
Pièce 50 pesos mex.	2295	2285

## LE PÉTROLE

	cours 27/04	cours 26/04
In dollars		
Brent (Londres)	17,38	17,32
WTI (New York)	17,38	17,32
Crude Oil (New York)		

## LES MATIÈRES PREMIÈRES

	27/04	26/04
INDICES		
Dow-Jones comptant	193,58	194,04
Dow-Jones à terme	276,31	276,49
Moody's		
METALLS (Londres)		
Cuivre comptant	2796	2780
Aluminium à 3 mois	2756	2753
Aluminium comptant	1809	1797
Plomb comptant		
Plomb à 3 mois		
Etain comptant	5940	5930
Etain à 3 mois	5945	5885
Zinc comptant	1080	1069
Zinc à 3 mois	1099	1087
Nickel comptant	7255	7170
Nickel à 3 mois	7255	7170

## LES TAUX DE RÉFÉRENCE

	Taux au 27/04	Taux au 26/04	Indice des prix
TAUX 27/04			
France	7,69	7,69	8,44
Allemagne	4,50	7,08	7,70
Grande-Bretagne	5,75	8,04	8,86
Italie	7,87	12,3	12,6
Japon	2,20	3,31	4,75
Etats-Unis	5,88	7,02	7,35





## AUJOURD'HUI

SPORTS

**GRAND PRIX DE F1.** Sur le circuit d'Imola sera disputé, dimanche 30 avril, le Grand Prix de Saint-Marino, qui ouvre la saison européenne du championnat du monde

de formule 1. Il se court sur une piste au tracé profondément modifié, à la suite du double accident mortel qui avait endeuillé l'épreuve en 1994. ● LA MORT d'Ayrton Senna, le triple

champion du monde brésilien disparu le 7 mai 1994, sera dans toutes les pensées. Le patron de l'écurie Williams-Renault, Frank Williams, lui a rendu hommage, jeudi 27 avril, alors

que les conclusions de l'enquête sur l'accident n'ont toujours pas été rendues publiques. ● FERRARI pour le premier grand prix de la saison sur le sol national, veut apporter la preuve

de son renouveau. Le Français Jean Alesi espère gagner, devant ses tifosi, la première course d'une carrière de pilote Ferrari entamée il y a déjà quatre ans.

## Ferrari veut redonner force à sa légende

La Scuderia revient au premier plan de la formule 1. L'équipe italienne, à la poursuite de son propre mythe, espère renouer avec la victoire à Imola

**MARANELLO**  
de notre envoyé spécial  
Pour eux, le rêve a déjà commencé. Ils sont quelques dizaines à braver une tenace pluie d'avril qui les oblige à patienter plus que de coutume. Ils ne sont là que pour les voir, pour admirer ces bolides rouges lancés à fond dans les méandres de la piste de Maranello.

Chaque année, avant le Grand Prix de Saint-Marino, la même scène se reproduit, inlassablement. Les tifosi viennent au chevet des Ferrari. Ici, au cœur de l'Emilie-Romagne, place forte du PDS, l'ancien Parti communiste italien,

Gerhard Berger, est à peine plus prudent. Il se sent lui aussi gagné par un sentiment que l'on avait un peu oublié chez Ferrari. Les voitures rouges peuvent à nouveau lutter contre les meilleures, contre les écuries britanniques qui, depuis tant d'années, privent la Scuderia du premier rôle, le seul qu'elle désire interpréter. « Nous allons pouvoir franchir un pas, c'est sûr, estime Berger. Nous sommes presque au niveau des Williams-Renault, même si je pense que l'on ne s'est pas encore totalement rendu compte de l'excellence de leur voiture. »

A Maranello, tout est fait pour que les 340 employés du département formule 1, des mécaniciens aux ingénieurs, aient l'impression de travailler dans une écurie qui ne sera jamais tout à fait comme

Prix, nous réclamait à chaque fois la victoire. » Ferrari, en quête de renaissance, s'est totalement réorganisée. Il y a trois ans, Fiat, l'actionnaire principal, a confié la présidence à Luca Di Montezemolo. Il avait fait fonction de directeur sportif, de 1974 à 1977, grandes années pour les « Ferrariistes » qui avaient été deux titrés de champion du monde remportés par Niki Lauda (1975, 1977). Montezemolo a très vite pris conscience de son rôle. Il bénéficie d'une complète autonomie.

La formule 1 est financée à 45 % par la vente des Ferrari de série. Le reste provient des sponsors. Fiat n'y participe qu'à hauteur de la petite publicité qui figure sur les flancs des voitures de formule 1. Luca Di Montezemolo a, depuis son arrivée, carte blanche, à l'unique condition de redonner de la compétitivité à l'équipe, parce que, dit-il, en une formule soigneusement pesée, « chez Ferrari, la compétition est le bois qui fait brûler le feu du mythe ».

En 1994, l'usine de Maranello a produit et vendu trois mille modèles de série. Les résultats enregistrés en formule 1 n'ont aucune incidence sur les ventes, mais la participation au championnat du monde de formule 1 est la seule publicité que s'autorise la marque créée par Enzo Ferrari. « Nous sommes connus dans le monde entier, la formule 1 est un vecteur de notre image, c'est pour cela que nous devons gagner, que la compétition, c'est notre vie », explique Luca Di Montezemolo, avant de résumer d'un geste et d'une phrase tous ceux qui considèrent la course comme un business. Car, pour entretenir le mythe, tout autant que les victoires, la Scuderia a besoin de se poser en chantre de l'élégance, de la noblesse du sport à l'ancienne.

**LA MORT D'AYRTON Senna**  
En débarquant de Paris, ce jeudi 27 avril, Jean Todt s'est tout de suite rendu compte qu'il entrerait dans un autre monde, où le poids du mythe pèse sur toutes les épaules. Choisir pour ses qualités d'organisateur et son autorité sur les hommes, il tient un rôle-clé dans la tentative de redressement. Il dirige tous les efforts vers la

compétition, coordonne le travail des deux principaux sites, Bristol en Angleterre où réside John Barnard, l'ingénieur qui conçoit les châssis, et l'usine de Maranello qui fabrique les voitures. « Pour la première fois cette année, précise le directeur sportif, j'ai l'impression que tout le monde tire dans le même sens. Je n'entends plus dire par les uns que si l'on ne réussit pas, c'est parce que les autres ne font pas leur travail. Nous avons comblé 70 % de notre handicap. Il en reste 30 %. Moi, je suis réaliste, c'est la seule manière de progresser. »

A son arrivée en décembre 1991, Luca Di Montezemolo s'était fixé deux échéances : trois ans pour retrouver une compétitivité digne du prestige de la marque, cinq ans pour gagner la capacité de remporter le championnat du monde. Ferrari n'a pas encore accompli la moitié du chemin, et le président de la Scuderia compte beaucoup sur ses deux pilotes pour accélérer la marche.

L'équipe, à la veille d'une course dont elle attend beaucoup, veille à les traiter exactement de la même manière. Détail significatif : ils disposeront, à Imola, chacun d'une voiture de réserve. Habituellement, ils doivent se contenter d'un seul muet dont ils ont la charge à tour de rôle. « Tous les deux aiment beaucoup Ferrari, explique le président Di Montezemolo. Alesi est là depuis longtemps, Berger est venu après nous avoir quittés, c'est très important. »

Cet amour du « cavallino rampante », le fauve cheval cabré qui symbolise la marque, Jean Alesi le clame très haut. Le pilote français, d'origine sicilienne, dit se sentir jamais aussi bien dans l'équipe. « C'est quelque chose de capital pour un pilote, dit-il, on ne peut pas rester dans un endroit où l'on ne vous aime qu'à moitié, car dans ce cas-là, on est incapable de prendre tous les risques, on se retient un peu. » Pour redonner force au mythe, et embrasser les milliers de banderoles déployées à Imola, Jean Alesi et Gerhard Berger ont à cœur de vivre à fond leur dimanche. Les deux pilotes de la Scuderia en sont convaincus. Ferrari a tout pour réussir. Il ne lui manque que la victoire.

Pascal Ceaux



**Les impressions de Gerhard Berger (Ferrari)**  
« C'est un circuit que nous découvrons, à la suite des modifications qui ont été effectuées après les deux accidents mortels de l'année dernière. La courbe de Tamburino, que nous prenions à pleine vitesse, n'a plus du tout la même allure, et le circuit est plus lent. Avant d'arriver ici, nous avions pu constater que sur le plan, le moyeu du roue s'élevait de façon spectaculaire. Moi je préfère les circuits plus rapides. Mais je reconnais que toutes les modifications faites ont renforcé la sécurité. C'est positif. Reste que l'interrogation principale ne trouvera sa réponse que pendant la course: je me demande quelles vont être les possibilités de dépassement. Je crains qu'elles ne soient limitées, ce qui rendra encore plus important le fait d'être bien placé sur la grille de départ. »

## Gempius change son plan pour le sauvetage de l'OM

**COMMENCE PRÉVU.** Deux plans de reprise de l'olympique de Marseille ont été déposés, jeudi 27 avril, auprès de l'administrateur judiciaire du club, Henri Nespoulous (Le Monde du 28 avril). Robert Vigouroux, maire (ex-majorité présidentielle) de Marseille, a confirmé que ses avocats, M. Michel Guéroux et M. Michel Piron, ont présenté un projet d'acquisition des actifs du club par une société d'économie mixte, au capital de 40 millions de francs, associant, d'une part, la ville, le conseil régional de PACA, le conseil général des Bouches-du-Rhône (50 %) et l'association de l'OM (10 %) et, d'autre part, des partenaires privés (40 %) dont, principalement, la société japonaise Alcom, mandataire de la Japan League de football. M. Vigouroux a cependant précisé que le capital réuni par les investisseurs privés ne représenterait que 12 millions de francs (sur 19,6), de façon à laisser la possibilité à d'autres actionnaires de participer au tour de table.

Par ailleurs, la société Gempius a renoncé à son projet, fondé sur une capitalisation des abonnements, en raison de « certaines difficultés juridiques ». Le numéro 1 mondial de la carte à puce a finalement soumis un plan passant par la création d'une société anonyme à objet sportif (SAOS) qui prendrait le club marseillais en location-gérance pour deux ans avec une garantie fiduciaire de 30 millions de francs. (Corresp. rég.)

**FOOTBALL:** le Comité français d'organisation de la Coupe du monde 1998 a annoncé, jeudi 27 avril à Paris, que les sociétés américaines Electronic Data Systems (EDS) et Hewlett-Packard (HP) sont les deux premiers partenaires économiques de la Coupe du monde. Ces deux firmes figureront parmi les huit grands commanditaires internationaux que le CFC doit réunir d'ici à 1998. Le montant de leur contribution n'a pas été révélé.

**La Yougoslavie est réintégrée dans l'UEFA** et fera son retour dans les compétitions européennes en juin, dans le cadre de la coupe de l'UEFA. Cette décision de l'Union européenne de football, annoncée jeudi 27 avril et entérinée par la Fédération internationale (FIFA), fait suite à l'assouplissement des sanctions de l'ONU autorisant le rétablissement partiel des relations sportives et culturelles avec la Yougoslavie (Serbie et Monténégro). Soixante clubs disputeront la Coupe Intertoto, du 24 juin au 23 juillet. La Yougoslavie a obtenu deux places. Ses matches à domicile seront disputés à Belgrade. (AFP)

## RÉSULTATS

<b>BASKET-BALL</b> CHAMPIONNAT DE FRANCE Ours de finale Antibes-Levallois Lyon-Villeneuve Pau-Orthez-PSC-Bordeaux Cholet-Montpellier Les clubs en gras sont qualifiés pour les demi-finales. Le match d'appui entre Montpellier et Cholet sera disputé, samedi 29 avril à Cholet.	101-85 83-58 78-75 96-86
<b>HOCKEY SUR GLACE</b> CHAMPIONNATS DU MONDE GROUPE A Canada-Allemagne Italie-Suisse Classement: 1. Russie, 6 pts; 2. France, Canada et Italie, 4; 3. Allemagne et Suisse, 0. GROUPE B Estonie-République tchèque Slovaquie-Autriche	5-2 3-2 Classement: 1. Russie, 6 pts; 2. France, Canada et Italie, 4; 3. Allemagne et Suisse, 0. 4-2 5-0
<b>TENNIS</b> OPEN DE MONTE-CARLO Huitièmes de finale D. Wheaton (Etats-Unis) b. P. Haarhuis (Pays-Bas), 6-2, 6-7, 6-4; T. Muster (Autriche) b. A. Berasategui (Espagne), 7-6(4), 6-2; S. Bruguera (Espagne) b. J. B. H. L. Gaudenzi (Italie), 6-4; A. Gaudenzi (Italie) b. E. Kafelnikov (Russie), 6-3, 1-6, 7-5; G. Schaller (Autriche) b. F. Santoro (France), 6-3, 6-1; G. Harizanov (Croatie), n.p.; M. Rosset (Suisse), n.p.; R. Krajcek (Pays-Bas), n.p.; A. Lopez-Moran (Espagne), n.p.; B. Becker (Allemagne), n.p.	
<b>VOILE</b> BOC CHALLENGE Quatrième étape (et dernière) PUNTA DEL ESTE-CHARLESTON 1. Ch. Auguin, en 24 jours, 20 heures, 17 minutes et 25 secondes. Temps total (quatre étapes): 121 jours, 17 heures, 11 minutes, 46 secondes.	

## Christophe Auguin, un artisan du grand large

Le marin de Granville a remporté son deuxième tour du monde en solitaire

**CHARLESTON**  
correspondance  
Le vent du large n'a pas balayé son sourire de marin farouche. Pas plus qu'il n'a pu lui dessiner, à coups d'embruns et de vague à l'âme, un profil de vieux loup de mer au verbe rare et aux regards toujours portés vers le lointain. Christophe Auguin n'est pas de ces marins à qui la terre ferme donne des envies de repli sur soi. Accueilli jeudi 27 avril à Charleston, terme de l'ultime étape du BOC Challenge, par une centaine d'Américains et quelques poignées d'amis français, il a reçu les félicitations d'usage et l'accablante émeute de ses parents avec un fructueux de premier communiant.

Sa victoire, acquise avec une avance de près de 600 miles, le désigne pourtant comme l'un des grands de la voile au large. Vainqueur pour la deuxième fois consécutive de ce tour du monde en solitaire avec escales, Christophe Auguin rejoint au palmarès Philippe Jeantot, qui l'avait emporté en 1983 et 1987. Mais l'exploit le secoue à peine. Il se sert d'un humour de chef de bande comme d'une arme pour préserver sa modestie. « Ma première victoire, dit-il, m'avait un peu pris par surprise. Je découvrais la course. J'étais comme un débutant qui avance avec prudence, ne sachant jamais trop bien ce que la suite lui réserve. Cette fois, j'ai vraiment navigué. Je n'avais qu'une seule idée en tête : aller toujours plus vite. J'ai fait abstraction du danger, des risques de casse et de la tentation de préserver mon avance. »

Dans un milieu où il est souvent de bon ton de se donner des airs bohèmes, Christophe Auguin marque volontiers sa différence. Ses succès sur les mers, il aime les construire pièce par pièce, avec un goût pour la patience et une farouche volonté de progresser. « On me dit souvent que je ne suis pas médiatique, soupire-t-il en grattant doucement une barbe de plusieurs jours. C'est sans doute vrai. Mais c'est parce que j'aime trop me concentrer à fond sur un projet. Cette victoire dans le BOC, j'ai bien mis deux ans à la préparer, dont une bonne moitié passée essentiellement à travailler sur le bateau. »

**L'EXEMPLE ANGLAIS**  
Ce souci du geste parfait lui vient sans doute de ses premières années en mer, lorsque son apprentissage de la voile le conduisait à se frotter chaque été aux

meilleurs régatiers de la planète. Né à Granville (Manche), Christophe Auguin a usé ses années d'enfance à regarder les vagues coquer sur les rochers que dominait son lycée. « Dans les salles de physique et de sciences naturelles, se souvient-il, les fenêtres donnaient directement sur la mer. On ne pouvait pas faire autrement que de la regarder. »

Pour ses cinq ans, son père le cale solidement au fond de la coque et l'initie à la régatée. Plus tard, à l'adolescence, il profitera de chaque vacance scolaire pour rejoindre les côtes anglaises et se mêler discrètement aux compétitions qui font alors la réputation des îles de Cowes. « C'était la Mecque de la voile, explique-t-il avec une admiration que les années n'ont pas diminuée. A l'époque, les Britanniques dominaient vraiment la spécialité. La semaine de Cowes était un événement que je ne ratais jamais. Je crois que j'ai vraiment fait mon apprentissage de la voile au contact des meilleurs régatiers anglais. »

Aujourd'hui, l'arrivée lui prend encore souvent d'aller frotter sa technique contre celles des meilleurs techniciens du moment. Entre deux courses au large, il ne connaît pas de plus grand plaisir que de rejoindre un équipage et batailler fermement avec la seule motivation

d'apprendre son métier de marin. « En réalité, dit-il, je participe sans arrêt à des courses, mais ce sont des épreuves dont personne ne parle. Je suis parfois réduit à un rôle de simple équipier, mais cela n'a aucune importance. J'ai besoin de rester régulièrement en contact avec ce qui se fait de mieux dans le domaine technique. » Dans ces régates d'un jour, la défaite le motive. Il s'en relève toujours avec un air réjoui, persuadé d'avoir découvert chez l'adversaire une force dont il saura bientôt s'approcher.

Jeudi matin, Christophe Auguin a retrouvé la terre ferme et le bruit de la foule avec plaisir et une pointe de soulagement. « J'aime les courses en solitaire, mais je suis tout le contraire d'un solitaire », avoue-t-il. A peine avait-il posé le premier pied sur ce bout de quai envahi par les curieux que ses pensées s'éloignaient déjà de l'instant présent. « Ma prochaine étape, expliquait-il sans s'accorder le temps de la réflexion, ce sera le Vendée Globe Challenge. » Un tour du monde à la voile en solitaire, mais cette fois sans escale, dont le départ est prévu pour le mois de novembre 1996. L'objectif est lointain, il lui paraît pourtant tout proche. « C'est que j'ai besoin de tellement de temps », soupire-t-il.

Alain Mercier

مكتبة الأصل



## Le « Wall Street Journal » crée une édition personnalisée sur écran

Le quotidien financier diffuse des informations adaptées à chacun de ses lecteurs

Constitué à partir des sujets que le lecteur sélectionne à son gré, le Personal Journal inaugure un nouveau type de publication électronique.

Lancé par le quotidien financier américain *The Wall Street Journal*, il se distingue des journaux accessibles par Minitel ou

par les réseaux tels qu'Internet, CompuServe ou Prodigy. En effet, une partie importante du sommaire du Personal Journal est compo-

sée par le lecteur lui-même, en fonction de ses centres d'intérêt. Le système fonctionne avec un abonnement mensuel peu élevé.

PRINCETON (États-Unis)

A une heure de voiture de Manhattan, le siège de Dow Jones & Company est à l'échelle de la presse américaine. A Princeton, New Jersey, dans une série d'imposants bâtiments, l'éditeur du *Wall Street Journal* emploie 1 200 personnes, dont près de 200 informaticiens. Ces derniers se chargent de la conception des logiciels destinés aux nouveaux médias, qui substituent l'information et les télécommunications au vulgaire papier.

Ainsi, Timothy Andrews, directeur du développement de Dow Jones Business Information Services, a travaillé deux ans pour mettre au point le Personal Journal, une version électronique du *Wall Street Journal*, que Dow Jones expérimente commercialement depuis le 8 mars. « Nous avons réfléchi à la façon d'améliorer l'information grâce à la technologie », explique-t-il.

Avec un millier de journalistes dans le monde, le célèbre journal financier de New York diffuse 2 millions d'exemplaires par jour auprès d'environ 6 millions de lecteurs. Les hommes d'affaires constituent l'essentiel de son lectorat.

« Le *Wall Street Journal* est lu par un grand nombre de gens très pressés », constate Timothy Andrews. D'où l'idée de leur fournir l'information sous une forme « logique et sensée », personnalisée grâce à l'informatique. « Il est devenu impossible à un individu d'analyser la masse des informations qu'il reçoit afin d'isoler celles qui ont de l'importance pour lui », précise Timothy Andrews.

Édité spécialement pour chaque lecteur et actualisé tout au long de la journée, le Personal Journal n'est pas disponible en kiosque. Pour le recevoir, un ordinateur, un modem et une ligne téléphonique sont nécessaires. Un équipement en voie de banalisation auprès des cadres américains où, faute de Minitel, la communication par réseaux informatiques a été popularisée par Internet et les services commerciaux, comme CompuServe, Prodigy ou America on Line.

En se branchant plusieurs fois dans la journée, on peut suivre presque en direct les développements d'une affaire importante.

Mais le Personal Journal va plus loin que la fourniture d'une version électronique de l'édition papier. Il ajoute une dimension très précieuse des adeptes des réseaux : l'interactivité.

Grâce à cette nouvelle relation entre éditeur et lecteur, le contenu du Personal Journal est constitué en fonction de la demande de chacun de ses lecteurs. D'où une diffusion théoriquement limitée à un exemplaire, comme le souligne le slogan du journal : « Pu-

blished for a circulation of one ». Les ingénieurs de Dow Jones ont conçu un astucieux partage des tâches entre informatique et télécommunications. L'abonnement au Personal Journal (13 dollars, soit 65 francs par mois) prépare son sommaire sur 400 ordinateurs grâce aux logiciels qu'il a acquis pour la somme modique de 5 dollars.

Il choisit les 10 sujets sur lesquels il désire être informé. Ces thèmes sont soit des noms d'entreprise, soit des titres de rubrique du *Wall Street Journal*. Le lecteur sélectionne également les 25 titres dont il souhaite recevoir les cours de Bourse. La fonction éditoriale du journal ne disparaît pas pour autant. Une sélection des plus importantes nouvelles d'intérêt général constitue le tronc commun que reçoivent tous les abonnés. Les informations sportives et les prévisions météo sont également fournies à tout le monde.

Une fois ce cadre défini, il reste à se brancher sur l'ordinateur de Dow Jones. Un simple clic sur l'icône représentant un téléphone suffit. Toute la manœuvre est réalisée automatiquement, et, surprenant, la communication est gratuite (numéro vert).

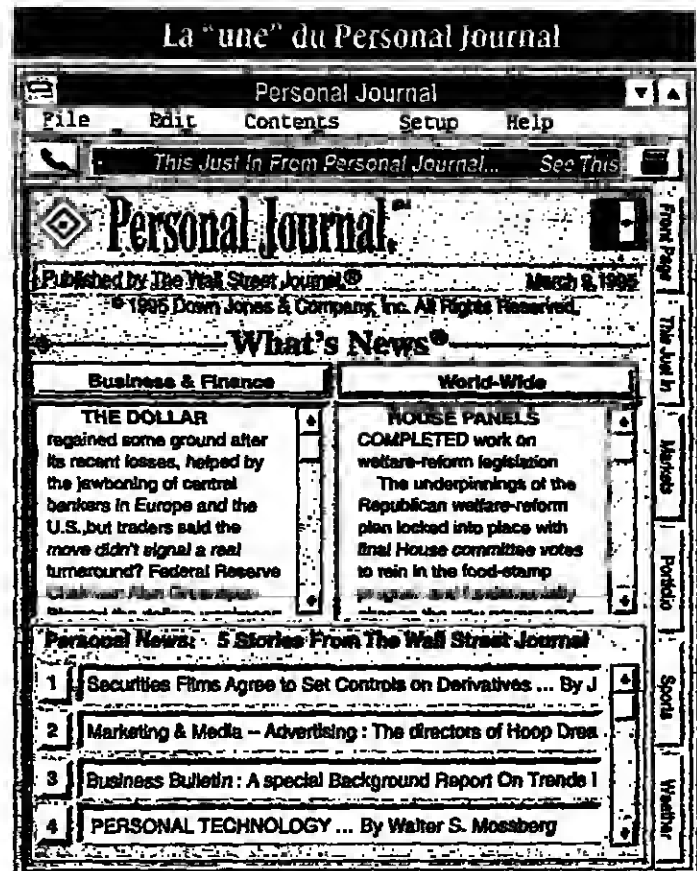
Pendant la connexion, c'est l'ordinateur central qui gère le transfert des données. Il coupe lui-même la communication au bout des 3 ou 4 minutes nécessaires au téléchargement.

L'abonné peut alors prendre connaissance des toutes dernières nouvelles. En effet, les informations sont enrichies ou temporairement. En se branchant plusieurs fois dans la journée, on peut suivre presque en direct les développements d'une affaire importante.

L'abonnement couvrant une seule liaison par jour, il en coûte 50 cents (2,50 francs) à chaque connexion supplémentaire. La sélection des articles s'effectue au sein des milliers d'informations collectées chaque jour par le *Wall Street Journal*.

Pour les seuls États-Unis, 2 200 articles sont traités quotidiennement. Timothy Andrews estime que la recherche des mêmes informations dans une base de données informatique classique représenterait au moins « 20 minutes de travail » pour un habitué.

Dans les prochaines versions du Personal Journal, Dow Jones prévoit d'améliorer la présentation afin de se rapprocher de la maquette du journal papier et de



À partir de la première page qui apparaît à l'écran, le lecteur accède à la totalité du contenu de « Personal Journal » en cliquant sur la case correspondante. Dans la partie haute, on trouve les principales nouvelles de la journée. Dans la partie basse, un menu déroulant indique les titres des thèmes sélectionnés par le lecteur. Sur la droite, des onglets conduisent aux différentes publications.

sa légendaire sobriété, tout en augmentant la partie personnalisée de l'édition.

Timothy Andrews a également pour objectif de transférer deux fois plus d'informations (soit vingt sujets au lieu de dix) dans le même laps de temps, grâce à la compression de données.

Pour les seuls États-Unis, 2 200 articles sont traités quotidiennement

Vu les tarifs pratiqués, la publication sera indispensable pour rentabiliser le Personal Journal. Elle contribue à hauteur de 80 % au chiffre d'affaires du *Wall Street*

Journal. Mais les annonceurs sont souvent réticents à l'égard des médias électroniques.

Néanmoins, le Personal Journal dispose déjà de deux annonceurs, le constructeur informatique Hewlett Packard et l'établissement financier Charles Schwab, qui ont retenu tous les espaces prévus pour les six premiers mois de commercialisation. Leurs annonces apparaissent lors de la lecture des cours de Bourse et des rubriques sports et météo.

Aujourd'hui, Dow Jones reste discret sur le nombre d'abonnés, qui, selon Timothy Andrews, serait de l'ordre de quelques milliers. En phase de test aux États-Unis, la commercialisation du Personal Journal n'est pas annoncée en Europe. Mais les ventes de modèles s'accroissent sur le Vieux Continent.

De quoi ouvrir un marché potentiel important aux « journaux personnels ».

Michel Alberganti

L'accès à la Cité des sciences est perturbé par une grève

« ILS POURRAIENT prévenir ! » Sur le parvis de la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette, les visiteurs ont trouvé porte close, mercredi 26 et jeudi 27 avril. Un panneau laconique explique que la Cité est fermée « à la suite d'un mouvement d'une partie du personnel » qui interdit d'assurer la sécurité et le fonctionnement normal de l'établissement.

Le public, venu en foule ces jours de vacances scolaires, est réorienté vers la Géode, qui est restée ouverte, ou repart vers d'autres musées de la capitale. Aux plus curieux qui demandent la raison de cette fermeture, le personnel d'accueil répond que la direction en a décidé ainsi, « alors qu'il n'y a pas de mouvement de grève et que tout le personnel est à son poste ». Mais qu'il continue à réclamer des augmentations de salaire.

Ce pas de deux dure depuis une semaine : lorsque la Cité est ouverte, une partie du personnel se met en grève, à l'appel des syndicats CFTD et CNT (Confédération nationale du travail) et permet au public d'accéder gratuitement aux expositions de la Cité ; lorsque la direction décide de fermer l'établissement, invoquant des impératifs de sécurité, le personnel se remet au travail (Le Monde du 27 avril).

CHANTAGE

Les augmentations de salaire réclamées de longue date par la CFTD et par la CNT, mais aussi par les autres organisations syndicales, qui toutes ont refusé de signer l'accord salarial pour 1995, sont à l'origine du conflit. La direction estime ne pouvoir répondre à l'ensemble de ces revendications, dont certaines relèvent de sa tutelle, le ministère de la recherche. Parallèlement à la CFTD et à la CNT, dont ils entendent se démarquer, les syndicats CGT et FO ont appelé à un arrêt de travail, jeudi 27 avril, pour se rendre en délégation au ministère de la recherche.

Les négociations devaient se poursuivre, le président de la Cité des sciences, Pierre David, ayant réclamé la réouverture de discussions salariales avec l'ensemble des organisations syndicales. « Un accord ferme est le préalable à la réouverture de la Cité », assure la direction. « C'est un chantage à la signature », rétorquent, de leur côté, les syndicats.

Un chantage dont le public, en augmentation de 30 % depuis le début de l'année par rapport à 1994, fait les frais. Son seul recours reste d'appeler le standard (40-05-70-00) pour savoir si la Cité ivre est ouverte ou non.

### Les archives du « Monde » en ligne

Depuis quinze jours, les archives du Monde sont accessibles sur CompuServe. Les abonnés de ce service d'informations en ligne peuvent ainsi accéder sur les écrans de leur ordinateur le texte de l'importe quel article paru depuis janvier 1987. Le dernier numéro archivé est celui imprimé l'avant-veille. Pour sélectionner les articles souhaités, il suffit de taper un mot significatif du thème étudié, et la recherche s'effectue, soit sur le texte intégral de l'article, soit sur le titre. Il en coûte environ 16 francs par document trouvé, plus les frais de connexion et le prix d'abonnement à CompuServe (70 francs par mois pour cent vingt services de base et trois heures de connexion sur Internet ; gratuit le premier mois).

Des services professionnels, également disponibles sur abonnement, comme l'Européenne de données, Questel, Nexis et Kultridder Datastar, offraient déjà Le Monde en ligne depuis plusieurs années. Sur le kiosque Minitel, le 3617 LMDOC et 36-29-04-56 permettent également d'obtenir les références (pour le premier) et le texte intégral (pour le second) de tous les articles du Monde parus depuis 1990. Un service permettant de donner à ses lecteurs des informations « profilées », du type de celui du *Wall Street Journal*, est actuellement à l'étude. Dans une première étape, Le Monde proposera un service d'informations économiques réalisé en partenariat avec Reuters.

### REVUE DES REVUES

#### LA RECHERCHE

Le mensuel français publie un point de vue du physicien Yves Pomeau (CNRS/Ecole normale supérieure), très critique vis-à-vis du projet International ITER de construction d'un réacteur thermonucléaire expérimental. Délégué français au comité consultatif pour le programme fusion (thermonucléaire) de l'Union européenne, M. Pomeau estime que ce projet extrêmement coûteux (11 milliards de dollars) risque de ne pas remplir son but, qui est avant tout de « démontrer la faisabilité scientifique et technologique de l'énergie de fusion ». Trop de problèmes techniques restent à résoudre avant cela. « On n'achète pas une Ferrari pour tester des gants de conduite », écrit Yves Pomeau. Citant l'exemple du surgénérat Superphénix paralysé par de multiples fuites causées par les contraintes thermiques et chimiques, il souligne que « dans un réacteur à fusion, ces contraintes seront bien supérieures ».

#### SVM

Dans son édition du mois de mai, Sciences et Vie Micro dresse un tableau comparatif des ordinateurs PC dotés d'un Pentium 75. Pour ce mensuel spécialisé en micro-informatique, la puce d'Intel devrait rapidement détri-

ner son prédécesseur, le 486, vu les importantes baisses de prix dont elle a fait l'objet. Sur quinze machines analysées, SVM sélectionne trois élus : l'Elonex PC-575 B/I, « le plus rapide », le Gateway 2000, « idéal pour le multimédia », et le Modulux Pro PCI Pentium 75, pour « la qualité de ses composants ».

#### SCIENCE

La revue scientifique américaine s'associe à la société Pharmacia Biotech pour créer un prix international destiné à de jeunes chercheurs travaillant dans le domaine de la biologie moléculaire. L'objectif : donner à des étudiants méritants « de toutes les régions du monde » un coup de pouce pour commencer leur carrière de chercheur. La première de ces récompenses reviendra à un lauréat ayant passé son doctorat en 1994, qui devra rédiger un essai (ultérieurement publié dans Science) sur ses travaux et leurs perspectives.

#### MÉDECINE SCIENCES

Le numéro d'avril de Médecine Sciences est entièrement consacré à la reproduction masculine et fait à la fois un point sur « tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur le testicule sans oser le demander », comme sans cesse le demandeur de la revue in-

ternationale de biologie et de médecine. Si le testicule est un organe « sexy » à étudier, indique Bernard Jégou, directeur du Groupe d'étude de la reproduction chez le mâle à l'Insem, l'andrologie a encore beaucoup de chemin à parcourir pour décrire les mécanismes de contrôle de la spermatogenèse. Son étude conditionne le traitement des stérilités masculines et des cancers, ainsi que la mise au point de nouveaux contraceptifs masculins. La prévention des effets des thérapies anticancéreuses et la compréhension du rôle du sperme dans la transmission du sida reposent aussi sur un effort de recherche accru.

#### CIEL ET ESPACE

La revue de l'Association française des astronomes amateurs initie les astronomes également intéressés par l'informatique aux méandres d'Internet. Dans son édition de mai, on trouve les adresses cybernétiques du service diffusant des photos prises par Hubble, celles d'autres serveurs spécialisés tels ceux du Jet Propulsion Laboratory, de la Nasa, de l'ESO (European Southern Observatory), ou encore celle de Skylink, un service conçu par un amateur, Maxime Carpentier, étudiant à l'École centrale de Lille.

### Le dernier Macintosh intègre la télévision

APPLE renoue avec les ordinateurs compacts. Comme le premier Macintosh qui, lors de son lancement en 1984, intégrait dans une même « carcasse » écran et lecteur de disquettes, le Macintosh Performa 5200, dont l'arrivée est annoncée vendredi 28 avril par le constructeur à la pomme, est un ordinateur multimédia intégrant toutes les unités nécessaires au traitement, non seulement des données, mais aussi de l'image (fixe et animée) et du son.

Évolution des technologies oblige, un lecteur de CD-ROM quadruple vitesse figure en standard avec deux haut-parleurs stéréo, un micro, ainsi qu'un écran de 15 pouces. Ces dispositifs complètent les unités désormais habituelles sur les ordinateurs de cette catégorie : à savoir une mémoire vive de 8 millions d'octets (Mo), extensible à 64 Mo et un disque dur de 500 Mo.

Une option vidéo permet de transformer l'ordinateur en téléviseur et de lui connecter magnétoscope et caméscope. Il devient donc possible de recevoir et d'enregistrer des séquences vidéo sur le disque dur de l'ordinateur, puis éventuellement de les intégrer

dans des documents. Les traitements sont rapides : le processeur est en effet un Power PC.

Comme il est de tradition chez Apple, la simplicité d'utilisation de la machine et le branchement aisé des périphériques sont très séduisants. Son prix est du même ordre de grandeur que les machines comparables de l'univers PC. A savoir 13 790 francs en standard, plus 2 000 francs pour les connexions vidéo, carte de réception télé et les 4 Mo de mémoire vive supplémentaires nécessaires à ce type d'usage.

Une passerelle vers le monde PC est également possible grâce au logiciel SoftWindows (1 000 à 1 500 francs) permettant d'exécuter sur le Performa 5200 des applications MS-DOS et Windows.

Dès le mois de juin, un logiciel d'émulation Minitel permettra en outre de se connecter sur les dizaines de milliers de service Tété. Parallèlement, Apple France mène actuellement des négociations avec des prestataires Internet pour pouvoir inclure la connexion au réseau planétaire dans son offre de services.

A. K.

■ ARCHÉOLOGIE : des chercheurs israéliens ont mis au jour, sur le site du temple de Samarie, un autel pour les sacrifices entouré d'ossements de bêtes ainsi que de nombreuses pièces de monnaie du II<sup>e</sup> siècle avant J.-C. Selon certaines sources, ce temple était une réplique du second temple de Jérusalem, sur lequel le roi Hérode a construit son propre sanctuaire au premier siècle de notre ère. Le temple samaritan aurait été détruit en 128 avant J.-C. (AFP)

■ ESPACE : Columbia, la doyenne des navettes spatiales américaines, est prête pour sa 18<sup>e</sup> mission spatiale, prévue pour le mois de septembre, après quelque deux cents jours passés dans des ateliers de réparation, a annoncé la NASA. Quatorze ans après son premier lancement, le 12 avril 1981, Columbia devait regagner le centre de Cap Canaveral (Floride) sur le dos d'un Boeing 747.

■ YÉTI : une équipe de scientifiques chinois vient de s'installer pour huit mois dans la région montagneuse du Shemongla, au centre de la Chine, dans l'espoir d'y trouver le Yéti. Selon Yuan Zhengxin, de l'Institut de paléontologie des vertébrés, chef de l'expédition, cette créature dont la légende se perpétue depuis des siècles pourrait être un « fossile vivant » issu du géant géologique, singe géant vieux de dix millions d'années. (AFP)



## JEUX, GRILLES ET PROBLÈMES

## MOTS CROISÉS

Problème n° 862

## HORIZONTALEMENT

I. Ont rempli bien des charrettes.  
II. Est-elle « métropole » ? Favori des plongeurs.  
III. Preuve d'attention. Préparation. Réclame une attention particulière.  
IV. Ne laissent pas place au doute. En Suisse.  
V. Pronom. Il n'appartient pas qu'aux Nord-Américains. Amateur de pommes.  
VI. Huitième décimale de pi. Préposées à certains nettoyages.  
VII. A trouvé preneur. Préposition.  
VIII. Cachée au fond des gorges. Comme vous, peut-être, lecteur.  
IX. ... mais sûr. Fait des vers sans complexe.  
X. Préparent l'avenir.

## VERTICALEMENT

I. Pourvu que Dorlet n'y tombe pas !  
II. Presse. Sort de l'onde boulevartée et boulevartée.  
III. Abat. Cynaste.  
IV. Amandine chez Cyrano.  
V. Plissèrent.  
VI. Préposition. Possessif. Ancienne.

circumscription. - 7. Possessif. Pour continuer la famille. Dans le coup.  
8. Conclut la Berezina. Forme le cercle avec ses semblables. - 9. Parfaitement protégée. - 10. Pharaon. Biens. - 11. Conjonction. Une cellade, peut-être. - 12. Adverbe. Sur le blason. - 13. Font de la résistance.

## SOLUTION DU N° 861

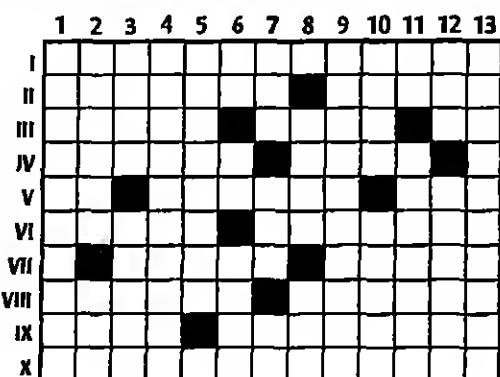
## Horizontalement

I. Dépouillement. - II. Exeat. Ouraque. - III. Nerf. Aye. Ruer. - IV. OMS. Praticien. - V. Uppercuts. Psi. - VI. Elitiste. Ré. - VII. Mèche. Este. As. - VIII. Aérés. Anime. - IX. Nacré. Violon. - X. Tressaument.

## Verticalement

I. Dénouement. - 2. Exemple. AR. - 3. Perspicace. - 4. OAF. Ethiers. - 5. Ut. Prières. - 6. Arcs. ESA. - 7. Loyautés. - 8. Luettes. Vt. - 9. ER. Is. Taie. - 10. Marc. Renom. - 11. Equipe. Ile. - 12. Nuées. Amon. - 13. Ternissent.

François Dorlet



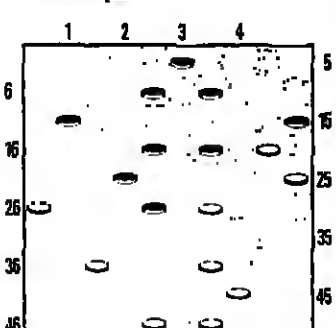
## DAMES

● Problème n° 505

## LE COIN DU DÉBUTANT

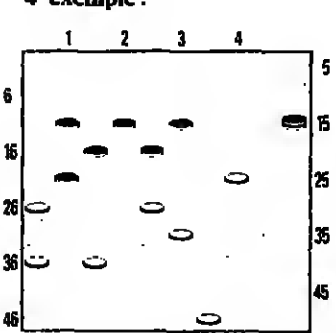
L'arme du collage (suite)

● Erratum dans le premier exemple (Le Monde du 15 avril 1995) : la case 25 est occupée par un pion noir, et non par un pion blanc.

3<sup>e</sup> exemple :

Les Blancs jouent et gagnent. Voyons d'abord l'une des fausses solutions : 29-24 (19x30) 25x34 (15x24) 34-29 (24x33) 37-32 (28x37) 39x6 (37-41).

SOLUTION : 37-32 ! [le collage] (15x33) 32x14 [et non (32x12)] (9x20) 39x6, +.

4<sup>e</sup> exemple :

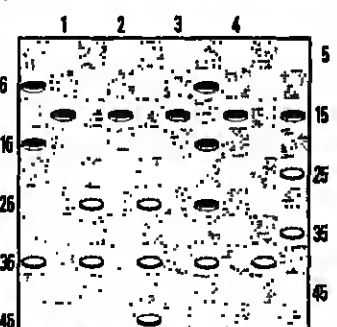
Les Blancs jouent et gagnent. Torture pour débutants est la fausse solution : 28-22 (15x31) 36x7 (12x1) ! La prise judicieuse pour annuler.

Les programmes du câble  
36 15 LEMONDE  
2.10 F la minute

SOLUTION : 28-23 ! [le bon collage] (15x31) 36x7, et c'est le mat, puisque :  
- si (12x1) 23x21, + ;  
- si (18x29) 7x9, +.

## L'UNIVERS MAGIQUE

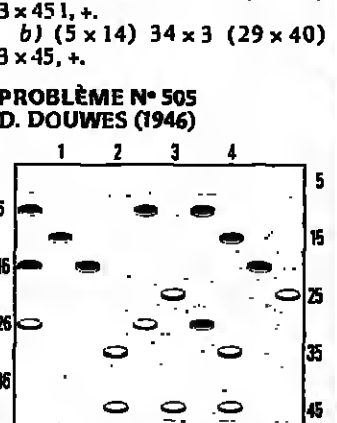
B + 1 ou avec les Blancs, dans la position du diagramme, par J. de Rosny, au Damier parisien en 1959 !



37-31 ! [l'esprit du jeu à travers les coups de position implacables (15-20, a) 38-33 (29x38) 28-23 (19x28) 48-43 (38x49) 31-26 (49x21) 26x10, +.  
a) (19-24) 38-33 (29x38) 48-43 (38x49) 31-26, etc., +.

SOLUTION DU PROBLÈME N° 504  
O.G.V. VEEN (1942)  
Blancs : pions à 26, 32, 33, 34, 38, 39, 41, 42, 45, 48.  
Noirs : pions à 5, 8, 14, 17, 18, 21, 23, 24, 35, 36.  
32-27 ! (21x43) 45-40 ! (36x29) 26-21 ! [les collages] (35x33) 48x10. Et si :  
a) (29x40) 21x3 (5x14) 3x45, +.  
b) (5x14) 34x3 (29x40) 3x45, +.

PROBLÈME N° 505  
D. DOUWES (1946)



Les Blancs jouent et gagnent. Solution dans la prochaine chronique. Très difficile !

Jean Chaze

## ANACROISÉS (R)

Problème n° 863

Les Anacroisés sont des mots croisés dont les définitions sont remplacées par les lettres de mots à trouver. Les chiffres qui suivent certains tirages correspondent au nombre d'anagrammes possibles, mais implacables sur la grille. Comme au Scrabble, on peut conjuguer. Tous les mots figurent dans l'Officiel du Scrabble (Larousse).

## HORIZONTALEMENT

1. CEELNOPU. - 2. DEEEIRS (+2). - 3. ELNPRTU. - 4. AEILNPS (+5). - 5. ADEELNOR (+1). - 6. BCEEET. - 7. AEILOOP. - 8. DIMRSUUV. - 9. AEHLTY. - 10. EERRT (+5). - 11. AEEIIRT (+3). - 12. CEELORT (+1). - 13. EILNORS (+2). - 14. ADEGINNR. - 15. GHINST. - 16. ACEFNSS. - 17. ACEINRSS (+4). - 18. CEERSU (+8). - 19. AEIRSV (+3). - 20. CEERSU (+2).

## VERTICALEMENT

21. ACHIOSTU (+1). - 22. EELNSU. - 23. CEEFLNOR. - 24. ADILMNO. - 25. ACILNR (+1). - 26. AEINOPU. - 27. AEEGNRT (+6). - 28. DEORTT. - 29. CEEINPR (+1). - 30. AINOS. - 31. CEEINR (+1). - 32. DEIRU. - 33. DEEGLU (+1). - 34. EEFORRS. - 35. CEEINOTU-E. - 36. EIMSSV. - 37. EELNRV (+1).

## ÉCHECS

Problème n° 1635

## MÉMORIAL TAL

(Riga, avril 1995)

Blancs : G. Kasparov.

Noirs : J. Timman.

Gambit-D. Défense slave.

1. d4	d5	12. f4	Cd5
2. c4	c5	13. d4	Fd7
3. Cf3	Cf6	14. f5	Cd5
4. Cg5	Cg4	15. f6	h6
5. d4	Ff5	16. f4	h6
6. Cg5	Cd7	17. f4	h6
7. Cg5	Cd7	18. f4	h6
8. Cg5	Cd7	19. f4	h6
9. Cg5	Cd7	20. f4	h6
10. Cg5	Cd7	21. f4	h6
11. Cg5	Cd7	22. f4	h6

## NOTES

a) Gagner ici le pion c4 donne un jeu aisé aux Blancs ; par exemple, 3... dxc4 ; 4. e3, b5 ; 5. a4, c6 ; 6. a5, c5 ; 7. b3, f6 ; 8. f2, f3 ; 9. Cb2, a5 ; 10. b4, b4 ; 11. c5, C6 ; 12. f5, f7 ; 13. d4, 0-0 ; 14. Cc5, f6 ; 15. Dxb5, Dc7 ; 16. Cd4 (Malanuk-Malutin, Forl, 1992).  
b) Ou 4... Dd6 ; 5. Dd3, f5 ; 6. c5 !  
c) 5... f4 et 5... Cc6 sont également jouables.  
d) Une ligne de jeu intéressante qui conduit souvent les Noirs à sacrifier une pièce après 6... e6 ; 7. f3, f4 ; 8. e4, f5.  
e) Si 21... h6 ; 22. f4, f4 ; 23. f4, f4 ; 24. f4, f4 ; 25. f4, f4 ; 26. f4, f4 ; 27. f4, f4 ; 28. f4, f4 ; 29. f4, f4 ; 30. f4, f4 ; 31. f4, f4 ; 32. f4, f4 ; 33. f4, f4 ; 34. f4, f4 ; 35. f4, f4 ; 36. f4, f4 ; 37. f4, f4 ; 38. f4, f4 ; 39. f4, f4 ; 40. f4, f4 ; 41. f4, f4 ; 42. f4, f4 ; 43. f4, f4 ; 44. f4, f4 ; 45. f4, f4 ; 46. f4, f4 ; 47. f4, f4 ; 48. f4, f4 ; 49. f4, f4 ; 50. f4, f4 ; 51. f4, f4 ; 52. f4, f4 ; 53. f4, f4 ; 54. f4, f4 ; 55. f4, f4 ; 56. f4, f4 ; 57. f4, f4 ; 58. f4, f4 ; 59. f4, f4 ; 60. f4, f4 ; 61. f4, f4 ; 62. f4, f4 ; 63. f4, f4 ; 64. f4, f4 ; 65. f4, f4 ; 66. f4, f4 ; 67. f4, f4 ; 68. f4, f4 ; 69. f4, f4 ; 70. f4, f4 ; 71. f4, f4 ; 72. f4, f4 ; 73. f4, f4 ; 74. f4, f4 ; 75. f4, f4 ; 76. f4, f4 ; 77. f4, f4 ; 78. f4, f4 ; 79. f4, f4 ; 80. f4, f4 ; 81. f4, f4 ; 82. f4, f4 ; 83. f4, f4 ; 84. f4, f4 ; 85. f4, f4 ; 86. f4, f4 ; 87. f4, f4 ; 88. f4, f4 ; 89. f4, f4 ; 90. f4, f4 ; 91. f4, f4 ; 92. f4, f4 ; 93. f4, f4 ; 94. f4, f4 ; 95. f4, f4 ; 96. f4, f4 ; 97. f4, f4 ; 98. f4, f4 ; 99. f4, f4 ; 100. f4, f4 ; 101. f4, f4 ; 102. f4, f4 ; 103. f4, f4 ; 104. f4, f4 ; 105. f4, f4 ; 106. f4, f4 ; 107. f4, f4 ; 108. f4, f4 ; 109. f4, f4 ; 110. f4, f4 ; 111. f4, f4 ; 112. f4, f4 ; 113. f4, f4 ; 114. f4, f4 ; 115. f4, f4 ; 116. f4, f4 ; 117. f4, f4 ; 118. f4, f4 ; 119. f4, f4 ; 120. f4, f4 ; 121. f4, f4 ; 122. f4, f4 ; 123. f4, f4 ; 124. f4, f4 ; 125. f4, f4 ; 126. f4, f4 ; 127. f4, f4 ; 128. f4, f4 ; 129. f4, f4 ; 130. f4, f4 ; 131. f4, f4 ; 132. f4, f4 ; 133. f4, f4 ; 134. f4, f4 ; 135. f4, f4 ; 136. f4, f4 ; 137. f4, f4 ; 138. f4, f4 ; 139. f4, f4 ; 140. f4, f4 ; 141. f4, f4 ; 142. f4, f4 ; 143. f4, f4 ; 144. f4, f4 ; 145. f4, f4 ; 146. f4, f4 ; 147. f4, f4 ; 148. f4, f4 ; 149. f4, f4 ; 150. f4, f4 ; 151. f4, f4 ; 152. f4, f4 ; 153. f4, f4 ; 154. f4, f4 ; 155. f4, f4 ; 156. f4, f4 ; 157. f4, f4 ; 158. f4, f4 ; 159. f4, f4 ; 160. f4, f4 ; 161. f4, f4 ; 162. f4, f4 ; 163. f4, f4 ; 164. f4, f4 ; 165. f4, f4 ; 166. f4, f4 ; 167. f4, f4 ; 168. f4, f4 ; 169. f4, f4 ; 170. f4, f4 ; 171. f4, f4 ; 172. f4, f4 ; 173. f4, f4 ; 174. f4, f4 ; 175. f4, f4 ; 176. f4, f4 ; 177. f4, f4 ; 178. f4, f4 ; 179. f4, f4 ; 180. f4, f4 ; 181. f4, f4 ; 182. f4, f4 ; 183. f4, f4 ; 184. f4, f4 ; 185. f4, f4 ; 186. f4, f4 ; 187. f4, f4 ; 188. f4, f4 ; 189. f4, f4 ; 190. f4, f4 ; 191. f4, f4 ; 192. f4, f4 ; 193. f4, f4 ; 194. f4, f4 ; 195. f4, f4 ; 196. f4, f4 ; 197. f4, f4 ; 198. f4, f4 ; 199. f4, f4 ; 200. f4, f4 ; 201. f4, f4 ; 202. f4, f4 ; 203. f4, f4 ; 204. f4, f4 ; 205. f4, f4 ; 206. f4, f4 ; 207. f4, f4 ; 208. f4, f4 ; 209. f4, f4 ; 210. f4, f4 ; 211. f4, f4 ; 212. f4, f4 ; 213. f4, f4 ; 214. f4, f4 ; 215. f4, f4 ; 216. f4, f4 ; 217. f4, f4 ; 218. f4, f4 ; 219. f4, f4 ; 220. f4, f4 ; 221. f4, f4 ; 222. f4, f4 ; 223. f4, f4 ; 224. f4, f4 ; 225. f4, f4 ; 226. f4, f4 ; 227. f4, f4 ; 228. f4, f4 ; 229. f4, f4 ; 230. f4, f4 ; 231. f4, f4 ; 232. f4, f4 ; 233. f4, f4 ; 234. f4, f4 ; 235. f4, f4 ; 236. f4, f4 ; 237. f4, f4 ; 238. f4, f4 ; 239. f4, f4 ; 240. f4, f4 ; 241. f4, f4 ; 242. f4, f4 ; 243. f4, f4 ; 244. f4, f4 ; 245. f4, f4 ; 246. f4, f4 ; 247. f4, f4 ; 248. f4, f4 ; 249. f4, f4 ; 250. f4, f4 ; 251. f4, f4 ; 252. f4, f4 ; 253. f4, f4 ; 254. f4, f4 ; 255. f4, f4 ; 256. f4, f4 ; 257. f4, f4 ; 258. f4, f4 ; 259. f4, f4 ; 260. f4, f4 ; 261. f4, f4 ; 262. f4, f4 ; 263. f4, f4 ; 264. f4, f4 ; 265. f4, f4 ; 266. f4, f4 ; 267. f4, f4 ; 268. f4, f4 ; 269. f4, f4 ; 270. f4, f4 ; 271. f4, f4 ; 272. f4, f4 ; 273. f4, f4 ; 274. f4, f4 ; 275. f4, f4 ; 276. f4, f4 ; 277. f4, f4 ; 278. f4, f4 ; 279. f4, f4 ; 280. f4, f4 ; 281. f4, f4 ; 282. f4, f4 ; 283. f4, f4 ; 284. f4, f4 ; 285. f4, f4 ; 286. f4, f4 ; 287. f4, f4 ; 288. f4, f4 ; 289. f4, f4 ; 290. f4, f4 ; 291. f4, f4 ; 292. f4, f4 ; 293. f4, f4 ; 294. f4, f4 ; 295. f4, f4 ; 296. f4, f4 ; 297. f4, f4 ; 298. f4, f4 ; 299. f4, f4 ; 300. f4, f4 ; 301. f4, f4 ; 302. f4, f4 ; 303. f4, f4 ; 304. f4, f4 ; 305. f4, f4 ; 306. f4, f4 ; 307. f4, f4 ; 308. f4, f4 ; 309. f4, f4 ; 310. f4, f4 ; 311. f4, f4 ; 312. f4, f4 ; 313. f4, f4 ; 314. f4, f4 ; 315. f4, f4 ; 316. f4, f4 ; 317. f4, f4 ; 318. f4, f4 ; 319. f4, f4 ; 320. f4, f4 ; 321. f4, f4 ; 322. f4, f4 ; 323. f4, f4 ; 324. f4, f4 ; 325. f4, f4 ; 326. f4, f4 ; 327. f4, f4 ; 328. f4, f4 ; 329. f4, f4 ; 330. f4, f4 ; 331. f4, f4 ; 332. f4, f4 ; 333. f4, f4 ; 334. f4, f4 ; 335. f4, f4 ; 336. f4, f4 ; 337. f4, f4 ; 338. f4, f4 ; 339. f4, f4 ; 340. f4, f4 ; 341. f4, f4 ; 342. f4, f4 ; 343. f4, f4 ; 344. f4, f4 ; 345. f4, f4 ; 346. f4, f4 ; 347. f4, f4 ; 348. f4, f4 ; 349. f4, f4 ; 350. f4, f4 ; 351. f4, f4 ; 352. f4, f4 ; 353. f4, f4 ; 354. f4, f4 ; 355. f4, f4 ; 356. f4, f4 ; 357. f4, f4 ; 358. f4, f4 ; 359. f4, f4 ; 360. f4, f4 ; 361. f4, f4 ; 362. f4, f4 ; 363. f4, f4 ; 364. f4, f4 ; 365. f4, f4 ; 366. f4, f4 ; 367. f4, f4 ; 368. f4, f4 ; 369. f4, f4 ; 370. f4, f4 ; 371. f4, f4 ; 372. f4, f4 ; 373. f4, f4 ; 374. f4, f4 ; 375. f4, f4 ; 376. f4, f4 ; 377. f4, f4 ; 378. f4, f4 ; 379. f4, f4 ; 380. f4, f4 ; 381. f4, f4 ; 382. f4, f4 ; 383. f4, f4 ; 384. f4, f4 ; 385. f4, f4 ; 386. f4, f4 ; 387. f4, f4 ; 388. f4, f4 ; 389. f4, f4 ; 390. f4, f4 ; 391. f4, f4 ; 392. f4, f4 ; 393. f4, f4 ; 394. f4, f4 ; 395. f4, f4 ; 396. f4, f4 ; 397. f4, f4 ; 398. f4, f4 ; 399. f4, f4 ; 400. f4, f4 ; 401. f4, f4 ; 402. f4, f4 ; 403. f4, f4 ; 404. f4, f4 ; 405. f4, f4 ; 406. f4, f4 ; 407. f4, f4 ; 408. f4, f4 ; 409. f4, f4 ; 410. f4, f4 ; 411. f4, f4 ; 412. f4, f4 ; 413. f4, f4 ; 414. f4, f4 ; 415. f4, f4 ; 416. f4, f4 ; 417. f4, f4 ; 418. f4, f4 ; 419. f4, f4 ; 420. f4, f4 ; 421. f4, f4 ; 422. f4, f4 ; 423. f4, f4 ; 424. f4, f4 ; 425. f4, f4 ; 426. f4, f4 ; 427. f4, f4 ; 428. f4, f4 ; 429. f4, f4 ; 430. f4, f4 ; 431. f4, f4 ; 432. f4, f4 ; 433. f4, f4 ; 434. f4, f4 ; 435. f4, f4 ; 436. f4, f4 ; 437. f4, f4 ; 438. f4, f4 ; 439. f4, f4 ; 440. f4, f4 ; 441. f4, f4 ; 442. f4, f4 ; 443. f4, f4 ; 444. f4, f4 ; 445. f4, f4 ; 446. f4, f4 ; 447. f4, f4 ; 448. f4, f4 ; 449. f4, f4 ; 450. f4, f4 ; 451. f4, f4 ; 452. f4, f4 ; 453. f4, f4 ; 454. f4, f4 ; 455. f4, f4 ; 456. f4, f4 ; 457. f4, f4 ; 458. f4, f4 ; 459. f4, f4 ; 460. f4, f4 ; 461. f4, f4 ; 462. f4, f4 ; 463. f4, f4 ; 464. f4, f4 ; 465. f4, f4 ; 466. f4, f4 ; 467. f4, f4 ; 468. f4, f4 ; 469. f4, f4 ; 470. f4, f4 ; 471. f4, f4 ; 472. f4, f4 ; 473. f4, f4 ; 474. f4, f4 ; 475. f4, f4 ; 476. f4, f4 ; 477. f4, f4 ; 478. f4, f4 ; 479. f4, f4 ; 480. f4, f4 ; 481. f4, f4 ; 482. f4, f4 ; 483. f4, f4 ; 484. f4, f4 ; 485. f4, f4 ; 486. f4, f4 ; 487. f4, f4 ; 488. f4, f4 ; 489. f4, f4 ; 490. f4, f4 ; 491. f4, f4 ; 492. f4, f4 ; 493. f4, f4 ; 494. f4, f4 ; 495. f4, f4 ; 496. f4, f4 ; 497. f4, f4 ; 498. f4, f4 ; 499. f4, f4 ; 500. f4, f4 ; 501. f4, f4 ; 502. f4, f4 ; 503. f4, f4 ; 504. f4, f4 ; 505. f4, f4 ; 506. f4, f4 ; 507. f4, f4 ; 508. f4, f4 ; 509. f4, f4 ; 510. f4, f4 ; 511. f4, f4 ; 512. f4, f4 ; 513. f4, f4 ; 514. f4, f4 ; 515. f4, f4 ; 516. f4, f4 ; 517. f4, f4 ; 518. f4, f4 ; 519. f4, f4 ; 520. f4, f4 ; 521. f4, f4 ; 522. f4, f4 ; 523. f4, f4 ; 524. f4, f4 ; 525. f4, f4 ; 526. f4, f4 ; 527. f4, f4 ; 528. f4, f4 ; 529. f4, f4 ; 530. f4, f4 ; 531. f4, f4 ; 532. f4, f4 ; 533. f4, f4 ; 534. f4, f4 ; 535. f4, f4 ; 536. f4, f4 ; 537. f4, f4 ; 538. f4, f4 ; 539. f4, f4 ; 540. f4, f4 ; 541. f4, f4 ; 542. f4, f4 ; 543. f4, f4 ; 544. f4, f4 ; 545. f4, f4 ; 546. f4, f4 ; 547. f4, f4 ; 548. f4, f4 ; 549. f4, f4 ; 550. f4, f4 ; 551. f4, f4 ; 552. f4, f4 ; 553. f4, f4 ; 554. f4, f4 ; 555. f4, f4 ; 556. f4, f4 ; 557. f4, f4 ; 558. f4, f4 ; 559. f4, f4 ; 560. f4, f4 ; 561. f4, f4 ; 562. f4, f4 ; 563. f4, f4 ; 564. f4, f4 ; 565. f4, f4 ; 566. f4, f4 ; 567. f4, f4 ; 568. f4, f4 ; 569. f4, f4 ; 570. f4, f4 ; 571. f4, f4 ; 572. f4, f4 ; 573. f4, f4 ; 574. f4, f4 ; 575. f4, f4 ; 576. f4, f4 ; 577. f4, f4 ; 578. f4, f4 ; 579. f4, f4 ; 580. f4, f4 ; 581. f4, f4 ; 582. f4, f4 ; 583. f4, f4 ; 584. f4, f4 ; 585. f4, f4 ; 586. f4, f4 ; 587. f4, f4 ; 588. f4, f4 ; 589. f4, f4 ; 590. f4, f4 ; 591. f4, f4 ; 592. f4, f4 ; 593. f4, f4 ; 594. f4, f4 ; 595. f4, f4 ; 596. f4, f4 ; 597. f4, f4 ; 598. f4, f4 ; 599. f4, f4 ; 600. f4, f4 ; 601. f4, f4 ; 602. f4, f4 ; 603. f4, f4 ; 604. f4, f4 ; 605. f4, f4 ; 606. f4, f4 ; 607. f4, f4 ; 608. f4, f4 ; 609. f4, f4 ; 610. f4, f4 ; 611. f4, f4 ; 612. f4, f4 ; 613. f4, f4 ; 614. f4, f4 ; 615. f4, f4 ; 616. f4, f4 ; 617. f4, f4 ; 618. f4, f4 ; 619. f4, f4 ; 620. f4, f4 ; 621. f4, f4 ; 622. f4, f4 ; 623. f4, f4 ; 624. f4, f4 ; 625. f4, f4 ; 626. f4, f4 ; 627. f4, f4 ; 628. f4, f4 ; 629. f4, f4 ; 630. f4, f4 ; 631. f4, f4 ; 632. f4, f4 ; 633. f4, f4 ; 634. f4, f4 ; 635. f4, f4 ; 636. f4, f4 ; 637. f4, f4 ; 638. f4, f4 ; 639. f4, f4 ; 640. f4, f4 ; 641. f4, f4 ; 642. f4, f4 ; 643. f4, f4 ; 644. f4, f4 ; 645. f4, f4 ; 646. f4, f4 ; 647. f4, f4 ; 648. f4, f4 ; 649. f4, f4 ; 650. f4, f4 ; 651. f4, f4 ; 652. f4, f4 ; 653. f4, f4 ; 654. f4, f4 ; 655. f4, f4 ; 656. f4, f4 ; 657. f4, f4 ; 658. f4, f4 ; 659. f4, f4 ; 660. f4, f4 ; 661. f4, f4 ; 662. f4, f4 ; 663. f4, f4 ; 664. f4, f4 ; 665. f4, f4 ; 666. f4, f4 ; 667. f4, f4 ; 668. f4, f4 ; 669. f4, f4 ; 670. f4, f4 ; 671. f4, f4 ; 672. f4, f4 ; 673. f4, f4 ; 674. f4, f4 ; 675. f4, f4 ; 676. f4, f4 ; 677. f4, f4 ; 678. f4, f4 ; 679. f4, f4 ; 680. f4, f4 ; 681. f4, f4 ; 682. f4, f4 ; 683. f4, f4 ; 684. f4, f4 ; 685. f4, f4 ; 686. f4, f4 ; 687. f4, f4 ; 688. f4, f4 ; 689. f4, f4 ; 690. f4, f4 ; 691. f4, f4 ; 692. f4, f4 ; 693. f4, f4 ; 694. f4, f4 ; 695. f4, f4 ; 696. f4, f4 ; 697. f4, f4 ; 698. f4, f4 ; 699. f4, f4 ; 700. f4, f4 ; 701. f4, f4 ; 702. f4, f4 ; 703. f4, f4 ; 704. f4, f4 ; 705. f4, f4 ; 706. f4, f4 ; 707. f4, f4 ; 708. f4, f4 ; 709. f4, f4 ; 710. f4, f4 ; 711. f4, f4 ; 712. f4, f4 ; 713. f4, f4 ; 714. f4, f4 ; 715. f4, f4 ; 716. f4, f4 ; 717. f4, f4 ; 718. f4, f4 ; 719. f4, f4 ; 720. f4, f4 ; 721. f4, f4 ; 722. f4, f4 ; 723. f4, f4 ; 724. f4, f4 ; 725. f4, f4 ; 726. f







**SEPTIÈME ART** Alors que la Gaumont vient d'inaugurer en plein cœur de Nantes le huitième multiplexe français, les projets du même type sont de plus en plus

nombreux. Ils concernent cependant moins les centres urbains que la périphérie des grandes villes. Le public visé est prioritairement celui qui ne va pas au cinéma et qu'on

va chercher là où il se trouve. ● CES SUPERMARCHÉS du cinéma risquent à terme de provoquer une déstabilisation d'un marché qui peine déjà à trouver suffisamment

de films à succès. Ils suscitent également un nouveau type de relation aux films, de plus en plus ouvertement considérés comme de simples produits commerciaux.

● LA RÉPONSE des « petits » indépendants, et la condition de leur survie, réside dans leur capacité à proposer une approche radicalement différente.

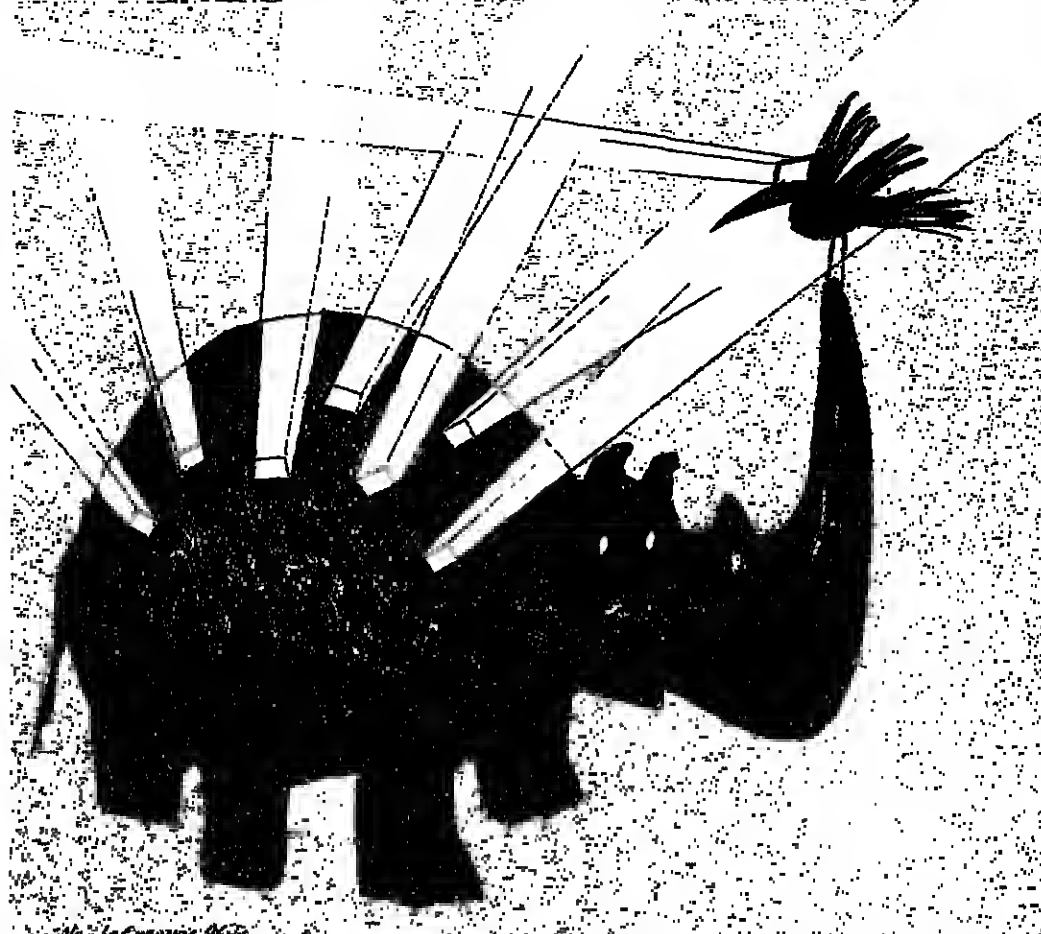
## Les « multiplexes » tentent de réconcilier le public avec le cinéma

Ces supermarchés du septième art sont de plus en plus nombreux à s'installer à la périphérie ou en plein cœur des grandes villes. La Gaumont vient ainsi d'ouvrir un complexe à Nantes, capable d'accueillir 900 000 spectateurs par an

**NANTES**  
de notre envoyé spécial  
En ouvrant au public, le mercredi 26 avril, le huitième multiplexe de France, la Gaumont a tiré le premier coup de canon de la bataille pour Nantes. Son objectif : attirer chaque année au moins 900 000 spectateurs dans les douze salles totalisant 2 010 fauteuils tendus de rouge, en occupant massivement un terrain sur lequel d'autres sont bien décidés à venir jouer le plus vite possible. Situé place du Commerce, en plein cœur de la ville, le Gaumont impose une redistribution des cartes de l'exploitation cinématographique locale. Mais c'est également à la périphérie, cible naturelle des multiplexes, que la bataille se prépare, puisque deux projets sont en voie de réalisation et qu'un troisième est à l'étude. Pourquoi construit-on de nouvelles salles alors que la morosité règne sur un marché dont on peut redouter qu'il soit rapidement encore plus déstabilisé ? L'exemple nantais synthétise les craintes et les espoirs d'une profession qui veut croire en l'existence de nouveaux territoires à conquérir et semble actuellement saisi par le vertige des grands espaces.

Grâce au nouveau Gaumont, l'équipement de la ville de Nantes est à même de répondre à la demande des 245 000 habitants de la cité, mais rien de sérieux n'est proposé aux quelque 300 000 habitants de la périphérie. C'est à eux que s'intéressent les multiplexes, nom donné aux complexes dès lors qu'ils comptent plus de dix salles et atteignent les deux mille fauteuils. Ces spectateurs potentiels ne vont pas au cinéma, et l'ouverture du Gaumont ne modifiera guère leurs habitudes puisqu'ils ne se rendent que très rarement au centre-ville. Il faut donc que les films aillent à eux. Pour la région nantaise, le site idéal semble celui de Saint-Herblain, commune de 70 000 habitants, à dix minutes de voiture de la place du Commerce.

Selon les estimations les plus prometteuses, un multiplexe installé dans cette zone à forte densité commerciale concernerait 800 000 spectateurs. Face à de telles données, les appétits sont excités par la réussite des opérations identiques déjà réalisées. Pour conforter leur choix, les sociétés d'exploitation se réfèrent au succès que connaît depuis deux ans le premier multiplexe créé en France, le Pathé Plein Ciel, près de Toulon. En oubliant peut-être que la ville souffrait d'un évident déficit de salles. Il est encore trop tôt pour conclure à la réussite des autres multiplexes français, mais on sait que partout



Mais le premier pas...

ailleurs en Europe le système fonctionne (les dix-neuf multiplexes installés en Belgique drainent 50 % des parts de marché, de même que les dix-huit suédois, tandis que les soixante-huit britanniques dépassent déjà les 40 % d'un marché hier encore sinistré).

Si le doute venait à les saisir, les grands groupes français se lanceraient malgré tout, ne serait-ce que pour empêcher les groupes étrangers d'occuper le terrain, comme vient de le faire le groupe Bert (Belgique), près de Metz, et comme le médiateur américain AMC. L'avenir du cinéma passerait donc obligatoirement par les halls imposants des multiplexes, baignés de lumières crues, éclairés d'inscriptions publicitaires à la gloire des sodas américains, organisés autour du comptoir à boissons et à pop corn.

**LA MINIE D'OR DE LA CONFISERIE**  
Les chiffres de la confiserie font en effet rêver les exploitants : alors que la vente par les ouvreuses et les distributeurs automatiques garantit une moyenne de 1,20 F par spectateur, les comptoirs installés dans les multiplexes permettent d'atteindre les 5 F par spectateur. Certains parlent même de 7 F. Les marges

sont imposantes et le calcul est vite fait : le produit de la vente d'un ticket d'entrée laisse un peu moins de 15 F dans la caisse de l'exploitant, celui-ci peut percevoir jusqu'à 4 F par spectateur sur la vente de la confiserie. Soit 4 millions de francs par an pour un multiplexe qui accueilleraient un million de spectateurs, ou près de 30 % des recettes de la salle.

Les esprits chagrins objecteront que se dégrader dans un dédale d'escaliers mécaniques et de couloirs pour rejoindre un fauteuil équipé d'un socle pour le gobelet de soda ou le pot de pop-corn modifie forcément l'approche du cinéma. Mais le passage de la salle unique à la multiplexe a déjà bouleversé cette perception. Il est également patent que si certains films trouvent logiquement leur place dans un supermarché du cinéma, d'autres réclament un environnement très différent : le système convient mieux à *Jurassic Park* qu'au dernier film de Kiarostami (*Au travers des oliviers* est à l'affiche du nouveau Gaumont). Mais les multiplexes sont prévus avant tout pour les films dits populaires, susceptibles de faire passer les familles du centre commercial au cinéma. Et comme

les familles se déplacent surtout en fin de semaine, c'est sur trois ou quatre jours que l'essentiel des recettes sera collecté. Ce qui conduit fréquemment les multiplexes à proposer les grands succès simultanément dans plusieurs de leurs salles. Mais si trois copies d'un film dit « porteur » sont projetées dans un même ensemble, sur lequel vont se porter la presque totalité des spectateurs, que reste-t-il au concurrent ? Beaucoup d'autres films, sans doute : ceux que les gens n'ont pas forcément envie de voir.

A Nantes, le paysage s'est déjà profondément modifié. Situé hier dans la partie haute de la ville, le cœur cinématographique s'est déplacé vers la partie basse, traditionnellement plus populaire. Parce que le Gaumont (qui drainait déjà 34 % du marché) s'y est installé, et parce que ne subsistent plus, près du théâtre Graslin, que sept salles indépendantes (les six Katorza et l'Olympia - qui va bientôt fermer - dirigées par Jean-Serge Pinaud) et sept salles UGC. La concurrence créée par le multiplexe Gaumont s'annonce difficile pour elles. M. Pinaud en mesurera d'autant plus les effets qu'il a, pendant les quinze mois qu'ont duré les travaux de

construction du Gaumont, enregistré une hausse de fréquentation appréciable, passant de 300 000 entrées annuelles à 500 000. Il s'est également habitué au confort procuré par les « gros » films, comme *Gazon maudit*, dont il sera désormais privé, et a goûté, lui l'indépendant farouche, au jeu des circuits.

Quitte à recevoir au dernier moment une copie en version française au lieu de la version originale promise : « C'est la règle, explique-t-il : un distributeur ne peut accepter de perdre un millier d'entrées uniquement parce que le seul exploitant qui projette son film a une lubie sur la version originale ! A l'avenir, il sera possible que le Gaumont présente le film en VF, et moi en VO, simultanément. En tout cas, je suis bien décidé à ne pas baisser les bras ! Les distributeurs continueront de me faire confiance, car ils savent que les films dits « fragiles » seront mieux traités chez moi que dans un multiplexe : ils ont besoin d'être présentés, oc-

fin, aux salles UGC, les plus menacées car exposées à l'attrait de la nouveauté exercé par le Gaumont alors que leur vocation demeure généraliste.

On sait à Nantes que l'UGC pense à créer un multiplexe. Mais le groupe semble avoir été devancé par deux concurrents : Pathé et la Soredic (Société nantaise de diffusion cinématographique), à la tête d'un parc de soixante salles dans la région Ouest, et qui en programme cent quatre-vingts autres (dont le Cinéma à Nantes). L'un et l'autre s'apprêtent à lancer les travaux à Saint-Herblain, sur des terrains distants d'une cinquantaine de mètres. Le projet Pathé est de quatorze salles, celui de la Soredic de onze salles. Les uns affirment être déjà en possession du permis de construire, les autres se font fort de terminer les travaux en quatre mois. Coups de bluff et course de vitesse. La Soredic promet d'ouvrir son multiplexe, qui devrait coûter

### Toujours plus

● Nantes. La forte densité du réseau de salles paroissiales a longtemps fait de l'Ouest la région la mieux équipée de France. En 1993, 1 398 000 spectateurs ont acquis le droit d'accéder à une des vingt-sept salles nantaises, et le total des entrées pour l'ensemble de l'agglomération s'est élevé à 1 482 000, pour trente-deux salles. En 1994, la fermeture pour travaux du complexe Gaumont a fait perdre à la ville moins de 100 000 spectateurs.

● Le Gaumont. Quinze mois de travaux ont été nécessaires pour transformer le complexe de six salles et 1 090 fauteuils inauguré en 1976 en un multiplexe de 2 010 places réparties en douze salles de 90 à 528 places, dont tous les écrans sont courbes (le plus grand a 20 mètres de largeur) et qui toutes sont équipées en Dolby

stéréo. Six caisses, dont une plus basse à l'intention des personnes à mobilité réduite, qui peuvent accéder à toutes les salles grâce à un ascenseur équipé d'un clavier en braille, d'un synthétiseur vocal pour les non-voyants et d'un indicateur de position pour les malentendants.

● Huitième multiplexe français, le Gaumont Nantes est également le premier entièrement construit au centre d'une grande ville de province. La Gaumont avait déjà inauguré récemment le Gaumont Cité Europe de Coquelles, au terminal du tunnel sous la Manche, et a annoncé la construction prochaine d'un multiplexe à proximité du centre de loisirs Euro Disney Paris. Une trentaine d'autres projets sont actuellement à l'étude, dont ceux de l'UGC à Paris, dans le quartier des Halles et à Bercy.

compagnés, ils exigent un travail suivi dans les milieux scolaires. Tout cela ne relève pas de la vocation des cinémas. Je vais être marginalisé, mais ça ne me gêne pas. D'autres ont plus à craindre que moi ».

Jean-Serge Pinaud pense, bien sûr, au Cinéma à Nantes, classé salle de recherche, spécialiste des films « difficiles » et de répertoire, deux domaines auquel lui-même sera conduit à s'intéresser de plus en plus. Il ne cesse également au Concord, salle de continuation, qui ne pourra prendre les films que lorsque leur exploitation sur la ville sera en bout de course. Il pense, en-

25 millions (contre, dit-on, 100 millions pour le Gaumont), en décembre 1995 et vise les 500 000 entrées annuelles. La raison voudrait qu'un seul des deux projets soit réalisé. Mais si la Soredic est convaincue d'être la plus rapide et si Pathé est persuadé que son multiplexe sera plus beau, plus grand et plus attrayant, la rivalité risque de tourner à la guerre ouverte. Avec des spectateurs à conquérir et des films en ligne de mire. Mais les films « populaires », générateurs de recettes importantes, sont-ils si nombreux ?

Pascal Mériegeau

## Le « gigantisme » stimule le dynamisme des exploitants de salles d'Art et Essai

**OFFICIELLEMENT**, le sort des salles d'Art et Essai, précaire par nature, serait tragiquement menacé par l'arrivée des multiplexes, qui mettent en œuvre une politique diamétralement opposée à la leur, avec des moyens autrement puissants. La réalité est nettement moins sombre. La France compte aujourd'hui 808 salles de cinéma classées Art et Essai. Un chiffre qui ne cesse d'augmenter depuis cinq ans, malgré la stabilisation de la fréquentation globale du cinéma constatée depuis deux ans, après une période de décline continue de 1982 à 1990. Et il semble que l'arrivée des géants de l'exploitation ait amené les « petits », bénéficiant par ailleurs de la sollicitude des pouvoirs publics, à mieux s'organiser. Avec comme mot d'ordre la mise en avant de l'importance de l'animation des salles, dont sont seuls capables les exploitants cinéphiles et les associations responsables de ces temples du cinéma d'auteur.

Ils sont réunis au sein de l'Association française des cinémas d'Art et d'Essai (AFCAE), dont la principale mission consiste à sélection-

ner les films méritant l'appellation Art et Essai, et qui fête cette année ses quarante ans. L'AFCAE joue un rôle central dans la définition du réseau Art et Essai tel que l'a redéfini le décret du 25 octobre 1991, à la suite du rapport Toubiana de 1989 recommandant une plus grande exigence dans l'attribution du label. Les films entrant dans le genre Art et Essai doivent, selon ce décret, répondre à l'une des caractéristiques suivantes : avoir un caractère de recherche ou de nouveauté ; présenter d'incontestables qualités mais ne pas avoir obtenu l'audience qu'ils méritaient ; refléter la vie de pays dont la production cinématographique est assez peu diffusée en France ; présenter, pour une reprise, un intérêt artistique ou historique leur conférant le caractère de « classique » ; enfin, pour un court métrage, tendre à renouveler le spectacle cinématographique.

**DÉMARCHE QUOTIDIENNE**  
Les films prétendant à ce statut sont visionnés par un collège de cent personnes représentatives du monde culturel. La recommanda-

tion d'au moins la moitié d'entre elles permet la labellisation du film, qui elle-même ouvre la voie à la caractérisation de la salle.

Patrick Brouiller, président de l'AFCAE et exploitant de dix-sept salles, pour l'essentiel en banlieue parisienne, souligne que « le cinéma d'art et d'essai ne peut se contenter d'être une estampe. Il nous faut effectuer un travail d'animation très important. Nous devons

faire l'apprentissage du public, et notamment du jeune public. C'est presque une mission pédagogique, qui ne se résume pas à passer des films ». Ses salles de Nanterre, Marly, Asnières... totalisent 650 000 entrées par an. Mais cela implique une démarche quotidienne, en particulier auprès des écoles, des collectivités ou les associations. Quant aux multiplexes, il estime devoir rester vigilant à leur encontre pour

### Définition d'un label

Le décret du 25 octobre 1991 définit quatre catégories de salles Art et Essai. La catégorie A concerne Paris, les villes de plus de 200 000 habitants et celles de moins de 200 000 totalisant 1,5 million d'entrées par an. Ces salles doivent programmer 75 % de films Art et Essai, obligatoirement en version originale. 74 écrans relevaient de cette catégorie en 1994. La catégorie B (79 écrans) concerne les villes de moins de 70 000 habitants réalisant plus de 500 000 entrées et celles comprises entre 70 000 et 200 000 et totalisant moins de 1,5 million d'entrées. Ces salles programment 50 % de films Art et Essai, qui doivent être en version originale s'ils ont réalisé plus de 500 000 entrées à Paris. La catégorie C (98 salles) concerne les villes comprises entre 30 000 et 70 000 habitants, totalisant moins de 500 000 entrées. Ces salles programment 40 % de films classés Art et Essai. La catégorie D (274 salles) s'applique aux villes de moins de 30 000 habitants. Ces salles programment 35 % de films Art et Essai.

ne pas risquer d'être à terme étouffé. « Mais, ajoute-t-il, ces ensembles posent des problèmes à tout le parc, et pas uniquement aux salles d'Art et Essai. Je dirais même que nous aurons peut-être plus de facilité à résister du fait justement de notre spécificité et de notre identité. » Le responsable de l'AFCAE sera sans doute aidé dans sa tâche par le Centre national de la cinématographie, dont la politique vise à respecter un équilibre dans le parc de salles. Le CNC se fixe en effet comme priorité aujourd'hui le maintien des salles de quartiers, même si les aides et subventions au titre du classement Art et Essai restent limitées, pour 1995, à 32,2 millions de francs.

Aussi la défense de leurs salles dépend d'abord des exploitants eux-mêmes. A Avignon, où Pathé a ouvert fin février un multiplexe, Patrick Gualvach responsables des salles Utopia ne mâche pas ses mots devant son nouveau « confrère ». Il estime que « le multiplexe, ce n'est que de la consommation et le but avéré de leur promoteur consiste à écraser les autres exploitants ». Pourtant, avec 185 560 en-

trées en 1994, les Utopia (rénovés et comptant désormais quatre écrans) sont bénéficiaires. Une réussite rendue possible à coups de rétrospectives, d'hommages et grâce à la diffusion d'une revue tirée à 52 000 exemplaires : autant d'actions qui ont permis de fidéliser son public.

A La Garde, près de Toulon, où a eu lieu en juillet 1993 l'implantation du premier multiplexe français, Plein Ciel, le cinéma Art et Essai local, le Rocher, ne semble pas avoir souffert de cet imposant voisin.

Sa directrice, Mireille Odin a elle aussi rénové sa salle, et elle affirme aujourd'hui : « Plein ciel a drainé un public qui n'allait pas au cinéma mais ne m'en a finalement pas volé, ou si peu. En fait, le multiplexe incite une nouvelle façon de pratiquer le cinéma, et cela ne concerne pas notre public de fidèles. »

Ainsi, loin des discours alarmistes, la concurrence des multiplexes semble décupler le dynamisme des responsables des salles vouées à la défense d'un cinéma « différent » et met en évidence leur faculté d'adaptation.

Bertrand Elie

هكذا / من الأطل

VOTRE IDEE

15

Jamais nous ne  
peu classique.

De 15 ans d'âge

de beaux clients

monde nous

nouvelle mar

le hic. La loi

avons beau re

neurones, che

Rien de légal.

que vous soy

surmonter l'in

sur. Contactez

bien compren

La meilleure i

Mais pour l'o

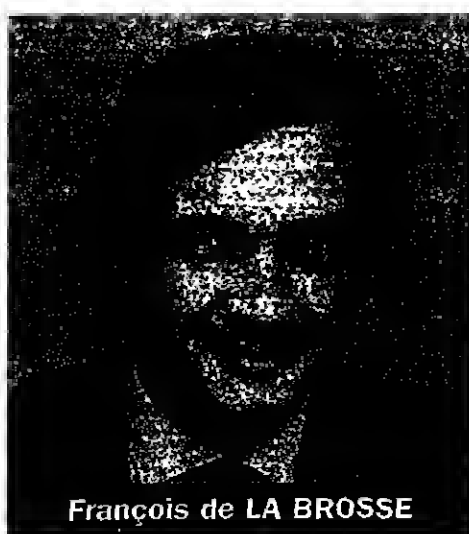
est réalisable

sur la base du change 15

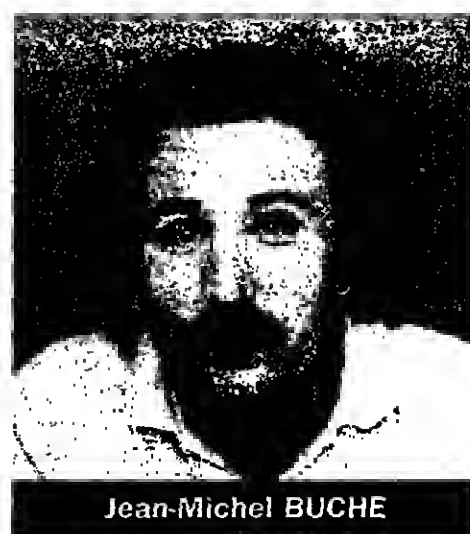


# VOTRE IDEE PEUT VOUS FAIRE GAGNER 15 000 \$\*

Jamais nous ne nous étions trouvés dans une situation pareille. Aussi peu classique. Voilà les faits. Nous sommes une agence de publicité. De 15 ans d'âge. Réputée. Sérieuse. Créative. Avec de bons créatifs et de beaux clients. Aujourd'hui, un des plus grands cigarettiers au monde nous a confié son budget pour le lancement en avril d'une nouvelle marque de cigarette américaine. Classique jusque là. Et voilà le hic. La loi anti-tabac limite les possibilités d'expression. Et nous avons beau retourner le problème dans tous les sens, nous creuser les neurones, chercher des idées, de la plus classique à la plus folle : rien ! Rien de légal. Alors aujourd'hui, nous poussons ce cri. A l'aide ! Qui que vous soyez, même un excellent et brillant confrère, aidez-nous à surmonter l'insurmontable. En nous proposant des idées. Légales, bien sûr. Contactez-nous pour recevoir le cahier des charges nécessaire pour bien comprendre le problème et tenter de faire une bonne création. La meilleure idée fera gagner à son auteur un prix cool : 15 000 US \$\*. Mais pour l'obtenir, il faudra, bien évidemment que votre idée en or soit réalisable dans le cadre strict de la loi. Bon courage !



François de LA BROsse



Jean-Michel BUCHE

## Z GROUPE

Agences Conseil en Communication  
51, 53 Boulevard Biron 93406 Saint-Ouen  
Tél. 40 45 42 22 - Fax : 49 48 77 72

\* sur la base du change 1\$ = 5F soit 75 000F.











# NRJ savoure son triomphe, Europe 1 prépare sa relance

Le réseau musical récolte les fruits de sa stratégie de proximité, tandis que la station de la rue François-1<sup>er</sup> fait l'examen de ses erreurs

■ **PRESSE GRATUITE** : le résultat net de Spir Communication, société de presse gratuite et de distribution publicitaire dont le quotidien *Ouest-France* est actionnaire, a augmenté de 10,1 % en 1994 (149,6 millions de francs) par rapport à 1993. Le résultat d'exploitation s'est élevé à 216,7 millions de francs, en hausse de 9,7 %, pour un chiffre d'affaires de 1,037 milliard de francs, en progression de 10,6 % (937,5 MF en 93). Le groupe précise qu'il a acquis deux journaux gratuits à Romans et à Valence (Drôme).

■ **CÂBLE** : TV Câble lance le premier service français de téléchargement de jeux vidéo pour micro-ordinateurs PC par câble. La Lyonnaise Communications-TV Câble, Sony Electronic Publishing et France Télécom ont annoncé l'ouverture dans les prochains jours de ce service baptisé « Game net » aux 500 abonnés aux réseaux TV Câble de Paris et de sa région, équipés d'un PC. Grâce à un Visio-pass spécial (le Visio-pass « diffusion de données »), ils pourront disposer, sur leur ordinateur, de six à neuf jeux vidéo, sélectionnés par Sony et renouvelés régulièrement. Il n'y aura pas de taxation à la durée ou à la consommation, mais un abonnement de 90 francs mensuels, en plus de l'abonnement au câble.

■ **ANIMATEUR** : Tabatha Cash, la star du porno devenue animatrice sur l'antenne de Skyrock, doit quitter la station à la fin du mois de juin. Cette décision a été prise d'un commun accord entre la direction et l'animatrice. Tabatha Cash avait été appelée en septembre 1994 sur Skyrock pour animer chaque jour, de 19 à 21 heures, une émission de dialogue avec les auditeurs sur la sexualité et pour concurrencer l'émission de Doc et Difofo « Lovin' fun » diffusée sur Fun Radio.

LES ÉQUIPES de NRJ s'apprêtent à faire « une petite fête » pour célébrer l'événement. Avec 10,3 points d'audience cumulée (un point équivaut à 461 530 auditeurs), le réseau musical « jeune » NRJ dépasse Europe 1 au premier trimestre : une date et un tournant dans l'histoire du média radio. C'est la première fois, depuis l'éclosion de la bande FM en 1981, que l'audience d'un réseau musical dépasse celle d'une radio généraliste.

A NRJ, on juge l'épisode symptomatique. « Les habitudes des auditeurs ont changé. Ils ne sont plus prêts à écouter un programme de radio dans sa globalité, à patienter sans aller voir ailleurs, en attendant leur émission préférée. Chacun veut et peut aujourd'hui, à chaque moment, écouter ce qu'il a envie d'entendre », précise le président de NRJ, Jean-Paul Baudouin. Nous sommes en train de vivre le phénomène qui a eu lieu il y a quelques années aux États-Unis, où la diversité des radios a dispersé les auditeurs et fragmenté le public. Le phénomène est d'ailleurs le même pour les télévisions.

Plus encore que du score d'audience lui-même, NRJ se réjouit de l'écart creusé avec Europe 1 sur les cibles qui comptent auprès des annonceurs. La station réalise aujourd'hui 8 % d'audience de plus que celle de la rue François-1<sup>er</sup> sur les 25-49 ans et 45 % de plus sur les fameuses « ménagères de moins de 50 ans ».

Alors que le paysage radiophonique n'a cessé d'évoluer, NRJ est restée fidèle au format et à l'identité qu'elle s'était fixée dès le départ,

en modulant sa grille par petites touches, en ajustant sa programmation musicale à ses auditeurs et en évoluant avec eux imperceptiblement. Elle a vieilli sans que ses auditeurs s'en rendent compte. Comme RTL — on a d'ailleurs souvent qualifié NRJ de « RTL des jeunes » —, elle a préféré la constance.

« La plus belle des radios » a aussi su miser sur la proximité, avant la vague d'engouement qui allait en faire une référence. Elle vient de mettre en place une agence de presse radiophonique à vocation régionale, un pas supplémentaire vers ses auditeurs. Elle évoque le concert qui y a lieu dans chaque ville, et apporte des informations spécifiques au lieu où elle est implantée.

« Il s'agit pour nous de montrer que la FM a une mission locale et sociale importante », souligne Alain Weil, directeur général de NRJ. Nous ne sommes pas seulement un robinet à musique (...). Plus qu'une « muscote », nous sommes une radio thématique, une notion nouvelle qu'il faut prendre en compte. » Evolution lente et habile, mission de proximité soutenue : ces choix sont aujourd'hui payants.

Parallèlement, Jean-Paul Baudouin a progressivement construit un empire, diversifié et international. Coté en Bourse (avec un chiffre d'affaires de 560 millions de francs en 1994) et indépendant, le groupe dispose de cent quatre-vingt-onze émetteurs et comprend les réseaux musicaux NRJ, Chérie FM — dont l'audience progresse régulièrement — et la station parisienne « Rire et chansons », dont le développement ne dépend plus que du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA). Il s'est aussi imposé en Suisse et en Belgique, et surtout en Allemagne (à Berlin, Munich, Leipzig, Dresde, Chemnitz, Nuremberg et Zwickau) et en Suède, où la station est « la première radio commerciale » du pays.

## Les griefs semblent se concentrer sur les signatures extérieures, les « mercenaires »

Au carrefour d'Europe 1, l'heure des comptes vient de sonner. Son dépassement par NRJ a fait fonction d'électrochoc. Première victime, Patrice Blanc-Francard, directeur des programmes, vient d'être remercié (*Le Monde* du 28 avril). Même si l'agencement actuel des émissions a été établi de façon « collégiale », le directeur des programmes fait les frais « d'erreurs » qui, selon certains rédacteurs, auraient été « préjudiciables » à l'audience de la station. Ainsi, Les Nuls — à l'antenne du lundi au jeudi entre 11 heures et 12 h 30 —, sont montrés du doigt : leur humour « pipi-caca » ne ferait pas bon ménage avec l'auditoire de cette tranche horaire, en majorité féminine.

Le départ de Patrice Blanc-Francard et les vœux d'une relance rendue possible grâce aux bénéfices d'Europe 1 Communication (90 millions de francs en 1994) ne semblent pas suffire à rassurer une partie de la rédaction. La société des rédacteurs d'Europe 1 avait réuni les journalistes, jeudi 27 avril, en assemblée générale pour « faire le point ». Un acte symbolique et rare dans l'histoire de la station. Les anciens font remonter la dernière réunion de ce type à la fin des années 80. Selon son président, Edmond Zucchi, c'était l'occasion pour la rédaction « d'exprimer son inquiétude sur la perte d'identité d'Europe 1 ».

Fidèle en cela à l'esprit et aux traditions de la station, le président de la société des rédacteurs se refuse à préciser l'éventail des critiques, afin de ne pas « porter sur la place publique une question interne ». Le principe d'une lettre adressée à Jean-Luc Lagardère, patron de Matra-Hachette et du groupe Europe 1, a été retenu.

Si peu d'éléments en sont connus, les griefs semblent se concentrer sur les signatures extérieures, les « mercenaires » comme la rédaction les surnomme, qui interviennent quotidiennement à l'antenne. La revue de presse, l'interview politique et d'autres chroniques sont présentées chaque jour par des journalistes étrangers à la rédaction.

En plus d'un sentiment de « mépris », certains à Europe 1 estiment que, quelle que soit leur compétence, « ils n'apportent rien à la ré-

daction ». Plus encore que le flottement identitaire et « l'échec de la politique des signatures », plusieurs journalistes estiment que ces collaborations extérieures « bloquent par leur haute possibilité d'avancement, alors qu'Europe 1 a une solide tradition de formation de ses élites ».

La nouvelle chute d'audience pourrait sonner le glas de certaines de ces chroniques. Les élections — présidentielle et municipales — terminées, Europe 1 devrait revenir à ses axes fondamentaux. D'aucuns réclament « plus de pertinence et d'implication dans les "papiers" politiques qui ne doivent pas être de pure littérature ».

Tout en prétendant ne pas vouloir s'immiscer dans le contenu des programmes, une partie de la rédaction critique aussi certains animateurs venus monnayer au micro d'Europe 1 leur popularité gagnée au petit écran. Selon eux, ces vedettes, trop occupées par leurs émissions de télévision, ne s'impliqueraient pas assez dans la radio.

Les « stars » auraient-elles compris le message ? Ou la direction a-t-elle pris les devants ? Toujours est-il que Michel Field, présentateur de « Découvertes », a décidé d'abandonner fin juin la présentation de « La grande famille » chaque midi sur Canal Plus, afin de consacrer plus de temps à Europe 1. Quant à Jean-Luc Delarue, il ne devrait plus animer « Europe Midi » à la prochaine rentrée.

Véronique Cauhapé et Guy Duthell

VENDREDI 28 AVRIL

TF 1
13.40 Feuilletton : Les Foux de l'amour.
14.30 Série : Dallas.
15.20 Série : La loi est la loi.
16.15 Jeu : Une famille en or.
16.45 Club Dorothée vacances.
17.30 Série : Les Garçons de la plage.
18.00 Série : Premiers baisers.
18.30 Série : Le Miracle de l'amour.
19.00 Magazine : Coucou 1 (et 23.50).
19.50 Le Bébé Show (et 0.40).
20.00 Journal, La Minute hippique, Météo, Trafic infos.
20.45 Téléfilm : Vents contraires. D'Alan Goldstein.
22.20 Magazine : Tout est possible. Invité : Serge Lama. Maîtriser à tout prix : Un héritage pas comme les autres ; Repartir de zéro.
0.45 Journal et Météo.
0.55 Programmes de nuit. Millionnaire : 1.25, Histoires naturelles (et 3.10, 5.05) ; 2.25, TF 1 nuit (et 3.00, 4.00) ; 2.35, Côté cœur ; 4.10, L'Aventure des plantes ; 4.40, Musique.

FRANCE 2
13.45 Série : Inspecteur Derrick.
14.50 Série : L'Enquêteur.
15.50 Variétés : Les Chansons aux chansons (et 5.10).
16.40 Des chiffres et des lettres.
17.10 Série : Seconde B.
17.40 Série : Les Années collège.
18.15 Série : Sauvés par le gong.
18.45 Jeu : Qui le meilleur gagne (et 3.40).
19.10 Flash d'informations.
19.15 Studio Gabriel (et 1.35).
19.50 Bonne nuit les petits. Cache cache.
19.59 Journal, Météo, Point route.
20.50 Série : Les Cinq Dernières Minutes. Mort d'un géant, de Pascal Goethals.
22.40 Magazine : Bouillon de culture. Présenté par Bernard Pivot. Cinéma français contre cinéma américain. Invités : Daniel Toscani du Plantier, Pierre Billard, Jean-Michel Frodon, Régis Wargnier, René Bonnell, Jean-Marc Causse, Marc Exposito.
23.50 Variétés : Taratata. Emission présentée par Nagui. Invités : Terence Trent D'Arby, Brett Anderson, Judith Godrèche, Suede, Slayers.
1.00 Les Films Lumière.
1.05 Journal, Météo.
2.05 Programmes de nuit.

FRANCE 3
13.35 Série : Vincent à l'heure.
14.50 Série : La croisière s'amusse.
15.40 Série : Simon et Simon.
16.30 Les Minikéros.
17.40 Magazine : Une pêche d'enfer.
18.20 Jeu : Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour. L'Art moderne, d'Alain Sevestre.
18.55 Le 19-20 de l'information.
19.15 Studio Gabriel (et 1.35).
20.05 Jeu : Fa si la chanter.
20.35 Tout le sport.
20.45 INC.
20.50 Magazine : Thalassa. Vira la mamba, d'Antoine Mora et Jorge Tivina.
21.50 Magazine : Faut pas rêver. De Georges Pernoud. Invité : Marc Lavigne. Russie : Le monastère du grand Nord ; France : Paris, le marché Saint-Pierre ; Zimbabwe : Des pierres et des rêves.
22.52 Météo et Journal.
23.20 Magazine : Nimbis. Présenté par Elise Lucet. Les origines de la vie. Invité : Hubert Reeves. Les vendangeurs d'Idolles ; Sur ou ne pas être ; La vie infernale ; Orages et soupe primitive ; Sommes-nous seuls dans l'univers ?
0.20 Court métrage : Libre court. Salida, de Michel Kohn.
0.30 Musique Graffiti. Valse : Bien-aimé, de Waldteufel, par l'Orchestre symphonique français, dir. M. Swieciewsky (10 min).

M 6
13.25 Série : L'Homme de fer.
14.20 Série : Jim Bergerac.
15.10 Boulevard des clips. (1.15, 6.05).
17.00 Variétés : Hit Machine. Emission présentée par Yves Noël et Ophélie Winter.
17.30 Série : Guillaume Tell.
18.00 Série : O'Hara.
18.30 Série : Pizzaro.
18.40 Nulle part ailleurs.
19.20 Magazine : Zébrama.
19.55 Les Guignols.
20.30 La Journal du cinéma.
20.35 Téléfilm : Les Cendres de la gloire. D'Atom Egoyan.
22.10 Documentaire : Les Bats Funk à Rio. De Sergio Goldenberg.
23.00 Flash d'informations.
23.05 Cinéma : Méros malgré lui. Film américain de Stephen Frears (1992).
0.59 Pin-up.
1.00 Sport : Boxe. Championnat d'Europe des poids super légers à Randers (Danemark) : Khalid Rahilou (France)-Gert Bo Jacobsen (Danemark).
2.30 Cinéma : Loin des barbares. Film franco-italo-belge de Liria Boggia (1993).
4.00 Documentaire : Le Secret de l'enfant sauvage.
4.35 Cinéma : Roméo et Juliette. Film italo-britannique de Renato Castellani (1953, v.o.).
20.45 Téléfilm : Danger extrême. De Michael Tuchner, avec Elisabeth.
22.40 Série : Aux frontières du réel. Espace.
23.35 Variétés : Secrets de femme. Valérie, une journée à Paris.
0.05 Dance Machine Club. Présenté par Ophélie Winter.
3.00 Rediffusions. Fréquentar : 3.55, Sports et découverte (4) ; 4.50, Fandine ; 5.15, E = M 6 ; 5.40, Portrait des passions françaises (L'Amour).

CANAL +
13.35 Cinéma : Malcolm X. Film américain de Spike Lee (1992).
16.50 Documentaire : Les Allumés. Des cités et des hommes Mayenne, de Jacques Bal.
17.15 Série : Babylon 5. (3/22). Le Dossier poulpe.
18.00 Canaille peluche. En clair jusqu'à 20.35.
18.30 Jeu : Pizzaro.
18.40 Nulle part ailleurs.
19.20 Magazine : Zébrama.
19.55 Les Guignols.
20.30 La Journal du cinéma.
20.35 Téléfilm : Les Cendres de la gloire. D'Atom Egoyan.
22.10 Documentaire : Les Bats Funk à Rio. De Sergio Goldenberg.
23.00 Flash d'informations.
23.05 Cinéma : Méros malgré lui. Film américain de Stephen Frears (1992).
0.59 Pin-up.
1.00 Sport : Boxe. Championnat d'Europe des poids super légers à Randers (Danemark) : Khalid Rahilou (France)-Gert Bo Jacobsen (Danemark).
2.30 Cinéma : Loin des barbares. Film franco-italo-belge de Liria Boggia (1993).
4.00 Documentaire : Le Secret de l'enfant sauvage.
4.35 Cinéma : Roméo et Juliette. Film italo-britannique de Renato Castellani (1953, v.o.).

LA CINQUIÈME
13.30 Dédé.
14.00 Déroules de France. La pêche à la chèvre (rediff.).
15.00 C'est pas normal. Magazine de l'explosion.
15.30 Que j'y sois ou non.
15.45 Allô ! La Terre. Le Loup (5).
16.00 La Preuve par cinq. Le Moyen Age (5).
16.35 Inventaire demain. Jean-Marie Pelt, biologiste (5).
16.40 Cours de langues vivantes. Anglais.
17.00 Jeunesse. Les Explorateurs de la connaissance : Wéchet.
17.30 Les Enfants de John.
18.00 Question de temps. Douceur bretonne et légumes primaires.
18.15 Ma souris bien-aimée. Le huitième art.
18.30 La Mente des animaux. Le bêtisseur à plumes.
18.55 Journal du temps.
ARTE
19.00 Magazine : Confetti. D'étranges apparitions à côté d'une autoroute anglaise.
19.30 Documentaire : Vivre sur la mer des joncs. Les pêcheurs du lac Mandar au Pakistan, de Rainer Schira.
20.15 Documentaire : Les Jardiniers du désert. De Frédéric Tonelli et Genevieve Roger.
20.30 8 1/2 Journal.
20.40 Téléfilm : Hallali. De Joachim Roering.
22.10 Documentaire : Cent ans de cinéma. [3] Le cinéma allemand, par Edgar Reitz.
23.05 Cinéma : Monsieur Taxi. Film français d'André Hunebelle (1952, N.).
0.25 Magazine : Velvet Jungle. Nirvana : « Live ! Tonight ! Sold Out ! », de Kevin Kesslake (rediff.).
1.40 Série : Johnny Staccato. 16. Gissando, de John Brahm, avec John Cassavetes (v.o., rediff.).
2.05 Musique : European Jazzpects. 2. Henri Texier au Festival de Karlsruhe (29 min).

CÂBLE
TV 5 19.00 Paris lumière. 19.25 Météo des cinq continents (et 21.55). 19.30 Journal de la RTBF. En direct. 20.00 Montage. 20.30 Evasion. 21.00 L'Hebdo. 22.00 Journal de France 2. Édition de 20 heures. 22.40 Le Grand Jeu des célébrités. 22.45 Taratata. Diffusé de France 2 du 21 avril. 0.00 Météo. Météo de Violaine de Villers et Denise Vindrollet. 0.30 Journal de France 3. Édition Soir (40 min).
PLANÈTE 19.40 Le Destin animal : l'échappée. De Jean-Marie Dauphin et Christophe Heulme. 20.35 La Loi du collage. De Mariana Otero (1/3). 21.30 L'Été dans les glaces de Tikhaia. De Philippe Coudat. 22.00 Force brute. De Robert Lihani (6/6). A la mémoire de La Fayette. 22.50 La Voix de leurs maîtres. De Gilles Roussel. 23.45 Le Village au cimetière. De Thierry Compa. 0.40 L'Année du parrain : Philippe Candolero. De Christian Debacqère.
PARIS PREMIÈRE 19.00 Paris Première Infos (et 1.00). 19.15 Tout Paris (et 20.30, 0.30, 19.45 Archives. 20.00 Musiques en scènes (et 22.00). 21.00 Embouteillage. 22.30 Concert : Attila. Enregistré aux arènes de Vérone, en 1985. Opéra en trois

actes de Verdi (120 min).
CANAL J 17.35 Les Triplets. 17.40 La Parthène rose. 17.55 Soirée Domino. C'est comme moi ; 18.00, Il était une fois les Amériques ; 18.20, La nuit, 18.25, Les Nouvelles Aventures de Skipper ; 18.55, Tip top clip ; 19.00, Bêtes pas bêtes ; 19.15, Tip top clip ; 19.20, Rébus. 19.30 Série : Zorro.
CANAL JIMMY 20.00 The Muppet Show. Invité : Senor Wences. 20.30 Série : Les Ermites. 21.20 Série : Au nom de la loi. 21.50 Cobra Girls. 22.15 Chronique moscovite. 22.20 Série : Dream On. 22.45 Série : Senfield. 23.15 Top bab. 0.05 Série : New York Police Blues (45 min).
SÉRIE CLUB 19.50 Série : Les Tivets. 20.15 Série : Les deux font la loi. 20.45 Série : Julien Fontanes, magistrat (et 23.50). 22.15 Série : Code Quantum. Le Roi du direct. Avec Scott Bakula. 23.00 Série : Nick Mancuso, les dossiers secrets du FBI (50 min).
MCM 19.30 Blah-Blah Groove. 20.10 MCM mag (30 min). 20.40 MCM découvertes. 21.00 Concert : Philippe Pascale. 22.00 MCM dance club. 0.30 Rave On (50 min).
MTV 20.00 Greatest Hits. 21.00 Guide to Alternative Music. 22.00 The Worst of Most Wanted. 23.00 Beavis and Butt-head. 23.00 News at Night. 23.15 Cine-

Matic. 23.30 The Zig and Zag Show. 0.00 Party Zone (120 min).
EUROSPORT 19.00 Hockey sur glace. En direct. Championnats du monde : Pologne 8, États-Unis-Suède, à Stockholm (Suède). Pologne A. Suisse-France, à Gavie (Suède). 21.30 Football. En direct. Championnat du monde des moins de vingt ans : finale, au Qatar. 23.00 Formule 1. Grand Prix de Saint-Martin. Essai. à Imola (Italie). 0.00 International Motorsport. 1.00 Eurosport-news (30 min).
CINÉ CINÉFIL 18.35 Le Goût du riz au théâtre. Film japonais de Yasujiro Ozu (1952, N., v.o.). 20.30 L'Amant de paille. Film français de Gilles Grangier (1950, N.). 21.50 Le fauve va frapper. Film britannique de Cyril Frankel (1962, N., v.o.). 23.25 La Captive aux yeux clairs. Film américain de Howard Hawks (1952, N., v.o., 125 min).
CINÉ CINÉMAS 18.50 Téléfilm : La Dernière de mademoiselle Simpson. De Joan Tewkesbury (1989). 20.30 Hollywood 26. 21.00 Kill me Again. Film américain de John R. Dahl (1989). 22.35 Jersey Girls. Film américain de David Burton Morris (1992, v.o.). 0.10 Teen Wolf. Film américain de Rod Daniel (1985, 90 min). Avec Michael J. Fox.

RADIO
FRANCE-CULTURE 19.00 Agora. Spécial RI rouge : Patrick Grainville. 19.30 Perspectives scientifiques. Biologie et médecine. La Sepsité (2). 20.00 Musique : Le rythme et la raison. Omlette Coleman, invité de Barthelemy Bleus. 5. Goursu, père ou parain. 20.30 Le Banquet. Conversations philosophiques : Le courage. Avec Pierre-Michel Klein. 21.28 Poésie sur parole. Poèmes d'Orient (5). 21.52 Musique : Black and Blue. Arcaïotes et rébus : Meet Me At Jim & Andy's par Gene Lees. 22.40 Les Nuits magnétiques. Terre de souds ou l'écologie au cœur. 4. En Arrière : visite de la ferme de la Barthe. 0.05 Du jour au lendemain. Marcelin Pleymet. 0.50 Coda. Au pays de l'éphant blanc (5). 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.). Alexis Piron ou le bûcher bourgeois.
Les interventions à la radio
RTL, 18 heures : François Barouin.
O'FM 99,9, 19 heures : Laurent Fabius (« Grand O'FM-La Croix » Spécial présidentielle »).

FRANCE-MUSIQUE
19.05 Domaine privé. Gérard Courcheille, journaliste. 20.00 Concert franco-allemand (Émis simultanément sur Saarländischer Rundfunk et Mitteldeutscher Rundfunk). En direct de l'ancien Opéra de Francfort, par l'Orchestre symphonique de la radio de Francfort, dir. Andrew Litton : Cockaigne, ouverture op. 40, d'Elgar ; Concerto pour alto et orchestre, de Walton ; Lachrymae, Reflections on a Song of Dowland, op. 48, de Britten ; Babes in Arms, alto ; Enigma Variations op. 36, d'Elgar ; 22.25 Dépechesnotes. 23.30 Musique pluriel. Living Toys d'Ades, par le London Sinfonietta, dir. Oliver Krusen ; Winter Light, de Christensen, Helle Kristensen, flûtes à bec, Ricardo Ochoa, violon. 23.07 Ainsi la nuit. Divergent pour cor, violon et violoncelle. Hob.NV, de Haydn, Hermann Baumann, cor, Karl Suske, violon, Kurnjalkob Timm, violoncelle ; Quintette à cordes n° 3 op. 97, d'Amadeus, de Dvorak, par le Sestetto à cordes de Vienne ; Italienisches Liederbuch (extraits), de Wolf, Christa Ludwig, mezzo-soprano, Dietrich Fischer-Dieskau, baryton, Daniel Barenboim, piano. 0.00 Jazz club. En direct du New Morning, à Paris : Le guitariste John Scofield avec Larry Goldings, Dennis Irwin, Bill Stewart. 1.00 Les Nuits de France-Musique. Programme Hector.

Commandez vos livres par Minitel

36 15 LEMONDE

Quand Cognacq-  
Un documentaire raconte, sur  
et s'interroge

هكذا من الأصل



# Quand Cognacq-Jay chantait « Le Petit Vin blanc »

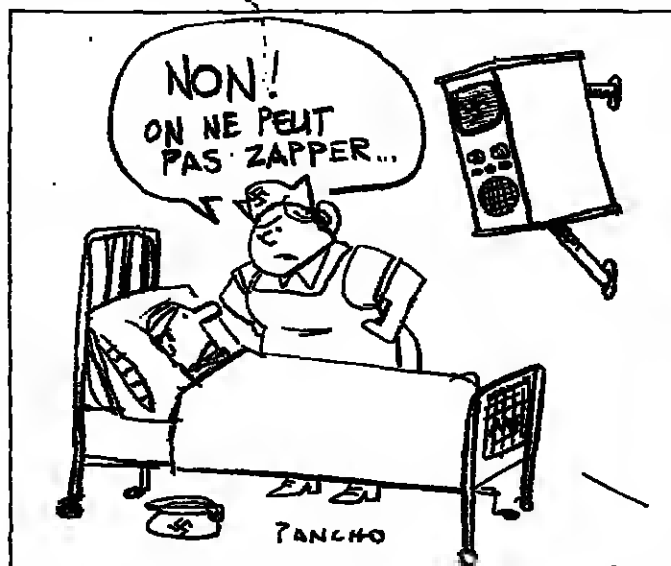
Un documentaire raconte, sur France 2, la naissance de la télévision pendant l'Occupation et s'interroge sur les motifs de ceux qui y collaborèrent

« IL FAUT que les caméras soient très mobiles et les interprètes, contrastés. Le public de la télévision peut arrêter l'émission à tout instant. Il faut donc l'intéresser... » ces principes, que ne renieraient pas les actuels directeurs de chaîne ont été énoncés il y a plus de cinquante ans.

Les rares spectateurs d'alors n'avaient pourtant guère d'autre choix, puisqu'il s'agissait de... blessés de guerre allemands. Cinq cents récepteurs étaient installés dans les hôpitaux parisiens, et c'est à leur intention que Fernsehender-Paris, créée en 1942, émettait depuis la tour Eiffel. Mais peu importait que le public fût captif, comme on le dirait aujourd'hui. Au-delà de la technique, un langage s'élabora, avec son code et sa grammaire.

A une époque où la télévision ne cesse de regarder son passé, il était inévitable qu'elle exhume ses mythes fondateurs. Arte l'avait fait l'an dernier, en diffusant une fiction de Laurent Heynemann. Un jeune officier allemand, Kurt Hinzmann, se battait sous l'Occupation pour sauvegarder l'émetteur, encore expérimental. Il conseilla au gouvernement du Reich de créer une télévision diffusée à Paris, pour maintenir le moral des troupes. Cette proposition acceptée, on trouva pour locaux un dancing désaffecté, le Magic City, et une ancienne pension de famille. Les studios de Cognacq-Jay entraient dans la légende.

Ce cadre historique posé, le réalisateur du téléfilm a bâti un scénario riche en anecdotes. Clowns et numéros de cirque d'époque : tout était prêt pour le spectacle. Kurt avait, bien sûr, une histoire d'amour avec une chanteuse. Il caressait des résistants dans ses studios, on dansait beaucoup et l'on ne parlait pas - officiellement - de politique.



nario riche en anecdotes. Clowns et numéros de cirque d'époque : tout était prêt pour le spectacle. Kurt avait, bien sûr, une histoire d'amour avec une chanteuse. Il caressait des résistants dans ses studios, on dansait beaucoup et l'on ne parlait pas - officiellement - de politique.

Produit par la Vidéotheque de Paris, *Avoue Cognacq-Jay* est un documentaire qui retrace pas à pas la même aventure, à l'aide d'interviews et d'archives (des clichés, pour la plupart, puisque le magnétoscope n'existait pas encore). Ce projet fut lancé en 1992, quand TF 1 quitta les célèbres studios. Ancien pilote automobile et

champion de ski, le « vrai » Kurt Hinzmann, qui a travaillé avec l'ORTF après la guerre, est revenu sur les lieux, la larme à l'œil.

« COLLABOS » OU PLANQUÉS ? Pour assurer la reconstitution la plus fidèle possible, le réalisateur Georges Goldman et Thierry Kubler ont réuni un film d'un certain brio. Rien n'est romancé, et pourtant, sur l'air du *Petit Vin blanc* (chanson qui ouvrait les émissions de l'époque), actualisés et photos en noir et blanc prennent un relief inattendu. Peut-être parce que, comme le suggère le commentaire off, « les souvenirs sont parfois étonnants comme des téléfilms ».

Jean-Louis André

★ « La 25<sup>e</sup> Heure » : La Télévision française sous l'Occupation : *Avoue Cognacq-Jay*, France 2, samedi 29 avril, 0 h 30.

## Le mystère de Bagatelle

par Agathe Logez

PAS MOYEN d'être tranquille ! La veille, l'ex-candidat-toujours-premier-ministre avait fui Paris, dès la fin du conseil des ministres. On avait ainsi vu Edouard Balladur et son sourire forcé s'engouffrer dans une voiture à la sortie de Matignon. Il était urgent d'abandonner derrière soi les querelles et les trahisons, les amitiés versatiles et les humiliations. Celui dont les Français n'avaient pas voulu avait besoin de respirer l'air pur des cimes enneigées, après l'odeur fétide de la déception et du désenchantement. Marie-Joséphine avait sûrement déjà préparé les valises, et ils n'avaient pas attendu pour arriver jusqu'à Chamonix.

Après une nuit d'un sommeil que l'on imaginait volontiers réparateur, le couple Balladur avait fait son apparition dans la matinée, à la sortie de sa propriété. Ils avaient l'air de paisibles retraités. Mousseur tenait à la main la laisse d'un petit chien noir et un grand parapluie, ce qui lui donnait un air un peu emporté. Madame l'avait devancé de quelques mètres et avait affronté, seule d'abord, les curieux et les journalistes. L'ayant rejointe, en un geste tendre, son mari lui prenait le bras, à moins qu'il ne cherchât à lui confier discrètement l'encombrante laisse du chien. Il avait envie de livres et se rendait donc, en bonne logique, à la librairie voisine, faisant mine de s'étonner qu'une escouade de cameramen et de photographes lui emboîte le pas. On lui demandait ses projets, et il répondait gentiment à TF 1. Il

resterait à la montagne « jusqu'à lundi », Jacques Chirac lui avait-il téléphoné après leur déjeuner manqué ? Il resterait à la montagne « jusqu'à lundi », il n'en dirait pas plus. Il ne boudait pas, il voulait juste qu'on le laissât tranquille. Sur France 2, on l'entendait même conseiller très courtoisement aux journalistes de prendre quelque repos, sous-entendant qu'il ne se passerait rien de bien palpitant avant la fin du pont du 1<sup>er</sup> mai, et qu'ils perdaient leur temps à battre ainsi la semelle.

C'était un peu avant midi. Le soir, tout avait à nouveau changé, et Marie-Joséphine avait sûrement dû refaire les valises en sens inverse. Qu'apprenait-on, en effet, toutes chaînes confondues, à la nuit tombée ? Que le week-end réparateur serait écourté. M. Balladur allait regagner Paris plus vite que la sortie de sa propriété. Ils avaient l'air de paisibles retraités. Mousseur tenait à la main la laisse d'un petit chien noir et un grand parapluie, ce qui lui donnait un air un peu emporté. Madame l'avait devancé de quelques mètres et avait affronté, seule d'abord, les curieux et les journalistes. L'ayant rejointe, en un geste tendre, son mari lui prenait le bras, à moins qu'il ne cherchât à lui confier discrètement l'encombrante laisse du chien. Il avait envie de livres et se rendait donc, en bonne logique, à la librairie voisine, faisant mine de s'étonner qu'une escouade de cameramen et de photographes lui emboîte le pas. On lui demandait ses projets, et il répondait gentiment à TF 1. Il

TF 1	FRANCE 2	FRANCE 3	M 6	CANAL +	ARTE
<b>13.15 Magazine : Reportages.</b> Vivre à l'hôtel, de Jacques Expert et Ahmet Sel. <b>13.50 Série :</b> L'homme qui tombe à pic. <b>14.50 Série : Cannon.</b> <b>15.45 Série : Les Aventures</b> du jeune Indiana Jones. <b>16.35 Série : Valérie.</b> <b>17.05 Série : Chicks.</b> <b>18.00 Trente millions d'amis.</b> <b>18.30 Divertissement : Vidéo gag.</b> <b>19.05 Série : Beverly Hills.</b> <b>20.00 Journal, Spécial F 1, Tiercé,</b> <b>La Minute hippique, Météo.</b>	<b>Samedi . 13 H 35</b> <b>SAVOIR PLUS</b> <b>SANTÉ</b> <b>Infirmière</b> <b>24 heures</b> <b>sur 24</b> <b>2</b> <b>13.45 Magazine : Savoir plus santé.</b> Infirmières vingt-quatre heures sur vingt-quatre. <b>14.40 Histoires sauvages.</b> La Reine des éléphants (1/2). <b>15.35 Série :</b> Dans la chaleur de la nuit. <b>16.25 Magazine : Samedi sport.</b> 16.30, Tiercé à Auteuil ; 16.50, Handball ; Lutte romaine. <b>18.10 Série : Hartley cours à vie.</b> <b>19.00 Magazine :</b> J'ai un problème... et alors ? <b>19.55 Tirage du Loto (et 20.45).</b> <b>19.59 Journal et Météo.</b> <b>20.50 Divertissement :</b> Faites la fête. Présenté par Michel Drucker. Fête gitane. <b>22.55 Sport : Boxe.</b> En direct. Finale du championnat de France poids plume à Grand-Synthe (Nord) : Afrindo de Abreu-Fabrice Bénichou. <b>0.10 Les Films Lumière.</b> <b>0.15 Journal, Météo,</b> <b>Journal des courses.</b> <b>0.30 Magazine : La 25<sup>e</sup> Heure.</b> Présenté par Jacques Perrin. Avoue Cognacq-Jay. <b>1.25 Programmes de nuit.</b>	<b>13.00 Samedi chez vous</b> (et 15.05, 16.45). <b>14.05 Série : Les Brigades du Tigre.</b> <b>15.10 Série : Les Champions.</b> Cent coups à Bussang, un siècle de théâtre populaire dans les Vosges. <b>16.20 Série :</b> Airport unité spéciale. <b>17.25 Série : Chapeau melon</b> et bottes de paille. <b>18.20 Série : Amicalement vôtre.</b> <b>19.10 Magazine : Turbo.</b> Le coup de cœur : Les ateliers de Renault Sport ; L'enquête : les fascos de l'automobile ; L'essai : la Ferrari 512 MM Testarossa ; Technologie : Le moteur Split Cycle ; L'express info ; La rubrique téléspéciale ; Génération auto. <b>19.54 Six minutes d'informations, Météo.</b> <b>20.00 Série : Filles à papas.</b> <b>20.35 Magazine :</b> Stars et couronnes. Jean Fiat, entre acteur et écrivain. <b>20.45 Téléfilm :</b> Prise de têtes. D'Eric Chaviryan. <b>22.20 Magazine :</b> Ah ! Quels titres ! Présenté par Philippe Tesson et Patricia Martin. En direct de Saint-Malo, à l'occasion du festival, Étonnants Voyageurs. 30 <sup>e</sup> émission. Invités : Michel Le Bris (Fragments du royaume) ; Michel Deon (Je me suis promené) ; Jean-Yves Le Toumein (Kunun autour du monde) ; Jean-Luc Costantini (Tout est facile) ; Isabelle Jany (23 lettres d'Amérique) Edith et Jacques-Bernard Huyghe (Les Coureurs d'épique) ; La Bibliothèque du voyageur. <b>23.20 Météo et Journal.</b> <b>23.50 Musique et compagnie.</b> L'œil écoute... Naples (2/2). <b>0.50 Musique Graffiti.</b> 44 Duos, de Bartok, par Miklos Steinhely et Josef Lindway, violon (10 min).	<b>13.00 Série :</b> Les Rues de San Francisco. <b>14.10 Série : Supercopiers.</b> <b>15.10 Série : Les Champions.</b> <b>16.20 Série :</b> Airport unité spéciale. <b>17.25 Série : Chapeau melon</b> et bottes de paille. <b>18.20 Série : Amicalement vôtre.</b> <b>19.10 Magazine : Turbo.</b> Le coup de cœur : Les ateliers de Renault Sport ; L'enquête : les fascos de l'automobile ; L'essai : la Ferrari 512 MM Testarossa ; Technologie : Le moteur Split Cycle ; L'express info ; La rubrique téléspéciale ; Génération auto. <b>19.54 Six minutes d'informations, Météo.</b> <b>20.00 Série : Filles à papas.</b> <b>20.35 Magazine :</b> Stars et couronnes. Jean Fiat, entre acteur et écrivain. <b>20.45 Téléfilm :</b> L'instinct d'une mère. De James Steven Sadwith. Par l'intermédiaire d'un centre de stérilité, un couple ne pouvant avoir d'enfant fait la connaissance d'une jeune femme, mère de deux enfants, qui accepte d'être « mère porteuse ». <b>0.20 Série : Les Professionnels.</b> Fausse piste. <b>1.20 Musique :</b> Boulevard des clips (et 6.30). <b>2.30 Rediffusions.</b> E = M 6 ; 2.55, Fanzine (et 6.05) ; 3.20, Venice, cité des doges ; 4.20, Sports et découverte (5) ; 5.10, Fréquentast.	<b>14.00 Sport : Basket-ball.</b> En direct. Quart de finale du Championnat de France. <b>15.45 Sport :</b> E.T. Méphisto planète Terre. En direct. Première journée du Tournoi de Paris. — En clair jusqu'à 20.35 — <b>17.15 Décade pas Bunny.</b> <b>18.15 Dessin animé :</b> Profession critique. Un aller-retour pour Hollywood. <b>18.40 Magazine : Tellement mieux.</b> <b>18.55 Flash d'informations.</b> <b>19.00 Magazine :</b> L'Hédo de Michel Field. <b>20.00 Magazine :</b> C'est pas la 20 heures. Présenté par Alexandre Devoise. <b>20.35 Téléfilm :</b> Avec intention de nuire. De John Patterson. <b>22.00 Flash d'informations.</b> <b>22.05 Surprises.</b> <b>22.15 Magazine : Jour de foot.</b> Présenté par Thierry Gilardi. <b>23.00 Cinéma : Warlock 2.</b> Film américain d'Anthony Hickox (1993). Avec Julian Sands, Chris Young, Paula Marshall. <b>0.34 Pin-up.</b> <b>0.35 Cinéma :</b> Mina Tannenbaum. <b>II</b> Film français de Marlene Dugowson (1993). <b>2.35 Cinéma :</b> La Nuit des morts-vivants. <b>II</b> Film américain de Tom Savini (1990). <b>4.00 Cinéma : La Prédiction.</b> <b>III</b> Film franco-russe d'Eldar Rzazanov (1993, v.o.).	<b>13.30 A tous vents.</b> Moisson d'océan. <b>14.30 Découvertes.</b> E.T. Méphisto planète Terre. <b>15.30 Arts musiques.</b> Vingt-cinq siècles d'art en Europe : Le X <sup>e</sup> siècle. <b>16.30 Les Grands Châteaux</b> d'Europe. Malbork. <b>17.00 Les Grands Séductrices.</b> Claudia Cardinale (rediff.). <b>18.00 Magazine :</b> Arrêt sur images. Présenté par Pascale Clarke et Daniel Schneidermann. <b>18.55 Journal du temps.</b> <b>ARTE</b> <b>19.00 Série : Ça vous fait rire ?</b> Question de goût (1/2). De Mark Chapman, avec Dany Webster. <b>19.30 La Dessous des cartes.</b> De Miliou des empires, de Natacha Nici (rediff.). <b>19.35 Histoire parallèle.</b> Actualités polonaises, soviétiques et américaines de la semaine du 29 avril 1945. <b>20.30 81/2 Journal.</b> <b>20.40 Téléfilm : Le Sud.</b> De Carlos Saura. Lorsque l'univers baroque et imaginaire de Jorge Luis Borges et celui intimiste de Carlos Saura se rencontrent. <b>21.40 Zaire, le cycle du serpent.</b> De Thierry Michel. Une plongée dans la société zairoise à travers des personnages singuliers : le patron des patrons, le chef d'état-major des armées, un haut dignitaire de l'Église kimbanguiste, le patron d'une petite menuiserie... Un implacable constat de la faillite du régime Mobutu. <b>23.00 Magazine : Vingt-cinq siècles.</b> Top Live : Morphine ; Close-up : L'Affaire Louis Thio. <b>0.00 Série : Johnny Staccato (v.o.).</b> 17. The Only Witness, de Robert Sincclair, avec John Cassavetes. <b>0.25 Téléfilm :</b> Comme un air de retour. De Loredana Bianconi, avec Sarah Balthazar (105 min).



## Chante, rossignol, chante !

par Pierre Georges

IL SUFFIT parfois d'une idée, la bonne. Il l'a eue, cet écologiste allemand en charge d'un serveur téléphonique trop muet. 3615 NABU, le nom de la fédération écologiste, le chant du rossignol. En direct-live, comme qui dirait sous l'arbre et les étoiles d'une nuit lactée.

C'était l'idée ! Le chant du rossignol, le soir au fond du combiné, a fait un tabac. 60 000 appels, un standard qui saute, des heures d'attente. C'est pour le rossignol ? A la queue, comme tout le monde ! La NABU ne se sentant plus d'aise a promis de multiplier les lignes pour répondre à la demande.

Chante, rossignol, chante perché sur la ligne téléphonique ! Peu importe l'oiseau pourvu qu'on ait les trilles. La fable est assez jolie, qui montre en quel dénuement romantique extrême nous sommes, en quel besoin nous nous trouvons d'ouvrir d'urgence la fenêtre sur l'été.

Nos ancêtres les ruraux, nos autres ancêtres les poètes n'en reviennent pas. Bagatelle, un grand bal majoritaire, peut-être un peu masqué, peut-être un peu forcé, le bal des grimaces et des sourires en dents de scie. Il n'est même pas exclu que certains, descendant de la montagne, y fassent tapissière. Mais enfin, c'est un fait, il y a, le grand bal du Promis.

Nous voici rassurés. C'est que pour avoir annoncé, ici même, prompt et inéluctable réconciliation du camp des droites, il nous aura fallu tout de même quatre jours pour que partent les bristols. Cela valait la peine d'attendre. Chante, rossignol, chante sur le pommier des amours enchantées !

Bagatelle, juste pour retomber sur nos pattes, c'est, ou plutôt ce fut, un nom de standard téléphonique. Un nom en noir et blanc, du temps où le téléphone n'était pas satellitaire. Un nom pour réplique de cinéma d'autrefois. Un peu d'imagination, et nous y voici, sur voix de Jean Gabin : « Mademoiselle, je voudrais Bagatelle 1995, M. Chirac s'il vous plaît ».

Bagatelle, c'est aussi, mais de manière plus confidentielle, le polo, sport étrange qui consiste à descendre de Rolls pour monter à cheval. C'est un monde équestre, équin et rupin, qui risque de s'en trouver tourmenté par cette invasion massive du vulgaire le temps d'un meeting. Noo que Jacques Chirac n'adore la race chevaline, comme le reste d'ailleurs. Mais il a une certaine propension à en parler en termes plus boursiers que choisis, selon la formule célèbre : « En selle, messieurs. A nos femmes, à nos chevaux et à ceux qui les montent ».

Bagatelle enfin, comme bal. Il y a, samedi, bal à Bagatelle. Un grand bal majoritaire, peut-être un peu masqué, peut-être un peu forcé, le bal des grimaces et des sourires en dents de scie. Il n'est même pas exclu que certains, descendant de la montagne, y fassent tapissière. Mais enfin, c'est un fait, il y a, le grand bal du Promis.

Nous voici rassurés. C'est que pour avoir annoncé, ici même, prompt et inéluctable réconciliation du camp des droites, il nous aura fallu tout de même quatre jours pour que partent les bristols. Cela valait la peine d'attendre. Chante, rossignol, chante sur le pommier des amours enchantées !

## Minimisant l'accident, Moscou annonce la remise en service du gazoduc d'Oukhta

MOSCOU

de notre correspondant  
Une portion de 20 à 30 mètres d'un gazoduc de 1,40 mètre de diamètre arrachée ; une « balle de feu » qui a entraîné l'incendie de « quelques hectares de forêt déserte » ; pas de victime ; une remise en service dès vendredi 28 avril. Spectaculaire mais sans gravité et sans grande conséquence écologique ou économique, l'accident survenu dans la nuit du mardi 26 au mercredi 27 avril à 1 000 km au nord-est de Moscou serait sans doute passé pratiquement inaperçu si un avion japonais n'avait pas failli se « brûler les ailes » en survolant le Grand Nord russe au moment de l'incendie.

Quelle qu'en soit l'origine (fuite ou explosion), cet incendie qui a fait rage pendant trois heures près d'Oukhta, dans la République des Komis, n'est sans doute qu'un « accident de routine », affirment les autorités russes avec le plus grand sérieux. Un porte-parole du ministère des situations d'urgence a même déclaré que de tels accidents se produisent « chaque semaine », et il est vrai que les agences de presse russes font régulièrement état de fuites et d'explosions sur les oléoducs et gazoducs du pays.

Ces « incidents » attirent rarement l'attention mondiale. Même la pollution pétrolière, qui pourrait être, selon certains experts, la plus grave de l'histoire, survenue cet été à Ousinsk un peu plus au nord, ne semble pas préoccuper grand monde. Pourtant, avec le dégel, cette marée noire (entre 10 000 et 120 000 tonnes de pétrole, selon les estimations) menacerait aujourd'hui de se déverser dans les rivières et d'atteindre l'océan Arctique.

Mais si sa gravité paraît effectivement très surévaluée (notamment face à la catastrophe d'Ousinsk), l'incendie spectaculaire du gazoduc, construit en 1981, a au moins le mérite de remettre en lumière ces lancinantes questions. Le réseau de gazoduc et d'oléoduc russes et de

l'ex-URSS se trouve dans un état pitoyable. Selon Greenpeace, 73 % des oléoducs-gazoducs russes ne sont plus sûrs, car ils sont vieux de plus de dix ans. Selon un autre expert russe en écologie, « 25 % des pipelines doivent être remplacés d'urgence ». Mal construits à la fin des années 60 et 70, peu ou pas entretenus, ces pipelines ne sont cependant pas en plus mauvais état qu'ils ne l'étaient quand ils ont été construits.

Un des 89 « sujets » de la Fédération russe  
Superficie : 415 900 km<sup>2</sup>  
Population : 1,5 millions d'habitants (dont 450 000 Finno-Ougriens Komis)  
Bassin houiller de Petchora : 7 % de la prod. russe  
Produit du pétrole : 10 % de la prod. russe  
Produit du gaz : 10 % de la prod. russe  
Produit du charbon : 10 % de la prod. russe  
Produit du bois : 10 % de la prod. russe  
Produit du fer : 10 % de la prod. russe  
Produit du cuivre : 10 % de la prod. russe  
Produit du zinc : 10 % de la prod. russe  
Produit du plomb : 10 % de la prod. russe  
Produit du nickel : 10 % de la prod. russe  
Produit du cobalt : 10 % de la prod. russe  
Produit du manganèse : 10 % de la prod. russe  
Produit du chrome : 10 % de la prod. russe  
Produit du titane : 10 % de la prod. russe  
Produit du vanadium : 10 % de la prod. russe  
Produit du niobium : 10 % de la prod. russe  
Produit du molybdène : 10 % de la prod. russe  
Produit du tungstène : 10 % de la prod. russe  
Produit du sélénium : 10 % de la prod. russe  
Produit du tellure : 10 % de la prod. russe  
Produit du bismuth : 10 % de la prod. russe  
Produit du cadmium : 10 % de la prod. russe  
Produit du mercure : 10 % de la prod. russe  
Produit du platine : 10 % de la prod. russe  
Produit du palladium : 10 % de la prod. russe  
Produit du rhodium : 10 % de la prod. russe  
Produit du ruthénium : 10 % de la prod. russe  
Produit du cobalt : 10 % de la prod. russe  
Produit du nickel : 10 % de la prod. russe  
Produit du cuivre : 10 % de la prod. russe  
Produit du zinc : 10 % de la prod. russe  
Produit du plomb : 10 % de la prod. russe  
Produit du fer : 10 % de la prod. russe  
Produit du chrome : 10 % de la prod. russe  
Produit du titane : 10 % de la prod. russe  
Produit du vanadium : 10 % de la prod. russe  
Produit du niobium : 10 % de la prod. russe  
Produit du molybdène : 10 % de la prod. russe  
Produit du tungstène : 10 % de la prod. russe  
Produit du sélénium : 10 % de la prod. russe  
Produit du tellure : 10 % de la prod. russe  
Produit du bismuth : 10 % de la prod. russe  
Produit du cadmium : 10 % de la prod. russe  
Produit du mercure : 10 % de la prod. russe  
Produit du platine : 10 % de la prod. russe  
Produit du palladium : 10 % de la prod. russe  
Produit du rhodium : 10 % de la prod. russe  
Produit du ruthénium : 10 % de la prod. russe

l'industrie lourde, chimique par exemple, pour ne pas parler du nucléaire.

### DES FORTUNES

Mais les responsables de l'industrie et du lobby énergétique, très bien représentés au gouvernement russe, n'ont presque pas d'excuses. Contrairement à beaucoup d'autres branches de l'économie, le gaz et le pétrole rapportent des fortunes : 8 milliards de dollars (40 milliards de francs) en 1994, selon une estimation. Seuls quelques kopecks sont consacrés aux investissements et à la rénovation du réseau de pipelines.

En fait personne ne sait où passe cet argent. En tout cas, pas, ou peu, dans les caisses de l'Etat. Les soupçons se portent tout naturellement vers certaines personnes haut placées, notamment le premier d'entre eux, le premier ministre Viktor Tchernomyrdine. Ex-directeur du géant du gaz russe Gazprom (à qui il avait octroyé jusqu'à récemment

des exonérations fiscales), le chef du gouvernement refuse ainsi de dire combien il possède d'actions dans cette juteuse entreprise.

Cette attitude n'étonne personne en Russie où, généralement, chacun fait des « affaires » en privilégiant d'abord le profit le plus immédiat, quel qu'en soit le coût pour le pays, l'entreprise. Pour ne pas parler de l'environnement, qui n'est pas vraiment la première préoc-

cupation d'une population russe occupée à survivre, et généralement plus ruinée qu'enrichie par les « réformes ».

« L'étranger » est aussi souvent accusé par les Russes, non sans arguments, d'être moins intéressé par l'environnement que par de bonnes affaires. Le seul souci des investisseurs occidentaux est - soulignent-ils - de pouvoir acheter des parts de l'industrie russe, à moindre coût, en soulignant sa vétusté grâce à quelques opérations « d'intox » bien menées.

Quoi qu'il en soit, des sociétés étrangères gagnent déjà beaucoup d'argent avec le pétrole et le gaz russes. Les comptes à l'étranger des nouveaux riches du pays (c'est-à-dire, selon une récente étude, essentiellement des ex-nomenklaturistes) sont pleins. Tandis que les caisses de l'Etat russe restent vides et que les gazoducs continuent de rouiller.

Jean-Baptiste Naudet

## Malgré la trêve, les combats se poursuivent en Tchétchénie

Lionel Jospin se prononce contre le boycottage des cérémonies du 9 mai

QUELQUES HEURES avant l'entrée en vigueur du moratoire sur les opérations militaires en Tchétchénie, prévu du 27 avril minuit au 11 mai, les forces russes se sont livrées, jeudi soir, à un pillage intensif des villages de Bamout, Stary Achkhoy et Yandi à l'ouest de la Tchétchénie.

Décrétée à des fins politiques à quelques jours de l'arrivée à Moscou de plusieurs chefs d'Etat occidentaux, la trêve avait, il est vrai, peu de chances d'être observée sur le terrain, le décret laissant toute latitude aux soldats russes pour répondre à d'éventuelles « provocations ». Les responsables de la résistance tchétchène avaient d'ailleurs fait savoir qu'ils n'étaient pas disposés à respecter cette trêve à moins de voir s'ouvrir des négociations à haut niveau avec Moscou. Selon un responsable ingouche, une rencontre était prévue, vendredi, entre le général russe Guennadi Trochev et le chef d'état-major des forces tchétchènes, Aslan Maskhadov, pour discuter des modalités d'un éventuel cessez-le-feu. Vendredi matin, le Kremlin n'avait pas confirmé cette information.

Selon l'agence ITAR-TASS, 500 fusiliers marins de Vladivostok sont arrivés jeudi en Tchétchénie. Alors que les civils continuent à fuir la zone des combats vers les Républiques voisines de l'Ingouchie et du Daghestan, les Russes ont déployé des soldats à Archty, une petite localité ingouche située à 4 kilomètres de Bamout, bordée de réfugiés et qui a déjà essuyé plusieurs tirs de roquettes. Faisant suite aux déclarations par les députés russes de l'attitude de l'armée lors de la prise du village de Samachki, le 8 avril, le parquet de Russie a décidé, jeudi, d'ouvrir une enquête.

Bill Clinton, qui a reçu, durant une dizaine de minutes, jeudi à Washington, le chef de la diplomatie russe, Andreï Kozyrev, a fait sa-

voir que la décision de Boris Eltsine d'ordonner un cessez-le-feu de trois semaines constituait « un pas vers un processus plus large » de règlement de la crise tchétchène. Cette entrevue a été suivie par une conversation téléphonique entre le président américain et Boris Eltsine, qui se sont notamment entretenus de la question de l'élargissement de l'OTAN vers l'Est, et de celle de la fourniture par la Russie de réacteurs nucléaires à l'Iran.

### FERMETÉ

Le ministre allemand des affaires étrangères, Klaus Kinkel, a, pour sa part, appelé la Russie à « respecter les traités internationaux qu'elle a signés » après l'annonce du renforcement de la présence militaire de Moscou dans le Caucase du Nord.

A quelques jours de la visite de François Mitterrand à Moscou, Lionel Jospin s'est prononcé jeudi pour une condamnation plus ferme de la répression russe en Tchétchénie. « Nous devons condamner plus fermement que ne l'ont fait jusqu'à présent les chancel-

leries occidentales, y compris notre gouvernement, les massacres perpétrés par le gouvernement russe », a-t-il déclaré au cours d'un meeting à Marseille. Le candidat à l'élection présidentielle s'est inscrit en faux contre « l'idée qu'il faudrait, face à l'instabilité qui règne à Moscou (...) jouer la carte d'une certaine stabilité et ne pas affaiblir Eltsine ». Lionel Jospin s'est toutefois prononcé contre le boycottage des cérémonies de commémoration de l'armistice de 1945, prévues le 9 mai à Moscou. - (AFP, Reuters, ITAR-TASS.)

M. D.

## La réforme des études de droit a été reportée

LE PROJET de réforme du DEUG des disciplines juridiques et politiques a été suspendu. A l'issue de la réunion du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (Cneser), jeudi 27 avril, la direction générale de l'enseignement supérieur a accepté d'engager une concertation avec les organisations syndicales d'enseignants et d'étudiants, ainsi qu'avec la conférence des présidents d'université (CPU). Dans un premier temps, le ministre avait proposé le report jusqu'au 9 mai de la discussion, deux jours après le second tour de l'élection présidentielle. Finalement cette discussion aura lieu du 15 mai au 15 juin. Ce délai permettra au nouveau ministre, puis au Cneser, de se prononcer.

### RÉSERVES

Cette position de repli s'explique par l'opposition unanime manifestée à l'égard d'un projet inspiré, comme l'a reconnu le ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche, François Fillon (Le Monde du 28 avril), par la conférence des doyens des facultés de droit. Dans une lettre au ministre, Bernard Ditzambourg, le premier vice-président de la CPU, avait aussitôt exprimé ses réserves vis-à-vis d'un « sujet sensible » sur lequel elle n'a été ni informée ni consultée. De son côté, la Fédération des associations générales d'étudiants (FAGE), très présente dans les facultés de droit par l'intermédiaire des corps, avait demandé un report afin de consulter ses adhérents.

Le contenu même du projet, qui visait à revenir sur la réforme Jospin de sanction des études, a lui aussi suscité des oppositions, mais d'une nature différente. Pour le syndicat des étudiants de l'UNEF-ID (gauche non communiste), il n'était pas question d'accorder aux facultés de droit un régime « dérogatoire » qui remette en cause la rénovation des premiers cycles et surtout « ne manifeste pas une réelle volonté de lutter contre les taux d'échecs particulièrement importants dans cette discipline ». Evoquant à son tour une « précipitation suspecte », l'UNI a dénoncé ce projet de réforme, mais pour des raisons radicalement opposées. Ce syndicat, proche du RPR, continue de proclamer son hostilité à l'ensemble de la rénovation des premiers cycles initiée par le « duo Jospin-Aillères », qui, selon lui, « est une dévalorisation des DEUG et tend à torquer l'une des dernières filières d'excellence ».

## SOMMAIRE

### INTERNATIONAL

Algérie : la France va réduire son aide financière 2  
Entretien : Michel Camdessus, directeur général du Fonds monétaire international 4  
Cinquante ans : les dirigeants allemands commémorent la libération des Juifs à Bergen-Belsen 5

### FRANCE

Présidentielle : le meeting à Marseille de Lionel Jospin 6  
Sciences : le Wall Street Journal crée une édition personnalisée sur écran 25  
Emploi : le futur président de la République et les salaires 8  
Affaires : l'impossible amnistie du délit d'abus de biens sociaux 10  
Régions : la préparation des municipales 11

### SOCIÉTÉ

Cour européenne : la France condamnée pour violation du droit à la liberté d'expression 13

### HORIZONS

Enquête : les mémoires de la Shoah - V. Confrontation avec l'histoire 15  
Débats : Sondages, télévision : tel est pris... par Monique Dagnaud : « Evangelium vitae » : de bonnes intentions, une théologie douteuse, par Michel Viot ; Une autre politique pour le Vietnam, par Olivier Todd et Canh Tran ; Pas de voyage à Moscou, par Tahar Ben Jelloun ; Chirac, Balla-

dur et le grand stade, par Jean Glavany ; De la démagogie, et des moyens de la combattre, par Danièle Sallenave ; Un néo-autonomisme frontalier alsacien, par Bernard Reumaux 16-17-18  
Editoriaux : Amnistie et amnistie ; Les politiques et le sida 19

### ENTREPRISES

Finances : les marchés financiers mexicains ont commencé à se redresser 21

### AUJOURD'HUI

Sciences : le Wall Street Journal crée une édition personnalisée sur écran 25

### CULTURE

Disques : les critiques 29  
Musique : Printemps de Bourges 30

### COMMUNICATION

Radio : NRJ s'avoure son triomphe pendant qu'Europe 1 prépare sa relance 32  
Télévision : quand Cognac-Jay chantait « le petit vin blanc » 33

### SERVICES

Annonces classées 11  
Finances et marchés 22-23  
Jeux 26  
Abonnements 27  
Agenda 27  
Météorologie 27  
Loto sportif 27  
Radio-Télévision 32-33

## BOURSE

Cours relevés le vendredi 28 avril, à 12 h 30 (Paris)


FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES			
Tokyo Nikkei	16884	+0,34	+1,76
Hong Kong index	8312,29	+0,33	+1,48
Ouvverture des places européennes			
Paris CAC 40	1990,96	-0,39	+2,65
London FT 100	3217,40	-0,27	+4,96
Zurich	1216,83	+0,12	-1,89
Milan MIB 30	1006	+1,72	-1,85
Frankfurt Dax 30	2056,08	-0,17	+3,82
Bruelles	1419,96	+0,21	+2,18
Suisse SMI	1017,61	-0,08	-1,97
Madrid Iboex 35	262,47	+1,38	-0,89
Amsterdam CDS	278,60	+0,18	+0,21

## DEMAIN dans « Le Monde » :

ET SAIGON DEVIENT HO CHI MINH-VILLE : il y a vingt ans, le 29 avril 1975, le dernier président de la République du Sud-Vietnam ordonnait la reddition sans condition de Saïgon. Aujourd'hui, le visage de la cité ne cesse de se transformer.

Tirage du Monde daté vendredi 28 avril 1995 : 541 781 exemplaires.

**Aquascutum**  
OF LONDON



**COLLECTION PRINTEMPS-ÉTÉ 95**  
**HOMME - FEMME**

Vestes, costumes, ensembles, chemisiers, pulls, blazers... imperméables et parkas légers  
(Coton - Lin - Soie - Super-coton - Cachemire)

**BOUTIQUE EXCLUSIVE : 10, rue de Castiglione**  
75001 PARIS. Tél. : 42-60-09-40

هنا امتحان